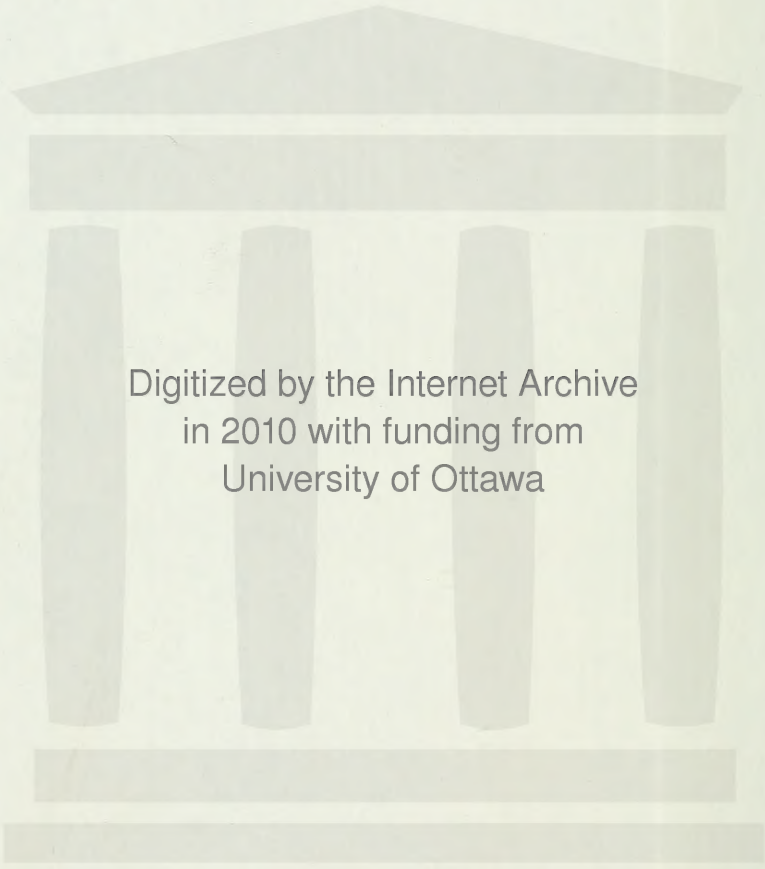
Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/n28viedespeuples07pari

Tome VII. — N° 28 10 Août 1922

LA VIE DES PEUPLES

WITHDRAWN FROM VICTORIA UNIVERSITY LIBRARY

SOMMAIRE

A. ANDRÉADÈS.....	*La politique orientale anglaise avant et pendant le congrès de Berlin...*	877
B. FAY	*Sherwood Anderson*	920
Sherwood ANDERSON....	*Je suis trop bête*	927
P. L'ESPAGNOL DE LA TRAMERYE..	*La lutte pour le pétrole : la dernière phase*	940
Georges POTUT.....	*Pierre Hamp et la peine des Hommes.*	969
Jules LEGRAS.....	*Souvenirs sur P.-A. Stolypine*	1003

Figures diplomatiques.....	1021	Vie politique.....	1045
Vie littéraire.....	1025	Vie internationale.....	1078
Vie économique.....	1040	A travers journaux et Revues....	1130

Traduction et reproduction interdites

Prix : 5 francs

SOMMAIRE DES CHRONIQUES

Figures Diplomatiques	Pages
*** : *Take Jonesco*	1021
Vie littéraire	
Claude BERTON : *Pour lire en vacances.*	1025
Vie économique	
Le bâtiment et la crise du logement	1040
Vie politique	
G. B. : *Italie*	1045
R. C. : *Pologne*	1051
G. B. : *Portugal*	1059
N. D. : *Yougoslavie*	1066
Vie internationale	
Discours de M. Poincaré à la Chambre des députés, le 6 juillet 1922	1080
Discours de M. Poincaré à Joncherey le 16 juillet 1922	1111
Discours de M. Viviani à la Chambre des députés, le 5 juillet 1922	1117
Lettre ouverte de M. de Jagow à M. Viviani, du 13 juillet 1922	1125
Commentaire du Journal des Débats	1128
A travers Journaux et Revues	
Questions internationales	1130
La France vue de l'étranger	1131
Grande-Bretagne	1136
Allemagne	1144
Autriche	1153
Italie	1160
Suède	1169
Asie	1170
Afrique	1179
Amérique	1180
Océanie	1185

LA VIE DES PEUPLES

Revue de la Pensée et de l'Activité françaises et étrangères

Paraît le 10 de chaque mois en un volume in-8° d'au moins 192 pages

FONDATEUR : A. DE LAPRADELLE

PRIÈRE D'ADRESSER TOUT CE QUI CONCERNE

La Rédaction de la Revue : 2, Rue Lecourbe, Paris (XV^e^) — Tél. Ségur 84-40

L'Administration de la Revue : A la Librairie Guillon, 5, Place de la Sorbonne, Paris (V^e^)

Secrétaire Général : JEAN BONNEROT.

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

	Un an	Six mois
FRANCE	50 fr.	30 fr.
ETRANGER	70 fr.	40 fr.

P
Fr. Lit.
V

La Revue de Genève

Directeur : Robert de Traz

Internationale, mais non internationaliste, la " REVUE DE GENÈVE " est un organe de liaison. Elle groupe des écrivains représentatifs de chaque nation, afin qu'ils s'expliquent. Revue de civilisation comparée, elle donne chaque mois, grâce à des collaborateurs de tous pays, l'image vivante et contemporaine d'un monde où personne ne peut plus s'isoler.

La " REVUE DE GENÈVE " publie des œuvres de Maurice Barrès, Georges Duhamel, Elie Faure, Edmond Jaloux, Daniel Halévy, Camille Mauclair, André Suarès, Albert Thibaudet, Hellens, B. Croce, G. Ferrero, Vilfredo Pareto, G. Prezzolini, Bennett, Joseph Conrad, J. Joyce, George Moore, Shaw, N. Murray Butler, John Erskine, Ch. Macfarland, F. W. Forster, Freud, Thomas Mann, Rathenau, Redlich, Keyserling, A. Kouprine, Milioukov, Remisov, Alexis Tolstoï, Branting, Lange, Nansen, J. Bojer, Per Hellstrœm, Lagerkvist, Masaryk, Bénès, A. Apponyi, I. de Voïnovitch, Markovitch, Unamuno, Madariaga, etc., etc.

	Un an	Six mois	Prix du numéro
	—	—	—
France et Belgique (argent français).....	54	28	5 »»

Pour tous renseignements s'adresser à la S. A. des Editions «Sonor», 46, rue du Stand, Genève.

- - LIBRAIRIE STOCK - -

DELAMAIN BOUTELLEAU & Cie — PARIS

155, rue Saint-Honoré (Place du Théâtre-Français) Chèque postal 29.360

LA PLUS GRANDE, LA MIEUX ORGANISÉE ET LA MIEUX SITUÉE DES LIBRAIRIES DE PARIS

Tous renseignements et commodités

TOUS LES LIVRES -- OUVRAGES RARES
RELIURES
SERVICE D'EXPÉDITIONS RAPIDES

Province et étranger

En se recommandant de la VIE DES PEUPLES
demander le service gratuit du

BULLETIN PÉRIODIQUE DE LA LIBRAIRIE STOCK

qui renseigne impartialement le plus souvent par ANALYSES, sur la production trimestrielle de la librairie française.

EDITIONS STOCK

7, rue du Vieux-Colombier. — PARIS

DERNIÈRES NOUVEAUTÉS

Collection « LES DOCUMENTS DU TEMPS »

J. M. KEYNÈS : *Nouvelles considérations sur les Conséquences de la Paix*, (un volume, **6.75**). — Maxime GORKI : *Ecrits de Révolution*, (un volume, **6.75**).

Dans la « BIBLIOTHÈQUE COSMOPOLITE »

St. Ed. WHITE : *Terres de Silence*, 8e édition, (1 vol. **5.75**). — TOLSTOÏ : *Guerre et Paix*, seule traduction littérale et intégrale d'après les manuscrits originaux, (6 vol. ch. 400 pages à **5.75**, le vol.). — O. WILDE : *La Maison de la Courtisane*, (1 vol., **5.75**). — *Théâtre*, (3 vol., **5.75**, le vol.,) etc .. En préparation : TOURGUENEFF, *Roudine*. — ANDERSEN, *Contes*, traduction nouvelle.

ROMANS

Marguerite COMERT : *Mes Images*, (1 vol., **5.75**).— Prix Northcliffe. — *L'Epithalame* : roman par Jacques CHARDONNE, (2 vol. ens., **11.50**).

Collection « LES CONTEMPORAINS »

Œuvres et Portraits au XXe siècle. — Chaque petit volume, du prix de **1 franc**, contient une œuvre significative, une notice et un portrait. — André SALMON : *Prikaz*. — Max JACOB : *Le Cornet à Dés*. — Elie FAURE : *Les Constructeurs*. — François de CUREL : *Le Solitaire de la Lune*. — Prochainement : Œuvres de MM. COCTEAU et GIRAUDOUX.

THEATRE

ERIEUX. — *Théâtre Complet* T. III : *Les Trois Filles de M. Dupont ; Résultat des Courses*, (1 fort vol., **9 francs**). — Edmond SÉE : *Un Ami de Jeunesse*.

COLLECTION NOUVELLE DE LA FRANCE DRAMATIQUE

Mademoiselle Pascal, de Martial PIÉCHAUD, **1.50**. — *La Dame de Bronze et le Monsieur de Cristal*, d'Henri DUVERNOIS, **1 franc**. — *Aimer*, de Paul GÉRALDY, **1.50**. — *Le Débat de Nicolazic*, mystère d'Henry GHÉON, **1.50**. — *Beethoven*, de René FAUCHOIS, **1.75**. — *L'Heure du Berger*, d'Edouard BOURDET, **1.50**. — *Pierre Dupont*, de Lucien DESCAVES, **1 franc**, etc...

LA POLITIQUE ORIENTALE DE L'ANGLETERRE AVANT ET APRÈS LE CONGRÈS DE BERLIN

Disraéli et Salisbury

I

La crise qui débuta par l'insurrection bosniaque de 1875 et se termina — en apparence — au traité de Berlin a une importance capitale dans l'histoire de la question d'Orient et dans l'histoire de l'Europe tout entière. C'est elle qui a mis la Bosnie-Herzégovine, sous couleur d'occupation, sous la domination de l'Autriche-Hongrie; et c'est dans la Bosnie austro-hongroise qu'eut lieu trente-cinq ans plus tard l'assassinat de l'archiduc héritier, qui donna l'occasion ou le prétexte de la guerre.

Certains côtés de cette crise étaient jusqu'ici imparfaitement connus. En particulier, on était mal renseigné sur le rôle de l'Angleterre. Mais voici que deux publications récentes viennent de jeter la lumière sur la politique du cabinet anglais. Ce sont les deux derniers volumes de la *Vie de Disraeli* par lord Buckle [1] et les deux premiers volumes de la *Vie de lord Salisbury* par lady Gwendolin Cecil, sa fille.

Une circonstance d'ordre sentimental donne aux derniers volumes de la biographie de Beaconsfield un prix inestimable. Après la mort de sa femme, Disraeli était tombé éperdument amoureux de deux sœurs, lady Chesterfield et lady Bradford. La première, qui était veuve, refusa sa main, et la se-

1. Celui-ci a terminé la *Vie de Disraeli* commencée longtemps avant la guerre par feu Monypenny.

conde son cœur. Mais ces refus ,loin de dépiter le romantique septuagénaire, poussèrent sa passion à se donner cours dans une correspondance éperdue. C'est à la plus jeune et, semble-t-il, la plus cruelle des sœurs que s'adressaient surtout ses épîtres. Il lui écrivait sans cesse et pour lui dire tout, même les nouvelles ultra-confidentielles qu'il cachait à ses ministres [1]. Ainsi sommes-nous tenus au courant de ses moindres faits et gestes et de ses pensées les plus intimes. Amoureux comme on ne l'est qu'à l'aurore ou au couchant de la vie, soucieux de plaire et de conquérir, il versait dans ces lettres, avec les secrets de l'Etat, tout le brillant de son talent littéraire. Il disait tout, et de telle manière qu'aucun *Livre Bleu* ne saurait offrir au diplomate ou au dilettante l'intérêt des volumes où passent les parties essentielles de cette correspondance.

D'autant que ces volumes contiennent une autre correspondance, inédite, non moins précieuse, celle de Disraeli avec la reine [2]. Victoria, de tout temps épistolière très franche, n'avait jamais peut-être encore été plus précise. Comment ce Mazarin moderne, à peine chrétien et à peine Anglais [3], avait-il pu entrer si avant, et, en tout cas, plus avant que tout autre, dans la faveur de sa souveraine? Des nombreuses explications tentées de ce fait [4], une surtout importe ici. C'est que, sceptique en fait de politique intérieure, Disraeli, comme beaucoup d'Anglais de fraîche date, avait un

1. Cf., dans Buckle, p. 179, une lettre caractéristique relative à un rapport ultra-confidentiel de Layard.

2. La publication des lettres de la reine s'arrête jusqu'ici au lendemain de la guerre d'Italie. Les trois volumes édités par les soins de lord Esher, qui embrassent la période de 1837 à 1861, ont été résumés en français par M. Jacques Bardoux.

3. Les origine israélites de Disraéli sont connues. Mais il est curieux de le voir traiter d'étranger par ses propres ministres. Lord Derby écrivait le 23 décembre 1877 à lord Salisbury : « Il croit au « prestige », *comme font tous les étrangers*, et tiendrait sincèrement pour l'intérêt de ce pays de dépenser 200 millions de livres dans une guerre si le résultat en était d'augmenter l'opinion qu'ont les Etats étrangers de l'Angleterre comme puissance militaire ».

4. On a rappelé notamment qu'il avait tenu compte du fait que la reine, pour être une femme remarquable, n'en était pas moins une femme,tandis que, selon la remarque piquante de la souveraine, Gladstone, quand il lui parlait, avait l'air « de haranguer un meeting », et que Disraéli avait en vain conseillé à Derby de quitter dans ses rapports avec la reine « sa panoplie glacée ». Beaconsfield se vantait aussi de répandre la flatterie « par brouettées », et il avaitin contestablement une façon claire, spirituelle et piquante d'exposer les affaires, qui rendait ses notes plus agréables à la reine que les mémoires circonstanciés de Gladstone.

culte superstitieux de l'Empire britannique et de son prestige. Or ces sentiments, ardemment partagés par la reine, ne se trouvaient au même degré ni chez ses rivaux ni chez ses principaux collaborateurs, aussi patriotes, certes, mais moins romanesques, plus conscients des réalités et, aussi, des devoirs de la Grande-Bretagne envers les Chrétiens.

Pour contenir des lettres moins inattendues, la biographie de lord Salisbury n'abonde pas moins en révélations précieuses. Si ce n'est pas dans la correspondance de cet « époux idéal » qu'il faut chercher des épîtres diplomatico-amoureuses aux femmes des autres, du moins lord Salisbury n'avait-il rien de caché pour la sienne. Beaconsfield regrettait que son ministre se fît accompagner des siens dans ses déplacements diplomatiques [1]. Nous le regrettons aussi, à un autre point de vue. Si lady Salisbury n'avait pas suivi son mari à Constantinople et ne l'avait pas si vite rejoint à Berlin, nous aurions une vue infiniment plus complète des coulisses diplomatiques des deux Conférences. Heureusement; des séparations accidentelles nous ont valu des renseignements de prix; et nous en trouvons d'autres, notamment dans les lettres que Salisbury, longtemps ministre de l'Inde, adressait au vice-roi lord Lytton, et qui traitent des problèmes asiatiques aussi bien que des questions européennes. Enfin la biographie de lord Salisbury, si elle est moins riche de documents, l'emporte peut-être en valeur psychologique et historique sur celle de Beaconsfield, car elle a été écrite par la fille du ministre qui, ne l'ayant jamais quitté, fut la sûre dépositaire de sa pensée et nous révèle

1. Le 20 novembre 1876 il écrivait à lady Bradford : « Salisbury est parti ce matin. Il était accompagné de plusieurs secrétaires et, je crois, malheureusement, de plusieurs membres de sa famille : lady Salisbury son fils aîné et sa fille. Je crains que ces derniers ne soient moins utiles que ses secrétaires. Les journaux français disent que la conférence a été remise parce que M. de Salisbury était accompagné de Mme de Salisbury et de sept enfants. Le mal n'a pas atteint ces extrémités, mais il est suffisant » (Buckle, VI, p. 97). Au fond, il devait y avoir dans cette sortie assez inconvenante et assez injuste, — car lady Salisbury transmit à l'occasion à son mari des renseignements dignes d'être mentionnés dans des pièces confidentielles (Cecil, II, p. 105) —, l'écho de vieilles rancunes et de soupçons inavoués. Quand, en avril 1878, sûr désormais de la collaboration du marquis, il va passer quelques jours chez ce dernier, il change de ton. Il écrit à lady Bradford : « Personne à Hatfield; littéralement la famille; celle-ci cependant est nombreuse, originale et amusante. Les deux filles, à qui je n'avais jamais parlé auparavant, sont très intelligentes et agréables » (Buckle, VI, p. 291).

ses jugements ultérieurs sur les événements auxquels il prit part, et probablement aussi sur les hommes avec lesquels il entra en contact. Lady Gwendolen semble avoir même retrouvé la plume sobre, brillante et acérée, de son père; les portraits ou les croquis qu'elle trace chemin faisant sont très frappants. On peut regretter qu'elle n'ait pas assez tenu compte des documents ou ouvrages parus à l'étranger. Elle ne semble connaître, par exemple, ni les *Souvenirs* du comte de Mouy qui fut secrétaire et de la Conférence de Constantinople et du Congrès de Berlin, ni les *Souvenirs d'avant et d'après la guerre de 1877-78* qu'a publiés dans la *Revue des Deux Mondes*, en 1915, M. de Nelidof, très informé grâce aux fonctions qu'il occupait, et très sincère [1].

Mais au total, les lacunes de l'une ou de l'autre de ces biographies ne comptent guère à côté de ce qu'elles nous apportent. Complétées par les biographies déjà parues, notamment celle de Dilke [2], elles fournissent tous les matériaux nécessaires à une histoire complète de l'action diplomatique de l'Angleterre en Orient de 1876 à 1878.

De cette action, on ne trouvera ici que l'esquisse, ramassée autour des deux personnalités si originales qui dirigèrent la politique britannique aux moments décisifs.

II

Les biographes de Disraeli et de Salisbury se rencontrent avec MM. de Mouy et de Nélidof pour affirmer l'origine financière de la grande crise orientale. Ce fut, en 1875, la

1. Nelidof, que la France a bien connu comme ambassadeur de Russie, était à l'époque conseiller de l'ambassade russe de Constantinople. Mais il remplit souvent les fonctions de chargé d'affaires, et c'est lui, entre autres, qui rompit en 1877 les relations avec la Porte. Avant la déclaration de guerre, c'est lui qui, résidant à Bucarest sous un faux nom, négocia la convention avec la Roumanie; l'attention que le tsar, la cour et le cabinet russe prêtaient à ses rapports et à ses avis faisaient prévoir la brillante carrière qu'il a parcourue depuis.

2. Miss Tuckwell, *The life of the Rt. Hon sir Ch. W. Dilke*, 1917. Voir aussi les biographies du duc de Devonshire, par B. Holland, de lord Goschen par Arthur Elliot, de Gladstone par John Morley (1903), de Granville par lord E. Fitz-Maurice (1906).

suspension totale du service de sa dette [1] qui ouvrit pour la Turquie l'ère des difficultés. Toute banqueroute a son contre-coup à l'intérieur, dans la ruine d'une partie de la population et la désorganisation des services publics. Ce devait être le cas, plus que partout ailleurs, dans cette Turquie où, depuis la guerre de Crimée, on avait pris la douce habitude de payer soldats et fonctionnaires avec l'argent prêté par les Européens. Pour les sujets chrétiens de l'empire ottoman, la faillite était une incitation nécessaire à la révolte, car non-seulement ils souffraient des méfaits d'une administration à court d'argent, mais encore ce terrible craquement financier, qui témoignait du délabrement de tout l'édifice turc, leur donnait à croire que le moment était venu d'en hâter la démolition. Enfin, les mouvements insurrectionnels, auxquels ils s'apprêtaient à recourir, et que la Porte avait moins de ressources que jadis pour réprimer, étaient assurés de rencontrer désormais à l'étranger plus de sympathies encore qu'auparavant. Jusque là, les sujets révoltés de la Porte pouvaient compter sur les sympathies des orthodoxes d'Orient et sur celles des libéraux d'Occident. Mais ils se heurtaient à la froideur de certaines missions, qui, à la différence de la majorité des catholiques restés fidèles aux traditions de Chateaubriand, voyaient en eux plus des hérétiques que des chrétiens, et surtout à l'opposition des cercles financiers. Ceux-ci tiennent fortement au Turc, car, le Turc parti, « les affaires levantines », suivant le mot d'un Français mort récemment, « doivent devenir honnêtes ». Or, ces milieux, où d'habitude, elle disposait d'auxiliaires inestimables, la Porte les voyait maintenant souhaiter sa défaite, seule sauvegarde de leurs

1. Cf. sur la question de la dette turque au Congrès de Berlin et l'espèce de contrôle financier auquel ensuite on finit par aboutir, Charles Morawitz, *Les finances de la Turquie* (Paris, 1902); A. du Velay, *Histoire financière de la Turquie* (Paris, 1903); Ch Damiris, *La dette publique ottomane* (Athènes, 1915, en grec). Remarquons que de même la dette hellénique — et non l'occupation de la Crète — fut la cause réelle de la guerre gréco-turque. C'est l'Allemagne qui poussa la Turquie à déclarer la guerre à la Grèce en 1897. Une fois ses intérêts garantis par un contrôle sur les finances helléniques, elle abandonna sa protégée, et ne s'opposa pas à ce que la Crête devint grecque de fait. Sans doute, elle ne concourut pas activement à établir l'autonomie complète de l'île sous un prince hellène, mais elle n'entrava en rien l'action des autres puissances dans ce sens. Selon le mot du prince de Bülow, « elle retira sa flûte du concert européen ».

créances[1]. La création de la Dette ottomane, conséquence indirecte du traité de Berlin, montra qu'ils ne s'étaient pas trompés dans leurs calculs.

A cette heure qui semblait donc opportune pour frapper la Turquie, la Russie était représentée à Constantinople par le comte Ignatief, qui, s'il n'avait ni une conscience très scrupuleuse[2] ni un profond sens politique[3], tenait de la nature une intelligence souple et vive ainsi qu'une activité prodigieuse. Ignatief, dit Melchior de Voguë[4], pratiquait aux dépens de la Turquie « l'art d'agiter avant de s'en servir ». Avant de réaliser son programme du dépècement de l'empire turc au profit des Bulgares, les seuls des Slaves en qui la Russie eût confiance, il déchaîna des troubles dans toutes les provinces chrétiennes.

Les abus classiques qu'engendrait la perception de la dîme provoquèrent en juillet 1875 une révolte en Herzégovine; le mois suivant, un incident de même nature permit de soulever les Bosniaques. Devant l'extension que prenait le mouvement, la Porte eut recours à son expédient accoutumé : un firman promulguant des réformes. Le remède ne fut pris au sérieux que par les journalistes à ses gages. Andrassy le

1. En 1876 les *bondholders* turcs s'étaient adressés au gouvernement britannique, mais lord Derby avait considéré qu'il ne pouvait pas intervenir officiellement auprès de la Porte.

2. La biographie de lady G. Cecil contient à ce sujet deux anecdotes caractéristiques : A une séance de la Conférence de Constantinople, Salisbury fut obligé de remarquer qu'une ligne de démarcation tracée sur la carte à une séance précédente avait été profondément modifiée dans l'intervalle. Il s'attendait à quelque protestation véhémente. Mais Ignatief se borna à dire « Monsieur le marquis est si fin qu'on ne peut rien lui cacher » (p. 110.) La seconde anecdote est encore plus caractéristique. Au lendemain de la Conférence, Ignatief avait pris l'initiative d'un voyage en Angleterre et s'était fait inviter au château de Salisbury. Une compagnie nombreuse, dont deux membres notables de l'opposition, reçut avec lui l'hospitalité. Sitôt la réception finie, ces hommes d'Etat libéraux crurent de leur devoir de communiquer à Salisbury une série de confidences diplomatiques que le général Ignatief leur avait faites avec l'objet avoué de les armer pour une attaque à la Chambre des Communes contre leur hôte commun. (p. 133.)

3. « Le manque de système », dit Nelidof (p. 213), « était le défaut capital de cet esprit si vif et si fin. Il ne voyait pas la suite des choses, le lendemain tout au plus. C'est pour cela qu'il a échoué dans toute sa carrière ». La preuve la plus manifeste de ce manque de prévoyance fut le traité de San Stefano.

4. Article paru dans *le Figaro* au lendemain de la mort d'Ignatief (été 1908). L'auteur des *Morts qui parlent* servait comme diplomate en Orient pendant toute la crise qui nous occupe. Les articles qu'il publia à cette époque dans la *Revue des Deux Mondes*, notamment sur la Thessalie (1879), sont à retenir.

qualifia d'insuffisant [1], et bientôt un memorandum rédigé à Berlin par les gouvernements des trois Empereurs marqua l'entrée en scène des grandes puissances.

Le cabinet de Londres, alors turcophile [2], quoiqu'il eût donné une adhésion de principe à la note d'Andrassy, refusa d'adhérer au memorandum. On le lui a, depuis, justement reproché, car, outre que les conditions posées à Berlin étaient acceptables pour la Porte, une intervention énergique aurait pu prévenir l'extension de l'incendie, qui n'était que trop à prévoir. En effet les gouvernements serbe et monténégrin, qui, au début, s'étaient tenus plutôt à l'écart, furent entraînés par l'opinion publique, d'abord à prêter leur concours aux insurgés, ensuite à déclarer la guerre à la Turquie. Simultanément le fanatisme turc se réveilla. Les consuls de France et d'Allemagne à Salonique, s'étant rendus dans une mosquée pour délivrer une jeune chrétienne convertie de force, furent massacrés par la foule. Pis encore, un mouvement ayant éclaté dans le sud de la Bulgarie, le gouvernement turc en confia la répression, non aux troupes régulières, mais aux bachibouzouks. Ce fut l'origine des massacres de Batak, des atrocités bulgares, qui certes pâlissent devant les massacres organisés par Abdul-Hamid et les Jeunes-Turcs [3], et ont été exagérés dans la campagne organisée par Ignatief [4], mais qui n'en fu-

1. Note du 30 décembre.

2. Ce sont les propres termes d'un Anglais éminent, M. William Miller, *The ottoman Empire*, 1801-1913, (Cambridge, 1913, p. 363).

3. Le nombre des Bulgares massacrés pendant le mois de mai 1876 est évalué, par M. Miller (p. 366) à 12.000. A Batak, ville qui ne comptait que 7.000 âmes, 5.000 périrent. Les Arméniens massacrés en 1895-6, puis en 1909 et 1914-21, dépassent certainement un million. Quant aux Grecs, un archéologue français, M. Félix Sartiaux, conclut ainsi son étude sur les persécutions dont ils furent l'objet de 1914 à 1918 : « En résumé, on a la certitude que 450.000 des Grecs déportés sont morts, que 150.000 des Grecs enrôlés dans les bataillons de travailleurs sont morts, que 250.000 Grecs n'ont dû leur salut qu'à la fuite ». Les Jeunes-Turcs sont arrivés à faire une besogne plus étendue qu'Achmet Aga, le héros de Batak, et qu'Abdul-Hamid, parce qu'ils ont remplacé le massacre proprement dit par des moyens plus perfectionnés : la déportation en masse et les bataillons de travail.

4. M. de Nelidof fait à ce sujet (p. 336) les révélations suivantes : « J'étais alors sincèrement sympathique à sa manière d'agir, étant convaincu que tout ce qu'on racontait était la vérité. C'est seulement plus tard que j'appris combien il y avait d'exagération dans le mouvement prétendu unanime des Herzégoviniens, dans les atrocités turques et dans les récits réputés impartiaux du correspondant du *New York Herald*, Mac-Gahan et du consul des Etats-Unis Schuyler, qu'Ignatief avait envoyés en Bulgarie accompagnés par le prince Tzéreterlev, lequel leur fit voir et écrire ce qu'il voulait ou plutôt ce qu'il avait l'ordre de leur inspirer. Il l'a avoué lui-même plus tard ».

rent pas moins des actes épouvantables [1], bien faits pour révolter une opinion publique qui n'était pas encore accoutumée à des forfaits de ce genre.

Ces événements provoquèrent une vive émotion tant en Europe qu'aux Etats-Unis. Nulle part ils n'eurent plus d'écho qu'en Angleterre. Le gouvernement, mal informé, fidèle aux Turcs, chercha à présenter les faits comme des incidents sans importance. Il sortit « fort endommagé [2] » des débats parlementaires; et Disraeli se félicita que ceux-ci eussent été clos par la fin de la session. Mais Gladstone n'était pas homme à laisser passer pareille occasion : il sortit de la retraite pour publier ses *Atrocités bulgares* [3].

Les massacres succédaient à la faillite; aussi à l'automne 1877 « pouvait-on parcourir toute l'Europe sans trouver un seul ami des Turcs ». La déposition, puis la mort violente d'Abdul-Aziz, suivie de la démence et de la déposition de son successeur, mettaient le comble à la confusion. Hommes d'Etat et chancelleries s'entretenaient ouvertement désormais d'un partage partiel de l'empire ottoman [4].

L'intransigeance des Turcs fit que les victoires mêmes qu'ils remportèrent pendant l'été 1876 se tournèrent contre eux. Tandis que les Monténégrins se bornaient sagement à une guerre locale, les Serbes, comptant à tort [5] sur une insurrection bulgare, envahirent le territoire turc. Restés seuls, ils furent

1. Non seulement par le nombre élevé des victimes mais par la façon dont ceux-ci furent mis à mort. Ainsi plus d'un millier furent brûlés vivants dans une église. Notons que les malheureux habitants de Batak s'étaient rendus à condition qu'ils auraient la vie sauve.

2. Ce sont les propres expressions du premier ministre.

3. Elles parurent le 6 septembre 1876.

4. Voyez (p. 95 et suiv.) les rapports adressés par lord Salisbury au cours de sa tournée à travers les cours européennes à la veille de la conférence de Constantinople. La conclusion du dernier, daté de Rome, est à retenir. « Au cours de tous mes déplacements, je n'ai pas trouvé un seul ami du Turc. La plupart croient son heure venue; quelques-uns, qu'elle peut être remise. Personne n'a même suggéré l'idée qu'il en a encore pour longtemps ». D'ailleurs les lettres de Beaconsfield lui-même en 1876 sont pleines de plans de partage.

5. Les Bulgares qui comptaient sur une guerre menée par la Russie uniquement en leur faveur, ne se souciaient pas de faciliter une insurrection générale de chrétiens, qui comportait de nombreux risques et qui en cas de réussite aurait abouti à une Grande-Serbie aussi bien qu'à une Grande-Bulgarie. Quant au mouvement de Batak, les comités l'avaient organisé sur une petite échelle et tout-à-fait au sud de la Roumélie orientale, de façon à borner leurs pertes au minimum, et à affirmer leurs revendications jusque dans leurs limites extrêmes.

battus et virent à leur tour leur territoire envahi. Au lieu de se hâter de conclure la paix, les Turcs voulurent poursuivre leur marche sur Belgrade. Ils fournirent ainsi au tsar l'occasion désirée de lancer un ultimatum au sultan.

Voici donc la Russie et la Turquie face à face. Jamais la situation de la première n'avait été meilleure. Son amitié avec l'Allemagne, l'entente qu'elle avait conclue avec l'Autriche mettaient ses frontières à l'abri; la Roumanie lui ouvrait ses siennes. Elle voyait son ennemi abandonné par les puissances qui l'avaient aidé dans la guerre de Crimée; car d'un concours de la France ou de l'Italie il ne pouvait être question, tandis que la révolte de l'opinion publique anglaise rendait impossible une assistance quelconque à la Turquie, fût-ce un simple appui diplomatique, semblable à celui qui avait été fourni dix mois auparavant, au moment du memorandum de Berlin. Seule la réalisation d'un vaste plan de réformes pouvait enlever au tsar le prétexte d'une intervention isolée. Ce fut l'objet de la Conférence de Constantinople.

Le marquis de Salisbury, ministre pour l'Inde, y représenta la Grande-Bretagne, s'occupant ainsi pour la première fois officiellement de politique extérieure. Le choix était significatif : on savait que le noble lord n'était pas partisan de la politique résolument philoturque qu'un discours belliqueux de Disraeli[1] avait fait croire devoir être celle de l'Angleterre. Malgré cet avertissement, la Turquie repoussa le programme élaboré par la Conférence : et non pas même en alléguant qu'il contrevenait aux intérêts de l'Empire (les concessions qu'accordait aux chrétiens, du moins sur le papier, la Constitution de 1876, théâtralement promulguée le jour même de l'ouverture de la Conférence, étaient plus grandes que celles que réclamait la diplomatie européenne), mais parce qu'il touchait « à sa dignité », en d'autres termes, parce qu'il comportait un certain contrôle. « En vain », dit M. de Mouy, « renonça-t-on successivement aux autorités cantonales, à la

1. Il avait dit, au banquet du lord-maire, que l'Angleterre, malgré sa répugnance pour la guerre, avait toujours été prête à prendre les armes « pour une cause juste ».

gendarmerie internationale, en vain en vint-on à réduire tout l'ensemble des réformes à une commission consulaire pour aider les pouvoirs locaux, à l'admission de quelques officiers instructeurs dans la gendarmerie ottomane, les ministres ottomans restaient inflexibles... et quand finalement on leur demanda : « Mais enfin quelles garanties offrez-vous aux puissances? » ils répondirent fièrement : « Seulement des garanties morales, le temps et les lois ».

Les ambassadeurs étrangers durent quitter Constantinople. La Russie était arrivée à ses fins. Elle pouvait rejeter tous les torts [1] sur la Turquie, et lui déclarer la guerre avec la certitude que la Grande-Bretagne était condamnée à rester témoin impuissant du conflit [2]. De fait, le Foreign Office dut se borner à une déclaration où il annonçait qu'il resterait neutre tant qu'on ne toucherait pas à Constantinople, aux Détroits, à l'isthme de Suez et au golfe Persique. Cela équivalait, pour une Russie que le succès n'aurait pas grisée, à une presque entière liberté d'action.

Cependant, cette passivité répondait mieux au caractère du ministre des affaires étrangères, lord Derby, qu'à la turcophilie profonde de Disraeli, devenu sur ces entrefaites comte de Beaconsfield. A défaut de son cabinet, celui-ci trouvait pour l'encourager la reine et les cercles militaires. La reine est convaincue que les Russes sur le Bosphore, c'est la ruine de l'Angleterre. Au début comme à la fin de la guerre, « son inquiétude est sans limites [3] ». De plus, elle a un sens extrême de l'amour-propre britannique ; « le langage de la

1. Ignatief, prévoyant le refus de la Turquie, se prêtait à toutes les modifications proposées au projet primitif de réformes. Il se bornait à dire « On m'enlève toutes mes plumes ». M. de Chaudordy, sachant à quoi s'en tenir sur les causes profondes de cette étonnante modération, lui répondit : « Il vous en restera toujours assez ». (Mouy, p. 52.)

2. D'autant plus que, jusqu'à la fin, la Turquie sembla vouloir empirer sa situation diplomatique par une intransigeance où il y avait autant d'orgueil que de fatalisme. A la veille de déclarer la guerre, la Russie, prise d'hésitations se contentait de quelques concessions en faveur du Monténégro. A Nelidof qui lui disait qu'en refusant de céder quelques districts la Turquie s'exposait à perdre des provinces, Safvet pacha, ministre des affaires étrangères, répondit : « Eh bien, que faire ? Si c'est la fatalité, nous perdrons des provinces, mais nous ne pouvons pas céder de petits districts ». (Nelidof, *loc. cit.*).

3. Tous les passages entre guillemets sont empruntés aux lettres de la reine à Beaconsfield.

presse russe fait bouillir son sang ». L'inertie de ses ministres, et particulièrement de lord Derby [1], a le même effet. Elle cherche à secouer cette inertie par des lettres et des dépêches qui pleuvent comme grêle sur la tête du pauvre Beaconsfield [2]. Plutôt que de régner sur un empire moralement diminué, « elle préfère déposer sa couronne d'épines [3] ». Les souvenirs des glorieux jours de Crimée sont pour beaucoup dans cet état d'esprit. Quand aux militaires, ils obéissent surtout à la conviction qu'une guerre anglo-russe est «inévitable », et que par conséquent il ne faut pas manquer l'occasion inespérée qu'offre « une Russie épuisée [4] ». Mais la reine Victoria, malgré toute son ardeur, était foncièrement constitutionnelle, et le parti militaire a toujours eu en Angleterre, le respect de l'autorité civile. Aussi quand, le 5 octobre 1877, au lendemain des grands échecs russes, Disraeli chercha à entraîner ses collègues, il dut battre en retraite devant l'opposition de plusieurs de ses ministres, notamment de ceux qu'il nommait alors « les trois lords » : Derby, Carnarvon et Salisbury [5].

Mais tandis que le parti neutraliste l'emporte à Londres, Plevna tombe, grâce au concours militaire de la Roumanie, à laquelle n'évitant aucune faute, la Turquie vient de déclarer la guerre [6] : toute la résistance turque croule comme un château de cartes. Avec la marche prodigieusement rapide des

1. C'est surtout à lord Derby, qui incarnait à ses yeux une politique humiliante, qu'elle s'en prend. Dès juin 1877 elle déclare « qu'elle ne se souvient vraiment pas d'un pareil ministre des affaires étrangères ». Le 27 mars 1878, elle considère sa démission, comme « *an unmixed blessing* » (un bienfait sans mélange).

2. « La Fée (c'est ainsi que Disraéli désignait la reine dans sa correspondance avec lady Bradford) « écrit tous les jours et télégraphie toutes les heures ».

3. « *Thorny crown* » : ce n'est pas la seule allusion qu'elle fasse à une abdication possible.

4. C'est ainsi que s'exprimait l'attaché militaire à Saint-Pétersbourg, le colonel Wellesley (Cf. un résumé de son rapport dans la *Vie* de Salisbury, p. 168).

5. Une lettre de lord Salisbury à sa femme, alors à Dieppe (Cecil, p. 161), nous éclaire sur la forme que Disraéli donnait à ses projets. Il s'agissait d'inviter le sultan à adhérer à certaines conditions de paix avec la promesse qu'au cas où le tsar les rejetterait l'Angleterre sortirait de la neutralité : « La proposition » ajoute Salisbury, « avait tout l'air d'une intrigue écossaise », allusion à la reine, alors à Balmoral.

6. La Roumanie avait, par convention, promis à la Russie, le libre passage par son territoire, mais non un concours armé. L'arrogance avec laquelle Gortchakof déclarait « que la Russie n'avait pas besoin de l'armée roumaine » aurait peut-être pu la tenir éloignée du conflit. Mais les Turcs prirent les devants en bombardant dès le printemps de 1877 la ville roumaine de Calafat.

Russes à travers les Balkans et la Thrace, les vieux préjugés anti-russes se réveillent en Angleterre. Il devient évident que ni Constantinople ni les Détroits ne sont à l'abri d'un coup de main. Salisbury et Northcote, qui, sans vouloir recommencer la guerre de Crimée, n'admettent pas non plus que la Russie dicte une paix qui obligerait l'Angleterre à se battre, non pour les intérêts turcs, comme en 1854, mais pour sa propre sécurité, se rangent à l'avis de Disraeli, partisan d'une politique active. La presque unanimité de leurs collègues partage leur manière de voir. Deux fois, la flotte est envoyée aux Dardanelles. Deux fois, lord Derby et lord Carnarvon, partisans de la paix à tout prix, offrent leur démission, et deux fois la flotte reçoit l'ordre de rentrer à sa base. Ces promenades, qui provoquent les sourires de l'Europe, exaspèrent l'opinion anglaise; le patriotisme tourne au chauvinisme, au *jingoïsme*[1]. Le traité de San-Stefano, qui mécontente tous les intéressés, sauf les Bulgares, raffermit le parti belliqueux en lui donnant l'assurance qu'en cas de guerre la Russie demeurerait isolée, et que l'Angleterre pourrait compter sur le concours de l'Autriche-Hongrie, et peut-être des Serbes et des Roumains.

Un Congrès était inévitable; la Russie en reconnaissait la nécessité en principe; mais, tout comme la Turquie, elle ne perdit pas l'occasion d'une seule faute. Elle déclara ne vouloir laisser débattre que ceux des articles du traité de San-Stefano à la discussion desquels elle consentirait. Persister dans cette prétention, c'était la guerre. En se bornant à la formuler pour la retirer bientôt, la Russie montra sa faiblesse, et perdit son meilleur ami, lord Derby. Celui-ci, craignant que l'opposition au traité de San-Stefano n'aboutît aux hostilités, donna sa démission. Lord Salisbury reçut sa succession, et son premier acte fut de lancer la fameuse circulaire du 1er avril, qui est un refus singulièrement vigoureux d'accepter le traité. Neuf jours plus tard, Gortchakof répond que, par

1. C'est de ce moment que date l'expression : le mot vient d'une chanson de café-concert aussi populaire, que *The absent-minded beggar* en 1899 et que *Tipperary* en 1914. Il y aurait un article curieux à écrire sur « la politique extérieure et le *music-hall* en Angleterre ».

cette circulaire, l'Angleterre dit ce qu'elle ne veut pas, mais qu'elle doit dire ce qu'elle veut. C'était ouvrir les négociations sur tout le traité. Pour être à même de « mieux causer », le gouvernement britannique, qui a déjà toute sa flotte devant Constantinople, fait approuver l'appel des réserves et, aussitôt, renvoie le Parlement. En même temps, par trois voies indirectes [1], il fait savoir aux Russes qu'il envisage sérieusement l'éventualité d'une guerre. Heureusement, cette éventualité est évitée grâce aux deux négociateurs dont l'un, Chouvaloff, n'a ni l'entêtement ni l'arrogance de son chef, Gortchakoff, et l'autre, Salisbury, sait tout ce qu'a de suranné la politique philoturque de Palmerston, à laquelle Disraeli reste fidèle. Des concessions réciproques, et, notamment l'accord sur la création d'une Bulgarie limitée à des frontières raisonnables, règlent la question d'Europe.

Il était difficile d'obtenir d'aussi fortes concessions en Asie et notamment de faire céder la Russie sur Kars et Batoum. Il s'agissait donc d'avoir un titre pour intervenir au cas où les Russes voudraient se servir de ces nouvelles possessions pour de nouvelles conquêtes. Ce fut à quoi visa l'accord anglo-turc du 4 juin, signé quatre jours à peine après l'accord Chouvaloff-Salisbury. La Grande-Bretagne y garantissait l'intégrité des possessions asiatiques du sultan, en se faisant céder Chypre pour le temps où les Russes resteraient à Kars. Si à ces deux accords on joint l'accord austro-russe, qui permettait à François-Joseph d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine [2], on s'aperçoit que le traité de Berlin, dans ses dispositions essentielles, n'a fait qu'enregistrer les résultats de conventions secrètes.

Ce fut Salisbury qui proposa au Congrès de Berlin de confier à l'Autriche-Hongrie le mandat d'occuper la Bosnie-Herzégovine. Le Ballplatz, qui avait en poche depuis trois

1. « Nous fîmes part de cette résolution sous la plus stricte confidence au sultan, à Andrassy et aux Roumains. Mais comme nous y comptions bien, Abdul-Hamid la communiqua à son médecin grec (il s'agit de Mavroyéni pacha). Andrassy à Bismarck, et les Roumains aux Russes ». (Disraéli à la reine, Buckle, p. 293).

2. Convention de Reichstadt, 1876.

ans le consentement de la Russie à l'opération, n'osait prendre l'initiative de demander la réalisation de cette promesse. Aussi Bismarck comparaît-il les Autrichiens à des gens qui, non contents de réclamer les alouettes toutes rôties, voudraient encore qu'on les leur mît dans la bouche. Quelle était donc la pensée intime des deux hommes d'Etat britanniques qui présidèrent à la conclusion des accords anglo-russe et anglo-turc, et à l'exécution de l'accord austro-russe?

III

C'est au traité de Berlin que Disraeli a dû de finir sa vie dans une apothéose. Méprisé dans sa jeunesse et suspect dans son âge mûr, dandy mâtiné d'aventurier, admis pour la première fois à quarante-huit ans dans une combinaison ministérielle, pour n'être pendant vingt ans encore, membre du gouvernement qu'à de longs intervalles et pour de courtes périodes, c'est depuis 1878 qu'aux yeux d'une grande partie de l'opinion il passe pour le grand homme d'Etat anglais de son temps[1]. Sa politique orientale apportant à son pays, outre la paix avec l'honneur, Chypre et les actions du canal de Suez, paraît son plus beau titre de gloire ; et lord Buckle, comme pour confirmer ce jugement général de ses compatriotes, invoque Bismarck mettant par son mot fameux, « *Der alte Jude ist der Mann* », Beaconsfield au premier rang des protagonistes du Congrès de Berlin, et aussi le *Journal des Débats*, pour qui la politique suivie en 1878 prouvait que les traditions anglaises jugées perdues « survivaient dans les cœurs d'une femme et d'un vieil homme d'Etat[2] ».

1. Voir Maurice Courcelle, *Disraeli*, (Paris, 1902; dans la collection *Ministres et hommes d'Etat*; Alcan, éditeur). La triste opinion qu'on avait de Disraeli au moment où il entre au Parlement apparaît à ce que l'Athenaeum refusait de l'admettre parmi ses membres et que O'Connell le traitait avec le plus injurieux mépris, le caractérisant dans un meeting public ,« d'insigne menteur tant en actes qu'en paroles », s'étonnant « que l'Angleterre tolérât la présence d'une aussi vile créature, d'un mécréant, d'un type aussi abominable », ajoutant que ces expressions, pour violentes qu'elles fussent « ne suffisaient pas à exprimer son dégoût pour un pareil reptile ». Disraéli fut ministre des finances en 1852 et 1858 dans les cabinets éphémères de lord Derby, avec qui il rentra au pouvoir en 1866, et qu'il remplaça à la présidence du conseil en 1868; mais, avant la fin de cette année, il dut céder la place à Gladstone.

2. Buckle, p. 343.

Laissons là Bismarck, qui jugeait les gens d'après l'étendue de leurs annexions et confessait à Disraeli que le coup de main sur Chypre avait changé son avis sur l'Angleterre qu'il avait crue en décadence depuis sa renonciation au protectorat des îles Ionniennes[1]. Les précieux documents que nous apportent les derniers volumes de lord Buckle, et qui mettent à nu la pensée et le cœur de Disraeli pendant la seule période où il exerça véritablement le pouvoir, pendant la seule grande crise extérieure sur laquelle sa volonté put agir, sont des guides plus sûrs que les boutades du chancelier de fer. Pour démêler si le « sphinx aux primevères » fut le « sur-Rastignac » que virent si longtemps en lui les gens de sa génération, ou au contraire le grand homme que proclamèrent ceux de l'âge suivant (et peut-être fut-il à la fois l'un et l'autre), il suffit de laisser parler les textes.

Comme chef de parti, Disraeli montra certes des dons sans pareils : il sut capter la confiance de la reine comme celle des ouvriers[2], flatter l'aristocratie[3], cajoler la bourgeoisie intellectuelle[4], servir les intérêts des cercles financiers; et le parti tory galvanisé et ramené au pouvoir après une longue éclipse, a les meilleures raisons du monde de lui être reconnaissant. Sa personnalité, qui aurait piqué la curiosité et concentré l'attention en tout pays, exerçait toutes les séductions du

1. Buckle, p. 332. Si la boulimie territoriale n'avait pas troublé la vision du chancelier, il aurait vu que l'Angleterre, en cédant le Septanèse à la Grèce, s'acquérait des titres à la reconnaissance de l'hellénisme, au prix d'une renonciation à des îles qui n'étaient pour elle qu'une source de dépenses et de complications. Dès 1831, sir Henry Parnell, dans un livre qui eut une influence décisive sur l'évolution économique de l'Angleterre, estimait que, la Grèce une fois affranchie du Turc, la Grande Bretagne n'avait plus aucune raison de garder une aussi coûteuse possession (*Financial Reform*, p. 249).

2. On a souvent expliqué comment Disraeli a profité du bref passage des conservateurs au pouvoir en 1867 pour étendre le droit de suffrage à 1.200.000 hommes, au lieu des 400.000 à qui Gladstone proposait d'accorder l'électorat. Pareillement, en 1875, il accorda, aux grévistes, vis-à-vis des « jaunes » des droits où Gladstone voyait une atteinte à la liberté individuelle. (Abel Chevalley, *La reine Victoria*, Paris, 1902, pages 271-2).

3. Il affichait dans ses discours et ses romans sa foi dans la nécessité d'une aristocratie et de l'aristocratie britannique en particulier (Voyez Courcelle, p. 40-6). Dans celles de ses lettres privées qu'il adresse à des aristocrates, il malmène la bourgeoisie. Il n'a pas confiance en des ministres bourgeois « car ils ont la terreur des responsabilités » (à lord Salisbury); M. Chamberlain lui fait l'effet « d'un marchand de fromages » (à lady Bradford), et ainsi de suite

4. Il offrit la pairie et des pensions à Tennyson et à Carlyle.

mystère et de l'originalité sur un Parlement livré aux clergymen laïques, du genre de Gladstone, ou à l'aristocratie éclairée et consciencieuse, mais terne et compassée des Derby ou des Hartington [1]. Comme orateur, il dominait toutes les cordes de l'éloquence, car sa foi dans la race britannique lui permettait d'atteindre parfois jusqu'à la vraie grandeur, et il était naturellement clair, élégant, concis, spirituel et pittoresque. Passé maître dans l'art de la réplique, voire de l'invective, désarçonnant l'adversaire d'un seul coup, il fut un *debaler* incomparable. Comme épistolier, il était plus merveilleux encore; ses lettres joignent la force et les grâces des lettres de Voltaire au naturel de celles de Diderot. A des dons d'assimilation et d'imagination tout sémitiques, il associait l'application méthodique qui semble le privilège des races du Nord. Il fut le plus assidu et le plus laborieux des parlementaires [2]. Vers la fin de sa vie, mille maux vinrent s'abattre sur lui : goutte, bronchite, insomnie; sa vue et son ouïe étaient atteintes; mais rien ne put abattre son ardeur à servir son pays et son parti [3].

Dans les affaires extérieures, sa correspondance le montre trop souvent ce qu'on l'avait accusé d'être : un Oriental imaginatif, mettant en scène les romans qu'il écrivit dans sa jeunesse et, jusqu'à un certain point, un aventurier, aventurier de génie certes, mais tout de même aventurier.

Ce qui frappe tout d'abord en lui, surtout par contraste avec lord Salisbury, c'est l'absence de tout plan réfléchi et de prévisions justifiées par les faits. La politique, il le dit, le répète et se

1. Disraéli qualifie le premier discours de Hartington (depuis duc de Devonshire) en qualité de chef de l'opposition, « sérieux, *gentlemanlike* et un peu terne » (à LadyBradford).

2. Au Parlement anglais, les séances durent couramment six à huit heures, parfois plus longtemps. Disraëli ne quittait son banc que pour manger à la hâte dans une voiture le dîner que lui apportait sa femme.

3. A Berlin, les soirées l'épuisaient; il note dans son journal le 24 juin : « A dix heures je commence à mourir, et à minuit je voudrais être enterré; mais l'absence à toute réunion mondaine importante serait une faute »; et de fait, il n'en manque pas une. En Angleterre, sa vie est un martyre quotidien. Il remplit cependant son devoir en souriant. Il écrit le 22 mars 1878 à lady Bradford : « Malgré le danger de sortir dans mon état, j'eus mon audience. La santé de la reine n'était pas beaucoup meilleure que celle de son ministre, jamais le royaume ne fut gouverné au milieu de plus de toux et d'éternuements ».

vante de l'avoir dit et répété, est pour lui un jeu de hasard [1]. Il s'y jette, le cœur léger, par une espèce de fatalisme oriental, parce qu'il a foi en son étoile. Le 26 juillet 1877, au milieu d'extrêmes difficultés intérieures et extérieures, il écrit à sa Dulcinée : « Je quitte un cabinet consterné pour faire face à une cour orageuse, mais j'ai foi dans mon étoile. »

Ses prophéties nous paraissent puériles, tant elles sont démenties par les événements. Tandis que Salisbury avait prévu dès 1871 l'alliance franco-anglaise et la guerre de 1914, et même aperçu que la guerre éclaterait parce que l'Allemagne voudrait mettre la main sur les petits Etats qui la séparent de la mer du Nord, Beaconsfield n'a jamais envisagé la guerre avec l'Allemagne, et, loin de prévoir la revanche, il gémit à l'idée que la France court le risque d'un partage [2]. Ce n'est pas d'ailleurs qu'il aime la France ou la veuille forte [3], mais il sent les dangers qui découlent de sa faiblesse [4]. S'agit-il d'événements à brève échéance, sur lesquels l'erreur est moins excusable, ses bévues sont encore plus singulières. Le 25 décembre 1876, il s'entête dans l'idée, déjà souvent exprimée par lui, qu'il y a 99 chances sur 100 pour que la Russie ne fasse pas la guerre, cette guerre qui éclatera en avril, et dont nous savons aujourd'hui par Nélidof qu'elle était décidée en principe depuis plusieurs mois. Même manque de prescience au cours des hostilités. Au début il croit que la Turquie ne sera capable d'offrir aucune résistance, que les Russes seront en 60 jours à Constantinople. Plevna lui paraît un conte merveilleux (*wonderous tale*) Puis soudain l'optimisme à outrance succède au pessimisme. La campagne de Bulgarie sera pour les Russes une espèce de 1812; à la veille de la capitulation d'Osman pacha, il espère que Suleïman le débloquera, et ainsi de suite. Son ignorance

1. Voyez notamment sa lettre à lady Bradford, du 2 novembre 1876.
2. A lady Bradford.
3. « Quand elle était forte, elle nous donnait bien des ennuis » (lettre à lord Derby, 17 octobre 1876). Voyez plus bas son pamphlet antifrançais de 1832.
4. « Chose curieuse : depuis la défaite de la France, qui nous donnait tant d'alarmes et d'ennuis, la conduite des affaires publiques est devenue infiniment plus difficile; il n'y a plus d'équilibre et, à moins que nous abandonnions nos propres vues pour collaborer avec les trois empires du Nord, ils peuvent agir sans nous, ce qui n'est pas agréable pour un Etat comme l'Angleterre. (A lady Bradford, 6 septembre 1875).

des faits accomplis égale son manque de flair des faits à venir. L'entente austro-russe, qui délimitait les sphères d'influence des deux empires dans les Balkans et spécifiait les conditions de la neutralité de l'Autriche-Hongrie, fut signée à Reichstadt le 8 juillet 1876. Or, jusqu'en octobre 1877, Disraeli accorde foi à Andrassy qui en nie l'existence; il lui faut pour y croire, une rencontre fortuite à Brighton avec Chouvalof qui lui donne l'assurance [1] qu'il a vu la pièce. Il ne paraît pas davantage avoir connu à temps l'entente russo-roumaine. Par sa confiance aveugle dans le hasard et son manque de précision dans l'information et le raisonnement, il est souvent entraîné à des plans chimériques : en mars 1878, il rêve d'une ligue méditerranéenne qui, outre la France et la Grèce, comprendrait l'Autriche-Hongrie et l'Italie, c'est-à-dire précisément les Etats dont les intérêts sont le plus souvent opposés dans la Méditerranée orientale.Pour les mêmes raisons, ses desseins se modifient sans cesse. Le 4 septembre 1876, il construit un projet de partage de l'empire turc entre l'Autriche-Hongrie et la Russie,sous les auspices amicaux de l'Angleterre qui, en coopération avec l'Allemagne, se réserverait la garde de Constantinople et des Détroits [2]. Mais quelques mois plus tard, il faut, comme on l'a vu, l'opposition des trois « lords » pour l'empêcher d'intervenir par les armes en faveur de la Porte. Parfois les changements sont encore plus brusques. Dès son arrivée à Constantinople, Salisbury reçut de Beaconsfield deux lettres proposant des plans plus fantaisistes que pratiques. Le premier consistait à induire la Russie et l'Autriche à acquiescer à une occupation, apparemment indéfinie, des Balkans par l'Angleterre à leur exclusion mutuelle. Le second était, au cas où la Russie envahirait la Turquie, de rester neutres, puis, après avoir fortifié Constantinople à nos frais, envoyé notre flotte dans la mer Noire, de déclarer la guerre au moment opportun; une place d'armes de premier ordre devait être notre récompense. Dans les deux cas, aucune

1. Lettre du 19 octobre 1877 à la reine, Buckle p. 185.
2. Memorandum à lord Derby (*Life*, VI p. 52-3). Il suggère de même de modeler la garnison anglo-allemande sur les « garnisons fédérales » de Mayence et d'autres places fortes germaniques après 1815.

considération n'était témoignée au sultan. Mais soudain Beaconsfield se transforme en un champion zélé de l'indépendance turque[1] ».

Lady Gwendolen Cecil attribue cette dernière volte-face à des raisons de politique intérieure. En décembre 1878, les libéraux avaient repris leur agitation anti-turque ; or lord Beaconsfield s'était toujours montré « morbidement effrayé » de paraître céder à la pression de ce mouvement, même quand il eut le plus d'influence. Maintenant, de peur de paraître adhérer à la politique d'expulsion des Turcs réclamée à un grand meeting tenu à Saint-James Hall, il se refusait à exercer la pression conseillée par Salisbury pour forcer le sultan à accepter les réformes, sans songer au surplus que des réformes sérieuses étaient la seule chance du maintien de l'intégrité de l'empire turc.

On aperçoit ici l'une des plus fortes ombres du caractère de Disraéli. Il aimait l'Angleterre, certes, et avec lyrisme, mais ses passions contre ses adversaires étaient si violentes qu'au fond sa politique extérieure, trop souvent, ne se proposa que d'être le contre-pied de la leur. Au début de sa carrière, pour miner le cabinet whig qui fit la réforme de 1832, il avait osé écrire tout un ouvrage[2], d'une rare violence, où il accusait lord Grey et lord Palmerston d'avoir livré l'Angleterre à la France, et où il représentait ce pays comme l'ennemi héréditaire et nécessaire du sien, et son roi comme le dernier des hommes[3]. Quarante années de vie parlementaire et la plus haute des charges n'avaient pu lui donner une idée plus élevée de la politique étrangère. Il est vrai qu'il haïssait Gladstone infiniment plus qu'il n'avait haï Palmerston. Dans ses lettres à lady Bradford, il l'appelle « ce tartuffe », et plus souvent encore « cette canaille ». A lord Derby il écrit : « La postérité fera jus-

1. Cecil, 111. « Ces deux plans rappellent les idées exposées en septembre à Derby, mais avec des modifications importantes).

2. *England and France or a cure for the ministerial Gallomania.* Ce titre fait deviner le contenu du pamphlet, mais non l'âpreté inouïe de la forme. On en trouvera des extraits dans Buckle, I, p. 207 et suivantes).

3. Cette publication était d'autant plus scandaleuse que, comme le remarque son biographe Monnypenny, très peu d'années après il s'exprima sur l'entente cordiale tout autrement, et devint même un ami personnel de Louis-Philippe.

tice de Gladstone, ce maniaque sans scrupules, extraordinaire mélange d'envie, d'esprit de vengeance, d'hypocrisie et de superstition, et dont le trait marquant est qu'il n'est jamais un gentleman [1]. »

Gladstone, il est vrai ne s'exprimait pas avec plus de ménagement sur son compte. Après le traité de Berlin, il dit à Théodore Delyanni, de passage à Londres, que Disraéli était un menteur notoire et que la Grèce avait été bien naïve de croire à ses assurances [2]. Comme toute la presse libérale [3], il accusait Disraéli d'être guidé dans sa politique orientale non par les intérêts de l'Angleterre, mais par ses instincts sémitiques, par les rancunes antichrétiennes et les préjugés pro-turcs des Israélites.

Que Disraéli soit antichrétien, c'est incontestable. Il l'est à tel point qu'il ne comprend pas que ses ministres aient d'autres sentiments. Il se moque des sympathies de ses collègues anglicans, notamment de lord Carnarvon, pour l'Eglise orthodoxe, qu'il appelle, lui, « l'hérésie de Photius »; il se plaint des obstacles qu'il trouve dans les sentiments religieux de la plupart des membres de son cabinet [4], dans leurs rapports avec des évêques. Mais c'est surtout l'idée que la Grande-Bretagne a le devoir de protéger les chrétiens qui l'exaspère au plus haut point. « Salisbury », écrit-il à Derby le 28 décembre 1876, « est plein de préventions, et ne se rend pas compte qu'il a été envoyé à Constantinople pour tenir les Russes hors de Turquie, et non pour créer une existence idéale aux Turcs chrétiens ». Lui certes n'est pas influencé par de pareils soucis. Lord Buckle s'est donné infiniment de peine pour expliquer le discours qu'il prononça au moment des atrocités bulgares; mais quiconque relira cette harangue singulière pensera que l'évêque qui la qualifia alors de « bouffonnerie cynique » n'exagérait

1. Buckle, p. 67.
2. Je tiens ces propos de la bouche même de Delyanni.
3. Voyez une amusante lettre de Salisbury prévoyant que, quand on apprendrait le traité du 4 juin, « M. Gladstone ferait un discours de quatre heures sur l'égoïsme de l'Angleterre et le désintéressement de la Russie, tandis que le *Daily News* prouverait de manière décisive que l'idée de prendre Chypre ne pouvait venir qu'aux *instincts sémitiques* du premier ministre ».
4. Lettre à Derby en date du 19 novembre 1876.

guère [1]. Son antipathie ne se bornait pas aux Bulgares [2]. Une fois qu'il eut Chypre en poche, il ne songea plus qu'à une chose : conserver à la Turquie le plus de territoire possible en Europe [3]. Il se félicita de la façon dont furent traités à Berlin les autres chrétiens. « J'ai toujours été d'avis », écrit-il le 20 juillet 1878 à la reine, « que les Etats tributaires rebelles devraient recevoir une compensation aussi maigre que possible ». Ainsi, pour lui, Roumains et Serbes ne sont que des sujets rebelles, coupables de félonie envers leur maître légitime. Les Grecs, qui, eux, ne sont pas rebelles, qui sur ses conseils sont restés neutres [4] et dont il a reconnu les revendications comme légitimes tant dans des mémorandums à ses ministres [5], que dans des documents officiels [6], sont encore plus mal traités. Tant que le congrès de Berlin n'est pas convoqué, il fait, certes, sonner très haut l'injustice commise par le traité de San Stefano aux dépens des Grecs, auxquels les Français et les Italiens s'intéressent alors vivement. Mais, le but atteint, il les abandonne complètement. En pleine séance, il fait de l'ironie aux dépens de leurs plénipotentiaires, et, à son retour en Angleterre, justifie cet abandon en disant qu'ils avaient tourné leurs yeux ailleurs [7], ce qui était faux. Sa biographie [8] révèle qu'il alla encore plus loin ; il prit sur lui d'écrire à Bismarck pour lui expliquer que la réalisation des stipulations du traité de Berlin accordant l'Epire méridionale à la Grèce entraînerait une guerre albanaise. « Songez à cela,

1. La reine, turcophile, mais chrétienne, eut une toute autre conduite. Quand en septembre, après la clôture du Parlement, arrivèrent les rapports de Baring, envoyé sur les lieux, « elle fut horrifiée et pressa son premier ministre de flétrir par un discours public les crimes et leurs auteurs. Plusieurs des collègues de Disraéli partageaient cette façon de voir, mais lui estimait qu'il avait montré suffisamment son horreur des atrocités pendant les débats parlementaires ». (Buckle, p. 64).
2. Il rejetait sur les chrétiens en général la responsabilité de la crise d'Orient. Voyez notamment sa lettre à lord Derby du 26 novembre 1876.
3. « Ce congrès », disait-il à Berlin, « est réuni pour consolider le sultan et non pour partager ses territoires ».
4. Le fait est reconnu par sa biographie (VI, p. 285).
5. Dans son memorandum de septembre 1876 il disait : « l'agrandissement de la Grèce est indiqué par la nature des choses ».
6. Voir toute la correspondance officielle échangée avec la Russie. Il y est question entre autres du « *warm interest* » que l'Angleterre nourrit pour la Grèce.
7. C'est-à-dire vers la Russie.
8. Page 340-1.

cher prince », dit-il, et il conseille qu'on se borne à l'exécution des stipulations relatives à la Thessalie. De fait, tant qu'il resta au pouvoir, il s'arrangea pour que les Grecs n'eussent rien même en Thessalie [1].

Ses adversaires attribuaient communément cette sympathie pour le Turc, cette haine du chrétien au fait qu'il était demeuré un « crypto-juif ». Pareille explication paraît invraisemblable en France, où il y a tant de juifs philhellènes et de chrétiens turcophiles. Mais en Angleterre les convictions religieuses ont leur contrecoup sur les affaires étrangères. Si les sympathies de beaucoup d'anglicans allaient non seulement aux petits peuples balkaniques, mais même aux Moscovites si redoutés, c'est, sans nul doute, uniquement parce qu'ils appartenaient à cette Eglise orthodoxe qui jadis lutta avec l'Eglise protestante contre les progrès du « papisme » en Orient. Inversement les israélites anglais n'oublient pas que pendant de longs siècles leurs coreligionnaires trouvèrent asile chez les sultans. De nos jours encore, les principaux représentants de la turcophilie dans le parti au pouvoir en Angleterre (lord Reading et Montagu) ne sont-ils pas israélites? Mais au début du XIX^e^ siècle, dans les milieux où fut élevé Disraéli, à peine échappés des *ghettos*, la tolérance turque devait paraître encore plus méritoire. Or Disraéli, s'il reçut le baptême (à treize ans), eut le mérite de n'être pas un rénégat. Il ne renia jamais ses origines et poursuivit de sa haine les ennemis de sa race. Quand lord Derby lui passa la présidence du conseil, son premier acte fut de débarquer très cavalièrement le lord-chancelier, le plus haut personnage du cabinet après lui, « qu'il jugeait insuffisant et qui avait été un des plus résolus opposants à la cause juive [2] ». Cela se passait cinquante ans après son baptême. Vingt-cinq ans plus tôt, il écrivait *Alroy*, roman juif nationaliste (nous dirions aujourd'hui sioniste), et, chose extraordinaire pour l'époque, il allait se battre en Orient pour les Turcs [3].

1. En revanche il ne leur ménagea pas ses quolibets : « La Grèce », dit-il en pleine Chambre, « a un glorieux passé et un brillant avenir, elle peut attendre ». Sans le retour au pouvoir de Gladstone, qui obtint pour elle une partie des territoires promis à Berlin, elle aurait attendu longtemps.

2. *Life*, tome IV, p. 593.

3. *Life* t. I, p. 158. Il arriva — heureusement pour lui — une fois les hostilités finies. Mais il ne se rendit pas moins au quartier-général du grand-vizir.

Ses origines sont donc inconstestablement pour beaucoup dans sa politique. Mais, à expliquer cette politique uniquement par ses « instincts sémitiques », ses adversaires ne voyaient qu'une partie de la vérité. Son sémitisme aurait pu le conduire à la haine de ceux des orthodoxes qui persécutent les Israélites, mais non des Grecs, qui, quoique souvent rivaux commerciaux des Juifs, leur ont accordé l'égalité politique avant tout autre Etat européen, la France exceptée. En réalité, la turcophilie de Disraéli, si elle est en partie sémitique a également un caractère artistique et littéraire ; elle découle des impressions de son grand voyage en Orient (1830-1), telles que nous les connaissons parfaitement par ses lettres [1] et son roman autobiographique *Contarini Fleming*. A cet égard, Disraéli est un ancêtre de Pierre Loti. Les journalistes athéniens ont été étonnés quand l'auteur des *Désenchantées* leur confessa que la baie de Salamine le laissait froid. Voici les méditations de Contarini Fleming « sur les ruines d'Athènes » [2] : « Pourquoi ne pas étudier aussi les Orientaux? Sûrement nous découvririons dans les pages des Persans et des Arabes des nouvelles sources d'émotion, de nouveaux modes d'expression, de nouvelles suites d'idées et de nouvelles explosions d'imagination ».

Disraéli n'avait pas plus tôt débarqué en Epire qu'il déclarait à Austen détester les Grecs plus que jamais [3]. Il ne les avait pas vus huit jours. Son enthousiasme pour les Turcs est aussi immédiat que sa haine pour les Grecs. Dans cette même lettre à Austen, la première qu'il écrivit d'Orient, il dit :

« Je ne puis vous donner dans une simple lettre une idée de tous les pachas, de tous les silictars et de tous les agas avec qui nous avons échangé des visites. Chaque matin nous rendions des visites, assistions à des revues et nous gorgions de confitures ; chaque soir, des danseurs et des chanteurs étaient envoyés à notre maison par quelque vizir ou quelque pacha. Pendant une semaine je revécus des pages des

1. Reproduites dans *Life*, t. I, p. 158 et suivantes.
2. Quand Disraeli visita Athènes, les Turcs avaient détruit la ville, mais tenaient encore l'Acropole, qu'ils devaient bientôt évacuer. Disraeli se vante d'avoir été le dernier étranger qui ait visité l'Acropole avant le départ de la garnison turque.
3. P. 158.

Mille et une nuits : quels défilés ! quels habits magnifiques ! quels cortèges de cavaliers ! quelles caravanes de chameaux ! Et puis les délices d'être traité en grand personnage par un homme (le grand vizir commandant l'armée) qui décapite chaque matin la moitié de sa province ».

Retenons ce dernier trait : c'est bien la « bouffonnerie cynique » que flétrissait un demi-siècle plus tard l'évêque de Bombay [1]. Mais retenons aussi que dans une armée turque qui réduit sans pitié des provinces révoltées il ne voit que le côté pittoresque. Pareillement, dans une lettre à prétentions politiques, il juge les peuples d'après leur costume [2], et il prend en grippe les Arméniens, « qui constituent la base de la vie économique », parce qu'ils portent « des capes rondes et noires du plus mauvais goût ».

Le caractère littéraire plutôt que politique des opinions de Disraéli avait frappé Napoléon III [3]. Qu'aurait-il dit s'il avait lu la lettre suivante, adressée de Constantinople à E. Lytton Bulwer :

« Je vous confesse que mes préventions en faveur des Turcs sont confirmées par mon séjour en Turquie. La vie de ce peuple s'accorde grandement avec mes goûts naturels pour l'indolence et la mélancolie. Reposer sur de voluptueuses ottomanes, fumer de superbes pipes, se prêter journellement au luxe d'un bain qui exige une demi-douzaine de serviteurs ; longer des rivages qui forment de perpétuels tableaux dans un caïque sculpté, et ne connaître d'autre fatigue que le trot d'un cheval arabe, c'est une vie infiniment plus raisonnable que le bavardage des clubs, l'ennui des salons et la vulgarité de nos controverses politiques ».

On dirait du Pierre Loti moins bien écrit ; et le rapprochement se peut pousser plus loin. « Pour me présenter au grand-vizir », écrit-il à Austen, « je combinais tel costume que le permettait une garde-robe hétérogène ; les Turcs étaient ébahis ». D'une lettre de son compagnon de voyage Meredith, il résulte que cet

1. De même, après un portrait très flatté du sultan, il dira : « C'est le plus affable des princes, il se mêle à ses sujets et les taxe sans ombre de pitié ». (p. 169).
2. P. 168-9. Sa lettre est datée de Constantinople et adressée à son frère Isaac.
3. Il le dit formellement à lord Malmesbury, qui le consigna dans ses *Memoir of an ex-minister* à la date du 19 avril 1857.

ébahissement n'était pas un éblouissement. Le médecin du vizir, qui baragouinait l'italien, ne put s'empêcher de lui demander. « *Questo vesto inglese o fantasia?* » — « *Inglese e fantastico* » fut la réplique de l'imperturbable Benjamin [1]. Avec fierté, il relate que « Mechmet pacha lui a dit qu'il ne l'a pas pris pour un Anglais parce qu'il marchait lentement. « On croirait entendre M. Jourdain promu à la dignité de mamamouchi.

Quarante-six ans plus tard, ce voyage en Orient devait avoir une grande répercussion sur la politique britannique. C'est sur les impressions du jeune littérateur, sur ses sympathies pour un « peuple calme et somptueux, dont les habitudes correspondent tellement à sa conception des bienséances et du plaisir » que se fonde l'attitude du premier ministre [2]. Sans les vents qui, empêchant le jeune Disraéli de toucher à Rhodes, le poussèrent « vers le royaume rosé de Venus », [3] l'île de Chypre ne serait pas aujourd'hui encore une colonie britannique [4], tandis que la conviction acquise à Constantinople que les Russes n'avaient dû leur victoire de 1829 qu'à la trahison [5] explique les illusions de l'année 1877 sur une résistance victorieuse des Turcs.

L'inconsistance, l'imprévoyance, et, jusqu'au traité de Berlin, la singulière hésitation de la politique de Disraéli apparaissent dans ses lettres. Pour les années 1875 à 1877, on peut il est vrai, invoquer trois circonstances atténuantes; il était mal informé par ses ambassadeurs, il se heurtait à une opposition démagogique, et son action était paralysée par ses ministres.

Sur le premier point, ses plaintes incessantes s'expriment sou-

1. Meredith nous a conservé la description de ce costume à la vérité plus fantaisiste encore qu'anglais. « Figurez-vous une chemise entièrement rouge, avec de gros boutons d'argent, un pantalon vert avec des parements de soie, autour de la taille un grand châle albanais multicolore, des babouches turques rouges, et pour compléter le tout, une veste espagnole couverte de broderies et de rubans » (T. I, p. 159).

2. *Life*, p. 159.

3. Voyez *Life* p. 171, où il parle à sa sœur de Chypre comme d' « une île fameuse dans tous les temps », de Vénus, des Croisés, etc.

4. On a souvent cité le passage de *Tancrède* où, dès 1847, Disraeli demandait Chypre pour prix d'un concours armé à prêter par les Anglais aux Turcs.

5. Lettre à son frère Isaac en date du 11 janvier (*Life*, p. 169). C'est dans cette même lettre qu'il apprécie les différentes nationalités d'après leur costume.

vent de façon fort divertissante : « Pendant toute la crise danubienne, aucun des ambassadeurs de Sa Majesté n'était à son poste ; ils prenaient Dieu sait quelles eaux, probablement celles du Lethé. » écrit-il dès septembre 1875 à lady Bradford. Dans sa correspondance, pourtant officieuse, avec Derby, il prend successivement tous ses ambassadeurs à partie : « Dans les deux postes principaux, Vienne et Constantinople, nous sommes très faibles. Elliot a beaucoup de qualités mais il manque d'énergie, on devrait profiter de sa déplorable santé pour lui donner un coadjuteur. Quant à Buchanan, je le connais depuis 1830, et puis témoigner que l'âge n'a pas affaibli son intelligence. Il fut toujours d'une désespérante médiocrité ». Bientôt c'est le tour de l'ambassadeur à Saint-Petersbourg, lord Augustus Loftus, qualifié tantôt de *pomposo*, tantôt de « parasite de Livadia » ou d' « homme qui a peur de l'ombre de Gortchakof ». Pour lord Odo Russell; « en extase devant Bismarck », c'est « le pire de tous ces ambassadeurs inutiles »[1]. — D'ailleurs, les ambassadeurs étrangers ne sont pas mieux traités[2], et le ministère de la guerre l'est plus mal encore : « le département des renseignements aurait dû s'appeler le département de l'ignorance[3] ». S'il y a une part de vérité dans ces lamentations[4], si Disraéli avait raison de se méfier d'ambassadeurs de carrière « faibles et attachés aux formes », il eut le tort de ne pas moins se méfier des avis salutaires qu'envoya de Constantinople un ambassadeur extraordinaire qui n'avait ni l'un ni l'autre de ces défauts, lord Salisbury[5].

1. A Derby, 13 septembre 1877.
2. Ici encore ses appréciations, pour être partiellement injustes, sont trop amusantes pour ne pas être reproduites. « J'ai reçu la visite des ambassadeurs d'Autriche et de Russie. Ils ne savaient rien et se flattaient que je prenais leur ignorance pour une sage réserve. Leurs gouvernements ne les tiennent pas au courant, et ces gouvernements eux-mêmes ne savent quelles décisions prendre. Beust est imaginatif et rêveur. Quant au charmant Chouvalof, je suis parfaitement convaincu qu'au lieu d'être un profond et rusé diplomate il ne sait pas l'A. B. C. de son métier, et qu'il est parfaitement sincère dans les fréquentes assurances qu'il nous donne sur ce point » (à lady Bradford, 3 novembre 1875). A quelques mois de là, il écrit à lord Derby de l'ambassadeur allemand : « Munster est soupçonneux et stupide ».
3. A son secrétaire, 17 décembre 1876.
4. Ainsi Buchanan assurait Salisbury de passage à Vienne (à la fin de 1876), que l'Autriche-Hongrie n'avait pas de visées sur la Bosnie, alors que la convention de Reichstadt fait déjà signée.
5. Dans une lettre à Derby, il reproche à Salisbury « de ne voir chez les Russes que désir de guerre et chez les Turcs qu'inflexibilité, tandis que les Russes pr

Il est bien certain que l'attitude de l'opposition a beaucoup gêné Disraéli. John Morley a expliqué la conduite de Gladstone en 1876 par quatre raisons [1], qui sont très exactes. Mais lord Buckle ne se trompe pas en y ajoutant « son désir intense de renverser son trop heureux rival ». Pendant le duel Disraéli-Gladstone (1865-1881), l'Angleterre en fut souvent au point où la rivalité entre les chefs [2] des grands partis atteint une telle acuité qu'elle transforme les questions de politique étrangère en arguments électoraux.

Il est exact aussi que Disraéli, jusqu'en 1878, n'eut pas les mains libres, car pendant longtemps son cabinet fut en proie à de violentes dissensions [3], et le premier ministre demeura loin de régner sur lui en maître absolu. Il avait à compter surtout avec les « trois lords ». Salisbury et Carnarvon n'étaient entrés dans son cabinet que par dévouement au parti : ils n'avaient pas oublié les violents dissentiments de 1867 [4], et lui-même ne se sentait guère en communion d'idées avec ces aristocrates imbus d'anglicanisme [5]. Mais ce fut lord Derby, son disciple chéri [6]

parent un compromis et que les Turcs y sont enclins » (*Life*, t. VI, p. 11-2). Quelques jours après les Turcs rejetaient les réformes, et les Russes qui ne s'étaient montrés si modérés que parce qu'ils prévoyaient ce refus, n'attendirent que le printemps pour franchir le Pruth.

1. A savoir : 1° le rejet par l'Angleterre du memorandum de Berlin; 2° les atrocités bulgares; 3° les responsabilités encourues du fait de la guerre de Crimée; 4° sa sympathie pour l'Eglise orthodoxe.

2. Qu'il y eût là, malgré les apparences, plus de la faute de Disraeli que de Gladstone, cela semble résulter de ces deux observations; 1° Disraeli avait déjà essayé de réveiller les souvenirs des guerres franco-anglaises pour combattre la politique si sage des Whigs en 1832; 2° Gladstone n'hésita pas à continuer la politique orientale de Salisbury en 1886.

3. « Empêcher le cabinet de se dissoudre fut pour moi une plus grande victoire que de battre Gortchakof ou de déjouer les intrigues de Bismarck » (à lady Bradford, 28 février 1878).

4. Ils avaient alors donné leur démission plutôt que de participer « au saut dans l'inconnu » qu'était aux yeux de beaucoup l'extension si libérale de l'électorat.

5. Il en voulait surtout à lord Carnarvon, le « petit Carnarvon », comme il appelait cet homme éminent par la culture et le caractère. Il lui reprochait constamment ses sympathies pour l'église grecque; mais c'est surtout les dîners que son ministre offrait aux journalistes de l'opposition que Disraeli ne pouvait pas digérer. « Ils boivent son porto et disent du mal de moi » écrivait-il à lady Bradford. Ce qui l'exaspérait particulièrement, c'est que ces propos étaient tenus devant la belle-mère de Carnarvon, cette lady Chesterfield, sœur de lady Bradford, dont, à l'âge de soixante-dix ans, Disraeli avait demandé la main.

6. Tout jeune député, Derby, alors lord Stanley, avait en 1853 soutenu le droit pour les Israélites de siéger au Parlement.

fils de son ancien chef, qui lui donna le plus de fil à retordre. Derby était un homme d'un haut caractère, d'une puissance d'argumentation peu commune, d'une intelligence et d'une éloquence très réelles quoique glaciales, d'une application au travail peu habituelle chez un aussi grand seigneur[1], mais affligé à un degré extraordinaire, inouï, d'un défaut immense chez un homme politique : l'irrésolution. Et, ce défaut, non seulement[2] il le possédait, mais il employait tous ses rares dons intellectuels à le servir. Quand il fallait adopter une politique passive, on pouvait compter qu'il trouverait pour elle les meilleurs arguments[3]. Quand ses collègues avaient pris une résolution, on était sûr que, soit par des exceptions dilatoires, soit par la forme qu'il lui donnerait dans ses dépêches ou ses conversations avec les ambassadeurs, il empêcherait qu'on n'aboutît. Avec lui la politique anglaise devint « un bateau qui suit paresseusement le courant et dont l'effort se borne à éviter les collisions[4] ». Or, jusqu'en 1878, Disraéli ne put ni décider Derby à agir, ni se passer d'un homme qui, par ses talents et sa qualité de fils de l'ancien président du conseil, était considéré comme le sous-chef du parti, et dont le prestige de sa famille faisait un des grands électeurs tories. Le jour, disent les admirateurs de Disraéli, où l'auteur de *Tancrède* put « débarquer » Derby[5], nous eûmes le traité de Berlin,

1. Elle exaspérait son père, homme d'un tout autre tempérament. On lui demandait, un jour comment il se faisait qu'il n'eut pas encore envoyé à son fils sa traduction d'Homère. « J'attends de la mettre en prose et de l'imprimer sous forme de Livre Bleu » fut la réponse. Deux lettres contenues dans la *Vie de Disraeli* nous peignent admirablement le contraste entre les deux hommes. L'une, émanant de Lennox représente, en 1857 » le chef de notre parti, ne songeant qu'au whist, au billard et aux courses; impossible de lui extraire un mot sur les affaires publiques ». L'autre, de 1875, nous montre le fils, devenu ministre, se privant régulièrement de déjeuner pour pouvoir travailler toute la journée sans désemparer.

2. Il est plus facile, disait-on, de faire marcher un édredon que de lui faire prendre une décision.

3. Ainsi pour ce qui est de Constantinople « Aucune grande puissance n'est désireuse de la voir entre les mains d'une autre; aucun petit Etat n'a la force de la garder; une occupation internationale est un expédient douteux et dangereux » (discours à une délégation ouvrière, le 11 sept. 1876). Toutes les formes d'action sont successivement écartées avec une logique merveilleuse.

4. Lettre de lord Salisbury à lord Lytton, 9 mars 1877.

5. Il montra en la circonstance sa rare dextérité électorale. Il fit en effet entrer aussitôt dans son cabinet avec le portefeuille de la guerre, le propre frère de Derby. Ainsi l'énorme influence des Stanley dans le Lancashire demeura acquise aux conservateurs.

un des plus grands triomphes de la diplomatie anglaise.

Mais le traité de Berlin fut-il vraiment un triomphe? C'est la question. Du point de vue général, certainement non. » Violé autant qu'on peut l'être, comme la belle Cunégonde, il demeure le seul traité dans l'histoire sur lequel tous ses signataires aient porté la main[1]. Il n'a cessé d'être la source de frictions, de mobilisations, de révolutions, de conflits armés, et de guerres[2]; il n'a pas pu empêcher pour un laps de temps raisonnable le mal qu'il se proposait d'éviter : la dissolution de l'empire ottoman. Bien pis, il a engendré des maux nouveaux, car il a rendu impossible le partage pacifique de la Turquie d'Europe entre les Etats chrétiens. Ici les responsabilités de Disraéli sont énormes. Si en effet le traité de Berlin, tout en laissant aux Bulgares les limites auxquelles leur donnait droit la théorie des nationalités, avait accordé à la Serbie, à la Roumanie et à la Grèce un accroissement légitime, s'il avait établi, « comme le prescrit la nature des choses », un équilibre entre les Etats chrétiens, ceux-ci se seraient entendus entre eux, et une Confédération balkanique eût été réalisable. Au lieu de cela, dans sa rage anti-chrétienne, il poursuivit l'entreprise doublement chimérique de consolider la Turquie en Europe et de partager la Bulgarie en deux. Bientôt les Bulgares, le seul peuple balkanique qui ne se fût pas sérieusement révolté contre les Turcs, se trouvèrent constituer un royaume presque double de la Grèce et la Serbie laissées à peu de chose près au point où elles étaient avant la guerre turco-russe. Il s'ensuivit

1. En effet, comme le remarque M. Miller (p. 396), les articles 23 et 61 qui stipulaient des réformes en faveur des chrétiens d'Europe et d'Asie furent violés tant par la Truquie, qui ne réalisa pas ces réformes, que par les grandes puissances, qui n'en exigèrent pas la réalisation et laissèrent massacrer les chrétiens, et notamment les Arméniens, à qui elles avaient garanti une bonne administration. L'article 59 fut violé par la Russie, qui ferma et fortifia le port de Batoum; l'article 25 par l'Autriche, qui annexa la Bosnie; l'article 63 par l'Italie, qui annexa Tripoli; la Roumanie tourna l'article 48 qui garantissait aux Juifs l'égalité civique; la Bulgarie annula deux séries entières de clauses, en réalisant son union avec la Roumélie orientale. La Turquie viola le protocole 13, en refusant de céder Janina et l'Olympe à la Grèce; par contre, cette dernière proclama son union avec la Crète, et ainsi de suite.

2. Il serait fastidieux d'énumérer toutes les mobilisations qui se sont succédé depuis 1878 dans les Balkans, ainsi que les révolutions qui n'ont cessé d'éclater en Crète, Macédoine, Epire et Albanie. Les guerres furent la guerre bulgaro-serbe (1886), la guerre gréco-turque (1897); la première et la seconde guerre balkanique (1912-3); la guerre de 1914-8.

que la Bulgarie crut pouvoir aspirer légitimement à l'hégémonie ; de là les coups des comitadjis de 1902-3, les attaques brusquées de 1913 et 1915, et le reste.

Du point de vue purement anglais, il a été prouvé que Chypre est d'une utilité militaire nulle, tandis qu'elle constitue un sérieux embarras pour tout ministre britannique invoquant la théorie des nationalités. Ce qui est plus grave, la Turquie « consolidée » et la Bulgarie renforcée se joignirent pendant la grande guerre aux ennemis de l'Angleterre, qui avait par contre à ses côtés les « petits Etats rebelles » dont Beaconsfield était si joyeux de voir les frontières réduites. Le sultan n'avait pas d'ailleurs attendu le XX^e^ siècle pour se jeter dans les bras de l'Allemagne [1].

Il est malgré tout facile de comprendre l'enthousiasme avec lequel Beaconsfield fut sacré « surhomme » au lendemain du congrès de Berlin. Abstraction faite du talent de mise en scène de ce cabotin de génie [2], il faut reconnaître que la Russie triomphante après San-Stefano, revint humiliée de Berlin, alors que l'Angleterre, quantité négligeable en janvier 1878, apparurent cinq mois après comme l'arbitre de l'Orient.

Le grand public, appréciant toujours une politique à ses fruits, ne s'attardait pas à voir que ce résultat était dû moins au génie de Beaconsfield qu'aux erreurs d'Ignatief et de ses amis. Les auteurs du traité de San-Stefano réussirent ce tour de force de se mettre à dos non seulement les Turcs et les Grecs avec les puissances qui s'intéressaient à ces peuples, mais aussi les Roumains et les Serbes, leurs alliés, et enfin l'Autriche-Hongrie, avec laquelle ils avaient un an auparavant

1. Il résulte de documents inédits publiés dans la biographie de Charles Dilke, que le sultan (tome I, p. 412) offrit son alliance à l'Allemagne contre la France, pendant que Barthélemy-Saint-Hilaire était au quai d'Orsay. On se souvient que le premier acte de ce ministre avait été de désavouer la politique philhellénique de Gambetta pour entamer à coups de circulaires une violente campagne contre les propositions de Gladstone. Il voyait dans la Turquie une amie traditionnelle de la France. Il ignorait comment celle-ci le payait de ses peines.

2. Voyez l'habileté avec laquelle il a résumé sa politique dans la formule : « la paix avec l'honneur », bien faite pour enflammer la mentalité britannique, pratique et romanesque à la fois.

signé un traité [1]. Cette dernière faute dépasse en aveuglement politique l'infamie [2] de dépouiller la Roumanie; en rompant ainsi l'entente des trois Empereurs, qui gênait si fort Disraéli et en établissant une rivalité austro-russe permanente, elle faisait de l'Angleterre, libre de s'allier avec l'un ou l'autre des deux empires, l'arbitre de l'Orient. Elle avait pour effet immédiat de réduire à l'impuissance l'armée russe épuisée et exposée à tout moment à se trouver prise dans une souricière entre les navires britanniques et les soldats de François-Joseph.

La politique de Beaconsfield était évidemment préférable à celle des hommes qui, entraînés soit par l'esprit d'opposition soit par les sympathies confessionnelles [3], croyaient au désintéressement de la Russie. Elle l'emportait également sur celle de lord Derby qui, par ses hésitations perpétuelles, avait encouragé la Russie à mettre en question les intérêts vitaux anglais et rendu ainsi presque fatale, la guerre qu'il se proposait d'éviter. Mais cette supériorité sur ses rivaux et sur son ex-collègue ne donne à Beaconsfield ni la perspicacité, ni les vues précises, ni l'objectivité ni la fermeté dans le dessein. Ces attributs du véritable grand homme d'Etat, c'est chez lord Salisbury qu'il faut les chercher.

IV

Ce qui frappe tout d'abord dans les lettres de lord Salisbury, c'est sa perspicacité pour ainsi dire prophétique. On y trouve prévus tous les grands événements des années 1914 à

1. Ce traité était respecté en apparence, puisque la Bosnie et l'Herzégovine demeuraient au sultan; mais le traité de San-Stefano ne stipulait pas leur occupation par l'Autriche, et le couloir qu'il laissait entre les frontières serbes et monténégrines était si étroit que le *Drang nach Osten* devenait impossible. (Pour comprendre mieux ceci, il faut avoir sous les yeux une carte de la péninsule balkanique selon le traité de San Stefano; on en trouvera une dans Miller, p. 386.)

2. Le mot n'est pas trop fort si on considère qu'avant les hostilités les Russes avaient garanti aux Roumains l'intégrité de leurs frontières, et que durant la guerre ils ne durent leur salut devant Plevna qu'à l'arrivée de l'armée roumaine.

3. Lord Carnarvon, Bath, etc.

1918. Sa correspondance avec lord Lytton, vice-roi des Indes, est particulièrement intéressante. Dans deux lettres successives, les 16 février et 2 mars 1877, il prédit à Lytton que si l'Angleterre est engagée dans une grande guerre, ce sera contre l'Allemagne, non contre la Russie, et les raisons pour lesquelles il ne craint pas les Russes, souvent indiquées dans sa correspondance, sont développées le 27 avril 1877 :

« Excepté l'étendue qu'ils occupent sur la carte, rien dans leur histoire ou leur situation actuelle n'explique la terreur qu'ils inspirent à nos coloniaux et à notre parti militaire. Sauf quand ils se sont trouvés en conflit avec des Orientaux barbares, ou avec les Polonais qui ne valent pas beaucoup mieux, leurs annales militaires n'ont enregistré que des défaites ; leurs seuls trophées furent de repousser deux envahisseurs qu'une longue série de victoires avaient conduits au cœur de leur empire, à Moscou et à Pultava. Leur histoire navale est simplement inexistante. Peuple peu guerrier, ils ont une bureaucratie corrompue, et leurs chefs ne montrent de compétence que s'ils les empruntent à l'Allemagne. Leurs finances ne furent jamais bonnes ; leur situation sociale est une crise prolongée, menaçant de tourner dans un moment de faiblesse, en une révolution socialiste ».

Non moins prophétiques sont ces lignes extraites de la première lettre qu'il adresse comme ministre des affaires étrangères à son ambassadeur à Vienne (10 avril 1878) :

« La fin de l'Autriche n'est pas une chimère. Elle a montré récemment une telle faiblesse et un tel manque de confiance dans ses forces, et tant de cette absence de sincérité qui est une preuve de faiblesse, que je ne puis me tenir de craindre qu'un grand événement quelconque dans le Sud-Est de l'Europe ne dissolve pour jamais ce bloc mal soudé ».

Ces dons de perspicacité, il les déploya dans la question d'Orient. Même avant d'y être mêlé directement, quand il n'était que ministre des Indes[1], il repousse l'idée de s'attacher à des « carcasses mortes », de maintenir le sultan en Europe. Les années 1856-1876 ont prouvé qu'on ne peut remettre

1. Cf. sa lettre à lord Beaconsfield, en date du 23 septembre 1876, et ses lettres écrites à la même époque, ou un peu plus tard, aux lords Derby, Lytton et Carnarvon et à sir E. Malet. (*Life*, p. 84-7 et 144-5).

d'aplomb la Turquie [1]. Or une Turquie faible est condamnée à être la vassale de la Russie [2]. D'autre part, l'expulsion avec « armes et bagages » des Turcs d'Europe « n'est pas chose aisée » [3], et les peuples chrétiens ne sont pas encore politiquement assez mûrs pour prendre la succession du sultan. Il faut donc obtenir pour eux une large autonomie sous un contrôle international. Ce programme correspondant à l'humanité avait l'avantage aussi de permettre à l'Angleterre de cesser « de se pendre aux basques de l'Autriche », en qui il n'avait aucune confiance [4], pour s'entendre avec la Russie, que, nous le savons, il ne craignait pas.

Ce plan de Salisbury, qui, dès l'automne de 1876, apparaît clairement, l'emporte de beaucoup sur les projets contradictoires de Beaconsfield. Il était d'abord réalisable, puisque, d'une part, la Russie ne pouvait refuser son concours à un programme qui répondait si parfaitement à ses déclarations publiques, et que, de l'autre, la Turquie devait d'autant plus céder à la double pression du tsar et de l'Angleterre que ses droits souverains étaient respectés. Il s'accordait avec les intérêts anglais, car la Grande-Bretagne n'avait aucune objection à l'émancipation des Slaves des Balkans [5], et Salisbury ne concevait pas qu'on émancipât les Bulgares sans les autres Slaves et les Slaves sans les Grecs. Il répondait aux intérêts de l'humanité, car il écartait le retour de massacres turcs [6]. Par dessus tout, il tranchait une fois pour toute la question balkanique, et prévenait l'entrée en guerre de la Russie, et

1. Il emploie ce terme au moment de prendre le portefeuille des affaires étrangères, dans son mémoire à lord Beaconsfield. (p. 213).
2. *Life*, p. 145. De fait, la Turquie, sauvée en 1854 par l'intervention armée des puissances occidentales, était retombée après 1870 dans les mains de la Russie. Cette toute-puissance moscovite fut la principale raison de la perte d'Adbul-Aziz et de son vizir Mahmoud, communément surnommé Mahmoudief.
3. Il estimait qu'une telle opération supposerait une guerre. C'est pour cela que, selon l'expression de sa fille, les « Croisés » (lire les gladstoniens) lui étaient aussi antipathiques que les jingoes. (*Life*, p. 93).
4. *Life*, p. 87, 258, etc.
5. Sa seule crainte était que cette émancipation réalisée partiellement sous les auspices de la seule Russie ne cachât une mainmise du tsar sur les Balkans.
6. « Je suis tout à fait d'accord avec vous, seulement, j'estime qu'encore plus que le châtiment des coupables nous devons avoir pour but de préserver ces provinces infortunées du retour de pareilles calamités... Si on permet au Turc de vivre, ses dents doivent lui être arrachées » (A lord Carnarvon, 13 sept. 1876).

par suite le risque d'autres guerres dans l'avenir. Eviter la guerre fut toujours le point cardinal de la politique salisburienne.

Un historien fort distingué a noté, dans une étude récente, que Salisbury ne fut pas seulement un grand diplomate, mais toujours « un gentleman et un chrétien [1] ». Son plan de 1876 suffirait à démonter cette affirmation. Il aurait même eu des effets plus bienfaisants encore qu'il ne paraît à première vue. Les peuples balkaniques, appelés d'abord a jouir d'une autonomie contrôlée, n'auraient pas pu se jeter tête baissée,comme ils l'ont fait, dans des luttes démagogiques et des dépenses militaires. Leurs frontières fixées une fois pour toutes et d'une façon à peu près équitable par les grandes puissances, ils n'auraient pas été dévorés par ces ambitions et ces rivalités auxquelles les condamnait la présence à leur porte d'une Turquie moribonde détenant une partie de leur héritage légitime.

Ce plan si sage, si chrétien et si facile à appliquer, Salisbury n'eut pas le pouvoir de le réaliser. A la Conférence de Constantinople, ses conseils ne furent pas écoutés, et quand, en avril 1878, il devint ministre des affaires étrangères, il était trop tard pour faire triompher ses propres vues. Lorsqu'on le félicitait sur ses grands succès du printemps et de l'été 1878, il répliquait avec mélancolie qu'au lieu de poursuivre sa politique il « n'avait fait que recueillir les porcelaines brisées par Derby ».

Les événements des dix dernières années auraient sans doute augmenté ses regrets. Avec son plan, l'autonomie devait être à la fois générale et temporaire. Dès l'abord, le pouvoir de la Porte cesserait d'être administratif pour ne rester que politique [2]. Après « une période de transition, les provinces émancipées reviendraient à leurs vrais héritiers ». En d'autres termes, la Thrace et la Macédoine iraient à la

1. J. A. Marriott, dans la *Revue d'Edimbourg*, janvier 1922.
2. *Memorandum*, à Beaconsfield (*Life* p. 214). Dans une lettre à Otto Russell, il explique que les provinces autonomes doivent être sous une suzeraineté quelconque; or la suzeraineté turque est la seule qui soit sûre de rester provisoire (p. 243).

Grèce, comme il le dit expressément [1], la Bosnie et l'Herzégovine à la Serbie, tandis que la Bulgarie deviendrait indépendante. Si les avis de Salisbury avaient, dès 1876, prévalu, la carte actuelle des Balkans qui n'a pu être constituée que par quarante années de guerres balkaniques et une terrible guerre mondiale, aurait été réalisée progressivement et pacifiquement.

Les lettres de Disraeli et de Salisbury [2], complétant les souvenirs de Mouy, et de Nélidof, ne servent guère qu'à illustrer deux tristes vérités : que les conseils les plus sincères sont donnés en vain à un peuple que Jupiter veut perdre, et que l'ambassadeur le plus perspicace ne sert à rien quand son gouvernement ne se conforme pas à ses avis.

Clairvoyant de loin, Salisbury le fut naturellement plus encore, quand l'observation sur place renforça ses dons innés. Les Jeunes-Turcs, qui venaient de faire leur apparition avec Midhat et suscitaient en 1876, comme ils firent en 1908, un grand enthousiasme, lui parurent dès l'abord « un parti paradoxal et sans sincérité », abondant en tous les lieux communs de la démocratie moderne, mais, en fait, recrutant la majorité de ses partisans parmi les réactionnaires et les fanatiques, et poursuivant le succès par l'intrigue et l'assassinat [3]. Les sujets et protégés anglais sont aussi jugés sévèrement [4]. Ils assiègent l'ambassade ; ils affectent d'être turcophiles et patriotes, mais ne songent qu'à obtenir des concessions de la Porte et à faire dépenser de l'argent à l'Angleterre. Dans une lettre à Carnarvon, il les appelle *rascally Levantines* (canailles de Levantins [5]).

Mais c'est pour les Turcs en général qu'il a les épithètes les plus vives : puérils, puis stupides, enfin idiots [6]. Deux choses expliquent cette sévérité. D'abord les raisons de la résistance

1. P. 243, 213-4 et sa déclaration au Congrès de Berlin : « La Thrace et la Macédoine sont aussi grecques que la Thessalie ou l'Epire ».
2. Avant de se rendre en Turquie, Salisbury fit une tournée à travers les chancelleries européennes; de Paris, de Berlin et de Vienne, il envoya à Londres de remarquables rapports.
3. P. 77.
4. A lord Derby, p. 117.
5. P. 121.
6. P. 111, 115, 116.

des Turcs : « S'ils disaient à la Conférence que son plan de réformes diminue le pouvoir ou le revenu du sultan, ou qu'il rapproche trop le chrétien du musulman, ou qu'il prive le fonctionnaire turc d'emplois rémunérateurs dans les provinces, tout cela serait compréhensible. Mais tout ce qu'ils disent, c'est qu'une commission de contrôle compromettrait leur dignité. C'est comme si un balayeur des rues se plaignait d'avoir été éclaboussé[1]. » Ensuite, Salisbury percevait parfaitement que la Russie voulait la guerre. Or l'attitude des Turcs offrait aux Russes le meilleur prétexte à la déclarer.

Cette guerre, il n'y avait qu'un moyen de l'éviter. C'était de s'entendre avec la Russie et de forcer en même temps les Turcs à accepter les réformes, de façon qu'elles ne fussent pas conçues dans un esprit préjudiciable aux intérêts anglais. Mais Beaconsfield, entraîné par sa haine contre Gladstone et sa conviction que la Russie ne se battrait pas, refusait de presser la Porte, et Salisbury, « sans bourse pour acheter et sans épée pour menacer[2] » dut assister impuissant à la ruine de ses projets. Il lui resta pour seule consolation d'avoir, au moment même où, en novembre, il acceptait par devoir cette mission à Constantinople, prévu et l'échec qui l'attendait[3], et que cet échec viendrait plus des Turcs que des Russes[4].

Pendant l'année 1877, l'attitude de Salisbury apparaît très nette et parfaitement logique[5]. Il était opposé à une intervention armée aux côtés de la Porte, non seulement parce qu'il estimait que la décadence de la Turquie ne pouvait être arrêtée, et que la Russie n'était pas à craindre comme puissance mondiale mais aussi parce que la Porte, en refusant de

1. A lord Derby, 21 décembre 1876.
2. C'est sa propre expression. Pour lui, il n'aurait sans doute pas craint d'employer l'épée. Il écrit à lord Carnarvon : « La faiblesse de notre politique a été dans la diminution de notre influence beaucoup plus que dans la faiblesse de notre ambassadeur. Le fait que Navarin était frais dans la mémoire des Turcs fut pour beaucoup dans la force de lord Stratford ». *Life*, p. 122).
3. Dès que l'offre lui fut faite, il écrivit à sa femme : « C'est une de ces propositions que l'honneur nous empêche de refuser, mais c'est une terrible corvée impliquant du mal de mer, beaucoup de français et un échec ».
4. Lettre à Derby en date du 9 novembre.
5. Nous pouvons la suivre pas à pas par ses lettres pour ainsi dire hebdomadaires à lord Lytton, vice-roi des Indes.

réaliser les réformes conseillées par l'Angleterre, avait dégagé celle-ci de toute obligation morale, et qu'une guerre lui paraissait impopulaire [1], dangereuse et inutile. Il se méfiait en principe des militaires [2]. En l'espèce le danger d'une invasion de de la péninsule balkanique par les Russes ne lui paraissait pas valoir les dépenses et les risques d'une intervention isolée de l'Angleterre. Cette invasion ne pouvait être que temporaire. L'Autriche-Hongrie en effet avait déclaré qu'elle ne tolérerait pas une occupation permanente de la Thrace ni même de la Bulgarie. Si, par conséquent, le tsar faisait mine de ne pas tenir ses promesses, on aurait le temps encore de lui envoyer un ultimatum. En pareil cas, le concours de l'Autriche Hongrie était assuré « et la position de la Russie serait si désespérée qu'elle devrait céder [3] ». Par contre la politique de lord Derby « suivre le courant » « en se limitant à des décisions prises au jour le jour sans plan arrêté » le remplit de tristesse « et d'appréhension [4] ». Il ouvre son cœur à Carnarvon, le plus intime de ses collègues [5]. Mais telle est son horreur naturelle de la guerre qu'il préfère Derby au parti belliqueux, jusqu'au moment où la politique ultrapa-

1. Le « jingoïsme » ne date que du moment où la Russie parut décidée à s'installer dans les Balkans. Au début, l'idée de la guerre comptait peu de partisans. La *Vie de Salisbury* contient à cet égard deux lettres très probantes. A la veille des hostilités, il écrit à sa femme, restée sur la Côte d'Azur, que le parti turcophile se compose « de la clique du prince de Galles, du parti militaire et des hommes antireligieux. Il est sans grande force dans le Parlement ». (11 février 1877). A ce moment Disraeli, par une de ces sautes d'humeur qui lui sont coutumières, « souhaitait de voir les Turcs au fond de la Propontide ». Deux mois plus tard il était une fois de plus prêt à se battre « pour maintenir la Bulgarie sous le joug turc ». Il s'efforça, dans une longue conversation privée, de convertir Salisbury à ses vues et fut « presque impoli » quand il vit qu'il perdait son temps. Mais l'attitude de son chef laissait le ministre très calme; il savait que Disraeli n'oserait pas provoquer une crise ministérielle qui, étant donnés les sentiments pacifiques de la majorité, « le jetterait par terre ». Cf. deux lettres de Salisbury à Carnarvon en date du 26 mars et du 18 avril 1877.

2. « N'écoutez pas les experts. Si vous en croyez les médecins, rien n'est sain, si vous en croyez les théologiens, rien n'est innocent, si vous en croyez les soldats, rien n'est sûr. Il est nécessaire pour tous de diluer leur vin par une généreuse addition d'insipide bon sens » (à lord Lytton, 15 juin 1877).

3. Cette prévision communiquée à lord Lytton le 25 juillet 1877 devait se réaliser à la lettre huit mois plus tard.

4. A lord Lytton, 4 mai.

5. « L'attitude de Derby est, comme vous le dites, désespérante. Il semble que nous devions renoncer à toute action positive. Nous serons discrédités par une politique vacillante, émasculée et sans but » (27 mai).

cifiste lui apparaît comme ayant pour résultat fatal non la paix, mais la guerre.

C'est que Salisbury n'excluait pas, malgré tout, la perspective d'un conflit, pour le cas où la Russie voudrait, contrairement à ses promesses, s'établir dans les Balkans. Or, à partir du début de 1878, il s'aperçut que la diplomatie russe était convaincue que l'activité oratoire de Gladstone et la passivité diplomatique de Derby excluaient l'intervention armée de l'Angleterre, et par contre-coup celle de l'Autriche-Hongrie, qui n'oserait pas agir seule. La chancellerie de Saint-Pétersbourg méconnaissait l'importance qu'on attachait en Angleterre à la question des Détroits : pour l'opinion britannique, c'était un article de foi qu'il les fallait garder à l'abri d'un coup de main de la Russie [1]. Fort des dissentiments qui existaient au sein du cabinet britannique [2], Gortchakof, d'ailleurs aussi léger que vain [3], le traita avant, pendant et après ses négociations avec la Turquie, avec la plus grande désinvolture [4]

1. Il est à noter que sur ce point Disraéli, malgré toute sa versatilité, ne varia jamais. Les combinaisons si diverses que lui inspirait son imagination fertile avaient même toujours pour base la présence sur les Détroits d'une puissance assez forte pour en éloigner les Russes.

2. Il semble qu'à Saint-Petersbourg on était tenu très exactement au courant de ce qui se passait dans les réunions de Downing street. Il est fait allusion à des indiscrétions tant dans la Vie de Disraéli que dans celle de Salisbury. Un diplomate étranger, qui servait à Londres pendant toute la crise orientale, m'a dit qu'on les attribuait alors à la trop grande intimité qui liait l'ambassadeur de Russie à la maison de lord Derby. Le ministre des affaires étrangères causait peu, mais son entourage le plus immédiat bavardait suffisamment pour qu'un familier intelligent pût apprendre beaucoup de choses. Dans les documents que nous avons sous la main, rien n'est dit sur la source des indiscrétions. Il est cependant à noter que Disraeli transmit le rapport du colonel Wellesley avertissant que le gouvernement du tsar recevait des informations sur les débats ministériels anglais non à lord Derby, ministre des affaires étrangères, mais à lord Salisbury.

3. La vanité du chancelier russe était proverbiale. Ses collègues de Berlin et de Vienne en avaient ouvertement parlé à Salisbury (*Life*, 103). Andrassy l'avait même traité non seulement de « vieillard vaniteux » mais aussi de « vieux farceur ». Plus élégamment un diplomate français avait dit « qu'il se mirait dans son encrier ». Les années (il était né en 1799) avaient doublé sa vanité naturelle du désir de finir sa carrière de façon éclatante : « Je veux disparaître, disait-il à Bismarck, non comme une lampe qui file, mais comme un astre brillant ».

4. Ainsi, quand l'ambassadeur d'Angleterre se plaignit que la promesse d'accorder un armistice aux Turcs ne fût pas tenue, Gortchakof expliqua que pour plus de sûreté il avait envoyé ses instructions non par fil télégraphique, mais par messager ; « J'avais promis », conclut-il, « que des instructions seraient envoyées mais non qu'elles parviendraient à destination » (p 186). Au cours des négociations, il expliqua qu'il ne savait rien de ce qui se passait parce que le télégraphe aérien ne marchait plus. (p. 195). Une fois l'armistice signé, le 1er février, les Turcs mirent bas les armes, mais les Russes continuèrent leur marche sur Constantinople (p. 196). Enfin le traité de San-Stefano ne fut connu officiellement que trois semaines après sa signature.

et finit par se réserver de juger seul quelles dispositions du traité de San-Stefano pouvaient être modifiées. Comme le traité touchait aux intérêts vitaux de l'Angleterre, cette attitude menait tout droit au conflit. Il n'y avait qu'un moyen de l'éviter : faire comprendre à la Russie, avant qu'il ne fût trop tard, qu'elle se faisait des illusions et qu'elle allait, comme Salisbury l'écrivait dès juillet 1877 à Lytton, se trouver prise comme dans un étau entre l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie. Mais comment lui donner cette impression salutaire, tant que Derby, au vu et au su de tous, empêchait l'appel des réserves, faisait rappeler la flotte, et prévenait tout ce qui pouvait rendre les menaces anglaises éventuellement réalisables? Le seul remède était d'accepter la démission dont le *Foreign Secretary* ne cessait de menacer.

En se séparant donc nettement de Derby dès que les Russes eurent franchi les Balkans, et en acceptant un peu plus tard sa succession, Salisbury loin de commettre un acte de déloyauté envers un collègue qui était son parent et son ami, ne fit que servir les intérêts de son pays et poursuivre le but qui lui était si cher : la paix. Il parvint à l'atteindre en deux mois de ministère.

Quand il entra au *Foreign Office*, la situation était loin d'être facile. Les Russes aux portes de Constantinople, la flotte anglaise ancrée presque en face de l'armée russe, la moindre étincelle suffisait à allumer l'incendie. L'Autriche-Hongrie pouvait, il est vrai, couper les jarrets de l'ours moscovite ; mais Salisbury craignait qu'Andrassy « ne mît son concours aux enchères[1] ». De s'entendre directement avec la Russie, l'intérêt était évident. Mais l'entente était difficile du fait qu'avant de mettre la Russie en présence d'un ultimatum, on l'avait laissée signer le traité de San-Stefano. L'honneur du tsar et l'amour-propre de Gortchakof se trouvaient engagés. On a donc eu raison de faire grand honneur à Salisbury des négociations qu'il mena avec Chouvalof et qui,

1. A sir Henry Elliot, 22 mai 1878. Il avait aussi craint dès la veille de la guerre que la Russie, moyennant des concessions en Europe, n'obtînt de l'Autriche une grande liberté d'action en Asie (lettre de lord Beaconsfield, 12 mars 1877).

tout en assurant à la Russie des satisfactions suffisantes surtout du point de vue moral, garantirent les intérêts essentiels de l'Angleterre [1]. On doit admirer aussi la rapidité avec laquelle il mena les négociations avec la Porte. Les concessions obtenues par la Russie en Asie lui paraissaient les plus redoutables pour l'Angleterre, car, sur le Caucase, ce que la Russie gagnait, ce n'était pas la liberté pour d'autres, mais des conquêtes pour elle-même. Il s'agissait pour l'Angleterre de se procurer un titre légal et les moyens d'empêcher que ces conquêtes ne s'étendissent. Ce titre, la Turquie hésitait à le conférer, car ce que l'Angleterre lui offrait en échange n'était plus une garantie de tous ses territoires [2], pure et simple, mais seulement la garantie de ses territoires asiatiques, et encore à la condition d'un certain droit de contrôle destiné à assurer aux chrétiens une vie tolérable et à enlever aux Russes le prétexte d'une intervention nouvelle. Il fallait en outre « une place d'armes » assez proche du siège éventuel du conflit et, de ce fait, les susceptibilités asiatiques et syriennes de la France entraient en jeu. Mais Salisbury savait comment il fallait parler aux Turcs [3], et il enleva sa convention tambour battant ; il prévint les objections françaises en préférant Chypre à Alexandrette [4] et en sanctionnant par avance le protectorat de la Tunisie [5] ; il donna même à l'occupation de Chypre une forme de nature à calmer les scrupules des puritains, puisque l'Angleterre ne devait y demeurer qu'autant que la Russie persisterait à garder Kars.

Non moins habile fut sa conduite envers l'Autriche-Hongrie. Il connaissait la convention relative à la Bosnie-Herzégovine, mais il n'ignorait ni la répugnance de la Russie à la publier [6], ni les hésitations de l'Autriche-Hongrie à s'en

1. Ainsi il céda sur la Bessarabie parce que « la question était d'un intérêt secondaire pour l'Angleterre et qu'il avait acquis la certitude que l'Autriche ne se battrait pas pour elle ». (A sir H. Elliot, 3 juin 1878).
2. C'est cette forme qu'affectaient les traités antérieurs.
3. Voyez *Life* p. 263-4. Il fallut finalement adresser un ultimatum au sultan.
4. Il est équitable de reconnaître que Beaconsfield eut autant que lui le souci de ménager les aspirations françaises dans l'Orient méditerranéen.
5. Il prit soin de s'entendre sur ce point avec Waddington avant que la convention anglo-turque ne fût connue (*Life*, p. 170 et 295).
6. De peur de froisser les susceptibilités slaves, et dans l'espoir qu'Andrassy ne se déciderait pas à agir.

prévaloir[1]. En prenant l'initiative de proposer l'occupation des provinces yougo-slaves par la monarchie dualiste, il tira tout le profit possible d'un événement qu'il n'aurait pas dépendu de lui d'empêcher. L'Autriche-Hongrie apparaissait désormais comme la rivale et non plus comme l'associée de la Russie, et devenait l'obligée de l'Angleterre.

Enfin Salisbury couronna ces succès diplomatiques par des succès personnels de plume et de parole[2]: par la fameuse circulaire qu'il lança au lendemain du jour où il prit le portefeuille des affaires étrangères, et par les discours brillants, précis et incisifs, qu'il fut souvent amené à prononcer à Berlin[3]. Ainsi s'explique qu'on ait tant vanté son action pendant le trimestre d'avril à juillet 1878, et qu'un de ses rivaux, lord Rosebery, ait appelé ce moment « le plus brillant de sa carrière».

Aujourd'hui, sa correspondance officielle ou intime des années 1876-1878, nous explique pourquoi il était lui-même bien moins fier de son œuvre. Il y avait loin du brocantage et du replâtrage réalisé à Berlin, au travail solide, noble et chrétien qu'il avait rêvé en 1876. Et ses regrets devaient être d'autant plus vifs que l'émancipation de tous les chrétiens des Balkans, aurait été, sous la forme progressive où il l'avait conçue, parfaitement réalisable. Car, encore une fois, la Russie n'aurait pu se refuser à coopérer avec l'Angleterre dans ce dessein et la Turquie aurait d'autant moins pu résister à leur pression combinée que ses droits souverains étaient au début respectés.

La carte des Balkans est aujourd'hui à peu près telle que Salisbury l'imaginait. Mais elle s'est faite au prix de flots de

1. Les hésitations de l'Autriche-Hongrie étaient dues à cette volonté vacillante où Salisbury on l'a vu, percevait une preuve de faiblesse congénitale (voir sa lettre à Elliot). Ces hésitations avaient paru aussi de mauvais augure à Bismarck, qui s'était en vain efforcé de décider l'Autriche-Hongrie à occuper la Serbie au moment de Plevna.

2. Le style diplomatique de Salisbury transporta l'homme de lettres qu'était demeuré Disraeli. Le 2 avril 1878, lendemain du jour où la fameuse circulaire fut lancée, il communique à la reine sa joie d'avoir un ministre qui « comme jadis Canning et Palmerston écrit lui-même ses dépêches importantes » et d'être débarrassé du « jargon du *Foreign Office* » dans lequel étaient « manufacturées » dans les dix dernières années les pièces officielles.

3. Il y prit constamment la parole, son chef s'étant réservé pour de rares et importantes occasions.

sang et de terribles souffrances. Le résultat eût pu être atteint en un temps bien plus court et par des moyens pacifiques, s'il y avait eu moins d'égoïsme et de mégalomanie chez Gortchakof et Ignatief, moins de préjugés et d'hésitations chez Disraéli et Derby.

V

La conclusion qui s'impose quand on a confronté les précieux documents que nous ont révélés les récentes publications sur les deux hommes d'Etat britanniques est donc que, pendant la grande crise orientale qui se dénoua provisoirement à Berlin, le véritable politique fut non pas Beaconsfield, mais Salisbury.

Cette conclusion n'étonnera pas ceux qui connaissent la carrière des deux hommes. Jusqu'à l'âge de soixante-dix ans, le premier fut en tout et pour tout ministre quatre années, et toujours dans des cabinets simplement tolérés par la majorité; son triomphe fut tardif et en somme éphémère; devenu chef d'une majorité à soixante-dix ans seulement, il trouva avant de mourir le temps de conduire son parti à un désastre électoral qu'avec son imprévoyance coutumière il n'avait rien fait pour éviter. Le second, au contraire, fut, de 1874 à 1902, presque constamment ministre ou premier ministre; il se retira du pouvoir volontairement après des élections aussi triomphales pour les conservateurs qu'avaient été désastreuses celles de 1880, et en léguant à ses successeurs une situation diplomatique incomparable.

Mais ce jugement, par contre, surprendra sans doute le grand public, à qui tant en Angleterre qu'à l'étranger le nom de Disraéli est bien plus familier que celui de Salisbury. C'est que les masses jugent les hommes politiques un peu comme elles jugent des pièces de théâtre. Sauf pour une carrière marquée par de très grands événements (grandes guerres, révolutions, etc.), le public est attiré par ce qui parle à son imagination, à ses nerfs, à ses yeux; la raison, le bon goût, ne viennent qu'en seconde ligne. Or Salisbury, malgré des connaissances

et un esprit politique que Disraéli n'eut jamais, ne faisait appel qu'à la raison. Son esprit même, son ironie naturelle[1], ses sarcasmes fameux, ne pouvaient être appréciés que par les délicats. On a dit des épigrammes de Beaumarchais qu'on les voit venir de loin armées de plumes qui flambent, tandis que celles de Le Sage sont non des flèches, mais des aiguilles qui s'enfoncent sans bruit dans la blessure ; il faut une minute de réflexion pour les deviner et les comprendre. A ce point de vue, Beaconsfield rappelle l'auteur du *Barbier* et Salisbury celui de *Turcaret*. De plus, Disraéli colportait son esprit dans tous les salons ; Salisbury, calfeutré dans sa famille et son laboratoire, vivait si isolé qu'il ne reconnaissait pas ses ministres dans la rue[2]. Ajoutons que sa carrière n'offrait rien qui piquât la curiosité ou enflammât l'imagination : avec ses talents, son grand nom, sa fortune, il était voué dans l'Angleterre victorienne à tenir une des premières places dans le parti conservateur. La carrière de Disraéli est au contraire plus romanesque que ses propres romans. Dans son jugement sur ces derniers, un critique injustement oublié, Schérer[3] disait que leur auteur « ne fut ni un écrivain ni un grand romancier mais supplée à ce qui lui manque par une sorte de diablerie, par l'entrain et le savoir-faire ». On pourrait, *mutatis mutandis*, en dire autant de Disraéli politique et diplomate.

A. Andréadès.

1. Sur la tournure ironique que prenaient naturellement ses pensées, voir le discours qu'a prononcé quelque temps après sa mort son neveu, lord Balfour.
2. L'anecdote souvent contée, et jugée apocryphe, est confirmée par lady G. Cecil.
3. Dans le journal *le Temps*, à propos de *Lothaire*.

SHERWOOD ANDERSON

De Sherwood Anderson je ne connais que la légende et les nouvelles, mais celle-ci comme celles-là sont le plus bel objet que produisirent cette année les États-Unis. On ne savait point qui il était il y a un an. Son dernier livre, *Le triomphe de l'Œuf*, a montré qu'il était sans doute le plus original et le plus expressif des jeunes écrivains américains. Non qu'Anderson se soit brusquement formé et soit à peine sorti de l'enfance. Il doit avoir dépassé trente ans depuis longtemps. Mais il est plus jeune que Sinclair Lewis, l'auteur illustre de *Main Street*, que Booth Tarkington, le traditionnel metteur en scène de la jeunesse américaine.

Il porte en lui une jeunesse qui ne dépend pas de son âge. Je le compris ce jour de printemps ou l'on me raconta sur les quais de New-York, que Sherwood Anderson n'avait ni âge ni nom. Il naquit sur la rive ouest du Mississipi, à une époque point reculée, mais où cette région était encore presque vierge. Ses parents, dont il ne garde rien qu'une image vague et inutile, l'abandonnèrent, quand il parlait à peine, sur la rive est du Mississipi, et jamais plus il ne les revit. Il vécut pourtant. Toute cette contrée croissait, se peuplait et se couvrait de bourgs, de villes. Sherwood Anderson, — il reçut ce nom au hasard, vécut en un de ces villages où il n'y a d'abord avec un *drug store*, sorte de boutique où l'on vend des glaces, de l'épicerie, de la pharmacie et des brosses à dents, qu'un bazar et un bureau de poste. Il travaillait au *drug store* et y gagnait son pain quotidien. Il était libre aussi, et le long des bancs du Mississipi il errait pour se baigner, pour se chauffer au soleil, ou

pour louer son travail aux mariniers. Avec les années il parcourut bien du pays, puis il se fixa. Dans la petite ville où il s'était arrêté, il sut se faire sa place. Il gagna sa vie comme garçon de magasin. Comme il avait l'esprit pratique, qu'il était honnête, exact et dévoué, il réussit bien. On l'estimait et il mettait de l'argent de côté. Puis il s'éprit d'une jeune fille, la *surintendante* des écoles de la petite ville, et la rechercha en mariage. Dès ce temps, l'éducation, l'écriture, les mots avaient un pouvoir de fascination sur lui. Sans rien savoir il écrivait. Son mariage avec cette femme instruite fut suivi d'années heureuses où peu à peu l'inquiétude se mêla. Plus il approchait du savoir, plus il le désirait ; il rédigeait des histoires maintenant, et souhaitait d'en composer davantage. Il alla à Chicago, dit-on, la première grande ville qu'il ait vue. Il eut le vertige, non du luxe, ni de l'or, ni de la masse et de la foule ; à tout cela il était préparé par la terre chaude du Mississipi, et ses rêves de grandeur — mais il fut ébloui par les connaissances des hommes et leur civilisation. Rien ne l'y avait préparé, mais son instinct l'y portait. Il rentra chez lui pour retrouver sa femme, ses enfants, son magasin, avec le travail quotidien, le gain, la prospérité qui croissait et devenait absorbante. Elle était si dominatrice qu'il fallut lui céder, acheter le magasin, devenir riche. Mais ce fut pour peu de temps. De nouveau il retourna à Chicago. Cette fois il y demeura. Tout ce qu'il avait, il le vendit ou le donna. Tous ses biens, il les laissa à sa femme et aux siens, il ne garda que lui-même et son ambition. Il ne retourna plus à la petite ville, mais il vécut à Chicago et à New-York, étudiant, peinant, écrivant. Il dépensait le moins qu'il pouvait Quand il n'avait plus rien, il redevenait pour quelques mois l'homme de jadis, usait de son esprit pratique vendait ses heures et son travail à un commerçant quelconque afin d'être ensuite libre et recueilli. Je ne l'ai point vu, et tout ce que je dis ici, je l'ai entendu comme une légende. Je ne le sais point. Au moins est-ce l'auréole que l'Amérique place autour de Sherwood Anderson. On trouve en ses œuvres le Mississipi de jadis, vierge, chaud, fécond et doux, et le petit bourg où il est si aisé de réussir, si difficile de penser, et la grande ville bouleversée par les vents de l'Esprit.

* * *

She wood Ande son vit pour son œuvre. Il est tout en elle. Mai comme il n'a point trouvé sa personnalité, ou plutôt comme il l'a faite avec lenteur, en deux efforts successifs et distincts ses nouvelles reflètent de lui deux images bien différentes. Ainsi que Sinclair Lewis, Sherwood Anderson a vécu dans cette vaste plaine centrale des États-Unis, que l'on nomme le Middle West, mais il a vécu plus au Sud, du côté où le Mississipi sert de chemin entre les grands lacs et la Louisiane : le Sud de l'Ohio, le Sud de l'Illinois, et le Kentucky. Il s'est mêlé à la vie du Sud, elle l'a bercé comme enfant, tiède, colorée, joyeuse. C'est seulement plus tard, quand il est remonté vers le Nord, qu'il a souffert. Le Sud a laissé sur lui une empreinte profonde, comme le Nord sur Sinclair Lewis. Par sa joie, par son individualisme, par son mépris pour les questions sociales, par son instinctive piété, il est bien plus près des colons virginiens, qui, à force de marcher vers l'Ouest ont trouvé le Mississipi, que des Scandinaves venus de la Suède glacée dans les régions brutales du Michigan. Toutefois, il a bien reçu sa culture du Nord, de ce grand Middle West américain dont Chicago est la capitale, ville aux avenues trop larges, où les palais en brique jaune semblent construits d'après un type scandinave et néo-babylonien revu à Berlin. Ce contraste l'oppresse en ce moment, et va peut-être l'empêcher de produire. Du moins il est sans cesse obligé de choisir en lui entre ces deux éléments qui n'ont pu se mêler, qu'il n'a pas su concilier, et dont aucun n'a disparu.

Ses nouvelles reflètent ce trouble. Son dernier livre, *Le Triomphe de l'Œuf*, publié en 1921, et couronné, fêté, admiré de tous, révèle avec éclat le conflit de son âme. Il renferme deux séries de nouvelles. Les unes, faites de son enfance, directes et nues, embrumées d'un plaisir des sens et du sentiment, chargées d'attente et de désir, mais aussi mystérieuses, grâce à la réserve et à la fierté de cette âme qui ne s'est point donnée encore et qui hait la souillure. Tous ces souvenirs de son enfance

sont simples, luisants et purs comme l'ivoire. Pauvre et non instruit, il était du Peuple libre, errant et noble : c'était un fils de roi. D'ou le caractère si original et si difficile à définir de son indépendance. L'enfant qu'il montre n'est pas un enfant de la nature inculte, avide et sans morale. Le contact de la nature lui a enseigné l'intense plaisir des sens et l'oubli des complications, mais il a gardé l'instinct du décent, du spirituel, du beau idéal. Sa race, pour s'être roulée dans un sol gras et riche, y a pris une qualité matérielle que nulle race d'Europe n'a plus, mais elle a gardé, simplifié et avivé son souci essentiel et ancien de moralité.

L'autre série de nouvelles, celles qui expriment sa culture et ses raffinements nouveaux, est toute teintée de science, de philosophie et de poésie. Elles peuvent plaire davantage; pour moi, je les aime moins. En Sherwood jouent désormais des notions que Freud a lancées à travers le monde, des sentiments qui lui viennent de Tolstoï, et des principes qu'il doit aux économistes. Il n'a point tout à fait perdu l'usage de ses sens américains, ni ce désir, cette attente, ce vide qu'il cherche en vain à combler. Mais tout cela est obscurci, mille nuages flottent en lui, confus. Ce n'est plus la race triomphante et simple, comme celle qui éclate en un jeune homme, c'est la race opprimée, embrouillée. Il a trouvé bien des idées, mais il n'est pas sûr que ce soit les siennes. Il balbutie. Son corps s'est alourdi, cette surprenante pureté a disparu. Il l'a sacrifiée à la connaissance et à la sagesse. Il a perdu la faculté d'honorer et de craindre directement qui, jadis, donnait tant de relief à son être.

Il y a quelque chose de décevant dans ce résultat. Sherwood Anderson, aux yeux d'un lecteur européen, semble bien avoir sacrifié ce qu'il possédait de plus précieux pour acquérir une culture systématique. Il n'a pu se donner de cadres intellectuels solides jusqu'à présent, et les mécanismes de pensée ou de sentiment qu'on lui a enseignés ont coupé court aux associations d'idées claires et délicieuses de son enfance. Une fois de plus, c'est l'échec de la culture intellectuelle (mal utilisée peut-être), à s'assimiler un être neuf et à le préciser sans le gâter. Le cas de Sherwood Anderson est celui de millions de jeunes gens aux États-Unis, qui apprennent en hâte tout ce

que nous savons ici, avec le résultat de ne plus être chez eux nulle part et d'avoir perdu le moyen de réussir par eux-mêmes en aucun lieu. Le problème de Sherwood Anderson est celui de tous les jeunes Américains de vieille race, qui ont un fond propre d'une grande valeur, de l'ambition et qui veulent en tirer parti. Pour y arriver, ils détruisent en eux ce qui faisait le ressort même de la vie ou le parfum de la beauté, et sur un sol vierge, plat et vaste, jadis chargé d'une végétation courte et puissante, ils édifient des horreurs semi-germaniques, ou de laides petites bâtisses anglaises aux contours biscornus. On a honte, et amer regret pour nos civilisations d'Europe, devant un si décourageant spectacle. Ici moins qu'en tout autre lieu on a envie de parler et d'expliquer. Cet état de civilisation et de culture, provisoire ou définitif, donne une vive image de l'inanité de la critique.

Depuis des siècles nous expliquons les choses et les gens. Sans en souffrir autant que d'autres, nous, Français. Mais certaines maladies transplantées deviennent mortelles. Ainsi l'esprit d'exégèse, de critique et de bavardage, le goût de ratiociner, semblent plus exécrables au Nouveau Monde que dans l'Ancien. Ce n'est peut-être qu'une illusion. Je ne parle pas ici contre les traditions intellectuelles, ni les cadres de l'esprit, ni le sens de la construction. Mais qui n'a senti l'inanité de ce travail d'explication et de discussion auquel nous nous livrons en art, littérature et politique, d'autant plus activement que nous sommes plus incapables de produire. A force d'aimer les mots, de les manier, et de les compliquer, nous nous embrouillons tous; les plus hardis novateurs ne sont pas moins lassants que les plus anciens rabâcheurs. L'ennui qui se dégage de cet effort monotone et persistant envahit les deux Mondes. Chez nous, où de vieilles et bonnes habitudes ont maintenu une structure aux langages, à l'esprit d'analyse et aux plaisirs d'art, les écrivains peuvent échapper parfois au mal; en Amérique, où il y a bien plus d'inexpérience intellectuelle, les explications et théories philosophiques contemporaines, tous les commentaires qui coulent sans fin ont réussi bien plus complètement à embrouiller les esprits et à créer un immense malentendu.

Freud, Benedetto Croce, la théorie romantique de Tolstoï, Hegel et M. Bergson, sans compter Dada et H.-G. Wells, ont bousculé l'âme de Sherwood Anderson. Il inspire encore l'admiration; car, en ce tournoiement, on voit briller tout ce qu'il y avait en lui. Mais il provoque surtout la pitié. C'est mon avis du moins, et afin de ne trahir ni le lecteur que je respecte, ni Sherwood Anderson que j'aime, je donnerai ici trois nouvelles de lui, la première toute étincelante de la flamme de son enfance, les deux suivantes qui représentent la phase la plus moderne de sa pensée.

* * *

J'ai consacré tous mes soins à être loyal vis-à-vis d'Anderson en sa double personnalité. Mais il était aisé de traduire la deuxième série de nouvelles où toutes les adresses, tous les moyens de la littérature internationale se retrouvent, et où des souvenirs de Dostoïewski, de Gorki, de Maupassant, de Claudel vous suggèrent sans cesse des correspondances exactes. Il était plus malaisé d'exprimer ce que je n'avais vu nulle part, ce Sherwood Anderson qui fut abandonné sur les bords du Mississipi, et vécut heureux, libre et pur. Une des passions de l'enfance de Sherwood semble avoir été les chevaux, et cela ajoutait une nouvelle difficulté technique à celles d'un ordre littéraire. Toutefois, guidé par le plaisir que j'éprouvais et, voulais faire éprouver, aidé aussi d'une façon remarquable, j'ai traduit ces trois nouvelles, en recherchant d'abord à n'en point exagérer le charme. Sherwood Anderson les a rédigées entièrement en argot américain, et cette langue populaire a une saveur profonde. Elle est à la fois simple, naïve, et expressive. Elle parle des objets avec tendresse et familiarité, comme tout proches. Ainsi elle enivre un étranger, mais l'étranger n'a qu'à demi raison. Pour quiconque a beaucoup entendu cet argot dans les rues et sur les routes il est devenu un langage presque aussi conventionnel et abstrait que la langue littéraire. J'ai donc voulu éviter de créer un faux pittoresque, un faux exotisme, et toutes sortes de mirages qui ne sont pas dans l'intention de Sherwood Anderson, en traduisant avec trop

de saveur et d'exactitude les termes d'argot dont il use. J'ai cherché à les rendre par des mots d'argot français équivalents, qui continssent la même dose de sensibilité, mais soient aussi usés. J'ai préféré reproduire le mouvement général des sentiments, fût-ce au risque d'éteindre quelques détails, car je sais que là est bien la vérité de l'art d'Anderson.

J'étais tenu d'exprimer le côté populaire, simple et direct de cette prose. Y introduire des mots savants et intellectuels eût été odieux. L'enfant que représente Anderson en ses nouvelles est souvent un mystique à sa façon, jamais un spéculatif. Les sentences qu'il profère sont des jugements, résultat d'un instinct ou d'un groupe, produit même d'une méditation, mais non d'une discussion intérieure. Aussi ai-je pris soin de ne mettre en ces pages que des mots réellement employés par les gens du peuple en France. J'ai vérifié et fait vérifier. Si parfois telle expression crue ou plate surprend le lecteur qui songe à une autre, pour lui plus courante, qu'il croie que mon choix a été déterminé, non par le parler populaire tel que les contes du *Journal* ou les romans de Daudet le donnent, mais par celui dont se servent à Chantilly autour des champs de course, et sur les boulevards extérieurs, les enfants et les hommes du bas peuple. La plus grande difficulté fut d'éviter la littérature. Il n'y en a point dans Anderson. Rien que de la jeunesse et du désir et de la pureté. Un peu de vice eût été bien plus littéraire, surtout en France à l'heure présente. Mais en ces pages il n'y a dans le texte anglais rien qui soit impur ou grossier. Il n'y a ni sous-entendu, ni allusion ; c'est un plein jour sur une étoffe rustique et brillante, la franchise populaire d'une âme enfantine et fière. J'ai rejeté tout ce qui était adresse et élégance, tout ce qui faisait joli ou cruel, tout ce qui surprenait ou plaisait. J'ai cherché à ne garder que le reste.

Je ne dirai rien de plus sur une œuvre et un homme qui m'ont donné d'infinis plaisirs. Je voudrais avoir rendu ses mots et ce merveilleux silence par lequel il exprime tant, et que j'ai reconnu, chez tous les jeunes hommes de là-bas, refuge dernier où leur âme retrouvait sa hardiesse et sa pureté.

B. Fay.

« JE SUIS TROP BÊTE »

C'a été un coup dur pour moi. Un des plus pénibles que j'ai eu à supporter. C'est la faute de ma propre stupidité. Quelquefois encore, quand j'y repense, j'ai envie de pleurer, de jurer, de me flanquer des coups de pied. Peut-être même maintenant, après si longtemps, je trouverai une sorte de satisfaction à me faire prendre pour pas grand'chose en racontant mon histoire.

* * *

Ça commence à trois heures un après-midi d'octobre. Je suis assis dans la tribune pour les épreuves d'automne au trot et au galop à Sandusky, Ohio. Pour dire vrai, je me sentais un peu ridicule d'être dans la tribune. L'été d'avant, j'avais quitté la ville avec Harry Whitehead et un nègre du nom de Burt. Je m'étais placé comme lad, pour soigner un des deux chevaux d'Harry. Il les avait engagés dans les courses d'automne cette année. Maman avait pleuré et ma sœur Mildred, qui désirait obtenir une place de maîtresse d'école dans notre ville cet automne, avait grogné et tempêté dans la maison une semaine entière avant mon départ. Elles estimaient toutes le deux humiliant que quelqu'un de la famille fût lad. Mildred croyait, je pense, que ma situation l'empêcherait d'obtenir l'emploi pour lequel elle avait tant peiné.

Mais, après tout, il fallait bien travailler. Impossible de rien trouver d'autre. Un solide garçon de dix-neuf ans ne peut pas traîner à la maison. J'étais devenu trop costaud pour tondre

les gazons des autres et vendre les journaux. Les petits gamins que leur taille rend sympathiques me chipaient mes clients. Il y en avait un qui ne cessait de dire, partout où il y avait un gazon à tondre ou une citerne à curer, qu'il faisait des économies pour se payer de l'éducation. Je restais réveillé des nuits entières, cherchant des moyens de lui nuire sans être pris et je pensais à des charrettes qui lui passeraient sur le corps, à des briques qui lui tomberaient sur la tête, dans la rue. Mais ça n'a pas d'importance.

J'étais placé chez Harry et j'aimais bien Burt. On s'entendait à merveille tous les deux. C'était un grand nègre avec un corps paresseux, une allure flemmarde, et de bons yeux doux. Pour les coups il pouvait en allonger comme Jack Johnson. Il avait un grand étalon noir, capable de faire du 2.09 ou 2.10 en cas de nécessité. Moi, je m'occupais d'un petit cheval hongre, appelé Doctor Fritz qui ne perdit pas une course de la saison, quand Harry voulait le faire gagner.

On était parti tard en juillet, dans un van avec les deux chevaux. Ensuite jusqu'à la fin novembre on était allé de réunion en réunion et de foire en foire. C'était du bon temps, çà je le reconnais. A mon idée les garçons qui sont élevés régulièrement chez eux et n'ont jamais un chic nègre comme Burt pour ami intime, qui vont dans les universités et les collèges, ne volent jamais rien, ne se saoulent pas un peu, n'apprennent pas à jurer de gens qui savent, ne se promènent pas devant les tribunes en bras de chemise et en culotte sale, pendant les courses, quand la tribune est pleine de gens tirés à quatre épingles (à quoi bon en parler), ces garçons-là ne savent rien de rien. Ils n'ont jamais eu l'occasion de s'instruire.

Mais, à moi, Burt m'apprit à étriller un cheval, à enrouler les bandes après la course, à doper et quantité de choses précieuses pour n'importe qui. Il roulait un bandage si serré sur une jambe de cheval, que s'il avait été de la même couleur que sa robe, on n'aurait pas pu le distinguer. Je crois qu'il aurait pu être un jockey célèbre et serait arrivé à quelque chose comme Murphy et Walter Cox et les autres, s'il n'avait pas été noir.

Ah ! oui, c'était chouette ! On arrivait dans un chef-lieu par exemple, un samedi ou dimanche. La foire commençait le mardi suivant jusqu'au vendredi après midi. Doctor Fritz était engagé dans la course au trot du mardi, mercredi après-midi, Bucéphale les grattait dans la course pour « toutes catégories ». On avait beaucoup de temps pour flâner, écouter, parler de chevaux et, dites, Burt passait une râclée à un campagnard, qui avait voulu le mettre en boîte. On en apprenait sur les hommes et les chevaux, on ramassait quantité d'informations. Assez pour le reste de l'existence, si on a du bon sens et si on sait faire le tri dans ce qu'on entend, voit et sent.

A la fin de la semaine, la réuniòn terminée, Harry rentrait chez lui, s'occuper de son écurie de louage. Burt et vous, vous atteliez les chevaux à des charrettes et les conduisiez par la route à l'endroit des prochaines courses ; lentement et directement, pour ne pas les échauffer, etc., etc., vous savez.

Ah ! oui, Grand Dieu ! les beaux noyers, les beaux hêtres, les beaux chênes, et les autres espèces d'arbres le long de la route, tous bruns et rouges ! les bonnes odeurs et Burt qui chantait une chanson appelée « La rivière profonde ». Les filles de la campagne à leur fenêtre et puis tout. Vous pouvez me fourrer le nez dans vos livres autant que vous voudrez. Je crois que je sais, moi, où j'ai fait mon éducation.

Bien. On rencontrait un de ces petits bouts de village sur la route, disons maintenant un samedi après-midi, et Burt disait : « Arrêtons-nous ici ». Et on s'arrêtait.

On mettait les chevaux chez le loueur, on leur donnait à manger, on prenait son complet propre dan la malle et on s'habillait.

La ville était pleine de fermiers, la bouche ouverte, voyant que nous étions du personnel des courses. Les gosses n'avaient peut-être jamais vu un nègre de leur vie, ils s'enfuyaient quand on descendait tous les deux leur grande rue.

C'était avant la « prohibition » et toutes ses sottises. On entrait dans un café tous les deux et les garçons de la campagne venaient s'asseoir autour de nous. Il y avait toujours quelqu'un qui prétendait s'y connaître en chevaux. Il discou-

rait, puis posait des questions. On lui en racontait des boniments et des boniments, tant qu'on pouvait, sur les chevaux qu'on soignait et dont on était propriétaire. Quelqu'un offrait une tournée de whisky. Burt clignait de l'œil et vous répondait du premier coup : « Parfait, très bien, pour vous faire plaisir je boirai un petit coup avec vous. »

* * *

Mais tout ça n'est pas mon histoire. Nous étions rentrés fin novembre et j'avais promis à ma mère de laisser tranquilles les courses pour de bon. Il faut faire tant de promesses à une mère. Elle ne connaît que ça.

Donc, comme il n'y avait pas plus de travail dans notre ville qu'à mon départ, j'étais allé à Sandusky. J'y avais trouvé une bonne place. Je m'occupais des chevaux d'un homme qui faisait la livraison, le camionnage et la manutention. C'était une joliment bonne place.

Un jour de sortie par semaine, un lit pour dormir dans la grange, presque rien d'autre à faire qu'à enfourner le foin et l'avoine à une collection de gros canassons. Un crapaud les aurait battus à la course. Je n'étais pas mécontent et je pouvais envoyer de l'argent à la maison.

Puis, ainsi que je vous l'ai raconté au début, les courses d'automne se font à Sandusky. Comme c'est mon jour de sortie, j'y vais. Je quitte le travail à midi ; je mets mon complet propre, un chapeau melon marron tout neuf (je l'avais acheté le samedi d'avant) et un col droit.

D'abord, pour commencer, je descends en ville me promener avec le beau monde. Je me suis toujours dit « Soignons les dehors » et je l'avais fait. Comme j'avais quarante dollars dans ma poche, j'entre au Grand-Hôtel, je vais au bureau de « Tabacs de luxe » et dis : « Donnez-moi trois cigares à 25 ». Une quantité d'étrangers, d'amateurs de chevaux, de gens habillés venus des villes voisines, se trouvaient dans le hall et au bar. Je me mêle à eux. Au bar, il y avait un garçon avec une canne et un nœud papillon. Rien qu'à le regarder, j'en

étais malade. J'aime qu'un homme soit un homme et s'habille avec soin, mais pas qu'il se donne des airs pareils. Alors, je le bouscule un peu rudement et je demande un whisky.

Il me regarde comme s'il allait peut-être m'emboîter mais il change d'idée et ne dit rien. Alors je commande un autre whisky rien que pour l'épater; puis je m'en vais. Arrivé là, je me paye le meilleur fauteuil que je peux trouver dans la tribune du milieu; mais pas dans une loge : c'est trop faire des manières.

Me voilà assis dans la tribune, gai comme tout. Je regarde les lads, avec leurs culottes sales et leurs couvertures sur l'épaule, juste comme j'étais l'année passée. J'aime autant l'un que l'autre; être ici et me sentir considéré, ou là-bas en regardant les particuliers, me sentant plus considéré encore et plus important aussi. L'un vaut l'autre, si on sait voir juste ; je l'ai dit bien souvent.

Bien juste en face de moi, dans la tribune, ce jour-là, il y avait un jeune homme avec deux jeunes filles, à peu près de mon âge. Le jeune homme était un chic type très bien. Il était de l'espèce qui sans doute va au collège et en sort pour être homme d'affaires ou journaliste ou quelque chose comme ça, mais il n'était pas méprisant. Il y en a de cette espèce des très bien et il en était.

Sa sœur et une autre jeune fille étaient avec lui. La sœur regarde par dessus l'épaule de son frère, d'abord par hasard: sans aucune intention particulière (ce n'était pas son genre) ses yeux et les miens se rencontrent.

Vous savez ce que c'est. Ah ! qu'elle était jolie ! Elle avait une robe simple en espèce d'étoffe bleue, qui semblait faite n'importe comment, mais était bien cousue, bien coupée et puis tout. Je m'en étais bien aperçu, j'avais rougi quand elle m'avait regardé en face et elle aussi. C'était la plus gentille jeune fille que j'ai vue de la vie. Elle ne se croyait pas quelqu'un et pouvait parler correctement sans ressembler à une maîtresse d'école ou à quelque chose comme ça. Ce que je veux dire, c'est qu'elle était parfaite. Son père devait être un homme posé, mais pas assez riche pour qu'elle soit fière d'être

sa fille, comme il y en a qui sont. Peut-être il possédait une pharmacie ou une épicerie dans leur ville ou quelque chose comme ça. Elle ne me l'a jamais dit et je ne lui ai jamais demandé.

Ma famille est très bien, si ça vous intéresse. Mon grand-père était Gallois et là-bas dans notre ancienne patrie, au pays de Galles, il était..., mais ça n'a pas d'importance.

* * *

La première épreuve de la première course terminée, le jeune homme assis avec les deux jeunes filles les quitte et descend pour parier. Je savais ce qu'il allait faire, pourtant il ne parlait pas haut et fort pour que tout le monde sût qu'il s'y connaissait, comme certains font ; ce n'était pas son genre. Bien; il revient et je l'entends dire aux jeunes filles sur quel cheval il a parié. Pendant l'épreuve, ils se lèvent tous à moitié, excités, en sueur, comme les gens qui ont parié sur un cheval. Quand le cheval approche du poteau, ils espèrent le voir finir en tête, mais ça n'arrive jamais, parce qu'il n'a pas assez de nerfs, croyez-moi.

Alors, bien vite après, les concurrents s'amènent pour la course de 2.18 et il y avait un cheval que je connaissais. Bob French l'avait dans son équipe, mais il ne lui appartenait pas. Il appartenait à un M. Mathers de Marietta, Ohio.

Ce M. Mathers était très riche, il possédait des mines de charbon ou je sais quoi. Il avait une chic propriété à la campagne et était enragé pour faire courir ; Mais il était presbytérien ou je ne sais quoi. Probablement, je pense, sa femme aussi et plus rigide que lui. Donc il ne faisait jamais courir en son nom. On racontait sur les champs de course de l'Ohio que quand un de ses chevaux était prêt il le confiait à Bob French et prétendait à sa femme qu'il était vendu.

Donc Bob prenait les chevaux et en faisait juste ce qu'il voulait. Qui pourrait l'en blâmer? Pas moi, toujours. Tantôt, il s'arrangeait pour gagner, tantôt pour perdre. Ce n'était jamais ça qui m'intéressait quand j'étais lad. Ce que je dési-

rais savoir, c'était si un cheval avait la vitesse et pouvait finir en tête, en cas de besoin.

Comme je vous le raconte, Bob faisait courir le cheval de M. Mathers dans cette course. Le cheval s'appelait Abou Ben Ahem ou quelque chose comme ça. Il était rapide comme l'éclair. C'était un hongre; il était classé 2.21 mais il pouvait faire 08 ou 09. Quant Burt et moi étions sur les routes, comme je vous l'ai raconté l'année d'avant; un nègre, une connaissance de Burt, était en place chez M. Mathers. Un jour qu'il n'y avait pas de course à la foire de Marietta et que Harry notre patron était retourné chez lui, nous étions allés le voir.

Donc, tout le monde était à la foire excepté le nègre. Il nous a fait visiter la chic maison de M. Mathers. Burt et lui ont débouché une bouteille de vin que M. Mathers avait cachée dans sa chambre à coucher, au fond d'un placard, sans que sa femme s'en aperçoive. Il nous a montré le cheval Abou Ben Ahem. Burt avait toujours dans l'idée de devenir jockey, mais il n'avait pas grande chance d'arriver étant nègre. Lui et l'autre nègre ont vidé la bouteille de vin entière, et Burt commençait à être un peu gai.

Le nègre a laissé Burt prendre cet Abou Ben Ahem et le faire courir un mille sur une piste que M. Mathers avait pour lui tout seul, juste là, sur sa ferme. M. Mathers avait un enfant, une fille, elle était comme malade un peu rachitique, elle est rentrée et il a fallu nous grouiller pour remettre Abou Ben Ahem à l'écurie

Ce que je vous raconte là, c'est pour que tout soit bien clair. A Sandusky, l'après-midi que j'étais aux courses, le jeune homme était embêté d'avoir perdu son pari devant les jeunes filles. Vous savez comme l'on est. Une des deux était sa fiancée, l'autre sa sœur. J'avais bien vu ça. « Allons, je me dis, je vais lui passer un tuyau ». Il a été rudement bien quand je lui ai touché l'épaule. Lui et les jeunes filles ont été gentils avec moi depuis le début jusqu'à la fin. Je n'ai rien contre eux.

Donc, il se penche en arrière et je lui passe le tuyau sur Abou Ben Ahem. « Ne pariez pas un cent à la première épreuve;

il courra comme un bœuf attelé à une charrue, mais ensuite descendez et misez droit sur lui ». Voilà ce que je lui ai dit.

Bien. Je n'ai jamais vu un garçon en traiter plus chiquement un autre. Il y avait un gros Monsieur assis derrière la jeune fille. Elle m'avait regardé et je l'avais regardé déjà deux fois et nous avions rougi tous les deux. Voilà ce qu'il fit, il eut l'audace de se retourner et de demander au gros Monsieur de changer de place avec moi pour que je puisse être à côté d'eux.

Ah oui! Grand Dieu. M'y voilà ! Quel abruti j'étais de m'être monté là-bas au bar de l'hôtel et simplement pour un sale particulier avec une canne et cette espèce de cravate. M'être laissé mettre en rogne et boire ce whisky juste pour l'épater.

Sûrement elle s'en apercevrait quand je serai assis juste derrière elle. Elle pourrait sentir mon haleine. Je me serais fait dégringoler de cette tribune, j'aurais fait tout le parcours en me flanquant des coups de pied et plus vite encore que toutes les vieilles rosses qui étaient là cette année.

Parce que cette jeune fille n'était pas une chipie, ce que j'aurais donné pour une tablette de *chewing gum*, du cachou, des bonbons acidulés, ou n'importe quoi. J'étais bien content d'avoir ces cigares à 25 cents dans ma poche. Tout de suite, j'en offre un au jeune homme et j'en allume un. Alors le gros monsieur se lève ; nous changeons de place, me voilà juste derrière elle. Ils se présentent eux-mêmes, la fiancée du jeune homme qui était avec lui s'appelait Elinor Woodbury, son père était fabricant de tonneaux à un endroit nommé Tiffin, Ohio. Le jeune homme s'appelait Wilbur Wessen et sa sœur Mlle Lucy Wessen.

Je suppose que c'est leur chic nom qui m'a fait dérailler. Un garçon juste parce qu'il a été lad et qu'il s'occupe des chevaux d'un livreur camionneur magasinier n'est ni meilleur ni pire pour cela. Je l'ai pensé bien souvent ; et je l'ai dit aussi. Mais vous savez comme l'on est. Il y avait quelque chose dans cette espèce de jolie robe. Dans ces jolis yeux qu'elle avait, dans la manière de me regarder un peu par dessus l'épaule de son frère et moi de la regarder, puis de rougir tous les deux. Je ne pouvais pas me donner l'air d'une gourde, dites?

J'ai agi comme un idiot, voilà tout. Je réponds que mon nom était Walter Mathers, de Marietta, Ohio. Je leur raconte à tous les trois les plus épouvantables mensonges qu'on puisse imaginer. Je dis qu'Abou Ben Ahem appartient à mon père, mais qu'il l'avait confié à Bob French pour le faire courir, parce que notre famille est trop fière pour faire courir, comme ça ; je voulais dire à notre nom. Une fois lancés, ils se penchent vers moi et m'écoutent, les yeux de Mlle Lucy Wessen brillaient et je me suis conduit comme un âne.

Je leur parle de notre propriété à Marietta, de nos grandes écuries et notre grande maison de briques sur la colline au-dessus de l'Ohio. J'étais assez malin pour ne pas avoir l'air de me vanter. Je commençais à raconter, puis les laissais me tirer le reste, j'avais l'air de parler le plus à contre-cœur que possible. Notre famille ne possède pas de fabriques de tonneaux et depuis que je nous connais, nous avons toujours été plutôt pauvres, sans rien demander à personne pourtant et mon grand-père au pays de Galles..., mais ça n'a pas d'importance.

Nous nous mettons à bavarder, comme si nous nous connaissions depuis des années. Je raconte que mon père craint que peut-être ce Bob French ne soit pas honnête et qu'il m'a envoyé à Sandusky incognito pour le pincer si je pouvais. Et je leur fais croire que je me suis aperçu de tout dans cette course de 2.18 ou Abou Ben Ahem doit débuter

Je dis qu'il perdrait la première épreuve en courant comme une vache boiteuse, mais qu'ils se retrouverait et les écorcherait tous vivants ensuite. Pour soutenir mes dires, je prends trente dollars dans ma poche, les tends à M. Wilbur Wessen et lui demande si ça ne lui fait rien, après la première épreuve, de descendre et de les placer sur Abou Ben Ahem quelles que soient les chances contre lui. Ce que j'ajoute, c'est que je n'ai pas envie que Bob French ni aucun des lads me voient.

Pour sûr, quand arrive la première épreuve, Amou Ben Ahem est parti du mauvais pied, il n'a rien donné jusqu'à la courbe finale, il courait comme un cheval de bois ou une rosse malade, et il a fini le dernier. Alors ce Wilbur Wessen est des-

cendu au guichet, sous la tribune. Me voilà seul avec les jeunes filles. Cette Mlle Wooldbury regardait de l'autre côté. Lucy Wessen m'a touché avec ses épaules sans me toucher, voyez-vous. Elle ne s'accotait pas sur moi, voilà ce que je veux dire. Vous savez comme une femme peut faire ça. Elles vous touchent, mais elles ne vous poussent pas. Vous savez ce qu'elles font.

* * *

Après ils m'ont donné un coup. En cachette de moi, ils s'étaient entendus, ils avaient décidé que Wilbur Wessen parierait cinquante dollars et les jeunes filles chacune dix, et de leur argent encore. J'étais déjà malade, mais je l'ai été bien plus ensuite.

Pour le cheval Abou Ben Ahem et leur argent je ne m'en faisais pas beaucoup. Çà finit bien, Abou a couru les trois dernières courses comme un panier d'œufs pourris arrive au marché avant qu'on s'en aperçoive, et Wilbur a gagné neuf pour deux. Mais il y avait autre chose qui me rongeait.

Quand Wilbur est revenu après son pari, il a causé tout le temps avec cette Miss Woodbury; et moi, et Lucy Wessen, ils nous laissaient tout seuls, comme si nous étions dans une île déserte. Si seulement je n'avais pas triché ou si j'avais pu m'en sortir. Mais il n'y a pas de Walther Mathers ainsi que je l'avais dit à elle et aux deux autres. Il n'y en a pas et il n'y en a jamais eu. Mais, s'il y en avait un, sûrement j'irais à Marietta, Ohio et je le tuerais net.

Voilà où j'en étais, grand abruti que je suis. Bientôt, la course a fini. Wilbur a été chercher l'argent; puis nous avons pris un fiacre pour rentrer en ville et il nous a payé un chic dîner à l'hôtel et, par dessus le marché, une bouteille de champagne.

On était là tous les deux, la jeune fille et moi. Elle ne parlait pas beaucoup et je ne disais rien non plus. Mais il y a une chose que je sais, elle ne s'accrochait pas à moi, à cause de mes boniments sur mon père, son argent et tout ça. Ce n'était pas son

genre, vous savez. Non, non. Des jeunes filles comme ça, on n'en rencontre qu'une fois dans sa vie. Si on ne se dépêche pas, la chance est perdue, c'est fini pour de bon; on n'a plus qu'à se jeter dans la rivière. Elles vous regardent du dedans, juste une minute, ça n'est pas de la séduction, mais c'est comme ça, et la conclusion, c'est que l'on veut avoir juste cette femme-là pour votre femme et pas d'autres. On voudrait lui donner plein de fleurs, de chics robes, on voudrait que les enfants qu'on doit avoir soient les siens. On a envie pour elle de belle musique et pas de jazz. C'est comme ça.

Il y a un endroit près de Sandusky de l'autre côté d'une sorte de plage qu'on appelle Cedar Point. Après ce dîner nous y sommes allés dans un canot automobile pour nous tout seuls. Wilbur et Mlle Lucy et cette Mlle Woodbury avaient à attraper le train de dix heures pour revenir à Tiffin, Ohio. Quand vous sortez avec des jeunes filles comme çà, vous ne pouvez pas vous en fiche, manquer le train et passer la nuit dehors comme on fait quand on est avec une gamine quelconque.

Wilbur nous a payé un canot automobile; il y en avait bien pour quinze thunes, mais je ne l'aurais jamais su si je n'avais pas écouté. Ça n'était pas son genre de trompetter ce qu'il faisait.

Une fois à Cedar Point, nous ne nous sommes pas arrêtés parce qu'il y avait un tas de particuliers bien vulgaires. Il y avait des salles de bal et des restaurants pour les campagnards, mais aussi une plage où on pouvait se promener et trouver des places sombres. C'est là que nous sommes allés.

Elle ne parlait presque pas du tout, ni moi non plus. Et je pensais que j'étais bien reconnaissant à ma mère. Elle avait bien raison quand on était gosse de nous faire manger à table avec une fourchette, de ne pas nous laisser éclabousser avec notre soupe, ni faire du bruit, comme les voyous qui traînent sur les champs de course.

Wilbur et son amie se sont promenés sur la plage. Lucy et moi, on est resté assis à un endroit noir. Il y avait des racines de vieux arbres, que la mer avait jetés là. Ensuite, jusqu'au moment où il a fallu qu'on reparte pour le canot et qu'ils

aillent à leur train, le temps a passé comme rien du tout. On aurait dit un clin d'œuil.

Voilà comme c'était. La place où on se trouvait était noire comme j'ai dit et il y avait des racines d'un vieux tronc d'arbre qui se dressaient en l'air comme des bras. Il y avait l'odeur de la mer et on aurait dit qu'on pouvait étendre la main et toucher la nuit, tant elle était chaude et douce et semblait rafraîchissante comme une orange.

J'aurais pleuré et juré, j'aurais sauté et dansé. J'étais si excité, si heureux, si triste.

Quand Wilbur est revenu de sa promenade tout seul avec sa fiancée, et que Lucy les a vus qui s'approchaient, elle a dit : « Il faut aller au train maintenant ». Et elle pleurait presque, elle aussi. Pourtant, il y avait quelque chose que je savais et qu'elle ne savait pas, et elle ne pouvait pas être sens dessus dessous comme moi. Alors, avant que Wilbur et Mlle Woodbury nous aient rejoints, elle a levé la tête et elle m'a embrassé vite en appuyant sa tête contre moi, et elle frissonnait toute.

Quelquefois j'espère que j'ai un cancer et que j'en mourrai. Je pense que vous savez ce que je veux dire. Nous avons traversé la baie dans le canot pour aller au train comme ça et il faisait noir encore. Elle m'a chuchoté et, ce qu'elle disait, c'était que moi et elle on aurait pu sortir du bateau et marcher sur l'eau, ça avait l'air fou, mais je la comprenais.

Tout à coup on était à la gare. Il y avait là un tas de campagnards de ceux qu'on voit à toutes les foires et ça se poussait et ça se bourrait, comme du bétail à l'abreuvoir. Comment que j'aurais pu lui parler? « Ça ne sera pas long, parce que vous m'écrirez et que je vous écrirai. » C'est tout ce qu'elle m'a dit.

J'avais à peu près autant de chance d'en sortir qu'une poule qui se noie. J'avais de la chance ! une chic chance !

Et peut-être qu'elle écrirait à Marietta, comme ça et que la lettre reviendrait avec un cachet des Postes dessus, pour dire : « Il n'y a pas de type de ce nom-là », ou quelque chose comme ça, je ne sais pas moi.

Et moi qui voulais me donner pour une grosse légume

et quelqu'un de chic devant elle, le meilleur petit être que Dieu ait créé. Sacrée veine !

Ensuite le train est arrivé ; elle a monté dedans, WilburWessen et moi on s'est serré la main et cette Mlle Woodbury m'a fait un gentil salut et je l'ai saluée. Puis le train est parti et j'ai éclaté en larmes comme un gosse.

Ah oui ! J'aurais pu courir après ce train et démolir Dan Patch comme un train de marchandises après un tamponnement. Mais à quoi ça m'aurait servi? Avez-vous jamais vu un crétin pareil?

Je vous parie que si je me casse un bras, ou si un train m'écrase le pied, je n'irai pas chez le médecin. Je resterai là pour souffrir et souffrir. Voilà ce que je ferai.

Je vous parie que, si je n'avais pas bu cet alcool, je n'aurais jamais été assez ballot pour mentir, des mensonges qu'on ne peut plus rattraper avec une demoiselle comme elle.

Je voudrais l'avoir ici devant moi, ce type avec son nœud papillon et sa canne. Je lui rentrerais dedans, pour de bon. C'est un grand ballot. Voilà tout ce qu'il est.

Et si moi, je n'en suis pas un autre, trouvez-m'en un. Amenez-le moi. Je cesserai de travailler, je suis un propre à rien. Je lui donnerai ma place. J'en ai assez de travailler, de gagner de l'argent et d'en mettre de côté pour une gourde comme moi.

Sherwood ANDERSON

(trad. B. Fay.)

LA LUTTE POUR LE PÉTROLE : LA DERNIÈRE PHASE

La lutte pour la Mésopotamie et les îles de la Sonde.

I

Pendant que l'Angleterre se lançait à la conquête de presque tout le pétrole restant dans le monde, les Etats-Unis s'endormaient dans une sécurité trompeuse. N'avaient-ils pas fourni 80 % des besoins des Alliés pendant la guerre? Il est vrai que si les hostilités avaient continué, les Etats-Unis n'auraient pu suffire à nos demandes. « En septembre et en octobre 1918 », a déclaré M. Deen, qui a joué un si grand rôle dans l'alliance de la « Royal Dutch » et de la « Shell » et dirige aujourd'hui les pétroles de l'Oklahoma, — « les Alliés ont pris chaque jour 194.000 barils de gazoline, alors que la production quotidienne moyenne était de 191.000. En réunissant les livraisons faites en Europe par le Mexique et les Etats-Unis, on arrive à 1.200.000 barils par jour, alors que les Etats-Unis n'en produisent que 960.000 et le Mexique 140.000. Le déficit quotidien était donc de 300.000 barils ».

Les Etats-Unis se sont sacrifiés pour les Alliés pendant la guerre. L'Angleterre ne leur en a aucune reconnaissance ! Ils n'arrivaient déjà même pas à suffire à leur consommation intérieure — puisque 25 % du pétrole employé aux Etats-Unis provenait du Mexique — et ils nous ont envoyé plus que leur propre production. La guerre n'a pas peu contribué à les mettre dans la situation où ils se trouvent.

Si leur consommation continue à croître dans les propor-

tions actuelles, ils consommeront, dans quatre ans, d'après le nouveau président de la « Standard Oil of New-Jersey », Walter Teagle, *630 millions de barils*, — le double de ce qu'ils ont produit en 1919. Rien que depuis 1914, les automobiles ont passé aux Etats-Unis de 1.700.000 à 8 millions (pullulement des voitures Ford). Elles absorbent à elles seules 85 % de la production nationale ; et il ne reste que 15 % pour les chemins de fer, la navigation, l'industrie et les exportations.

Les Compagnies américaines ont réalisé un grand effort : elles ont intensifié la production, la faisant monter de 376 millions de barils en 1919 à 443 en 1920. De nouvelles recherches ont été plus spécialement poursuivies dans le Texas et le Kansas. Mais n'est-ce pas hâter davantage l'heure à laquelle les Etats-Unis auront épuisé leurs ressources?

Sur un mot d'ordre du gouvernement des Etats-Unis : « *Tirez de plus en plus du pétrole des pays étrangers* », — la « Standard » lança ses prospecteurs à travers le monde. Mais partout ils se heurtèrent à un obstacle imprévu. Un prospecteur américain eut le malheur de paraître sur les bords de la mer Morte en octobre 1919. Sans aucune hésitation, le général anglais gouvernant la Palestine le fit arrêter à Jérusalem. A toutes les protestations indignées du président Wilson, l'Angleterre répondit simplement « qu'il ne s'agissait pas d'une mesure visant spécialement les Américains, mais que toute prospection était interdite en Palestine jusqu'à nouvel ordre ». Les mêmes faits se sont reproduits en Mésopotamie.

Dans le monde entier, sauf peut-être au Canada, sur lequel, vu leur proximité géographique, ils ont une grande influence, les Américains ont trouvé porte close. Ils sont, en général[1] : — ou bien exclus des concessions pétrolifères situées dans le territoire, les colonies et même les sphères d'influence de l'Angleterre, de la France, du Japon et des Pays-Bas ; — ou bien sont autorisés à s'y établir, mais seulement à des conditions telles qu'ils perdent la direction effective de leurs entreprises.

1. Rapport du Directeur américain du « Bureau of Mines », Van H. Manning, au Secrétaire d'Etat de l'Intérieur.

Il est interdit aux étrangers de prospecter le pétrole en Birmanie, aux Indes, en Perse, dans l'Ouganda, et le Royaume-Uni. Une politique d'exclusion des étrangers du contrôle des produits pétrolifères est suivie en Algérie, en Australie, dans la Barbade, l'Afrique orientale britannique, la Guyane anglaise, en France, dans l'Afrique occidentale française, au Guatémala, au Japon, à Formose, à Sakhaline, à Madagascar, au Mexique, en Nouvelle-Guinée, et probablement dans l'Union sud-africaine. Le Vénézuéla et l'Ouganda envisagent également une politique analogue.

Le *droit d'exploiter les richesses minérales* ne peut être accordé aux étrangers en Australie, dans la Barbade, l'Afrique orientale britannique, la Guinée, les Indes néerlandaises, en France, dans l'Afrique occidentale française, au Guatémala, dans l'Inde (probablement), en Grande-Bretagne, au Japon (en pratique), à la Trinité (en partie), au Vénézuéla, à Madagascar — et, sauf respect des droits acquis, en Roumanie et Tchécoslovaquie. Des restrictions temporaires sont placées à l'acquisition par les étrangers de concessions pétrolifères dans deux districts de la Colombie et dans le nouveau territoire roumain.

La *propriété des gisements* appartient au gouvernement en Bolivie, à Costa-Rica, en Tchécoslovaquie, dans l'Afrique du Sud, l'Ouganda, au Vénézuéla, en Angleterre, et, en partie, en Argentine (le gouvernement s'y est réservé les riches gisements de Ridavavia), en Australie, dans la Guinée anglaise, l'Equateur, l'Inde, à la Trinité, au Canada et en Colombie. La République Dominicaine, le Mexique, la Roumanie et la Russie examinent la possibilité d'agir de même. Mais les Etats-Unis se sont engagés à ne reconnaître le nouveau gouvernement mexicain que s'il y renonçait. En France, le gouvernement a sur les richesses du sous-sol un droit régalien ; il les concède discrétionnairement.

Devant cette situation, le sénateur Gore, de l'Oklahoma, demanda, le 10 mars 1920, au gouvernement fédéral, un rapport sur les mesures prises par les gouvernements étrangers pour exclure les Américains des champs de pétrole. Deux mois

après, le 17 mai, le président Wilson transmettait au Sénat le rapport du ministère des Affaires étrangères.

« La politique générale du gouvernement britannique », écrivait le sous-secrétaire d'Etat Frank Polk, « tend, d'une part, à exclure les étrangers du contrôle de toutes les ressources pétrolifères de l'Empire britannique et, d'autre part, à s'assurer le même contrôle sur les ressources pétrolifères des autres pays ». Les moyens employés sont :

I. — Interdiction aux étrangers de posséder ou exploiter des champs pétrolifères dans l'Empire ;

II. — Participation directe de l'Etat dans le capital et la direction des compagnies ;

III. — Mesures empêchant les sociétés britanniques de vendre leurs propriétés à des entreprises possédées ou contrôlées par des étrangers ;

IV. — Décrets (ordres en Conseil) interdisant le transfert de leurs actions à d'autres que des sujets britanniques.

Ces mesures ont abouti à la prise de contrôle de la « Shell », d'accord avec la « Royal Dutch », qui détient 60 % de ses actions. « Il est établi que le gouvernement anglais a le contrôle de l' « Anglo-Persian » et qu'il supporte la moitié des frais de mise en valeur des champs pétrolifères de la Guyane. Toute prospection de pétrole dans le Royaume-Uni doit être autorisée par le *Board of Trade* ». En fait, les seuls forages exécutés dans le pays le sont par la maison Pearson and Sons, agissant comme agent du gouvernement. A la Trinité, personne ne peut acquérir de terrains pétrolifères sans autorisation écrite du gouverneur qui est placé sous le contrôle du secrétaire d'Etat des colonies. Or, celui-ci exige de toute société britannique qu'elle n'ait pas plus de 25 % de son capital détenu par des étrangers, que la majorité des administrateurs soient anglais... — Sauf dans le nord de la Perse, où la « Standard Oil » vient de s'introduire (1922), les Américains sont éliminés par le fait que l' « Anglo-Persian » a des droits exclusifs pour une période de trente ans, à partir de 1901. Ce privilège a été grandement renforcé par l'accord anglo-persan de 1918, qui place toutes les administrations civiles,

militaires et financières de l'Etat persan sous le contrôle de la [illegible].

Le rapport Polk établit ensuite que presque tous les autres pays, [illegible] plus petits, ferment leur porte aux Américains. Seules, la Bolivie, la Colombie et Costa-Rica, qui vient d'annuler les concessions accordées à la « British Controlled Oilfields », mettent sur le même pied les Américains et leurs nationaux. Mais il n'en est pas de même du Guatémala, de l'Equateur et surtout du Mexique. « D'après la nouvelle Constitution de ce pays, tous les gisements miniers et pétrolifères seraient la propriété de la nation. Seuls, les Mexicains (ou naturalisés) pourront posséder des terres, mines ou puits de pétrole. A la vérité, les mêmes droits pourront être accordés à des étrangers, mais à la condition qu'ils se considèrent comme propriétaires mexicains et renoncent à invoquer la protection de leur gouvernement. En outre, dans une zone de 100 kilomètres le long des frontières, et de 50 kilomètres au bord de la mer, aucun étranger ne pourra acquérir de propriété ».

Entre temps avait été signée la convention de San-Remo, par laquelle le gouvernement français — volontairement ou non — s'associait à l'Angleterre pour évincer l'Amérique des centres asiatiques de production du pétrole, et lui livrait les richesses qui pourraient être découvertes dans les zones d'influence réservées à la France. Quelles pressions furent employées pour obtenir sa signature? C'est ce qu'on saura peut-être un jour. Toujours est-il que le gouvernement français fut si gêné de cette convention que, pendant trois mois, il n'osa la publier.

Lorsqu'il s'y décida, cette publication produisit aux Etats-Unis un malaise profond.

II

Cependant, l'opinion publique et les milieux officiels américains suivaient passionnément l'évolution du conflit. La situation se tendit encore davantage à la suite d'un article du « *Sperling's Journal* », qui constituait un véritable défi lancé

par sir Mackay Edgar. L'Angleterre y chantait insolemment son triomphe. « Je puisdire », écrivait sir Mackay, « que les 2/3 des gisements exploités dans l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud sont entre des mains anglaises. Dans les Etats de Guatémala, Honduras, Nicaragua, Costa-Rica, Panama, Colombie, Vénézuéla et Equateur, l'immense majorité des concessions sont aux mains de sujets britanniques, et seront mises en valeur par nos capitaux.

« Le groupe Alves (« British Controlled Oilfields »), dont les propriétés encerclent en fait les 2/3 de la mer des Caraïbes, est entièrement anglais, et les contrats qui le régissent assurent la perpétuité absolue du contrôle aux intérêts britanniques. Aucun citoyen, aucun groupe américain, n'a acquis et ne pourra jamais acquérir dans l'Amérique Centrale une situation... » semblable à celle de M. Alves. « Si l'on considère la plus grande de toutes les organisations pétrolifères, le groupe « Shell », il possède ou contrôle des entreprises dans tous les champs pétrolifères du monde, y compris les Etats-Unis, la Russie, le Mexique, les Indes Néerlandaises, la Roumanie, l'Egypte, le Vénézuéla, la Trinité, l'Inde, Ceylan, les Etats Malais, la Chine, le Siam, les Détroits et les Philippines.

« Sans doute, il faudra attendre quelques années avant que les profits de cette situation puissent être cueillis ; mais il est hors de doute que la récolte sera magnifique. Avant peu, l'Amérique sera obligée d'acheter, à coups de millions de livres par an aux Sociétés anglaises, et devra payer en dollars en quantités croissantes, l'huile dont elle ne peut se passer, et qu'elle ne sera plus capable de tirer de ses propres réserves.

« J'estime que si leur consommation continue à se développer avec la vitesse actuelle, dans dix ans les Américains seront contraints d'importer 500 millions de barils, ce qui, au prix très bas de 2 dollars le baril, implique un versement annuel d'un million de dollars, dont la plus grande partie tombera dans des poches anglaises. A l'exception du Mexique et d'une petite partie de l'Amérique centrale, le monde entier est solidement barricadé contre une attaque en force des Etats-Unis. La position anglaise est imprenable. »

Un an après la conclusion de la paix, la lutte entre l'Angleterre et l'Amérique en est à sa phase la plus aiguë. Les Etats-Unis veulent à tout prix obtenir une part des gisements de la Mésopotamie, et des nouveaux terrains pétrolifères qui viennent d'être découverts dans les îles de la Sonde, à Djambi. Le secrétaire d'Etat Colby adresse, en conséquence, le 20 novembre 1920, à lord Curzon, une note que la presse américaine publie le 24, et dans laquelle il proteste contre l'exclusion des Américains de la Mésopotamie et réclame l'égalité de traitement pour toutes les nations.

Le gouvernement britannique ne fit, au début, à la note Colby qu'une réponse vague. La presse anglaise en publia le texte complet (*Times*, 6 avril 1921). Lord Curzon y déclarait que les droits anglais actuels en Mésopotamie ne sont que la confirmation de ceux qu'avait acquis avant la guerre la « Turkish Petroleum » (dont le Gouvernement anglais détient, avec la « Royal Dutch », le contrôle, car il a acheté 200.000 actions ordinaires de cette société). Sans la guerre, les gisements de Mossoul et de Bagdad auraient depuis longtemps été exploités. Les droits acquis par le gouvernement français (convention de San Remo) ne représentent que la part allemande, et ils lui ont été donnés en compensation des facilités accordées pour l'écoulement du pétrole produit vers la Méditerranée. Ni les droits de la « Turkish Petroleum », ni la convention de San Remo n'empêcheront l'Etat arabe de jouir de tous les avantages de la propriété et du développement des exploitations pétrolifères. Le gouvernement britannique n'a aucunement le désir d'empêcher les Etats-Unis de participer à l'expansion de l'industrie pétrolifère en Mésopotamie. Et la note anglaise fait remarquer que Londres n'est pas du tout d'accord avec Washington sur l'estimation des ressources en pétrole des diverses nations. La production future encore problématique mise à part, il reste établi qu'à l'heure actuelle, les Etats-Unis, produisent 70 % de l'extraction mondiale [1]. Il n'est donc

1. En réalité, au moment même où était écrite cette note, les Etats-Unis n'en produisaient que 64 %. Et une grande partie de cette production est entre des mains anglaises (Dutch-Shell).

pas aisé de justifier l'insistance de Washington, relativement à l'extension du contrôle américain sur les sources qui pourraient être découvertes dans les pays à mandats. Le gouvernement britannique est néanmoins d'accord avec le gouvernement américain, pour déclarer que les ressources en pétrole doivent être développées sans considérer le point de vue de nationalité.

Cette réponse ne satisfit pas le gouvernement fédéral. L'Angleterre était bien d'accord avec lui pour déclarer que les ressources pétrolifères doivent être exploitées « sans considérer le point de vue de nationalité », mais elle n'ouvrait pas pour cela la Mésopotamie aux Américains. Et, à l'occasion de la réunion du Conseil de la Société des Nations, qui devait examiner en détail, à Paris, le problème des mandats, Washington pour ennuyer Londres, envoya le 21 février 1921, une note demandant que la question des mandats sur les anciennes colonies allemandes fût soumise à un nouvel examen. L'Amérique vient finalement de l'emporter car, lors de la conclusion de l'accord naval de Washington, elle exigea que ses nationaux eussent des droits égaux à ceux de la Grande-Bretagne en Mésopotamie et en Palestine.

III

Pendant ce temps, la « Royal Dutch-Shell », qui d'accord avec l' « Anglo-Persian », avait demandé au gouvernement britannique de lui réserver l'exploitation des gisements de Mésopotamie, — ce qu'elle est bien près d'obtenir, puisqu'on prévoit la formation d'une compagnie sous contrôle exclusivement anglais, avec sir John Corvans, l'un des membres les plus en vue du groupe « Shell », comme administrateur-gérant — la « Royal Dutch », dis-je, s'efforçait aussi d'accaparer les nouveaux gisements découverts dans les îles de la Sonde, à Djambi.

Djambi est le dernier vaste terrain à exploiter dans les Indes néerlandaises : les champs pétrolifères de ce district

atteignent 4 millions d'acres. Les vues de la « Royal Dutch » ne rencontrèrent au début pas d'obstacles, et elle obtint de la Chambre basse de Hollande l'attribution de ces gisements à sa filiale, la « Bataafsche Petroleum ». Mais deux représentants de la Standard apportèrent à La Haye, à la Chambre et aux Ministres cette communication : la « Standard Oil » offrait de former, d'accord avec le gouvernement hollandais, une compagnie qui aurait la moitié des terrains de Djambi, aux mêmes conditions que la « Royal Dutch ». Elle rappelait qu'aux Etats-Unis les Hollandais avaient eu toute facilité, et comptait sur la réciprocité.

Cette communication inattendue jeta la perturbation dans le monde financier et politique des Pays-Bas. Un député demanda si la note de la Standard venait du gouvernement américain. Le président répondit qu'il n'en savait rien, mais qu'en tout cas cette note devait exprimer les sentiments de Washington. Un socialiste proposa l'exploitation totale par l'Etat : elle fut repoussée par 55 voix contre 24. Les libéraux, par peur de complications internationales, étaient opposés au projet du gouvernement. Mais finalement la seconde Chambre adopta ce projet par 49 voix contre 30.

Là-dessus arriva à la Haye une note énergique du secrétaire d'Etat Hughes, — qui faillit jadis vaincre Wilson lors de sa réélection à la Présidence, et a aujourd'hui la place prépondérante dans le cabinet de M. Harding. — M. Hughes ordonnait à l'ambassadeur américain d'insister vivement auprès du gouvernement hollandais pour qu'il donnât dans les Indes néerlandaises les mêmes facilités aux sociétés américaines qu'aux autres sociétés. Car, disait-il, les nationaux de tous les pays ont des droits égaux sur les ressources vitales et naturelles, et on ne peut en interdire l'accès à une nation particulière. « Nous ne cherchons pas à obtenir la préférence sur d'autres contrées, mais nous ne voulons pas que d'autres contrées obtiennent des avantages à notre détriment. En ce qui concerne le pétrole, la solution du problème, c'est de donner des droits égaux à toutes les compagnies de toutes les nations ».

Le gouvernement des Pays-Bas a fait parvenir à Washington sa réponse à la note américaine. Il y attire surtout l'attention sur le désintéressement marqué par les Américains au moment où la concurrence était libre, moment que la « Royal Dutch » a choisi pour faire une offre de beaucoup plus avantageuse que celles de ses rivales. En 1915, l'exploitation des gisements de la région de Sumatra fut conférée à l'Etat ; mais en 1918, cette règle fut modifiée, et il fut décidé que l'exploitation pourrait avoir lieu soit directement par l'Etat, soit par l'intermédiaire d'une compagnie, soit sous le régime de la Régie intéressée. A ce moment, aucune protestation américaine ne parvint au gouvernement hollandais, et il n'en fut envoyé qu'après la signature du contrat entre la « Royal Dutch » et le gouvernement. Cependant, ajoute la note, il reste encore de nombreux champs pétrolifères de valeur dans les Indes orientales, et le gouvernement hollandais serait disposé à octroyer des concessions au capital américain.

Cette affaire ne paraît nullement liquidée par le vote de la seconde Chambre des Pays-Bas. La polémique continue entre Washington et la Haye. Le gouvernement américain réclamait encore en mai 1921 la publication de sa note du 19 avril, que la Haye s'obstinait à tenir secrète. Et l'on reprochait énergiquement en Hollande au ministre des colonies d'avoir caché à la Chambre les éléments de la correspondance échangée avec les Etats-Unis. J'ai pu me procurer le texte de la lettre que lui adressa la Standard :

« Le développement des gisements pétrolifères est actuellement une question vitale pour tous les pays, et exige qu'une attention croissante lui soit vouée par le monde entier. Les colonies hollandaises ont le bonheur de posséder des gisements de pétrole extrêmement riches, en particulier ceux du territoire Djambi. La « Standard Oil », société pétrolière américaine, à responsabilité limitée, demande à pouvoir participer au développement des mines de Djambi, sur lesquelles des décisions doivent être prises prochainement. En regard de la grande étendue des champs pétrolifères de Djambi, le gouvernement néerlandais ne considérera certainement pas comme dans l'in-

térêt de la population et du pays de les faire exploiter par une seule compagnie.

« La « Standard Oil » soumet à l'approbation du gouvernement néerlandais le projet de former une compagnie hollandaise, selon les lois minières des Indes néerlandaises, et d'après lequel une partie des champs de Djambi serait exploitée sur la base de la loi Djambi. Ce projet devait être soumis à la deuxième Chambre des Etats Généraux. La « Standard » se déclare prête à fournir toutes les garanties nécessaires pour l'exploitation du territoire précité.

« La « Standard » est convaincue que le gouvernement néerlandais admettra facilement que les Etats-Unis, qui sont et ont toujours été les plus gros producteurs de pétrole, pourront apporter aux intérêts hollandais autant de profit qu'ils l'ont fait pour leurs propres citoyens. Nous autres, compagnies américaines, croyons donc avoir tous les droits de participer au développement des champs de pétrole de Djambi,et sommes assurés que cette participation servirait aussi bien les intérêts de la Hollande que ceux des Etats-Unis, et aiderait à resserrer les liens d'amitié qui existent entre les deux pays ».

L'opinion publique en Angleterre n'en est pas moins inquiète. « Depuis la guerre », déclare le *Times*, « la question du pétrole est devenue une question internationale au premier chef. L'Angleterre y prend un intérêt particulier : nul pays ne dépend davantage pour sa tranquillité de la puissance sur mer et dans l'air. Quand, jusqu'à Trafalgar, l'essentiel était d'avoir de bons navires en chêne, elle veillait avec soin sur ses forêts... Elle ne peut en faire autant pour le pétrole, en possédant peu dans l'Empire ».

Les Etats-Unis veulent l'égalité de traitement. L'Angleterre nie la justice de cette revendication. « Vous produisez chez vous, leur dit lord Curzon, 60 à 70 % du pétrole que l'on consomme ; au Mexique, et ailleurs, vous contrôlez 12 % de la production mondiale. Nous, nous n'en avons que 4 %, et dans des territoires très éloignés de chez nous ».

Les Etats-Unis répondent que d'ici 18 ans tout leur pétrole sera épuisé, et qu'ils n'arrivent même pas à satisfaire leur

consommation intérieure. Les commandes de 1920 dépassent la production. « Erreur ! » répliquent les Anglais. « L'excès de la demande a fait hausser le prix du pétrole et, par réaction, cette demande a diminué. Vous avez même été forcés de baisser les prix. Le pétrole de Pensylvanie est à 3 £ le baril depuis décembre, au lieu de 6 £ 10. Et si le Mexique se développe, l'oscillation du pendule en ce sens va continuer. Mais vous n'avez pas à craindre l'épuisement du pétrole américain. Lisez les rapports de vos experts. M. David White, qui fait partie de l'Inspection géologique des Etats-Unis, a bien déclaré que la production du pétrole est à l'apogée, et que la diminution commence. M. Lane, ex-secrétaire de l'Intérieur, a même donné les statistiques de l'épuisement :

93 %..... Lima Indiana;
70 % ..... Appalachiam;
65 % ..... Colorado;
51 % ..... Illinois.

Mais M. White admet lui-même qu'il y a des quantités de terrains pétrolifères insuffisamment exploités ou même encore inconnus. Quant au pétrole du Mexique, qu'on prétend menacé par l'eau salée, il n'y a pas à s'inquiéter. L'exploitation est encore à ses débuts et réserve d'agréables surprises. »

Lord Curzon, d'ailleurs, d'un geste dédaigneux, balaie toutes les statistiques. « On ne peut, dit-il, se fier à leur exactitude ». Mais ce geste n'a pas impressionné les Etats-Unis : ils sont résolus à obtenir satisfaction à tout prix.

IV

Déjà les Etats-Unis ont commencé à riposter, en poursuivant la réalisation fiévreuse d'un programme maritime qui vise d'une façon générale à enlever à l'Angleterre l'hégémonie des mers. Ils ont construit une flotte commerciale immense qui, au 30 juin 1920, représentait déjà plus de 28.000 navires. Et

leurs chantiers sont en train de construire des dreadnoughts plus puissants que ceux de l'Angleterre. A la Conférence de Washington, la Grande-Bretagne a dû renoncer à sa suprématie navale. Elle n'eut d'ailleurs plus pu continuer à lutter. Les Etats-Unis peuvent, sans se gêner, consacrer des milliards à leur flotte, mais l'Angleterre, qui a le plus souffert de la guerre, et dont le budget — si l'on en croit ses hommes d'Etat — s'équilibre avec peine, ne le pourrait plus. Le peuple britannique est actuellement si pressuré d'impôts qu'il serait impossible de lui faire rendre davantage.

Si l'Angleterre n'a plus seule la maîtrise des mers, à quoi lui serviront, en cas de guerre, les immenses gisements dont elle s'est assurée la possession dans l'Amérique centrale, au Mexique, et des deux côtés de l'Amérique du Sud? A quoi servira tout le travail de la « British Controlled Oilfields » ?

Même si l'Angleterre possédait encore la suprématie navale dans les mêmes proportions qu'en 1914, il suffirait à l'Amérique d'avoir une flotte égale à ce qu'était la flotte allemande pour lui fermer l'accès de la mer des Caraïbes : jamais la flotte britannique n'osera s'y risquer. Elle fera comme de 1914 à 1919 !

Or, si la flotte américaine est « à même de fermer les accès de ses rivages et du golfe du Mexique, ses adversaires pourront avoir, dans leurs grandes bases navales, les plus puissants cuirassés, et dans leurs parcs les plus imposantes réserves de camions et d'avions, toutes ces forces, en l'état actuel de la production pétrolifère, risqueront de se trouver paralysées, faute d'un approvisionnement suffisant[1] ».

Mais les Etats-Unis ne se sont pas contentés d'enlever à l'Angleterre la suprématie navale. En menaçant d'user sur leur territoire de représailles contre la « Royal Dutch-Shell » et les sociétés anglaises, ils ont forcé le gouvernement à céder en ce qui concerne la Palestine et la Mésopotamie. Les Américains ont été d'autant plus furieux de voir arrêter leurs prospecteurs en Palestine qu'ils y avaient obtenu du gouverne-

1. Le *Producteur*, janvier 1921 : « Les grands programmes nationaux ».

ment turc, avant la guerre, le droit de forage. Toute la vallée de Yarmak, les environs de Bethléem (Nebi Musa), le sud de la mer Morte et l'est du Jourdain, devaient être prospectés par la « Standard ». Aussi le gouvernement fédéral s'est-il fait autoriser au début de 1920, par le « General Leasing Act » à exiger de toute société pétrolifère opérant aux Etats-Unis qu'elle ne compte parmi ses actionnaires que des citoyens américains. Une décision judiciaire vient déjà d'être prise, refusant aux sujets anglais le droit d'être actionnaires dans une société américaine de cette nature. M. Daniels, ministre de la marine, voudrait, en outre, faire voter par le Congrès un bill autorisant le président à mettre l'embargo sur l'exportation du pétrole. La « Royal Dutch-Shell », qui tire maintenant 43 % de sa production des Etats-Unis, ne pourrait ainsi la transporter en Angleterre. Mais il est, à ce sujet, en conflit avec le nouveau ministre de l'intérieur, M. Payne, qui trouve que le bill de l'été dernier suffit pour protéger les Etats-Unis. Ce bill interdit la location de puits à une corporation d'actionnaires étrangers, à moins que ceux-ci ne soient d'un pays qui « accorde la réciprocité »; encore faut-il que la corporation ait une majorité d'actionnaires étrangers !

Le système de réciprocité vient d'être inauguré par le président Harding : les gouvernements qui permettront la libre concurrence aux sociétés américaines seront traitées de même.

Les permissions sollicitées par la « Royal Dutch » lui seront donc probablement refusées, tandis que celles qu'ont demandées les Sociétés canadiennes, comme la « Midland Oil », auront bien plus de chances d'être agréées : il suffira que leurs actionnaires anglais deviennent canadiens. Car le Canada a toujours laissé à la « Standard Oil » une très grande liberté sur son territoire. Il a même refusé, en avril 1919, l'association d'intérêts que lui proposait la « Shell », de peur de blesser Washington. Et si jamais une guerre éclatait entre l'Angleterre et les Etats-Unis, il est à peu près sûr qu'il proclamerait son indépendance et sortirait de l'Empire britannique.

Le « Leasing Act » pourra devenir une arme dangereuse

entre les mains de la Standard : elle en profitera peut-être pour forcer la main à la « Dutch-Shell », qui a plusieurs fois refusé de coopérer avec elle. Beaucoup de compagnies californiennes, filiales de la « Shell », ont déjà été sommées de prouver que leurs actionnaires sont réellement des sujets américains, conformément aux lois du Congrès.

Ainsi commencent à se réaliser les menaces prononcées par Walter Teagle, à la réunion de l' « American Petroleum Institute », en 1920 : « Si les gouvernements étrangers insistent pour poursuivre leur politique de nationaliser les terrains pétrolifères — s'ils persistent à garder les dépôts de pétrole pour leur propre bénéfice dans l'avenir, tout en demandant aux Etats-Unis de satisfaire leurs besoins présents — alors, il n'y a pas d'autre alternative pour nous que de constater l'attitude des Gouvernements étrangers, et par mesure d'autoprotection, d'examiner les moyens de conserver notre pétrole pour nos besoins à nous. Etant donnée leur position dans le commerce mondial, et les armes économiques ou financières qu'ils ont sous la main, les Etats-Unis forceraient assurément les autres pays à une nouvelle distribution des terrains pétrolifères, de façon à obtenir une part des territoires que ces pays voulaient garder pour eux ».

L'Angleterre, fait remarquer le sénateur Phélan, tient la moitié du pétrole mondial et n'en produit que le quart, tandis que les Etats-Unis, possesseurs d'un sixième, en produisent les trois quarts. Dans les conflits possibles de demain, elle tient non seulement à mettre, par le pétrole, toutes les chances de succès de son côté, mais encore à enlever à ses rivaux éventuels, fussent-ils ses amis d'aujourd'hui, ces mêmes chances de triomphe. Elle agit délibérément pour diminuer les ressources de l'Amérique, qui, du train dont vont les choses, seront épuisées d'ici dix-huit ans.

Aussi l'ancien secrétaire de l'intérieur, M. Franklin Lane, se demandait-il avec inquiétude, il y a déjà plus d'un an, si l'Angleterre n'agissait pas ainsi pour arrêter l'essor naval des Etats-Unis. « Or, de tels procédés conduisent-ils à la paix ou à la guerre? Est-il admissible que l'Angleterre —

non point les capitalistes britanniques, mais l'Etat ou le gouvernement de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire une entité politique — s'empare d'un marché de cette importance et en écarte le reste du monde? Ne voit-on pas que si, non plus les nationaux, mais les Etats eux-mêmes, représentés par les gouvernements, se mêlent à la concurrence économique, et se transforment en maisons de commerce ou en firmes industrielles, il n'y a plus à espérer aucun apaisement des conflits qui renaîtront sans cesse de la rivalité commerciale? »

De la Conférence de Washington à la Conférence de Gênes

I

Depuis la Conférence de Washington, une grande accalmie s'est manifestée. Le grand maître de la politique anglaise du pétrole, sir John Cadman, pendant son voyage aux Etats-Unis, prodigua les paroles les plus apaisantes. Il affirma que la politique anglaise ne visait nullement à éliminer les Américains des régions pétrolifères du monde, et se montra même partisan d'une « coopération des capitaux américains et anglais dans l'exploitation du pétrole ».

S'il y a eu, ajouta-t-il, des restrictions dans certains Dominions et colonies, c'est que le gouvernement central ne pouvait s'y opposer. D'ailleurs, au Canada, la plus grande société d'exploitation est une société américaine, l' « Impérial Oil ». A la Trinité, il existe une loi qui donne l'exclusivité des concessions pétrolifères sur les terrains de la Couronne aux seules sociétés britanniques, mais il n'existe aucune restriction pour les autres terrains de cette colonie. En Birmanie aussi, la participation du capital étranger est interdite, mais cette interdiction est très ancienne; elle remonte à 35 ou 40 ans, et il y a lieu de penser qu'elle pourrait être rapidement rapportée.

Sir John Cadman alla même jusqu'à déclarer qu'il condamnait énergiquement toute intervention des gouvernements

dans la question du pétrole. Cette affirmation de la part d'un des dirigeants de l' « Anglo-Persian » ne manquait pas de piquant. Mais il est certain que le gouvernement anglais, sentant qu'il était allé trop loin, éprouvait le besoin de jeter du lest. Une trêve des pétroles fut secrètement négociée pendant la Conférence de Washington, en marge du grand accord naval. L'Angleterre consentit même à laisser la « Standard Oil » s'introduire dans les cinq provinces du nord de la Perse, jadis réservées à l'influence russe. La Standard, pour obtenir malgré l'initiale opposition de l' « Anglo-Persian », ces concessions du gouvernement persan, n'avait pas hésité à faire intervenir le ministre américain à Téhéran [1]. L'appui que ne lui refusèrent jamais les représentants de Washington fut toujours l'une des principales causes de ses triomphes.

Mais la lutte entre l'Angleterre et les Etats-Unis ne devait pas tarder à reprendre avec une acuité accrue, pour la conquête des derniers champs de pétrole en déshérence, du Caucase à l'Oural et au Turkestan. La Conférence de Gênes restera, aux yeux de l'histoire, beaucoup moins une grande œuvre pour la paix du monde, que la « Conférence du Pétrole » où furent offertes par Tchitchérine aux convoitises des puissances les immenses richesses de l'ancien Empire des tzars. Comme je l'ai montré dans la préface de la traduction russe de mon livre (*Mirovaya borda za nephte*) qui vient d'être publiée sous la direction de l'ancien président de la commission technique impériale de Bakou, ingénieur en chef de la Société Nobel, M. Nélik-Noubarof :

« Si la Russie, qui au début du XX^e^ siècle, occupa quelques années la première place dans la production mondiale, ne tient plus aujourd'hui que le troisième rang, les réserves contenues dans son sol n'en sont pas moins telles qu'elles dépassent un milliard de mètres cubes, atteignant presque celles des Etats-Unis et de l'Alaska réunis (1.113.000 m³). La Perse et la Mésopotamie, le Mexique lui-même, ne viennent qu'après elle, ainsi

1. Je crois que l'exploitation de ces gisements sera prochainement remise à la « Sinclair », l'une des plus puissantes sociétés américaines après la « Standard », et dont celle-ci a récemment acheté un grand nombre d'actions.

que le nord de l'Amérique du Sud. Quant aux autres régions, elles suivent de très loin. Le jour où les réserves des Etats-Unis seront épuisées, ce qui ne tardera guère plus d'une vingtaine d'années, à moins de circonstances exceptionnelles — vu les proportions effrayantes de leur consommation — elle jouera un rôle considérable dans le monde ».

Les superficies exploitées dans toutes les régions de la Russie, de la Sibérie et du Caucase sont très inférieures à l'étendue des gisements reconnus; et ces derniers ne représentent eux-mêmes qu'une faible portion de ceux dont des études sommaires établissent l'existence certaine. Les richesses pétrolifères de la Russie représentent à elles seules un sixième des réserves de l'Univers. Voilà pourquoi elles furent à Gênes l'objet de si âpres convoitises.

La question du pétrole est la première question politique du temps présent; mais dans cette Conférence où devait se jouer l'avenir de l'Europe, nous étions le seul peuple qui n'eût pas l'air de s'en apercevoir. Le quai d'Orsay n'avait pas daigné désigner pour Gênes un seul expert pétrolier [1]; mieux que cela, le seul des délégués français qui connût la question du pétrole avait reçu pour instruction précise avant son départ de se tenir systématiquement à l'écart de toutes les discussions relatives au pétrole.

Il était d'ailleurs manifestement impossible de prétendre régler à Gênes la question du pétrole russe en dehors de toute représentation des Etats-Unis. Notre délégation se borna à observer. Du moins la France gagna-t-elle à cette abstention de ne prendre aucune part à cette scandaleuse course aux concessions dont les coulisses de Gênes offrirent aux délégués des Soviets le lamentable spectacle, tandis qu'ils discutaient avec les représentants officiels des Puissances les grands principes de la morale internationale.

C'est dans cette atmosphère enfiévrée qu'éclata brusquement la nouvelle de la signature par Krassine du contrat conférant à la « Royal Dutch Shell » le monopole du pétrole

1. Il avait pourtant été averti dès le mois de mars de l'accord qui se préparait entre la Shell et les Soviets, et avait connu le texte du contrat.

de la région du Caucase. L'émotion fut grande ; elle provoqua aussitôt de solennels démentis, plus retentissants que satisfaisants. Les rares pétroliers, astres et satellites, qui ne se trouvaient pas encore à Gênes, s'y précipitèrent, prêts à la bataille.

Le gouvernement français y envoya immédiatement M. Laurent Eynac. Et encore le conseil des ministres avait-il décidé de l'y déléguer seul comme personnalité officielle. Ce n'est que dans l'après-midi du jour où cette décision fut prise, qu'on voulut bien reconnaître que M. Eynac ayant depuis un an perdu le contact avec ces anciens services, il était nécessaire de lui adjoindre M. l'intendant Pineau, qui dirige avec une remarquable compétence le service des essences et pétroles au ministère du commerce.

Adoptant le point de vue belge sur la restitution des biens privés, la délégation française défendit énergiquement nos intérêts anciens dans le pétrole russe. Au cours de décembre 1920, ils représentaient une valeur de 200 millions. Une politique commune fut élaborée avec les principales sociétés de pétrole belges, dont l'importance au Caucase égale la nôtre, en vue de la défense des droits acquis avant et après la natoinalisation des mines et des usines par les Soviets.

M. Laurent Eynac réclama énergiquement du gouvernement britannique l'application des clauses de l'accord de San Remo relatives à la Russie. Mais l'Angleterre s'en tira d'une façon très habile en leur donnant une interprétation restrictive. Car M. Lloyd George ne se souciait pas d'empêcher les négociations particulières de la « Royal Dutch Shell ».

II

Depuis longtemps, le grand trust cherchait à mettre la main sur les gisements de la Russie, et à réaliser ainsi, d'accord avec le gouvernement britannique, son rêve d'hégémonie mondiale du pétrole. S'il n'a pas fusionné au début de 1922 avec l' « Anglo-Persian » et la « Burmah Oil », c'est uniquement

par crainte des représailles américaines. Il en fut fortement question, mais M. Lloyd George, après bien des hésitations, refusa d'y consentir; si peu de temps après l'accord naval de Washington, cela eût soulevé aux Etats-Unis une émotion considérable, et aurait paru une véritable provocation.

Dès que l'Angleterre eut signé avec Moscou son accord commercial, la « Royal Dutch » entama immédiatement des négociations avec les représentants des Soviets, relations qui ne tardèrent pas à se traduire par la vente de 10.000 tonnes de pétrole à l' « Asiatic Petroleum », l'une des filiales de la « Dutch-Shell ».

Signerent pour les coopératives russes de production, Krassine, Rosovsky, Mme Varvara Polovstef, Victor Nogin et Basil Crysin.

Le fameux accord entre la « Shell » et les Soviets, qui remua la presse du monde entier, et dont la divulgation produisit un scandale tel qu'elle faillit faire sauter la Conférence, n'a pas été conclu à Gènes. Il fut rédigé à Londres, en février, sous la forme que voici :

Le gouvernement soviétique serait prêt à considérer une proposition en vertu de laquelle la vente de tous les produits pétrolifères disponibles pour l'exportation et provenant de différents gisements de Russie serait confiée à un syndicat formé sur les bases suivantes. Le capital initial du syndicat sera constitué par parts égales par le gouvernement russe et le groupe étranger. La direction du syndicat aura le contrôle de toute la branche « ventes », et sera confiée à un conseil dans lequel le groupe étranger et le gouvernement soviétique russe seront représentés dans une proportion égale.

Le syndicat s'engagera envers le gouvernement russe à effectuer la vente des produits pétrolifères dans les meilleures conditions possibles. De façon à rendre cette vente plus avantageuse, le syndicat aura à fournir ou à acquérir, dans l'avenir, l'organisation de distribution adéquate, qui, éventuellement, nécessitera une certaine dépense. Le capital nécessaire à cet effet pourrait être fourni par l'émission d'obligations dont l'intérêt serait garanti par le groupe étranger.

Le syndicat recevrait comme rémunération de son activité une certaine commission sur toutes les ventes. Cette commission sera calculée sur une base variant selon les quantités vendues.

Pour les quantités ne dépassant pas 100.000 tonnes on propose 5 % ; pour les quantités dépassant ce chiffre, la proportion pourrait

être fixée par un accord mutuel. En outre, il est entendu que le produit des ventes réalisées par le syndicat à un prix supérieur au prix d'exportation américain appartiendra entièrement au syndicat. Après déduction de tous les frais généraux, les produits ainsi réalisés seront affectés en premier lieu au payement des obligations, si le syndicat en a émis; le solde sera partagé par part égale entre les deux groupes formant le syndicat, c'est-à-dire le gouvernement russe et un groupe étranger. Ces arrangements seront conclus pour une période de cinq années; après ce délai le gouvernement russe aura le droit de rembourser les obligations émises, s'il y en a, au prix d'émission ou à toutes autres conditions qui pourront être stipulées au moment de l'émission, et de mettre fin à l'accord. De même le gouvernement russe devra donner un préavis d'un an à la fin de la quatrième année dans le cas où il désirerait mettre fin à l'accord. A défaut de préavis, l'accord sera renouvelé « ipso facto » pour une nouvelle période d'une année.

Il est entendu que le gouvernement russe aura droit, à n'importe quel moment, d'effectuer des ventes de produits pétrolifères directement à des gouvernements étrangers, mais ces ventes ne devront en aucun cas dépasser 50 % des quantités disponibles pour l'exportation. Le succès du syndicat, pour commencer, dépendra surtout des facilités disponibles pour amener les stocks de pétrole existants aux différents ports d'embarquement. A l'heure actuelle, ces facilités sont malheureusement insuffisantes : dans le but de remédier à cette situation, le groupe étranger du syndicat devra être préparé à dépenser pour les transports une somme d'au moins 500.000 livres sterling. Cette somme, ainsi que d'autres mentionnées ci-dessous, seront garanties par le gouvernement russe, et si possible par les stocks de pétroles russes.

Cet argent sera consacré à l'achat du matériel roulant nécessaire, à l'entretien des pipe-lines, et, si c'est nécessaire, à l'établissement de nouveaux pipe-lines, pour les différents produits. Sur les sommes ainsi déboursées, il sera émis des obligations dites de transports, portant intérêt à 8 %. En outre, ces obligations auront droit à un bonus dont le montant sera déterminé par la quantité de produits pétrolifères transportés au-delà d'un certain montant à fixer.

La valeur de ce bonus pourra être fixée par un accord mutuel et prendra la forme d'une redevance sur chaque poud de produits pétrolifères transportés en Russie au delà d'une certaine quantité. Le payement de l'intérêt sur ces obligations sera garanti par le gouvernement russe et, si nécessaire, par les stocks de pétrole existants. Le système de transport ainsi formé par le nouveau matériel roulant à acheter et par celui existant sera placé sous la direction d'un conseil comprenant par parties égales des délégués du gouvernement russe et du groupe étranger. Le président de ce conseil sera nommé par le gouvernement

russe. Le matériel roulant ainsi que toutes les propriétés de l'entreprise commune ne pourront être réquisitionnés ni par le gouvernement central ni par les autorités locales.

Le conseil de l'entreprise aura le droit d'importer de la main-d'œuvre exercée de l'étranger et, d'une façon générale, d'administrer et de diriger l'entreprise au mieux du but à poursuivre et des intérêts à réaliser.

Toute nouvelle augmentation de capital qui serait nécessaire sera fournie par le gouvernement soviétique russe et le groupe étranger.

Cette augmentation de capital prendra de nouveau la forme d'émissions d'obligations à un taux d'intérêt à fixer mutuellement au moment de l'émission, le gouvernement russe étant responsable de sa souscription pour une moitié de l'émission et le groupe étranger pour l'autre moitié. Ces obligations auront également droit à un bonus dans les mêmes conditions que les obligations ci-dessus mentionnées.

L'activité du conseil de l'entreprise commune en Russie sera délimitée par tous les décrets et lois de la République socialiste fédérative de Russie et par tous les règlements en vigueur. Le total des employés du syndicat en Russie ne devra pas comprendre plus de 50 % d'employés étrangers.

Si un accord sur ces bases est possible, le groupe étranger aura le droit de déléguer ses représentants en Russie afin d'examiner les conditions de transport et prendre des échantillons des stocks existants.

Après un délai de dix ans, le gouvernement russe sera libre de rembourser les obligations dites de transport aux taux d'émission ainsi qu'à toutes autres conditions stipulées au moment de l'émission. Il est convenu que ces conditions comporteront certaines primes de remboursement calculées sur les bénéfices moyens des deux dernières années d'exploitation de l'entreprise commune. Le gouvernement russe devra donner un préavis pour le remboursement dans un délai qui ne devra pas dépasser la fin de la neuvième année.

Je sais que des modifications sérieuses à ce contrat avaient été entrevues par les deux parties au cours des négociations. Elles ne devaient y être introduites qu'au cas où M. Lloyd George aurait réussi à faire obtenir à la République Fédérale des Soviets sa reconnaissance *de jure*. Cet accord, qui fut bien et dûment paraphé à Gênes, mais non signé, ne visait que les concessions de gisements non encore exploités. Mais le Gouvernement Soviétique avait verbalement promis de faire passer aux mains des Anglais les champs en exploitation et nationalisés par lui depuis quatre ans. De plus, pendant

tout cet hiver, des groupements anglais s'étaient mis en relation par l'intermédiaire de Krassine avec les anciens propriétaires de ces concessions, et avaient traité avec eux de leur reprise. Le gouvernement bolcheviste a toujours poussé les puissances étrangères qui cherchaient à s'assurer une part des pétroles russes à traiter de leur côté avec les propriétaires dépossédés, afin de ne plus avoir à craindre aucune revendication dans l'avenir.

Le jeu de la « Royal Dutch », avant la Conférence de Gênes, fut extrêmement habile. Dès le mois de janvier 1922, elle fit répandre en France le bruit qu'elle avait des difficultés avec l'Angleterre. Le gouvernement britannique, laissait-elle entendre, ne vise qu'à faire concéder le monopole de l'exploitation des pétroles de la Russie à l' « Anglo-Persian », qu'il dirige directement. La « Royal Dutch » est donc obligée de s'appuyer sur le gouvernement français.

Cette manœuvre réussit si bien, que lorsqu'on apporta à nos représentants à Gênes des précisions sur la conclusion alors toute proche de l'accord entre la « Shell » et les Soviets, ils haussèrent les épaules, souriant dédaigneusement : la rivalité entre la « Royal Dutch » et l'Angleterre était certaine ; si le grand trust obtenait quelques avantages, la France en tirerait profit. Il valait bien mieux le laisser agir.

Leur désillusion fut amère.

III

Or ce n'est pas depuis 1922, mais depuis 1919 que le gouvernement britannique, d'accord avec la « Royal Dutch-Shell » cherche à s'assurer la production des puits de pétrole du Caucase. M. Lloyd George fit mener les pourparlers avec lenteur, car il n'avait pas encore à ce moment grande confiance dans la durée du régime bolcheviste. Il n'envisageait même pas l'éventualité de traiter avec ses dirigeants. Les financiers de la « Dutch-Shell » ne s'adressèrent qu'aux grands propriétaires de pétrole russes dépossédés, et le 27 juillet 1920, une

des plus puissantes filiales du trust, la « Bataafsche Petroleum » acheta une grande partie des actions que possédaient, dans les sociétés du Caucase, MM. Mantacheff, Lianosoff et Pitoïeff car le célèbre acteur russe Pitoïeff est aussi un grand propriétaire de naphte.

Le prix d'achat fut fixé à 11.042.000 £. 645.000, soit au cours d'alors plus de 30 millions de francs, furent immédiatement versées; le reste devait être payé en 8 échéances; dont les propriétaires russes ne touchèrent même pas la première. C'est que le temps avait rapidement marché.

M. Lloyd George avait été pris pour le gouvernement de Moscou d'une subite et violente sympathie. Il voyait maintenant en lui le sauveur qui assurerait à l'industrie anglaise en sommeil les marchés de reconstruction de l'immense empire dévasté. Il était décidé à lui donner sa consécration officielle, à lui amener celle de l'Europe entière, et à approuver ses théories et ses actes, notamment les nationalisations. Dès lors, la « Shell » crut n'avoir plus rien à faire avec les propriétaires du régime disparu. Et le colonel Boyle, l'un de ses plus actifs directeurs, entra en relations avec Krassine qui promit de réserver à la « Royal Dutch-Schell» le monopole de l'exportation du pétrole russe.

Krassine promit tout ce qu'on voulut, laissa établir le contrat. Mais du jour où on parla de le signer à Gênes, il donna au projet une publicité telle que le « tollé » diplomatique général qui s'ensuivit en interdit la signature.

Car ce sont les Soviets eux-mêmes qui ont divulgué leur accord avec la « Shell ». Ils ne veulent pas remettre entre les mains, d'un seul peuple, et surtout d'un peuple aussi conquérant, aussi ambitieux que le peuple anglais, la plus grande richesse de la Russie.

Le gouvernement britannique a manqué de peu son plus grand rêve : la conquête des gisements de pétrole restant dans le monde entier, conquête qui lui eût assuré la suprématie de l'avenir, et eût fait des autres peuples ses tributaires.

Mais malgré tout, je crois en l'avenir de cette race anglaise, dont un chef de gouvernement ne craignait pas de dire, vingt

ans avant que l'Allemagne n'eût commencé à rêver de la suprématie européenne : « Je crois en cette race, la plus grande des races gouvernantes que le monde ait jamais connues, en cette race anglo-saxonne, fière, tenace, confiante en soi, résolue, que nul climat, nul changement ne saurait abâtardir, et qui infailliblement sera la force prédominante de la future histoire... »

Comment la France peut s'assurer 20 % des pétroles russes

Nulle question ne passionne plus en ce moment l'opinion du monde que celle du pétrole. Les grands peuples ne se battent plus simplement, comme jadis, pour acquérir de nouveaux territoires, mais pour devenir les maîtres de l'huile de pierre, de cette matière « plus dominatrice de la planète que l'or lui-même » et qui, avec la richesse, donne à celui qui la possède une puissance devant laquelle tout est obligé de s'incliner. Posséder du pétrole est pour une grande nation une question de vie ou de mort. Sans combustible liquide, il sera désormais impossible de soutenir une guerre. Le rôle du pétrole n'a cessé de s'accroître de 1914 à 1918. Sans essence pour les camions, les tracteurs, les automobiles et les avions, sans huiles lourdes pour les chaudières des navires et les moteurs industriels, sans huiles de graissage pour toutes les machines, comment assurer le déplacement combiné des armées?

Comme l'écrivit M. Clemenceau dans le télégramme désespéré qu'il adressa le 15 octobre 1917 au président Wilson « Une goutte d'essence est aussi précieuse qu'une goutte de sang... Toute défaillance d'essence amènerait la paralysie brusque de nos armées, et pourrait nous acculer à une paix inacceptable ».

La France, à ce moment, faillit perdre la guerre : nous n'avions même plus dans nos stations-magasins, ainsi que le signala le représentant du généralissime, les réserves suffisantes pour faire face pendant plus de trois jours à une situation analogue à celle de Verdun.

Il ne faut pas que pareille situation se représente pour la France. Ce que nous tirons d'Alsace et d'Algérie est infime, et ne représente que le vingtième de nos besoins. Quant aux participations que nous avons acquises en Galicie et en Roumanie, elles équivalent, en cas de lutte contre l'Allemagne, à zéro.

Nos groupes financiers du Nord s'étaient beaucoup intéressés ces dernières années à diverses entreprises galiciennes, la « Sylva Plana », la « Premier Oil », la « Galicienne des Karpathes », la « Dabrowa ». Mais nous venons de perdre la « Dabrowa » qui a été vendue à l' « Union des Pétroles », de Zurich, dont les attaches allemandes ne sont pas douteuses. Et la production galicienne est de plus en plus médiocre. Elle suffira tout juste à la Pologne. Nous avons en Roumanie la « Colombia » qui est une affaire modeste, et 25 % de la « Steana Romana ». Mais tout cela ne constitue pas un approvisionnement sérieux pour la France.

L'Angleterre nous a promis à San Remo 25 % des pétroles de la Mésopotamie, dont nous venions de lui céder si facilement le territoire : or les pétroles de Mésopotamie sont une affaire d'avenir et non une affaire en exploitation; ils ne donneront rien avant cinq ans.

Ainsi que M. Jacques Roujon le faisait remarquer le 8 mai dans l'*Eclair*, citant ce qu'il nommait mes « inquiétantes » déclarations :

« L'indépendance politique d'un peuple n'est parfois qu'un décor. La France ayant négligé de faire sa part dans le partage des pétroles mondiaux, se trouve aujourd'hui dans la dépendance de l'Angleterre et de l'Amérique. Si demain nous avions à nous défendre contre une nouvelle agression, nos tanks, nos avions, nos sous-marins et tous nos ravitaillements ne pourraient fonctionner qu'avec l'agrément de nos alliés.

« Même avec la première armée du monde, la France ne pourrait être victorieuse, que si l'Angleterre et les Etats-Unis le lui permettaient ».

Pareil état de choses ne saurait se prolonger. J'affirme que la France peut, en ce moment, si elle le désire, mettre la main sur

20 % des pétroles russes, ce qui, non seulement, lui donnerait l'indépendance en matière de pétrole, mais lui permettrait même de réexporter. Il suffirait pour cela que, reconnaissant cette question de combustible comme une question d'intérêt national, le gouvernement se décide, ainsi que je l'ai proposé, à créer une société demi-officielle, comme l' « Anglo-Persian Oil C°. Cette société pourrait être constituée avec un capital nominal de 200 millions de francs et, au fur et à mesure de son développement, ce capital pourrait être augmenté. 10 millions suffiraient pour débuter. 30 % de ce capital pourraient être souscrits par le gouvernement ; 25 % par des capitalistes français, 45 % par des propriétaires naphtifères russes.

Mais comme tous les biens des propriétaires de naphte russes sont restés en Russie, on pourrait accepter la formule suivante :

1° Le groupe français de capitalistes verserait le capital de constitution pour lui-même et pour le groupe russe. Le groupe russe laisserait ses actions chez le groupe français comme garantie de versement.

2° Le groupe russe s'obligerait à verser sa part dans le capital de constitution quand arrivera pour lui la possibilité réelle de recommencer le travail sur les terrains pétrolifères et dans les trois ans qui suivront le moment où il rentrera en possession de ses terrains.

Pratiquement, l'affaire se réduirait à ceci :

Le conseil d'administration, qui serait composé proportionnellement au capital, commencerait immédiatement les démarches pour l'obtention d'une participation de contrôle dans les différentes sociétés russes de pétroles : pas une affaire ne pourrait être vendue si le groupe français ou russe mettait opposition à cet achat.

Il faut remarquer qu'encore avant la guerre la Russie produisait annuellement environ 10 millions de tonnes et que de tout ce produit, environ 7 millions de tonnes étaient contrôlés par le groupe Shell, société Nobel, Russian Général Oil C° et, ces derniers temps, par la Standard Oil. Il restait donc une participation libre dans la production russe non contrôlée par

l'Angleterre et les Etats-Unis de 30 % environ, c'est-à-dire 3 millions de tonnes.

Il n'y a naturellement, pas à compter qu'on pourrait prendre sous le contrôle du nouveau trust le solde de 30 %, mais on peut espérer réunir 20 %, avec la production importante de 2 millions de tonnes par an, ce qui représente le double de la consommation de combustible de la France.

En outre, le trust, qui serait géré par un groupe russe expérimenté, pourrait recevoir beaucoup de terrains pétrolifères non encore exploités, aussi bien en Russie que dans les autres pays, et occuper dans les six ou huit années prochaines une situation égale à celle de l' « Anglo Persian » et des autres groupes mondiaux.

Le principe d'acquisition doit être le suivant :

Le trust franco-russe représentera la *holding C°* où seront centralisées les acquisitions des nouvelles sociétés naphtifères, terrains, usines, pipe-lines, etc. à concurrence de 51 %, les autres 49 % restant chez les anciens propriétaires : sur ces 51 %, après l'estimation d'un comité spécial, seraient payés des avances de 10 à 20 %.

Le reste ne serait acquitté qu'au moment où la nouvelle société rentrera en possession de fait de ses gisements. Le risque sera ainsi minime.

Les richesses contenues dans le sol de l'ancien empire des tsars, sont inestimables. M. Lianosoff, président de l'Association pétrolière russe, croit qu'avec une certaine dépense pour le développement de l'affaire, nous pourrions arriver à une production de 3 à 4 milliards de pouds, c'est-à-dire environ cinq millions de tonnes[1].

Comme les gisements des Etats-Unis s'épuisent, on voit à quel rôle considérable est appelée la production russe, et quel énorme développement le nouveau trust que je propose à la France de constituer est destiné à acquérir.

Pierre L'Espagnol de la Tramerye.

1. En plus du quart des pétroles de Mésopotamie, auquel nous avons droit, nous pouvons aussi avoir des gisements au Mexique,

le long du Golfe, et à l'Equateur, dans la région de Santa Elena où travaillent la « Standard Oil », l' « Anglo-Equatorian » et la « British Controlled Oilfields ». La France peut aussi se faire offrir les concessions jadis demandées par le groupe Pearson dans l'île de Puna et qui lui furent refusées. Il s'agit ici de gisements non encore en exploitation et qui pourraient aller jusqu'à 100.000 hectares. Il est plus que temps que le gouvernement français se décide à créer une *holding Company*, contrôlant diverses filiales, qui réuniraient ce que nous pouvons recueillir à travers le monde. La France a en ce moment les moyens de faire, si elle le désire, une politique indépendante du pétrole.

Le voudra-t-elle ? Si elle ne l'ose, il n'y aura plus qu'à se lier à l'un des deux grands trusts, « Royal Dutch » ou « Standard Oil », ce que préconisent de puissantes personnalités — ou continuer indéfiniment une politique hésitante.

PIERRE HAMP ET LA PEINE DES HOMMES

Ce qui fait l'éminente dignité du labeur humain, c'est qu'il n'est jamais uniquement machinal. L'ouvrier, même dans les besognes les plus rudimentaires, ne se borne pas à dépenser de l'énergie musculaire : il y consacre par parts égales l'habileté de ses mains, les ressources de son ingéniosité et l'énergie de sa volonté. Le bœuf placide hâle la charrue dans la terre grasse et le cheval entraîne le manège où il est attelé dans une ronde sans fin, à l'aveuglette sous les œillères de cuir : l'un et l'autre subissent la loi du travail que leur imposent le fouet ou l'aiguillon. La conscience professionnelle, qui est le scrupule d'atteindre à l'idéale perfection d'un métier, distingue l'artisan de l'animal passif et de la machine automatique. Ce sentiment a entretenu et fortifié les traditions de probité et d'honneur des anciennes corporations; il subsiste dans l'amour-propre qui solidarise les travailleurs des divers corps de métiers. Il procure à l'homme le contentement de la tâche accomplie avec exactitude et lui donne du cœur à l'ouvrage.

Penché sur son travail quotidien, celui-ci chante pour rythmer son geste monotone ou raviver son attention ankylosée par la déprimante uniformité de la production en série. Comme on voit, peints sur les sarcophages des Pharaons, les moissonneurs du Nil couper le blé en cadence au son de la flûte, l'ajusteur scande d'un refrain alerte le va-et-vient de la lime qui égratigne en grinçant le métal et le menuisier, dont la varlope légère effleure la planche polie et frise les boucles blondes des copeaux transparents, lui renvoie en écho sa chanson.

A peine entrées dans l'usine sombre et grise, les femmes

ont montré le souci que tout autour d'elles fût plus propre et plus net. Elles n'ont pas innové seulement par l'aisance plus harmonieuse de leurs gestes, mais aussi par l'exemple de leur élégance et de leur coquetterie. M. Pierre Hamp s'est plu à évoquer quelque part la gracieuse pensée de jeunes ouvrières de l'usine de guerre disposant sur le bâti de leur machine la fleur qu'elles avaient épinglée à leur sarrau. L'attachement à la profession va plus loin encore. Le surmenage physique, les risques d'infection ou d'intoxication, les dangers d'accidents mortels sont impuissants à détourner l'ouvrier de demeurer fidèle à sa misère. Le travail ploie sous la malédiction divine et, nourri de peines et de souffrances, c'est miracle qu'il puisse encore procurer la joie précaire d'aimer son métier. Pourquoi le mineur se sent-il retenu à la mine vindicative et meurtrière ? Pourquoi le verrier persiste-t-il à modeler de son souffle embrasé le verre liquide dont la fusion éblouissante brûle ses prunelles et corrode ses poumons? L'inépuisable trésor de résignation, qui donnait à l'esclave antique la force de tourner chaque jour la meule à laquelle il restait enchaîné, permet encore au salarié d'exposer son corps au broyage des machines ou à la morsure des acides. Mais qu'on le laisse chanter : « Par le travail où l'on ne chante plus se fait un grand œuvre d'abêtissement humain. L'ouvrier n'aime plus son métier et cela ébranle le monde[1] ». Il se joue un drame obscur : c'est le drame de toute l'humanité laborieuse et pitoyable, avec ses douleurs profondes, ses pâles joies, son existence sans horizons, stéréotypée. C'est la lutte perpétuelle de l'être contre la matière inerte et rebelle, contre l'étreinte de nécessités économiques et sociales, à la fois brutales et perfides.

N'y a-t-il pas là un thème d'une richesse infinie pour une littérature du travail ? Le terrain n'est pas absolument vierge et de nombreuses incursions ont été menées déjà dans ce domaine, mais, pour la première fois dans notre littérature, Pierre Hamp a consacré une œuvre entière à l'illustration et

1. *Marée Fraîche, Vin de Champagne*, préface.

à l'apologie du travail, œuvre lyrique, parfois même épique, d'un réalisme saisissant où l'émotion jaillit par sa seule vertu interne de faits que l'auteur a narrés avec une impassibilité voulue, laissant ceux-ci frapper le lecteur par leur simplicité fruste et leur rude et persuasive éloquence.

* * *

Originale, l'œuvre de Pierre Hamp l'est, à n'en pas douter, à telle enseigne qu'il ne paraît pas hasardeux d'affirmer qu'elle marque une date dans notre histoire littéraire.

Rien ne nous autorise à refuser d'y voir l'origine d'une orientation nouvelle à cette époque un peu confuse où, comme au début de chaque siècle, une jeune génération d'écrivains cherche à prendre conscience d'elle-même et à choisir une direction. La période classique a été celle de l'épanouissement d'une littérature de l'intelligence, de la raison, éprise d'étudier l'âme humaine dans l'absolu et le général. Plus tard, en revanche, le romantisme et les tendances qui en dérivent ont exalté la vie affective, tout intérieure et délibérément individualiste. Aujourd'hui, les conditions d'existence et les exigences de la pensée conduisent à demander aux lettres autre chose. Il n'est pas certain que les livres qui paraissent actuellement soient pour la plupart susceptibles de demeurer comme documents représentatifs de l'état d'esprit et du tempérament de leurs contemporains. Le public lui-même montre en général un goût assez éclectique, sans méthode ni idée directrice. Flottement et indécision. La plupart du temps, les loisirs manquent pour savourer un bon livre, comme il le mériterait ; on se borne à l'article de revue, voire à l'article de quotidien, hâtivement parcouru. En particulier, on lit de moins en moins de vers, et cela est affligeant, d'autant qu'il s'en publie d'exquis. Le roman psychologique paraît moins recherché : on s'est lassé, pour les avoir trop étudiées, des complications sentimentales, de la physiologie de l'amour, de la stratégie de l'adultère. On ne hait point, par contre, certaine psychologie un peu floue, mobile et impressionniste, quand elle

s'exprime avec un talent souple et nuancé et c'est bien volontiers que l'on se laisse égarer *du côté de chez Proust*. Par réaction contre le roman d'analyse, les faveurs du public vont au roman d'aventures, mais la fortune de ce genre est décevante. Si La Calprenède était assez captivant pour prendre comme avec de la glu Mme de Sévigné, même au sortir d'une lecture de Nicole, la poussière de l'oubli l'a enseveli pour jamais. Dumas père, surtout maintenant, reste *ad usum juventutis*. L'on se divertit aux histoires fantastiques de M. Pierre Mac Orlan et les éditions des livres de M. Pierre Benoît s'enlèvent, mais l'esprit ne tardera pas à réclamer une nourriture plus substantielle.

La littérature, admet-on avec Taine, comme les arts plastiques, subit les influences conjuguées du *milieu* et du *moment*. Seule l'inspiration qui puise directement aux sources mêmes de la réalité, et en est l'émanation fidèle plus ou moins idéalisée, celle-là seule est assez riche de sève pour demeurer. Il n'est pas possible de prophétiser quelles seront les tendances du mouvement littéraire de demain, à supposer même que l'on puisse discerner des courants nettement tracés; cependant quelques observations peuvent retenir l'attention. Le concept de l'individu perd de sa force et de sa valeur. La guerre a été anonyme et collective. L'évolution économique tend à la concentration industrielle, à l'intégration; la production s'oriente vers la fabrication en série : l'homme isolé s'efface devant le groupe organisé. Ce sont des ensembles, des colonies d'êtres qui agissent, se meuvent, pensent, souffrent comme s'ils formaient un corps unique, pourvu en quelque sorte d'une conscience autonome. La sociologie s'est emparée de ces constatations pour bâtir un système où un peu de verbalisme peut-être a faussé le sens et la portée de certaines observations et s'est laissée entraîner à certaines conclusions hâtives : elle n'a fait, cependant, qu'enregistrer un ensemble de faits d'expérience. Du même point de départ est partie l'école unanimiste, illustrée par M. Georges Duhamel et la *Vie Unanime*. Un écrivain « travailliste », célébrant les métiers et leurs artisans, c'est-à-dire des catégories d'ê-

tres et non des individualités isolées, pourrait logiquement se rattacher, toutes proportions gardées, à cette idée directrice, mais Pierre Hamp n'adopte aucune doctrine ni ne s'inféode à aucune école.

Il n'est pas le premier, tant s'en faut, qui se soit penché sur le monde du travail, mais on doit remonter à l'antiquité romaine, à l'antiquité grecque, pour trouver des poèmes prenant pour sujet l'activité manuelle. Les Grecs qui se plaisaient aux récits mythologiques, aux exploits légendaires et aux aventures merveilleuses, ne dédaignaient pas la poésie didactique, pratique et utilitaire. Hésiode, chantant les *Travaux et les Jours*, décrit les occupations et énumère les besognes de l'agriculture qui est le seul élément, pour ainsi dire, de l'économie antique. La poésie est pastorale, non parce que ce genre est spécifiquement poétique, mais parce que l'on vit à la campagne. Il ne vient à l'idée de personne, de s'intéresser aux industries encore rudimentaires, qui sont abandonnées aux esclaves. Si Platon leur emprunte une comparaison brillante, un exemple frappant, ce n'est qu'accessoirement. Virgile décrit avec précision et minutie les travaux des champs parce que, de son temps également, l'économie était à peu près exclusivement rurale. La vie matérielle a évolué, s'est transformée : le prestige incomparable de l'Antiquité a conféré à l'agriculture et à la campagne le privilège perpétuel d'inspirer l'imagination des poètes. Le sentiment de la nature, plus tard, a contribué, par le charme de ses images et l'agrément de ses descriptions, à invétérer cette convention. Quant aux métiers qui font déroger, c'est affaire aux vilains : tout au plus peuvent-ils être admis à fournir une belle métaphore ou l'éclat d'un mot rare et technique. C'est ainsi que Ronsard en recommandait l'emploi : « Tu pratiqueras les artisans de tous mestiers de Marine, Vennerie, Fauconnerie, et principalement ceux qui doiuent la perfection de leurs ouurages aux fourneaux, Orfèures, Fondeurs, Mareschaux, Minerailliers, et de là tireras maintes belles et viues comparaisons, auecques les noms propres des outils pour enrichir ton œuure et le ren-

dre plus aggréable...[1] ». Cependant le XIXe siècle allait saluer l'avénement de l'âge de fer, de l'âge industriel. Aux alentours de 1848 est né en France, un courant d'opinion favorable au travail et aux idées sociales. Sous l'influence plus ou moins directe de l'Angleterre où un mouvement analogue se développait parallèlement, à la suite de Robert Owen et des Ricardiens égalitaires, mais surtout avec une originalité qui devait très peu de chose à l'étranger, Proudhon et Fourier d'une part, Saint-Simon et ses disciples de l'autre, jetaient les fondements d'une sociologie ouvrière, libérale et socialiste chez les premiers, autoritaire et despotique chez les seconds. Les ouvrages qui se sont multipliés à cette époque s'égarent souvent dans l'utopie et la fantaisie et demeurent fort éloignés de la réalité. La cause est gagnée cependant. Un écrivain peut désormais impunément situer dans l'atelier le cadre d'un roman à thèse sociale. Zola et l'école naturaliste se sont livrés à des enquêtes et à des recherches et ont rassemblé une documentation étendue et sérieuse pour peindre la vie des ouvriers et leur misère. Paul Adam également a écrit des pages puissantes et fortes, sur le métier, sur le travail, sur l'énergie humaine. Dans cette prose luxuriante, pleine de sève, resplendit la magnifique grandeur de l'effort fécond. Cependant, personne n'a devancé Pierre Hamp dans son dessein ambitieux d'exalter la sévère beauté de l'humanité laborieuse et d'en dégager une philosophie. Ce vaste sujet est digne par son ampleur et sa richesse de susciter lui aussi des chefs-d'œuvre. Pierre Hamp, dont l'enthousiasme ne laisse pas de s'affirmer avec une certaine intransigeance, exalte la beauté du travail et les souffrances qui le grandissent :

Un espace aussi grand que ceux que l'humanité a jamais parcourus, plus grand que la guerre, aussi grand que la Beauté et l'Amour, est devant l'artiste : le Travail. Depuis que c'est à la sueur de son visage que l'homme doit manger son pain, la peine qui nourrit tout ce qui est au monde, du Baiser jusqu'à la Guerre, n'a pas retenti dans la poésie humaine. Le plus grand poète du travail fut le Jehovah lu-

1. Ronsard, *Abrégé de l'Art poétique françois*, à Alphonse Delbene, abbé de Hautecombe en Savoie (1565).

mineux dans la verdure paradisiaque qui prononça sur le labeur humain la durable malédiction [1].

Il a raison de constater que « à l'heure où la société des hommes veut le salut par le travail, un art capable de figurer le labeur humain est à peine commencé. » Et pourtant, il ne craint pas de l'affirmer, « le drame de l'usine est sur le même plan que l'*Iliade* ». Au-dessus même, si l'on reconnaît une valeur supérieure à l'énergie concentrée dans un effort patient et dépensée avec opiniâtreté pour assouplir la matière rebelle, de préférence au geste meurtrier et au vertige sanguinaire du guerrier. La vertu bienfaisante de la paix est plus digne d'être célébrée que les carnages et les dévastations. « Y a-t-il moins de noblesse dans l'attitude de l'homme qui résiste au fardeau ou lève l'outil que dans celle du guerrier brandissant l'arme, ou de la danseuse aux pieds impétueux? [2]» Il y a surtout de l'utilité sociale et voilà de quoi tenter le poète de l'avenir dont l'art, renonçant à s'étioler dans un dilettantisme vain, ne veut plus être que pragmatiste. La vie matérielle n'est pas séparée par un divorce irrémédiable de la pensée pure qu'elle retient de s'égarer dans le rêve et de s'exténuer : elle lui est à la fois un soutien et une sauvegarde. Tandis que la Hollande et Venise avaient dû à leur prospérité commerciale un merveilleux épanouissement des lettres et des arts, nous avons déprécié notre prestige et notre vigueur intellectuelle, de crainte de déroger par respect d'un préjugé funeste et périmé :

> Nous, Français, avons longtemps cru qu'il suffisait, pour demeurer un grand peuple, de penser noblement. Notre nation, vouée au culte des écrivains, des artistes, a pris trop de goût à la figuration de la vie. Réaliste, elle a diminué la force matérielle nécessaire pour distribuer dans le monde son influence. L'intellectualisme civilisateur n'est pas l'agent dominant de l'expansion d'un peuple.
>
> Toute la prospérité et la sécurité nationales reposent sur le travail [3].

D'ailleurs, l'esthétique et la morale n'ont point de raison,

1. *Gens*, préface, p. 13.
2. *Les Métiers blessés*, p. 155.
3. *Les Métiers blessés*, p. 7.

l'une ni l'autre, de démissionner. Qu'y a-t-il, au vrai, d'intrinsèquement poétique dans une ferme, dans un moulin ? Ces bâtiments n'ont point été édifiés pour la joie du regard, mais pour une destination simplement utilitaire. L'atelier, la machine nous apparaissent laids, sales, ternes. C'est que notre rétine n'a point encore subi l'accommodation ni l'accoutumance nécessaires, mais plus tard, le passant...

... aimera-t-il le fût de la cheminée qui portera haut le feu des hommes pour leur travail. La cheminée, semblable à la colonne du temple antique et qui fume comme l'autel aux dieux, sera-t-elle la beauté regrettée, opposée aux formes nouvelles ? [1]

Et la morale ? La peine des hommes attelés aux tâches rudes n'asservit point l'idéal qui couve dans leurs réflexions tenaces. L'aspiration qui s'élève de leur souffrance quotidienne prend la forme vague encore d'une justice à qui le socialisme offre des attributs concrets et des buts précis. La mystique de la justice suffit bien tout autant que n'importe quel autre concept moral à jeter les fondements d'une éthique. Reprenant l'idée de Victor Hugo sur le rôle social du poète, pasteur de peuples et mage, qui guide l'humanité vers l'étoile lointaine, Pierre Hamp confie à l'écrivain la mission de dégager la philosophie de son époque et de célébrer « les mains noires et le corps suant du travail où s'abrite la beauté durable d'une civilisation au sourire fait d'une aurore méditerranénne. [2] » Que l'écrivain se borne à écrire par amour de l'art d'écrire, et le voilà digne de son mépris, justifié en un sens, excessif à plus d'un égard, car il n'est d'utilitarisme qui ne puisse permettre le délassement et la récréation de l'esprit dans le jeu délicatement nuancé des mots brillants et des pensées ingénieuses, et dans l'enchantement des rêveries vagabondes. Cependant si « s'amuser au jeu d'écrire est une occupation sénile... ce peut être une joie fine qu'on a pour aimer le beau français depuis la phrase d'Amyot jusqu'au vers de la *Légende des Siècles*. Si une œuvre littéraire trouve excuse, c'est sa dévotion au langage

1. *Gens*, p. 175.
2. *Le Travail invincible*, p. 22.

français [2]. » Il ajoute, il est vrai, et sur ce point tout le monde, il est à présumer, s'accorde à lui donner raison. : « Aimer la langue que l'on écrit ne suffit plus, même au plus grand artiste. Il faut aimer les hommes [3]. » L'un ne va pas sans l'autre. Le plus grand écrivain est en même temps le plus humain. Pierre Hamp porte aux travailleurs, c'est presque dire à l'humanité entière, un amour ému et grave. En dépit d'une impassibilité volontairement raidie, il nous convainc de la majesté du travail et persuade en même temps à notre cœur la pitié. S'il est vain en effet d'écrire par dilettantisme, il faut mettre au service de l'éloge du travail les ressources de la langue et le talent de l'écrivain, car c'est œuvre utile. Saint François de Sales décrivait d'une voix douce et d'un style fleuri les duretés de la vie chrétienne. Pierre Hamp n'a pas dédaigné, pour chanter le travail et sa vertu féconde, d'illustrer son œuvre, en même temps que de statistiques, d'images vivantes, hautes en relief et en couleurs, souvent dessinées d'une main ferme et précise. Tous les procédés du métier d'écrire ont pour lui leur emploi et leur prix. Il éprouve une sorte de ravissement physique à sertir son texte de mots techniques qui attirent l'œil par leur nouveauté et frappent l'oreille par leur sonorité inaccoutumée. De du Bellai jusqu'à lui la méthode n'a pas changé pour rehausser l'éclat du style et enrichir l'expression. Il en use avec une volupté qui ne trouve point à s'assouvir, cherchant à réaliser des chatoiements imprévus par la rencontre de syllabes inusitées, Après avoir puisé dans tous les lexiques, emprunté à tous les argots, utilisé des mots cueillis dans la tradition orale des termes d'ateliers et des patois, il va pénétrer dans les arcanes des idiomes scientifiques. Les provignements étranges de la terminologie chimique lui sont une aubaine miraculeuse.

Il voulait non seulement corrompre, mais remplacer absolument la rose, par l'alcool phénylétique; le trèfle, par le salycylate d'amyle;

1. *Gens*, préface, p. 7.
2. *Ibid.*, préface, p. 8.

le géranium, par l'oxyde de phényle cristallisé; le jasmin, par le butyrate de benzyle; l'ylang-ylang, par le méthylparacrésol [1].

Certains passages évoquent par leurs somptuosités verbales l'étrange *A Rebours* de Huysmans. Cela ne va point heureusement jusqu'à l'abus. C'est pour la prose un condiment, ce n'est pas sa substance même. Il ornemente son style qui fait un peu songer à ces bijoux espagnols, de Tolède ou d'Eïbar, où le damasquinage d'or fin fait scintiller l'éclat sombre de l'acier bruni.

* * *

Comment s'élaborent en lui les images qu'habillent le pailletage des mots et l'éclat de la phrase? A quelles réactions psychologiques répondent-elles? En d'autres termes comment peut se déterminer le tempérament de l'écrivain et se définir son originalité? Avant même d'établir la nouveauté de l'œuvre de Pierre Hamp et son intérêt social, il convient de lui assigner sa place dans le mouvement littéraire contemporain, où il s'est révélé comme l'un de nos plus vigoureux et succulents prosateurs.

Il n'est point, à vrai dire, séduisant. S'il s'est efforcé de rendre le monde du travail attachant, à l'imposer à l'attention, voire au respect du lecteur, c'est moins en captant la sympathie de celui-ci qu'en circonvenant sa raison. L'apologie qu'il a entreprise est rationnelle et conforme à l'esprit et à la discipline de notre civilisation méthodique. Sa voix toujours égale et un peu sourde paraît empreinte d'une austérité qui dédaigne de plaire et de divertir. Son talent a quelque chose de rigide et de métallique. Les phrases chez lui comportent poids et volume; elles se soupèsent au creux de la main. Encore que polies et ajustées avec soin, elles présentent au toucher des rugosités et des arêtes vives. Forgées d'un poignet robuste, elles s'emboitent et se juxtaposent comme des plaques d'acier rivées ensemble. L'ensemble est un peu massif :

1. *Le Cantique des Cantiques*, t. I, p. 278.

il donne une belle impression de solidité, de stabilité. S'il n'est pas vain de classer les écrivains d'après leurs aptitudes à réagir à une catégorie déterminée de sensations, selon que tel ou tel de leurs sens paraît hypertrophié aux dépens des autres et introduit dans leur tempérament une certaine unité qui se révèle au choix de leurs métaphores, de leurs images et de leurs comparaisons, on peut admettre que, de même que Chateaubriand ou Théophile Gautier étaient des coloristes et Baudelaire un olfactif, Pierre Hamp est un plastique. Son style roidi par un effort continu de concision, qui ne laisse pas de fatiguer à la longue, semble lourd alors qu'il est vigoureux avec ses tournures parfois étranges et ses raccourcis inattendus : « Elle mi-riait... » « Elle dit à voix de genièvre... » « L'hésitation dont il maigrissait... » La syntaxe est parfois tendue à se rompre, elle ne rompt point. L'image ramassée en quelques mots, prend une force étonnante : « chacun, tenu coi par la gêne, aspirait son bruit. « «... il était mort moins quelques jours » «.... dans la plaine chauve, armée de cactus et d'immensité... ». De là à l'accuser d'incorrection et de cacographie, il n'y avait qu'un faux-pas. Quelques critiques y ont trébuché. Il n'est pas niable que plus d'une négligence de style ait subsisté des épreuves à l'impression. Mais le plus souvent il faut noter surtout ses efforts pour trouver des formules nouvelles et des tournures originales qui surprennent ceux dont la syntaxe se borne à la Grammaire selon l'Académie et le vocabulaire au Dictionnaire d'icelle. De tentatives et de tâtonnements dont quelques-uns peuvent être inégalement heureux peut jaillir la lueur du génie, comme l'étincelle du silex raboteux.

Il reproduit telles quelles les sensations qu'il a enregistrées, sous leur forme brute, décomposée, analytique. Peu importe d'égayer l'œil ou d'amuser l'oreille. Par delà ces organes que n'impressionne que la vaine apparence des choses, il faut frapper l'esprit fortement, durement. Ses images restent élémentaires, organiques. Il n'a souci d'élaborer ses sensations en synthèses savantes et harmonieuses. Inutile de préciser par des détails plus minutieux une ébauche schématique, de

nuancer, de tonaliser les couleurs étendues par larges couches uniformes. Il ne se complaît pas aux combinaisons musicales de hauteur, de timbre ou d'intensité des sonorités qui chez lui sont et restent des bruits coexistant sans se fondre ni s'amalgamer. Par exemple :

Le piquement des pioches dans le ballast fournissait un bruit menu sous les bruits hauts du sifflement des machines et du choc des tampons...

Sur le vacarme majeur du roulement, les roues battant le joint des rails, précipitaient des chocs détachés, puis noyés dans le bruit décroissant du train, rapetissé par la distance[1].

La perception des odeurs paraît chez lui plus raffinée. Ecrire deux volumes entiers pour chanter l'histoire de l'essence subtile qui s'exhale du calice des fleurs et va, après toute une chimie compliquée, servir la beauté de la femme, cela suppose que l'auteur est sensible à l'ivresse olfactive et y puise une inspiration qui déborde largement de la description des opérations successives de la parfumerie. Le *Cantique des Cantiques*, comme *Marée Fraîche*, *Vin de Champagne* ou le *Rail*, est mieux qu'une narration détaillée et précise : on y sent frémir la vie et s'attendrir l'humaine pitié. Mais de certaines pages du *Cantique des Cantiques* se dégage de plus un vertige capiteux qui procure au lecteur des impressions presque physiques :

L'odeur des roses mûries par le plein soleil augmentait. La terre parlait dans la suavité des fleurs. L'herbe de prairie, les figuiers, les orangers, les oliviers, les bourgeons de vigne, de la plus basse feuille écrasée par le pied de l'homme à la plus haute où chantait l'oiseau, tout donnait du parfum à plein souffle. La respiration de la terre dans ses plantes heureuses embaumait le pays silencieux[2].

Les baumes nocturnes jaillissaient des jardins heureux. Comme le soleil baissait derrière les collines, commençait la plus grande suavité de ce pays embaumé. Etoile de la terre, le jasmin ne s'ouvrait qu'au crépuscule. L'éruption du parfum blanc d'août, plus puissant que le parfum rose de mai, allait toucher les arbres de l'Estérel. Le charme

1. *Le Rail*, pp. 18-21.
2. *Le Cantique des Cantiques*, p. 138.

de l'ombre lumineuse augmentait par la respiration de la fleur. Réservée et morne le jour, la nuit elle vivait alertement. Si l'odeur avait été lumière, une nappe de feu aurait couvert les jardins. Dans la nuit câline à ses lèvres pieuses, la femme choyée était ravie en ce mystère : le Parfum [1].

L'odorat est un sens délicat qui procure des sensations rares. Il offre une variété dans la qualité des sensations à quoi ne peut atteindre l'oreille ni le toucher et que la perception colorée ne distance pas. Les odeurs sont peut-être les seules données des sens qui échappent à toute classification et demeurent rebelles aux tentatives de réductions à un petit nombre de catégories simples comme Linné ou Bain en avaient tenté. Elles se prêtent ainsi à merveille au jeu infini des combinaisons et des mélanges d'un art subtil et difficile. M. Tys, parfumeur, définit ainsi l'esprit de son métier intuitif et savant :

Je suis parfumeur, c'est un don comme de naître musicien ou peintre. Le parfumeur a le nez, le peintre a l'œil, le musicien, l'oreille. Le peintre compare des couleurs en les plaçant l'une à côté de l'autre ; il les voit en même temps, tandis qu'il est impossible au parfumeur de sentir deux odeurs ensemble... il doit en même temps se souvenir du premier parfum pour le comparer au second, et l'oublier pour ne pas l'y mêler : s'en débarrasser et en garder mémoire... L'analyse olfactive, l'examen organoleptique, sont plus difficiles que l'analyse chimique... Le parfumeur artiste trouve des combinaisons nouvelles, comme Debussy en musique, Cézanne en peinture [2].

Si son oreille perçoit avec précision les odeurs les plus variées qu'il décrit avec amour et avec minutie, il ne s'attarde pas le plus souvent à dessiner ses images en miniaturiste patient. En général, il se borne au croquis linéaire qui suggère bien plus qu'il ne représente. Ses tableaux sont esquissés d'un trait sûr, épais, uniforme comme des gravures sur bois, sobres de détails. Voici un paysage qui tient en huit lignes :

Les meules jaunes de l'avoine, les meules blanches du blé, les meules grises de l'année d'avant, maintenant habitaient la plaine fauchée. Leurs groupes semblaient, au loin, des hameaux.

1. *Le Cantique des Cantiques*, p. 211.
2. *Le Cantique des Cantiques*, II, p. 34.

Des petites glaneuses, harassées, s'y adossaient assises et présentaient à l'horizon leurs semelles à gros clous. Elles regardaient venir, là-bas, la première brume d'automne, l'invasion du br uillard guettant la plaine recueillie où deux routes blanches traçaient une croix[1].

S'il voit les objets rapprochés en grandeur naturelle dans leurs contours simplifiés, un curieux mécanisme d'accommodation visuelle lui fait représenter l'éloignement, la profondeur avec des proportions démesurées, comme s'il était atteint d'une sorte d'agoraphobie; l'espace, le ciel vide prennent avec lui l'aspect terrifiant, comme chez Hugo, de gouffres et d'abîmes :

On prévoyait, à l'immense pureté du ciel, un froid terrible. Les astres luisaient autant que des yeux de fous. De les fixer donnait le vertige. Le gouffre de distance entre la terre et les étoiles apparaissait redoutablement agrandi et angoissant[2].

Le tracé des lignes noires qui enserrent de leurs contours précis les objets et les êtres ne donne qu'imparfaitement l'apparence de la vie : il manque le divin rayonnement de la lumière décomposée, la couleur. Ce n'est parfois que l'opposition simpliste du noir sur la vive blancheur de la lumière, de la fumée de suie montant sur le ciel clair; plus souvent, il note les jeux du soleil sur la nature, sobrement, avec les couleurs primaires et leurs complémentaires, sans plus: il semble que ces nuances simples ne servent qu'à rehausser le dessin comme une gouache légère :

Trois couleurs enluminaient le paysage : le rouge des murs en briques, le bleu des toits d'ardoises et le vert perdu des arbres lointains.

La terre disparaissait sous la tempête de verdure qui l'assaillait de sa beauté, de sa fraîcheur, de ses parfums.

Dans le ciel bordé de deuil, commençaient les illustrations en couleur du crépuscule, mais un voile gris, tiré par la brise cacha les images que le vent qui dessine et que le soleil qui peint recopient chaque beau soir depuis le commencement du monde[3].

Ce n'est là que la description d'un paysage, délassement de l'esprit, jeu futile auquel il faut se garder de s'attarder car —

1. *Vieille Histoire*, p. 125.
2. *Vieille Histoire*, p. 159.
3. *Marée Fraîche, Vin de Champagne*, p. 85.

ne l'a-t-il pas proclamé lui-même?—«s'amuser au jeu d'écrire est une occupation sénile ». Mais pour décrire les beautés de l'industrie humaine, il n'est pas de mot trop riche ni de palette trop somptueuse. Son enthousiasme, qu'il s'extasie sur l'émail sortant du four ou sur le métal en fusion jaillissant des cubilots, l'attarde à en décrire les rutilances et à rendre l'éclat de leurs reflets changeants. Voici avec quelle richesse d'expression il peint...

... la fusion du cuivre aux lueurs vertes. Aucun feu allumé par les hommes n'a de couleurs plus attirantes. L'usine contient toutes les nuances du printemps et l'éclatement rouge des crépuscules. Des ringards remuant du soleil piquent dans des aubes et des aurores. Hors du fer noir des lingotières, l'agile flamme cuivrée, fièrement blonde, diffuse son or traversé de pourpre. Sa beauté ne se retrouve qu'aux matins et aux soirs du ciel et à l'imagination de l'enfer.

Au laminage de l'acier, le métal attaqué rouge déteint vers le noir et garde par l'éteignement de la surface sur le feu durable au centre des moires bleues que la chaleur bouge. Le rouge du cuivre tire vers l'or; son refroidissement commence par une pellicule verte, transparente sur son feu composé de jaune. Les longs fils giclant des trains de laminage serpentent au sol avec une souplesse impossible à l'acier. Une grâce ondoyante vit dans les barres chaudes. Flamme et mouvement, tout ici est charmeur sous la promptitude des hommes dont les outils noirs commandent le métal en feu.

Avec ces ébauches enlevées d'un pinceau agile, les descriptions s'ordonnent et les tableaux se composent. Rapidement brossés en général, ils saisissent et retiennent l'attention par leur relief et la notation du petit fait caractéristique qui donne à l'ensemble sa physionomie. L'impression de vie qui les anime jaillit de la synthèse de petites phrases juxtaposées. Ce peintre a le souci pointilliste du détail. Il procède par touches courtes et parallèles et ses procédés accusent parfois la minutie patiente qu'on retrouve aux tableaux des Primitifs. Aucune précision n'est de trop pour nous initier à la pêche en pleine mer, à la préparation du champagne ou aux fabrications de guerre. Un manuel de vulgarisation technique ne serait guère d'une lecture plus fructueuse, mais resterait distancé sous le rapport

1. *Le Travail invincible*, p. 235.

de la valeur littéraire. Chez Pierre Hamp, ce sont peut-être les descriptions les plus courtes où se marque avec le plus d'intensité son réalisme saisissant :

Le sabot d'un cheval grillé par le fer rouge donnait à M. Peltier, l'odeur vive de la corne brûlée. M. Peltier regarda le geste accéléré du frappeur remuer au fond de la forge, l'ombre trouée par le fer. Le charron fixant à fond un timon à la place des ferrures produisait un parfum de flamme de bois. Devant ces métiers aux gestes semblables depuis avant Jésus-Christ, l'enquêteur ne perdait rien de la douceur prise à aimer la plaine où la nuit tombait. La terre humide, aux sillons luisants et un peu lointains, donnait l'illusion des deux plus belles choses du monde : la vague et l'étoile [1].

Quelques lignes parfois évoquent la netteté précise de Châteaubriand, avec son coloris en camaïeu :

Boulogne-sur-Mer en novembre, le matin. Une transparente brume blanche naissait à terre et devenait opaque à fleur de toit. Pas de ciel. Les vols en accents circonflexes des mouettes gris perle montaient s'engloutir dans ces ténèbres blafardes. Des édifices de la ville en colline, les silhouettes seules subsistaient, foncées sur l'écran blanc [2].

* * *

Nous n'avons pas encore senti jusqu'ici tressaillir, fébrile, sous sa plume l'activité de l'homme. Cherchons-la dans les pages où l'effort physique et la souffrance atteignent à un pathétique âprement et largement humain. Pierre Hamp nous fait assister au drame obscur du travail, pauvre en péripéties. Il évoque la vie sans horizon, misérable et serve, des populations ouvrières du Nord, l'asservissement au cabaret à bière et à genièvre, la grève, sursaut pitoyable aux lendemains de morne résignation. Des mots simples traduisent cette tristesse monotone et grise. Parfois, l'émotion grandit quand, par exemple, dans *le Rail*, il secoue le lecteur d'un frisson d'épouvante en décrivant la catastrophe de chemin de fer où la machine esclave, transgressant les calculs fragiles des hommes, prend

1. *L'Enquête*, p. 32.
2. *Marée Fraîche, Vin de Champagne*, p. 11.

dans son inconsciente rébellion une courte et sanglante revanche :

On entendait grandir le sifflet du rapide qui engagea la courbe à pleine pression de la compound. Tous les manœuvres, les deux bras levés, jetaient face au train le signal d'arrêt. L'aiguille 21a, en pointe sur voie de service, retournée, la vitesse de cette masse pouvait continuer sur l'espace libre. L'enclanchement l'en empêchait. Etablie contre la faillibilité des hommes, elle inutilisait leur initiative; le calcul, réalisé en fer, donnait la direction de la catastrophe et l'impuissance de rien changer dominait tout. Une tempête d'épouvante passait sur l'âme des manœuvriers [1].

En même temps, il saisit le grotesque des individus et de leurs attitudes. Pour camper d'un trait une silhouette cocasse, pour croquer sur le vif une scène pittoresque, il trouve une expression appropriée, une comparaison bizarre mais juste :

Il courait, remuant en nageoires ses oreilles minces. Son souffle court donnait à ses prunelles des ahurissements d'asphyxié. Il arrivait, les bras flottants, le nez haut, comme tiré par un hameçon, puis frétillait, à bout d'haleine. On eût dit qu'on venait de le pêcher [2].

Ce don si vif, presque tactile, de la réalité concrète ne se confine pas dans la recherche d'un pittoresque superficiel; il cherche à saisir la psychologie non pas d'individualités isolées, mais de types sociaux. Ces hommes d'affaires internationaux, ces *Chercheurs d'or* qui organisent méthodiquement l'exploitation industrielle de la détresse de l'Autriche, s'opposent par les différences profondes de leurs origines hétérogènes : dans l'âpreté commune de la chasse au gain qui les rapproche, leurs particularités s'effacent et tombent. Victor Coutance, Ernest Popischil, Simon Salzbach, Pjebyl ont leurs gestes, leurs manies, leurs idiotismes de langage : ils ne sont que les variantes du type unique de l'homme d'affaires. Les casquettes plates et les vareuses des agents de chemins de fer dans *le Rail*, uniformisent jusqu'à leurs réflexions, leurs pensées, bornées par les soucis de leur travail quotidien, subjuguées par le poids de leur responsabilité. Tous ces person-

1. *Le Rail*, p. 85.
2. *Marée Fraîche*, *Vin de Champagne*, p. 41.

nages, par leur caractère de généralité, s'érigent en représentants anonymes et symboliques d'une profession au même titre que les héros de la tragédie classique sont censés personnifier les passions humaines. Les conditions de la vie moderne, nous l'avons déjà remarqué, restreignent de plus en plus l'initiative individuelle au profit de la collectivité qui finit par l'abolir. Les cheminots qui s'activent sur les voies de triage à la formation des trains de marchandises, les verriers qui devant les fours façonnent le verre en fusion, les tisserands attentifs au battement régulier de leur métier agissent et même pensent en fonction du groupe qu'ils forment. A leurs consciences individuelles se superpose pour ainsi dire une subconscience collective. Un ensemble d'individus peut être considéré comme doué de sensations, de réflexes et d'aspirations qui ne sont pas l'équivalent de la somme des aspirations, des réflexes et des sensations des individus qui s'y intègrent.

Une fois, une seule, il a brossé le portrait en pied d'un homme, celui de Hugo Stinnes, dans un article de la *Revue Hebdomadaire*. Cette personnalité de grande envergure se dresse comme une vaste synthèse de la vie économique actuelle, maîtresse de plus en plus de la Politique, de la Diplomatie, de l'existence même, en un sens, et de l'avenir des peuples. Pierre Hamp admire ce capitaine d'industrie, parce qu'il est tout action et qu'il sait transposer dans le réel ses conceptions, mais il lui refuse sa sympathie. C'est « un réalisateur sans mysticité » et cela ne suffit pas. Stinnes a raison de vouloir faire de la politique, de peser de son poids sur l'orientationfuture de l'Allemagne, mais cette action ne peut-elle être que matérielle ? Il appartiendrait pourtant au patron, appelé à recueillir la succession d'une féodalité politique, désormais caduque, d'apporter un esprit nouveau. Il ne l'a pas fait et cela inquiète Hamp, car le monde du travail a besoin d'un guide qui lui éclaire la route. A la France peut-être, ose-t-il l'espérer, sera dévolue la mission de déclarer « après les Droits de l'Homme et du Citoyen, les Droits de l'Homme et du Travailleur. » Ce portrait de l'industriel allemand laisse une impression d'amertume et comme de tristesse : c'est la désillusion d'avoir

en vain cherché quelque chose d'humain dans cet esprit rigide et froid.

Sa sensibilité en est toute meurtrie et désorientée, elle qui imprègne l'œuvre entière. Elle apparaît dans une observation fugitive, dans un mot attendri qui semble lui avoir, par surprise, échappé; la sobriété, avec laquelle ce sentiment se dévoile, en appuie la délicatesse : un peu de mélancolie apparaît, furtive, pour aussitôt disparaître. « Du fond de l'espace rouge, derrière eux, venait jusqu'au fond des âmes le splendide regret du soleil disparu. » — « Dans le ciel calme comme un lac qui rêve...». On ne s'attendait guère à découvrir, éparses, des impressions fraîches ou des images gracieuses comme celles qu'il note dans l'usine de guerre où les femmes ont introduit la joie de leur chanson et l'élégance de leur costume : « A la tôlerie de guerre, les filles de Bretagne ont apporté leur parure ancestrale... un charme inattendu s'ajoute au travail quand devant la force des feux passe la douceur des coiffes[1] .»

Voilà que nous avons tenté une analyse succincte, rapide des qualités d'écrivain de Pierre Hamp. On ne peut méconnaître certains défauts, sensibles surtout à une lecture prolongée : style roidi, contourné par souci d'originalité en même temps, semble-t-il, que par excès de conscience de l'ouvrier de lettres. A limer ses phrases, il n'a pas été, à force, sans leur avoir fait perdre quelque peu de souplesse et de prime-saut. Cela est négligeable. Sa prose est une belle prose française, substantielle et drue. Elle affecte d'être impersonnelle et objective. Qu'on ne s'y fie point trop : on a déjà pu le noter, le *moi* y tient plus grande place qu'il n'apparaît. Par là aussi, il se révèle écrivain. Cependant, il l'a proclamé, il ne va pas user son talent à écrire des romans ou des nouvelles sentimentales. Il n'a péché qu'une fois et s'en excuse : « Je me suis mêlé d'écrire une histoire d'amour, c'est une pitoyable occupation.[2]» Son dessein a été de reporter au travail le culte retiré à la femme. Sa profession de foi s'affirme en quelques lignes dans la pré-

1. *Le Travail invincible*, p. 223.
2. *Vieille Histoire.*

face de *Vieille histoire* : « L'esprit mystérieux du travail refera la grandeur de l'art tombé au rabâchage sénile. » Voilà de quoi tenter le lyrisme d'un poète des temps futurs. « Dans la conscience de l'artisan silencieux dorment des souffrances inconnues. » Les conter vaudrait bien le récit de prouesses guerrières ou l'analyse de subtilités amoureuses, à condition de connaître intimement l'âme du travailleur. Il dénonce la difficulté pour l'homme de lettres d'y parvenir : « Que le littérateur réussisse ses marionnettes d'amour, cela s'accorde : il peut en être. Mais figurer la conscience des travailleurs. Non. Il n'en est pas. » S'autorisant de son passé, de son contact permanent par la suite avec les ouvriers, de par ses fonctions administratives, il a tenté cette tâche redoutable.

Comment s'en est-il acquitté ?

* * *

« Beaucoup d'hommes veulent être servis à penser comme ils sont servis à boire, de la boisson qu'ils aiment. » Voilà pourquoi sans doute Pierre Hamp est demeuré longtemps sans occuper dans notre République des Lettres le rang qui lui revient. Il n'est pas sans risque d'essayer de rompre avec notre tradition littéraire conservatrice, bien qu'il sévisse en ce moment un certain snobisme sociologique qui, comme tous les snobismes, est l'ombre déformée d'un mouvement d'idées sérieux. Posées d'une façon impérieuse à l'occasion du bouleversement provoqué par la guerre et ses lendemains, les questions économiques et les questions sociales sollicitent l'attention du public. Problème du change, problème des barrières douanières, problème des réparations, l'actualité les a vulgarisés de même que les problèmes des salaires, de la durée du travail, des assurances sociales. Chacun est verni peu ou prou d'une teinture de ces connaissances, apanage jusqu'ici d'un petit noyau de spécialistes distants. A défaut d'études suivies dans des traités techniques et sur documents hermétiques, il est possible d'en acquérir quelque clarté par les livres de Pierre Hamp qui a touché ces questions non seulement d'un point

de vue objectif et scientifique, mais tout autant avec son cœur, d'une façon beaucoup plus proche de la réalité. Tel a été son dessein, certes : mettre en face du lecteur, indifférent, non par sécheresse d'âme mais plutôt par ignorance, le spectacle de la souffrance quotidienne de l'humanité au travail. On l'a lu, non peut-être dès l'origine, car ses premières publications dans les *Cahiers de la Quinzaine* ont pour ainsi dire passé inaperçues, mais depuis deux ou trois ans, après qu'il se fut révélé comme publiciste et que ses études précises et sincères eurent forcé l'attention. On a considéré son œuvre un peu comme une curiosité, comme un essai intéressant. Ceux qui demandent à la lecture un simple délassement pouvaient être rebutés par le sérieux des sujets traités. Quant à ceux qui sont à la recherche d'une documentation sociale, ils étaient naturellement portés, par un préjugé courant, à prendre moins aisément en considération des livres où perçait le souci de la perfection littéraire.

Et pourtant ses livres donnent des aperçus vivants sur tous les problèmes de l'Economie sociale. Ses pages sur le taudis (*Les Métiers blessés*) ont la véhémence bourrée de faits d'un réquisitoire. Les ravages de l'alcoolisme sont dénoncés dans certains de ses contes (*Buvons la bière du Nord*, *M. Raeiler scandalisé*...) et surtout dans l'*Enquête*. Au point de vue social ce dernier livre tout entier est à étudier de près. C'est l'exposé d'une méthode de détermination des besoins d'une famille ouvrière, ayant pour but de fixer le minimum de salaire nécessaire à son existence. Celle-ci marque un progrès sur les procédés employés dans des travaux du même genre qui se sont contentés d'arrêter un nombre-indice dont les composantes sont incomplètes, puisqu'elles négligent par exemple les frais journaliers de transport et surtout les dépenses importantes consacrées aux distractions. Ce système se prête malaisément, à raison même de sa précision et de sa minutie à une généralisation : c'est le vice commun à toutes les enquêtes détaillées. Des événements récents ont souligné toute l'importance de cette question. La grève du Textile de l'an dernier dans le Nord a eu son point de départ dans un désaccord entre

patrons et ouvriers sur le nombre-indice du coût de la vie. De même, la grève de l'Industrie du Livre à Bordeaux. Cette enquête menée dans les populations ouvrières du Nord est l'occasion de remarques, d'observations sur la misère sans aurore de ces pauvres gens, traînant une existence pitoyable qu'abêtissent les jouissances frelatées et toxiques du genièvre et de la bière. Nulle part, peut-être, Pierre Hamp n'a mieux atteint le pathétique que dans ces anecdotes, ces récits un peu décousus où transparaît la détresse d'un faubourg populeux de Lille.

Le problème du travail de femmes l'arrête longuement, car son importance est capitale au double point de vue économique et familial. Il étudie quelques aspects de la question dans plusieurs nouvelles de son recueil de contes intitulé *Gens* et examine dans quelques articles des *Méliers Blessés* et du *Travail invincible* les répercussions entraînées par la guerre qui a introduit les femmes à l'usine où il n'apparaissait pas que dût être leur place. Il montre le surmenage auquel sont astreintes les femmes, réduites à demander du travail aux sous-entrepreneuses qui sont portées à avilir le salaire à la tâche d'autant plus volontiers que la concurrence de ces malheureuses entre elles déprécie encore la valeur de leur force de travail surabondante. Les ouvrières dont les ressources sont limitées à ce salaire de famine sont prises à la gorge dans les tenailles d'un dilemme implacable, la prostitution ou la misère :

> La grande Marcelle se résignait à un avantage de la complaisance.
> — Au moins on bouffe.
> Elle isola cette vérité dominante :
> — Faut bouffer [1].

Cette situation douloureuse est demeurée vraie, même depuis le vote de la loi du 19 juillet 1915 instituant le minimum de salaire dans les industries du vêtement à domicile. En effet, la rémunération du travail à la maison est normalement moindre que pour le travail en atelier et l'application de

1. *Gens*, p. 16.

cette loi, étant encore récente, n'a pas jusqu'ici donné tous les résultats qu'on en peut attendre.

L'écrivain s'est davantage étendu sur le travail des femmes dans les usines de guerre. Leur condition n'éveille pas la pitié : elles touchent des journées que la paye de leurs professions antérieures ne leur permettait pas de rêver. L'adaptation à leurs tâches nouvelles a été surprenante. Pierre Hamp a montré l'ouvrière également apte, contre l'attente, à l'effort des besognes de manœuvre et à la patiente minutie qu'exige la mécanique de précision : « Rude forgeronne d'acier rouge, attentive vérificatrice des plus fins organes d'artillerie, robuste s'il le faut, ou délicate et sûre, elle a montré à tous la totalité de son immense et subtile force[1]. » En sociologue et aussi avec l'expérience d'un inspecteur du travail, il commente cet événement inusité, la femme venant remplacer l'homme et peut-être — qui sait? — l'évincer des professions où il se croyait, grâce à ses qualités physiques, inexpugnable. Nombreux, il est vrai, étaient à l'origine les motifs de défiance à leur égard ; on craignait leur inexpérience, leur mobilité d'esprit. Craintes excessives, mais l'utilisation élargie de la main d'œuvre féminine a entraîné de graves conséquences démographiques. En premier lieu la diminution de la natalité, la femme se détournant des charges de la maternité qui l'éloigneraient de l'usine et la priveraient de son salaire dont la libre disposition lui est garantie par la loi du 13 juillet 1907. Relâchement du lien familial ensuite, par la négligence inévitable de son intérieur et des soins à donner aux enfants : d'où aggravation de la mortalité infantile. L'étude de Hamp, qui ne s'était pas bornée à des descriptions pittoresques de la femme à l'usine, s'est élevée à des considérations élargies, philosophiques, soulignant ce conflit angoissant de l'intérêt national momentané, opposé à l'intérêt national permanent, « à ce qui réellement crée la France, un nombre suffisant de Français. » Ce conflit ne peut se résoudre qu'en écartant la mère de l'atelier autant que possible et en se résignant à combler le

1. *Les Métiers blessés*, p. 228.

déficit de notre main d'œuvre trop rare par l'appel à la main d'œuvre exotique et par le perfectionnement incessant de l'outillage qui économise les hommes.

Il n'était pas sans intérêt de s'arrêter un instant sur les quelques vingt pages que Pierre Hamp a consacrées à cette grave question : la façon dont il l'a traitée nous instruit sur sa méthode d'induire, en partant des faits, les conclusions générales qui les dominent, avec une exacte probité d'observateur. C'est en fonction de sa constante préoccupation des nécessités nationales, de l'avenir du pays, qu'il conforme ses jugements, sachant au besoin reléguer pour un instant à l'écart ses préférences et ses convictions si elles viennent en désaccord. Son œuvre est celle d'un honnête homme que sa soumission à la réalité préserve du parti-pris.

Cette probité intellectuelle ne l'empêche point de désigner ses sympathies. Il chante la *Peine des Hommes*, et cette peine innombrable et profonde l'émeut profondément « Très peu de gens très riches, beaucoup de gens très pauvres, cela faisait au loin une ville productrice, florissante[1]. » Les intérêts divergents font les antagonismes irréductibles, qu'aggrave une méfiance réciproque telle « qu'il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans la confiance du peuple[2]. » Ce conflit latent, ce conflit permanent, finit par provoquer à la longue, l'explosion de la colère populaire. Dans le Nord, calme et placide, elle se borne à la démonstration silencieuse de sa force; au vigneron champenois, il faut la volupté sauvage et stérile de la destruction et de la vengeance. La déflagration de la misère en révolte ne dure pas, en revanche, comme peut le faire l'obstination tranquille des Flamands. Rares sursauts d'une résignation quotidienne et infinie : la vie du travailleur en est pétrie, ses jours en sont tissés. Il y a, dans cette souffrance humble et monotone, une grandeur qui force le respect plus encore qu'elle n'incline à la pitié. Ces deux sentiments

1. *Gens*, p. 149.
2. *L'Enquête*, p. 138.

intimement confondus qui se répondent et se renforcent font de l'œuvre entière un plaidoyer persuasif et émouvant. Seule, la résignation, ou plutôt l'indifférence passive, sclérose des caractères émoussés par la dure peine, rend la misère supportable : misère à l'atelier où l'exténuation et l'insalubrité de techniques nocives émacient les corps épuisés; misère au taudis, où l'absence d'hygiène, la tuberculose sournoise et la cherté des subsistances achèvent de débiliter les énergies au lieu de les réconforter et de les recréer. Le souci tyrannique d'assurer l'existence matérielle est une idée fixe, hallucinante. Le salaire, par force, est l'alpha et l'oméga des pensées, des aspirations de l'ouvrier. Il domine toute la sociologie de l'atelier.

Les économistes sont satisfaits d'avoir déterminé les courbes représentatives de leurs variations et d'avoir réussi à en équilibrer les facteurs quantitatifs dans la sécheresse abstraite d'une équation. Leur algèbre reste impuissante à saisir les éléments psychologiques qui font jouer les ressorts du mécanisme complexe de ce qu'on a appelé la loi des salaires. Le salaire à l'heure, *en conscience*, ne varie qu'en fonction des larges fluctuations des conditions économiques générales. Dans les périodes d'instabilité comme celle que nous traversons, on le rajuste quand hausse ou baisse le coût de la vie. Le salaire aux pièces subit l'influence d'autres causes. Il est établi par tâtonnement, d'une façon empirique. Faute d'une méthode « la rétribution est moins soumise à des lois économiques qu'à des états d'esprit passionnels ». Le patronat a tiré de la hausse continue des salaires au XIX^e^ siècle l'enseignement que son essence propre est de monter indéfiniment : aussi porte-t-il ses efforts à contrarier ce mouvement. Si l'ouvrier aux pièces arrive, grâce à son habileté manuelle et à sa force de résistance, à accroître sa rémunération au-delà d'une certaine limite, aussitôt le patron diminue le tarif de base. L'ouvrier riposte en freinant son rendement. La limitation du salaire par les chefs d'entreprise est anti-économique : leur intérêt consisterait, au contraire, à intéresser l'ouvrier à la production. Le résultat final serait une économie des prix de revient

récupérée sur l'accroissement des quantités produites. La préoccupation de l'industriel est en l'espèce d'ordre social. Si le salaire est au-dessus du « niveau de vie » il pourra dans une certaine mesure diminuer l'indépendance de son employé en complétant l'insuffisance de la rémunération par des adjuvants qui auront le caractère de primes accordées par pure bienveillance. Si ces gratifications étaient obligatoires et prévues par un barème fixe, il n'y faudrait rien voir d'autre qu'un assouplissement des modalités de paiement de manière à tenir compte de certaines considérations, telles que les charges de famille. Le sursalaire familial dû à la libre initiative des industriels risque d'apparaître comme un bienfait bénévole. Pierre Hamp veut voir dans cette combinaison un mode d'asservissement, appelé à disparaître si le principe en était indiqué au Code du Travail. Ce serait un progrès. Il en est d'autres à accomplir. Des deux agents de la production, le travail est moins favorisé que le capital dans leurs rémunérations respectives. La participation aux bénéfices, qui pourrait être un moyen de rétablir l'équilibre, est un échelon vers la participation à la gestion de l'entreprise. Pour l'auteur, ces innovations sont souhaitables :

> L'acce-sion des ouvriers au profit ne donnera pas la justice sociale tant souhaitée, tant prêchée. Mais la participation de la main-d'œuvre aux bénéfices et à la direction sont les deux grandes modifications par quoi les formes du travail peuvent évoluer sainement[1].

On y parviendra sans doute par la coopération. La coopérative est l'organisme économique collectif de l'avenir. Nous touchons ici à la question si complexe de l'actionnariat ouvrier et des coopératives de main-d'œuvre, question simplement indiquée par lui, mais non développée.

En attendant, le régime économique instable sous lequel nous vivons se maintient. La répartition entre le rentier, le salarié et le paysan ne se fait au profit de l'un qu'aux dépens des deux autres. Pierre Hamp a montré en divers articles les positions respectives de ces trois agents de la formation des

1. *Les Métiers blessés*, p. 97.

richesses et leurs antagonismes acharnés. Illustrant d'exemples ces phénomènes, il a raconté dans le *Cantique des Cantiques* la lutte opiniâtre du paysan contre l'usinier qui lui payait sa récolte à prix de famine, du salarié contre l'usinier qui exténue sa force de travail sans compensation suffisante ; du paysan et du salarié. Lutte d'autant plus vive, hostilité d'autant plus acerbe que la guerre a faussé les rapports numériques normaux des choses et des prix, et déréglé les rouages de la production. Peut-être une formule nouvelle réalisera-t-elle l'équilibre économique et la justice sociale qui en est l'expression idéale.

Cette perspective d'un avenir meilleur, d'une existence plus aisée, que l'auteur laisse entrevoir, n'est point parvenue à maturité dans la conscience des travailleurs. Leurs espoirs, leurs désirs se portent sur des buts plus immédiats, moins élevés. Il tâtonnent dans l'obscurité, à la recherche d'un idéal : « Quelle angoisse sous ces ténèbres blanches ! La lumière vaincue habitait l'invisible. Matin ? Soir ? Quelle heure de l'humanité ? Le soleil ne se levait pas[1]. »

Une lumière malgré tout brille dans cette obscurité et sa flamme se maintient, droite et vive. C'est celle d'un idéal non de satisfaction matérielle, non de mieux-être physique, mais de pur désintéressement, croirait-on. Il est, pour ainsi dire, inné : c'est le respect du travail bien fait, c'est la conscience professionnelle. Sentiment singulièrement robuste qui s'impose à l'esprit en dehors presque l'adhésion expresse de la volonté et qui est au métier ce que la morale est à la vie courante. La lutte pour la défense des intérêts matériels, pour la garantie du salaire ou pour l'obtention de certaines revendications ne constitue pas, quoi qu'on en ait dit, un abaissement de la conscience professionnelle. « La grève n'est pas dégoût du métier, mais défense de son droit[2]. » On ne peut découvrir dans cette probité du travailleur de soumission à un impératif déontologique qui supposerait une certaine

1. *Les Métiers blessés*, p. 32.
2. *L'Enquête*, (*in fine*).

éducation morale. mais l'analyse de cet instinct conduit à y découvrir le concours d'éléments distincts : d'abord, l'amour-propre qui porte à s'enorgueillir du produit de son travail, lequel apparaît comme une émanation et un prolongement du moi; la solidarité ensuite, qui unit les artisans du même métier et fait naître l'esprit de corps, orgueil de se distinguer, de constituer, à son propre point de vue, une élite professionnelle; ardeur, enfin, de travailler à rehausser par son mérite personnel la réputation et l'honneur de la corporation. En contre-partie, mépris des autres corporations, considérées comme inférieures, car on ne se pose qu'en s'opposant : c'est tout l'esprit du vieux compagnonnage qui s'est transmis à travers les siècles avec le prestige et la force de la tradition. L'artisan aime son métier, car il peut, grâce à son habileté et à son expérience, à ses qualités de goût et d'imagination, imprimer sur l'objet inerte le sceau de sa personnalité. Il se mire dans son ouvrage poli et bien ajusté comme dans un miroir. Bernard Palissy a poussé les scrupules jusqu'aux ultimes limites. Il a été, pourrait-on dire, un martyre de la conscience professionnelle. Pierre Hamp a célébré son acharnement sublime à conduire ses essais à la perfection définitive :

> Le feu trompait encore l'homme qui dominait l'émail. Il brisa les pièces noircies mais utilisables, et, contre le blâme de ceux prêts à les lui acheter, il continuait sa volonté, refusant d'humilier la beauté du travail pour diminuer sa misère...
>
> Ce saint du travail a créé au métier une âme durable parmi les artisans dignes de subir le démon des fours [2].

Un danger, toutefois, menace cette probité professionnelle. L'évolution de la technique industrielle subordonne l'ouvrier à la machine. La production en série, la division du travail dépersonnalisent le travail. Le travailleur n'a plus à s'intéresser à la fabrication d'une machine où sa collaboration s'est bornée à déclencher le levier d'une machine-outil, d'un geste mécanique indéfiniment répété. Toute pensée est désor-

1. *Le Travail invincible*, p. 225.

mais absente; seule est nécessaire la tension de l'esprit surveillant le réglage des machines. Taylor triomphe de Ruskin. Il y faut prendre garde : « Ne pas recréer la conscience professionnelle sur la nouvelle technique ôte au métier sa fierté et sa plus belle force de vie. » Le progrès économique n'est une réalité durable et féconde que s'il s'appuie sur le concours de tous ; entravé par un malaise social, le voilà paralysé : « Aucune grande transformation des métiers ne peut se faire sans la collaboration ouvrière qui n'est pas seulement des mains, mais des âmes[1]. » La conscience professionnelle n'est pas abolie par la transformation des méthodes de travail, elle s'assouplit et se réadapte. L'amour désintéressé de la besogne accomplie en artiste a disparu, mais l'enchaînement des tâches successives et leur interdépendance mutuelle oblige l'individu à faire son devoir sans défaillance car sa négligence peut nuire, peut aller jusqu'à être mortelle aux camarades. La conscience professionnelle, jadis repliée sur elle-même, est devenue altruiste; à la vertu des anciens compagnons s'est substitué la solidarité ouvrière. C'est la certitude d'une obligation sociale vis-à-vis de l'usine entière, dont la bonne marche dépendait de lui, que le machiniste Rogeau (*Le Travail invincible*, p. 198) est allé à l'extrême limite de sa force de résistance.

* * *

Ainsi, le travail a beau devenir de plus en plus mécanique, et restreindre d'autant la fonction de l'intelligence et de l'initiative, la puissance mystérieuse et invincible de l'esprit le domine, lui donne son sens et, vers l'avenir incertain, lui trace sa route. Pierre Hamp, dans son œuvre entière, a édifié une haute, noble et large philosophie du travail. De l'étude objective et indépendante des conditions du labeur moderne, de l'enquête impartiale mais sympathique et bienveillante du sort des travailleurs, il a dégagé à larges traits non seulement la physionomie d'une catégorie sociale d'individus mais

1. *Les Métiers blessés*, p. 72.

en réalité le caractère essentiel d'une civilisation née à la suite de la formidable extension du machinisme au XIX^e siècle. C'est véritablement une ère nouvelle qui repose sur les épaules d'un géant formidable et pacifique, nouvel Atlas : le Travail.

Bien que déjà le travail ait conquis ses lettres de noblesse et que, sous l'empire des nécessités, l'oisiveté manuelle ait pour ainsi dire perdu le prestige de son insolente stérilité, la suprématie de la pensée interdit au labeur millénaire, qui lui est même antérieur dans l'origine des temps, la prééminence. Cela est juste. Cependant, la vérité est que l'un et l'autre sont inséparables et qu'ils sont faits pour marcher de pair, quelle que soit l'échelle idéale des valeurs, méconnue d'ailleurs par la brutalité d'une réalité matérielle. Mépriser l'œuvre des mains pour n'admirer que celle de l'esprit, c'est par exemple oublier que la rayonnement du génie de la France est subordonné pour une très grande part à l'ouverture de débouchés commerciaux. Le même pavillon qui couvre nos denrées d'exportation apporte dans ses plis l'esprit même de notre race et l'éclat de sa pensée. La prépondérance intellectuelle dont nous sommes fiers à juste titre est intimement liée à notre développement économique. Un pays peut à la rigueur se borner à n'être qu'une redoutable puissance industrielle et prospérer, mais la nation qui se confine aux spéculations supérieures de l'esprit périclite.

L'ouvrier joue donc son rôle jusque dans la vie intellectuelle du pays. Puisse-t-il conserver les qualités qui assurent à la nation française sa vitalité opulente. Malheureusement, l'exécution servile de devis calculés à une fraction de décimale près exige moins de valeur individuelle. Il serait regrettable cependant de laisser celle-ci inemployée. La formule idéale tire parti de toutes les forces utiles, harmonieusement. L'absolutisme des nouvelles méthodes de travail ne peut être imposé indifféremment dans tous les pays au mépris du naturel et des habitudes de la population. La résistance des organisations ouvrières françaises à l'application du système Taylor est autre chose qu'une répulsion mesquine à une quelconque

innovation. Le génie de la France demande une règle qui respecte son originalité et ses traditions et utilise ses aptitudes natives.

Tenant compte de toute l'expérience corporative de la France, pays d'une main-d'œuvre affinée et ancienne, il conviendrait qu'on isole par le calcul de l'expérience et qu'on cherche à combiner, dans l'application à la réalité, la conception d'intelligence et le fait de pratique.

Notre expérience associée à la méthode peut composer le rythme par quoi le métier atteint sa plus grande et saine force [1].

Une réaction en ce sens se dessine déjà en France et le système Taylor a subi chez nous une transformation profonde avec l'école de M. Fayol qui l'a adapté et lui a rendu cet élément intellectuel que l'Américain lui avait aventureusement retiré.

Pendant la guerre, le travail a été secoué par une crise très grave, crise de croissance pour une très large part, car l'usine de guerre a été une école de perfectionnement et de mise au point, crise aussi par la destruction des régions du Nord et de l'Est et le bouleversement des conditions normales de production. Il a prouvé sous les obus sa vitalité et son invincible force lorsque les filateurs d'Armentières allaient à leur métier chaque jour dans la zone bombardée par les obus, avec un héroïsme tout simple, ou lorsque les forgerons de Pompey ouvraient l'acier en fusion sous les bombes d'avion. Le devoir de Défense Nationale l'a grandi et exalté et lui a donné, dit Pierre Hamp, une signification spirituelle : « Au-dessus de l'amour du métier qui ne l'obligeait (l'ouvrier) qu'à bien faire, est la solidarité avec le combattant qui lui commande d'épuiser sa vigueur. » L'usure volontaire jusqu'à exténuation répond à l'esprit de sacrifice du soldat, héroïsme en moins, car l'un et l'autre sentent le destin de la Patrie lié à la durée et à l'intensité de leur effort.

A l'aurore de la paix, s'ouvre par lui un avenir magnifique. Prévoyant les conséquences de l'évolution et du progrès indus-

1. *Les Métiers blessés*, p. 185.

triel dans le futur, Pierre Hamp lui assigne le rôle sublime de rénover le monde en achevant de le transformer. Sur lui reposeront les principes suprêmes qui orientent la vie :

Au bas de la civilisation est le travail. Tout s'appuie sur lui : liberté, droit. En haut, l'idée illuminatrice du monde, mais qui encore vient des métiers, de leur internationalisme, de leur fraternité. L'humanité refait son âme par la force et la spiritualité de la mécanique par quoi est le salut et la beauté [1].

C'est une ère nouvelle dont il souhaite l'avènement et salue déjà la marche irrésistible et triomphale. Le travail ne doit plus courber le front sous l'opprobre millénaire de la malédiction biblique ; il lui appartient désormais de conduire le monde et de lui modeler une âme à sa propre image. Philosophie matérialiste, sans doute, et qui n'ira pas sans choquer plus d'un Français, plus volontiers séduit par les métaphysiques spiritualistes où s'est complu notre tradition philosophique depuis Descartes jusqu'à M. Bergson. Peut-être l'auteur n'a-t-il pas toujours évité l'exagération d'affirmer la supériorité du travail sur la pensée. Répétons que l'un et l'autre vont la main dans la main, invincibles quand ils sont unis, sans vertu et sans vigueur dès qu'ils sont isolés. Il est intéressant toutefois de supputer la part de vérité qui réside dans cette assertion que

la plus grande force de ce temps est la force ouvrière. C'est par elle que le monde change. La transformation des sociétés n'est plus due à la prédication d'un homme mais à la pesée des foules au travail. Les métiers sont à eux-mêmes leurs prophètes et s'annoncent une religion où l'acte de foi n'est pas de croire mais de travailler. L'humanité fera son âme plus avec ses mains qu'avec sa pensée [2].

L'humanité, c'est le mot vague et sublime, lointain et prestigieux qui symbolise et résume les aspirations confuses des hommes vers un idéal de paix et de concorde définitive. Rêve généreux, d'autant mieux paré des fleurs brillantes de notre imagination que la réalité présente s'en écarte plus brutale-

1. *La Victoire mécanicienne*, p. 167.
2. *Les Métiers blessés*, p. 363.

ment. A l'encontre des prophéties utopiques de certains apôtres de la Jérusalem nouvelle, Pierre Hamp ne conçoit pas, dans le sein de l'humanité, l'absorption, la fusion des nations. Il voit au contraire la France, fidèle à sa généreuse tradition, assumant le rôle magnifique de précéder ses compagnes et de leur montrer d'un geste large l'horizon. Nos penseurs ont toujours eu pour leur patrie l'ambition de la voir accomplir les plus nobles missions et elle ne les a point déçus. Une nouvelle mission s'offre à elle et elle n'y faillira sans doute pas, espère-t-il.

> Il importe à l'Humanité que nous, Français, tous ouvriers, ayons de bons outils pour ajouter toute notre force à la fraternité du travail. Soyons des laborieux sans fatigue dans la victoire mécanicienne et les premiers à proclamer sur l'humanité, avec la sainteté du travail, l'amour qu'elle cherche depuis quatre mille ans[1].

La réalisation de ces vastes espérances, encore lointaines, exigera au préalable, l'éducation de l'opinion. Le travail lui-même a besoin d'éducation. Créons des Facultés de travail. La journée courte doit accroître le bien-être du travailleur, à condition que l'emploi de ses loisirs soit fructueux pour lui-même et pour la collectivité. Une orientation professionnelle, rationnellement conçue, est nécessaire, à côté des éléments d'une culture plus générale. Pour que le peuple remplisse le rôle qui lui est dévolu, il doit en être digne et s'y préparer. L'automatisme abrutissant né de la standardisation des gestes de l'ouvrier sera combattu par l'éducation susceptible de les mettre à même de participer à la gestion des entreprises et à la conduite des affaires publiques, si l'évolution sociale y doit aboutir.

Ainsi la *Victoire mécanicienne* sera remportée. Au pouvoir politique, Pierre Hamp, envisage la substitution d'un pouvoir professionnel législatif. Voilà exprimé avec talent, l'idée un peu ambiguë, un peu équivoque des syndicalistes français : « l'Atelier remplacera le Gouvernement. » Cette conception prend corps un peu dans tous les partis, attentifs à l'impor-

1. *La Victoire mécanicienne*, p. 167.

tance et à l'urgence des grands problèmes économiques. Peut-être cette hypothèse sera-t-elle, quelque jour, une réalité.

Aujourd'hui, la nécessité est pour le travail de recevoir un statut juridique. Notre code du Travail est encore, malgré l'accumulation des textes, embryonnaire : il lui manque l'unité et la largeur de vues indispensable. Disons le mot, il lui manque une philosophie. Pierre Hamp en propose une. Eparses dans toute son œuvre, ses idées se rejoignent se complètent, se renforcent mutuellement. L'ensemble est beau, il est généreux, il est élevé. C'est une longue apologie du travail construite par un avocat véhément, mais sobre de gestes et d'éclats de voix, qui harcèle son auditoire et, dédaigneux de lui plaire, le saisit, le secoue, lui impose sa conviction. Avec son style rugueux de Père de l'Eglise, où quelques aspérités blessent parfois, il frappe et instruit. Homme de parti, il proclame sa foi mais se défend d'en être fanatique. Loisible au lecteur de ne pas admettre ses thèses, de ne pas se plaire à la lecture de ses livres : l'indifférence n'est pas possible ; c'est déjà un succès et une garantie de son talent. Son œuvre est une œuvre de bonne foi, c'est celle d'un homme de cœur et d'un honnête homme.

Georges POTUT.

SOUVENIRS SUR P. A. STOLYPINE

Parmi les présidents du Conseil qui ont servi sous Nicolas II, il n'en est pas un, je crois, qui ait été l'objet d'autant de calomnies que Piotr Arkadiévitch Stolypine. Certes, Plehvé a été bien autrement haï; mais contre ce ministre qui personnifiait la plus noire réaction, la haine était ouverte, presque générale: on le détestait comme on déteste une bête fauve. De Stolypine, par contre, on ne peut dire qu'il ait été vraiment haï. Mais il a gêné une infinité de gens, à gauche, à droite comme au centre, et comme on ne pouvait lui reprocher ni le manque de clairvoyance, ni le manque d'honnêteté, ni l'absence de courage: comme il a maté une révolution dangereuse, comme il a été sur le point de sauver la Russie par sa loi agraire, il a été l'objet d'une hostilité générale, mais pour les raisons les plus diverses. Les hommes de droite lui ont reproché son libéralisme (oh ! bien modeste); les *Cadets*, ces éternels illuminés, ces professeurs ignorants de la vie russe, ne lui ont pas pardonné sa loi agraire; les partis révolutionnaires l'ont assassiné pour venger leur défaite momentanée, et son prédécesseur, Witté, a, dans ses mémoires essayé par jalousie, de noircir son caractère et ses intentions.

Personnellement, je crois que P. A. Stolypine a rendu à son pays d'éminents services. Certes, il n'était pas de l'envergure de Witté, et il n'avait pas le don de la construction, que possèda à un si haut degré ce grand ministre. Mais, dans une sphère plus modeste, Stolypine a compris les principaux problèmes russes, en *tchinovnik*, sans doute, mais en *tchinovnik* intelligent et complètement honnête. En reproduisant ici deux con-

versations que j'ai eues avec lui à des époques différentes, je me contenterai de rappeler, à propos de chacune d'elles, les circonstances extérieures qui l'ont préparée et entourée.

* * *

Ma première visite est du 23 avril 1903. Je m'étais rendu en Russie à l'occasion des troubles qui avaient suivi la guerre de Mandchourie. Stolypine était alors gouverneur de la province de Saratof, ville où j'étais venu pour rencontrer un homme politique, N. N. Lvof, qui avait eu beaucoup à souffrir de la part des paysans soulevés. N.N. Lvof me reçut longuement, et, le lendemain de ma visite chez lui, qui était précisément le jour de Pâques, j'allai voir le gouverneur de la province, sans intentions bien précises, et simplement parce qu'on disait de lui du bien.

Stolypine était un homme de grande taille, avec une main un peu contrefaite et un tic nerveux pinçant un visage à la fois pâle de fond et rouge aux pommettes; la lèvre inférieure charnue, le regard froid et comme lassé, la voix forte; dans l'ensemble, l'impression d'un homme solide, très courtois, mais infiniment distant.

N'ayant rien de particulier à dire à ce haut fonctionnaire, j'essayai du moins de me faire expliquer par lui, à son point de vue, l'origine des troubles agraires qui bouleversaient alors la Russie. Il paraît qu'il eut confiance en moi, car, tout en me demandant de ne pas publier notre entretien, il me fit ingénument le récit de ce qu'il avait vu dans sa province.

D'abord, me dit-il, il faut se rappeler que le gouvernement de Saratof est un des plus turbulents de toute la Russie. A la fin de 1902, l'un de mes prédécesseurs, M. Engelgart, a failli être tué par un parti de paysans qui, ayant pris au pied de la lettre une proclamation révolutionnaire déclarant que toute la terre appartenait au peuple laboureur, s'étaient mis en marche pour piller un bien nobiliaire.

En réalité, continua le gouverneur, nos paysans ont fort peu de terre; tels d'entre eux en possèdent tout au plus quel-

ques mètres carrés. D'autre part, des proclamations révolutionnaires leur prêchent une nouvelle tactique : au lieu de piller les fermes des nobles et les châteaux, ils rendront la vie impossible aux possesseurs de ces fermes et de ces châteaux en coupant leurs forêts, en détruisant leurs vergers et leurs récoltes. Pour commencer, ils se sont répandus, à raison de plusieurs milliers d'hommes, dans une forêt de chênes séculaires, d'une valeur énorme, qui appartient à N. N. Lvof, et se sont mis à abattre fiévreusement les plus beaux arbres.

Le gouverneur, prévenu, se rend sur les lieux, en compagnie de soldats cosaques. Les Cosaques avaient déjà arrêté quelques meneurs, que leurs camarades, brisant la porte de la maison où ils étaient détenus, avaient remis en liberté. Stolypine arrive sur ces entrefaites. Il tente de persuader aux prisonniers délivrés de se rendre de nouveau volontairement — Nous les en empêcherons ! crient des voix irritées. — C'est bien ! répond Stolypine. Soldats, arrêtez vingt hommes au hasard !

A ces mots, une grêle de pierres s'abat sur les autorités. Les Cosaques maintiennent avec peine leurs chevaux que les paysans prennent pour cible ; déjà plusieurs hommes, atteints par des pierres, saignent. Enfin, un officier de police qui se trouvait debout à côté du gouverneur, s'affaisse frappé d'une pierre à la tête. Le gouverneur se trouvait alors entouré par un mince carré de fantassins, dont l'un des côtés avait commencé à céder à la poussée de plusieurs milliers d'hommes. Il demande au colonel combien on fera de victimes, s'il ordonne de décharger les armes — Dans les trois cents ! fait le colonel. Je ne puis m'y résoudre, répond Stolypine.

Descendant alors les deux ou trois marches de la maison, sur le perron de laquelle il était debout, il se dirige vers la foule, qui reflue légèrement et s'arrête.

— Quoi ! dit-il, vous vous révoltez? Eh bien, (et il ouvre son vaste manteau gris doublé de drap rouge) tuez-moi, alors ! Cet officier, ces Cosaques, ces soldats que vous avez atteints, ne sont pour rien ici. C'est moi seul qui ordonne ! Tuez-moi ! Mais sachez qu'après un gouverneur il en viendra un autre !

— Nous voulons nos camarades, nous ne céderons pas ! disent quelques voix.

Mais, devant le spectacle de cet homme de haute taille qui pénètre au milieu d'elle, les pans rouges de son manteau largement ouverts, un revirement se fait dans la foule, qui tombe à genoux.

Toutefois, les paysans refusent encore de céder. Stolypine, sentant qu'il ne faut rien brusquer, s'éloigne alors en disant : « Je vous rends les hommes, sûr que, demain, ils se constitueront prisonniers ». Puis il rentre chez lui et renvoie les soldats. Le lendemain, il revient dans le même village, Mordvina Karaï, grosse agglomération de 7.000 habitants; mais il est presque seul cette fois, accompagné seulement de trois Cosaques. De nouveau, la foule se jette à genoux devant lui, mais de nouveau elle refuse d'obéir et de rendre le bois volé.

Quelques jours plus tard, un bataillon d'infanterie fut enfin amené. Les paysans prirent peur et s'exécutèrent : ils ramenèrent dans la métairie de N.N. Lvof un peu plus de mille traîneaux de bois coupé dans sa forêt.

Après m'avoir conté cette scène, le gouverneur m'avoua qu'il s'attendait à de nouveaux excès, d'autant plus qu'il ne disposait pas d'une façon permanente, d'une force armée suffisante. Je le poussai alors sur la question d'une Constituante, qui était la question du jour.

— Une Constituante ! s'écria Stolypine; où irions-nous avec cela ?...

Mes notes, que j'ai fixées en rentrant chez moi, se terminaient par cette réflexion : « J'ai eu l'impression d'un homme énergique, qui sait rester dans le rang (moi, je suis un sous-ordre, m'a-t-il dit), mais qui fait son devoir. S'il est tant soit peu libéral, il a l'étoffe de quelque ministre ».

Je ne m'étais pas trompé dans cette prévision, et c'est à Stolypine président du conseil que s'adressa ma seconde visite, celle du 20 mai 1909. Cette fois, je me trouvais presque accidentellement en Russie, étant venu pour assister aux fêtes du centenaire de Gogol à Moscou. Mais, tandis que se déroulait la somptueuse guirlande des dîners, des concerts, des raouts, j'avais de graves conversations avec quelques hommes politiques. On s'attendait en effet, à cette époque, à une crise

ministérielle que causerait la démission, espérée plutôt qu'attendue, de Stolypine. Cette question me paraissant beaucoup plus importante que les fêtes littéraires pour lesquelles j'étais venu, je me rendis à Saint-Petersbourg pour continuer mon enquête politique et entendre de Stolypine lui-même son avis sur la crise.

Stolypine était alors combattu par toute une série de groupements politiques : — d'abord la camarilla, les amis personnels de l'empereur, parmi lesquels se distinguaient le colonel Orlof, fils de l'ancien ambassadeur à Paris, et, le capitaine Poutiatine, intimes de la maison impériale, et fort loin d'être des lumières ; — ensuite, des hommes qui appartenaient au Conseil de l'Empire, comme Alexis Bobrinski, et surtout d'anciens ministres, jaloux de l'importance prise par Stolypine, et désireux de ressaisir des parcelles du pouvoir. A ce groupe s'ajoutaient des membres réactionnaires de la noblesse locale ; — puis les fonctionnaires haut placés susceptibles d'être inspectés (car Stolypine, reprenant une coutume d'Alexandre II, avait organisé des *révisions* — inspections — dont il chargeait des sénateurs intègres munis de pleins pouvoirs ; il y avait eu déjà à Moscou une inspection de la police, à la suite de laquelle avait été mis à pied le préfet de police, le général Reinbot ; on attendait des nouvelles inspections dans l'intendance, au Turkestan, au Caucase, en Pologne, et, naturellement, les intérêts menacés se liguaient contre le trop clairvoyant ministre) ; — enfin le parti des germanophiles, qui voyaient avec déplaisir la tendance franco-anglaise du ministère Stolypine. — Peut-être faut-il compter aussi avec l'impatience du tsar, qui n'aimait pas trop à avoir un ministre dont on parlât beaucoup.

Tels étaient les ennemis de Stolypine à droite. Il faudrait, à gauche, ajouter le parti Cadet, persuadé que la loi du 9 novembre, qui autorisait les paysans à sortir de la communauté, menaçait le principe même de cette communauté, qu'ils tenaient pour un gage de sécurité sociale pour la Russie ; et le parti révolutionnaire qui exécrait le ministre à poigne que n'avait effrayé aucun des attentats dirigés contre lui, y compris celui qui l'avait déjà blessé, et avait atteint sa famille.

Parmi les questions importantes sur lesquelles l'opinion publique était agitée, se trouvait d'abord celle des crédits pour la marine. Le président du conseil avait soumis à la Douma la proposition que faisait le gouvernement à ce sujet. Mais, dès que les députés eurent étudié la question, l'entourage du tsar prit peur, et Nicolas II refusa de sanctionner le vote de la Chambre, se réservant de fixer les crédits de sa propre autorité. On imagine le tollé qui fut soulevé par cette décision, dont le public rejeta la faute sur Stolypine. Or, le ministre n'y était pour rien. Les nombreux contacts que j'avais eus avec les hommes politiques les mieux informés de tous les camps m'avaient appris ce qui s'était passé. Après le refus de sanction opposé par l'Empereur à la Chambre, Stolypine avait réuni ses collègues du ministère pour leur expliquer qu'ils n'avaient plus qu'à démissionner en bloc. Mais, à part M. Kokovtsof, titulaire du portefeuille des Finances, tous les autres collègues de Stolypine tenaient à conserver leur place. Pourtant, le président du conseil n'en était pas resté là, et, personnellement, il avait prié l'empereur de lui donner un successeur. L'empereur s'était écrié qu'il n'en voulait rien faire, Stolypine lui paraissant être le seul ministre qui fût de taille à réaliser les réformes promises par la Constitution. Nicolas II ajouta : « Voyons, nous ne sommes ni en France, ni en Finlande, pour vouloir démissionner ainsi ! » — « Certes » répondit Stolypine — « la situation est toute différente : en France, les ministres s'en vont quand ils sont en désaccord avec la Chambre ; ici c'est le contraire : nous avons la Chambre tout entière avec nous, et si nous voulons partir, c'est parce que l'empereur ne nous a pas soutenus ». Toutefois, le tsar insistant pour qu'il restât, Stolypine y consentit en prenant ses garanties. Il expliqua à l'empereur tout ce que faisaient ses ennemis, la toile d'intrigues qu'on ourdissait autour de lui. Sans lui rien cacher, ni les choses ni les noms, il prévint son souverain, qui, en l'écoutant, avait des larmes dans les yeux. Stolypine resta donc à son corps défendant, mais le grand public s'imagina qu'il se « cramponnait » à son poste et n'avait pas craint d'acheter sa sécurité en tournant le dos à la Chambre.

Le régime de l'état de siège, qui durait encore, et grâce auquel les gouverneurs généraux pendaient copieusement les agitateurs dans les provinces, était également fort reproché au président du conseil. On estimait généralement que, la révolution une fois matée, il devrait desserrer les branches de l'étau qui étranglait la Russie et la ruinait en y détruisant toute confiance dans l'avenir économique.

D'autre part, on jugeait diversement l'attitude de Stolypine vis-à-vis de la Finlande, qu'il semblait vouloir traiter avec dureté, alors que l'empereur paraissait, disait-on, mieux disposé à son égard. Enfin, le procès Lopoukhine indignait la société cultivée. M. Lopoukhine, haut fonctionnaire de la police politique, revenant d'Angleterre où il avait conduit une de ses filles, avait été abordé dans le train, en Allemagne, par un célèbre révolutionnaire, M. Bourtsef. Soit qu'il ne fût pas sur ses gardes, soit qu'il obéît à des motifs de crainte personnelle, quand il vit son incognito percé hors de Russie, soit enfin qu'il donnât un renseignement pour en obtenir d'autres, M. Lopoukhine finit par dévoiler à son interlocuteur le nom d'un des espions entretenus par le gouvernement russe auprès des révolutionnaires, le nommé Azef. A peine rentré à Pétersbourg, M. Lopoukhine était arrêté, traduit devant un tribunal spécial, dont le président ne lui accorda pas le droit de présenter sa défense, sous prétexte qu'il ne pourrait le faire qu'en dévoilant des secrets d'Etat, et condamné à cinq ans de travaux forcés. Avocat général à Kief, il avait jadis plu au ministre Plehve, qui l'avait fait directeur de la police, poste fort apprécié, car il rapportait alors une cinquantaine de mille francs rien que de traitement. Gouverneur d'Esthonie, il avait eu durant les troubles de cette province, une attitude dépourvue de crânerie, s'était caché, avait fui, disait-on. En dépit de sa très grande amabilité personnelle et de la facilité avec laquelle il tâchait d'adoucir certaines infortunes, il n'était donc pas particulièrement sympathique à la société libérale. Mais, en lui refusant, par un déni de justice, le droit de défense, le gouvernement avait intéressé la Russie cultivée tout entière à ce malheureux fonctionnaire. Je par-

lai de lui à A. F. Koni, l'ancien procureur général au Sénat (*Oberprokouror*), l'auteur du livre délicieux *Na jiznennom pouti* (Sur la route de la vie), le plus célèbre, le plus aimé, le plus respecté, le plus intelligent, le plus brillant, le plus charmeur de tous les magistrats russes. Et le fin vieillard me répondit avec tristesse : « Peut-être l'accusé était-il médiocrement intéressant, mais, comment admettre qu'un procureur (président) lui ait refusé le droit de se défendre? J'ai cherché, au cours de ma longue carrière, à leur montrer, à ces gens-là, que la loi est la loi, quoi qu'il en coûte pour la respecter : et voilà où tel de ces hommes que j'ai formés a pu en arriver ! »...

J'avais fait le tour des partis politiques, j'avais vu Witté, naturellement, et même Markof II, le farouche député d'extrême-droite. Partout, j'avais entendu des opinions divergentes sur le premier ministre. Il ne me restait plus qu'à être reçu par lui. Toutefois, ce n'était pas chose facile que d'approcher alors Stolypine. Il se défiait, comme du feu, de tout étranger tenant une plume, d'abord parce que les visiteurs vous font souvent dire des choses qu'on préférerait avoir tues, ou même qu'on n'a pas dites, ensuite parce que la crise latente du ministère russe intéressait vivement une foule de gens, qui, bien recommandés, eussent assiégé le ministre. Mais l'intervention d'un ami personnel me procura l'audience souhaitée.

Le président du Conseil habitait alors dans l'une des îles de la Néva, un palais officiel. C'est, je crois, non loin de là, que, quelques années auparavant, il avait failli sauter avec sa famille. Le palais est une grande bâtisse blanche qu'on aperçoit dès qu'on entre dans l'île. Les précautions les plus minutieuses étaient prises pour garder le ministre. Les sentiers déserts n'étaient parcourus que par des agents de police en uniforme ; çà et là, des hommes de la « rousse », aux figures vilaines et soupçonneuses, un bâton à la main (chose très rare pour un Russe de la ville) désœuvrés et empêtrés dans des habits bourgeois qui leur allaient mal, erraient sur les chemins, ou surgissaient de derrière les fourrés. Derrière la barrière du parc, on avait élevé une haute palissade, surmontée

de fil de fer barbelé; en arrière de cette palissade, il y avait sur une largeur d'un mètre à un mètre cinquante, un enchevêtement de barbelés (comme ceux du front, mais mieux disposés) élevés de 0 m. 50 au dessus du sol, ce qui les rendait particulièrement dangereux. Un soldat à cheval gardait l'entrée pratiquée dans la palissade. A l'intérieur, une nuée de soldats, de gendarmes, d'agents de police en uniforme. Mais, au loin à la ronde, la solitude était absolue dans les allées du beau parc. Quelle vie, tout de même, me disais-je, le pauvre homme doit mener derrière ces frêles remparts !

Introduit auprès du ministre à l'heure indiquée, je lui expliquai mon désir d'éclaircir certaines questions de politique intérieure russe, et je commençai, en soulignant le paradoxe que marquait l'attitude de l'extrême droite, attaquant le ministre, et se trouvant pourtant en plein accord avec l'empereur, qui, lui, soutenait, ou du moins retenait son président du conseil.

Stolypine éluda la réponse directe. Il me fit seulement observer que le centre de l'opposition qui lui était faite se trouvait au conseil de l'Empire, où siégeaient un certain nombre d'anciens ministres, qui auraient bien voulu revenir au pouvoir, mais sentaient qu'ils ne feraient jamais partie de son cabinet à lui. En dehors de ce groupe, l'empereur lui accordait son entier appui.

Ne pouvant obtenir de renseignements plus exacts sur ce point délicat, je passai à des questions précises, persuadé qu'il en sortirait peut-être des formules tenant lieu de confidences. Je demandai donc au ministre comment pouvait s'expliquer l'attitude de l'adjoint du procureur du Saint-Synode, M. Rogovitch, qui avait provoqué récemment à la Douma un scandale exactement pareil (cela, je ne le disais pas, naturellement) à celui qu'avait provoqué l'empereur. En effet, le Saint-Synode ou le ministère compétent avait introduit à la Chambre un projet de loi relatif aux prêtres orthodoxes qui quitteraient volontairement les ordres. Jadis, ils perdaient de ce fait leurs droits civiques. Il s'agissait maintenant d'introduire ici des tempéraments. Cependant, M. Rogovitch avait déclaré que le

projet de loi présenté par lui avait été tellement remanié par la commission de la Chambre, qu'il se voyait dans la nécessité de le retirer pour le présenter de nouveau à l'examen du Saint-Synode. Là-dessus, les partis octobriste et cadet, la gauche tout entière avaient protesté; un tumulte s'en était suivi; les députés de droite avaient quitté la salle pour protester contre le centre et la gauche, et, en leur absence, la loi avait été votée par les membres demeurés en séance.

— Oh ! dit Stolypine, M. Rogovitch est un homme un peu nerveux et qui a été trop loin. Toute l'affaire était question de mesure et d'entente; le procureur adjoint a fait malencontreusement du zèle. Il avait été décidé seulement par le ministère de dire avec douceur aux députés que, lorsqu'il s'agissait de lois religieuses pouvant avoir un retentissement considérable dans un monde qui est peu connu des civils, il était souhaitable que la commission de la Chambre saisie de ces projets de loi prît contact, *pour information*, avec les représentants du Saint-Synode. Il ne s'agissait nullement de contester à la Douma son droit de légiférer : d'une simple question de procédure et de politesse, le procureur adjoint a fait une menace. De là un malentendu, qui d'ailleurs, est liquidé.

J'entamai ensuite la question de l'ordre intérieur, sur laquelle le ministre était si violemment attaqué.

Que voulez-vous, me dit-il ! Vous avez vu ce qu'était la Russie, lors de la visite que vous m'avez faite à Saratof : et bien, regardez ce qu'elle est maintenant devenue ! Je me suis trouvé en face de la Révolution : il fallait la prendre à la gorge : je l'ai fait ! Elle était puissante, organisée, hardie, et disposait de grands moyens. En particulier, elle s'appuyait sur deux groupes sociaux, d'abord sur le groupe des paysans, dont elle flattait le désir de s'approprier les terres des propriétaires voisins; ensuite sur la société cultivée moyenne, et, si étrange que cela paraisse, sur la noblesse, habituée dès longtemps à se plaindre du gouvernement. Voici comment j'ai procédé.

Au groupe des paysans, j'ai donné un dérivatif puissant en utilisant un article à peu près oublié de la loi d'affranchissement de 1861. Grâce à cet article, il a été permis aux paysans

de sortir de la communauté. Je doute que, si j'avais été obligé de présenter cette loi à la Douma, elle y eût été accueillie. Néanmoins, regardez-en les effets : les paysans se jettent avec une passion singulière sur ce moyen qui leur est offert de sortir de la communauté des terres, dont ils connaissent tous les inconvénients, sans en voir les avantages possibles, s'il en est.

Au second groupe hostile, celui de la société cultivée, j'ai tâché de donner comme dérivatif l'action politique. Je l'ai invité à collaborer avec le gouvernement, au lieu de le critiquer par principe et en restant les bras croisés.

Sans doute, vous entendez des gens se plaindre des poursuites exercées contre les révolutionnaires. D'abord, il faut reconnaître que nos tribunaux n'étaient pas organisés pour juger le nombre exceptionnel d'affaires qu'ont fait naître les désordres agraires et urbains. De là ce fait que, la révolution étant terminée, on juge encore des révolutionnaires. Mais, peu à peu l'étreinte se relâche. Ainsi j'ai là une carte de Russie où sont portées les régions où subsiste l'état de siège : or, je vois de jour en jour la surface ainsi réservée diminuer à vue d'œil. Aussi bien, prenez garde de confondre avec la révolution le banditisme. La guerre et les désordres qui en sont nés ont fait sortir beaucoup de gens de leurs cadres coutumiers : de là une floraison de banditisme comme nous n'en avions jamais constatée : eh bien, les gens que l'on pend si abondamment, comme vous dites, sont surtout des bandits.

Toutefois, pour le faire, il m'a fallu donner des pouvoirs étendus à des gouverneurs généraux, et, dame ! il est possible que, çà et là, dans le nombre, certaines condamnations aient été un peu hâtives. Supposez qu'il y ait eu là quelques innocents, vous admettrez pourtant que, si pénible que soit ce fait, il n'en est pas moins admissible au point de vue de l'intérêt général, qui exigeait une parade rapide et impitoyable aux menées révolutionnaires. Tenez, à Lodz, on assassinait à tous les coins de rue, et personne n'était assuré de pouvoir travailler. Eh bien, grâce au gouverneur général qui a pendu une douzaine d'individus, tout est rentré dans l'ordre, et l'on peut

maintenant, là-bas, travailler et vivre aussi tranquillement qu'à Pétersbourg ou à Londres. C'est que la révolution était beaucoup plus puissante, allez, qu'on ne croit d'ordinaire. Cet hiver, elle a, par exemple, failli faire sauter le Conseil de l'Empire en y jetant des bombes depuis les tribunes. Jamais encore nous n'avons eu à lutter avec une révolution aussi bien organisée et aussi bien armée. Jadis, quelles armes avaient les révolutionnaires? un revolver, un couteau; maintenant, la bombe la plus terrible coûte 8 roubles !

Comme j'avais fait rebondir la conversation sur le nom de Lopoukhine, je dis au ministre l'indignation de la société cultivée à propos de ce procès sans garanties, dans lequel on accusait le gouvernement d'avoir voulu, simplement, se venger.

— Oui, répond Stolypine, c'est la presse qui répand ces idées-là. Je connais Lopoukhine depuis les bancs du collège, et croyez qu'il m'a été infiniment dur de sévir contre lui. Mais, quand on a, comme il l'a fait, donné ou vendu aux révolutionnaires un secret dont pouvait dépendre la vie de l'empereur ou de plusieurs autres personnes, on a mérité le plus grave châtiment.

— Peut-être, dis-je, mais cela justifie-t-il le manque de formes du procès?

— Que voulez-vous ! Lopoukhine voulait citer 28 affaires, au cours desquelles il aurait découvert le nom d'une quantité d'espions. Tout de même, on ne pouvait pas le laisser parler de cela !

— Dans ce cas, sachant le danger, on est toujours libre de ne pas faire le procès : nous savons, en France, ce que coûte une entorse donnée aux formes de la justice et aux garanties de l'accusé.

— Eh oui ! Le président du tribunal a été imprudent, en promettant à l'accusé qu'il lui donnerait plus tard la parole, et en ne la lui donnant pas. Mais vous ne pouvez pas penser que c'est moi ou le ministre de la Justice qui avons donné aux juges un mot d'ordre : pensez donc, des sénateurs[1] ! Nous aurions été bien reçus !

1. Le Sénat était en Russie une cour de justice

— Cela n'empêche pas que les sénateurs qui ont jugé l'affaire aient été assez « *rady staraïsia* » (« à vos ordres, mon général »). D'ailleurs, si Lopoukhine avait été le grand criminel qu'on a voulu voir en lui, on s'expliquerait mal qu'il soit rentré en Russie.

— Oh ! dit Stolypine, sa psychologie est infiniment simple. La veille de son arrestation, il disait : « On n'osera pas me toucher : j'en sais trop long » — Or j'ai osé, moi, voilà tout ! (*a ya posmièl, vot i vsio* !)

Il eût été difficile de prolonger avec un président du conseil une discussion sur pareille matière. Je fus donc heureux, ayant reconnu que, bien réellement, c'est à Lopoukhine, plutôt qu'à son « crime » qu'on en avait voulu, de passer à la question de la Finlande et de la politique extérieure du cabinet.

— Ma politique à l'égard de la Finlande, est très simple, me dit Stolypine. Je la considère comme une province autonome conquise par le sang russe. Alexandre Ier lui a donné certains droits, qui étaient ceux d'une province suédoise de ce temps-là ; mais jamais il n'a pensé et jamais personne n'a pensé depuis qu'elle dût constituer un Etat dans l'Etat, et poursuivre, sans compensation, ses seuls intérêts personnels. La Finlande n'est pas indépendante : elle est autonome. Seulement, peu à peu, avec prudence, les Finlandais ont pris certaines libertés, commis certains empiètements, encouragés par ce fait qu'on n'a pas beaucoup regardé ce qui se passait chez eux. A présent, ils sont dispensés du service militaire dans l'armée russe, mais ils doivent contribuer, en échange, à une partie de nos dépenses. Or, depuis 1907 inclus, ils ont refusé d'acquitter ces versements, s'ils n'étaient pas approuvés au préalable, par leur Chambre. Cependant, ils ne contribuent pas à nos dépenses de tout ordre : par exemple, il ne leur est pas compté un copek pour l'entretien de la Cour. Nous ne pouvons pas, tout de même, tout faire payer par le moujik russe, pour le plus grand bien des Finlandais. Je veux obtenir que, pour tout ce qui concerne les questions qui sont d'intérêt général pour l'empire russe : l'armée, la flotte,

les postes et télégraphes, etc., rien ne soit entrepris chez eux sans accord préalable avec nous. Vous savez que les Finlandais ont ici un représentant qui a auprès de l'Empereur un accès direct et lui fait sans contrôle rapport sur les affaires finlandaises. Or, il est arrivé plus d'une fois, au cours de ces rapports, qu'on ait trompé l'empereur (*oni podvéli gosoudaria*). J'ai donc exigé que toutes les pièces soient communiquées préalablement à mon ministère, afin de me permettre de présenter à l'empereur, pour toutes les questions qui touchent l'intérêt général de l'empire, l'opinion du ministère en regard de celle du secrétaire finlandais.

Pour la Pologne, je suis d'avis de lui donner la plus grande liberté possible dans les limites de l'ancien royaume. Mais je ne veux pas qu'elle déborde sur les régions voisines. Chez elle, je veux lui donner liberté de langue et d'administration. J'ai fait préparer un projet ayant pour but de substituer, sur son territoire, aux commissaires et aux fonctionnaires russes qui l'administrent, l'administration municipale polonaise. Je tiens prêt un autre projet tendant à y introduire les zemstvo. Mais ce n'est pas encore assez aux yeux des Polonais : ils ne se déclarent jamais satisfaits. Je les connais assez bien, ayant été jadis gouverneur de Grodno. J'ai donc proposé de créer un nouveau gouvernement, celui de Kholm, réunissant les parties russes des gouvernements de Siedlets et de Lioubline, à l'effet d'éviter de mêler les questions russes et les polonaises, de laisser les Polonais chez eux, et d'éviter qu'ils s'imposent à la population russe. Ils répondent en m'accusant de vouloir russifier leur pays. Cela est une accusation absurde, car, si je voulais russifier, je n'aurais pas besoin de modifier les divisions administratives.

Comme je demandais au ministre s'il était exact qu'on opposât un étroit nationalisme aux Polonais fonctionnaires en Russie, le ministre me répondit :

— Grâce à leur situation spéciale, les Polonais se sont jetés en masse sur les fonctions dépendant de l'Etat, par exemple les chemins de fer, et sur les carrières libérales; ils sont médecins, avocats, etc., on ne voit qu'eux dans ces postes. Alors,

un beau jour, une campagne de presse s'est dessinée contre eux, faisant remarquer le danger qu'il y avait pour notre pays à laisser entre les mains de personnes appartenant à une autre nationalité que la nôtre, des instruments vitaux pour le pays comme le sont par exemple les chemins de fer. Un certain mouvement d'hostilité en a résulté, cela est évident...

Je demandai au ministre s'il était exact que, parmi ceux de ses adversaires qui appartenaient aux sphères élevées de la société, il en était qui lui reprochaient de ne pas être favorable à un rapprochement avec l'Allemagne. Là encore, je reçus une réponse plutôt élusive.

— J'ai fait, depuis mon arrivée au pouvoir, tout ce que j'ai pu pour me rapprocher de l'Angleterre et de la France naturellement. Or, voyez combien j'ai eu raison : si je n'avais pas agi ainsi, l'affaire de Perse aurait pu nous amener la guerre, tandis que, grâce à cet accord entre les puissances, tout s'est passé le mieux du monde. Cependant, nul plus que moi n'est persuadé de la nécessité de vivre en bons termes avec la puissance qui est notre voisine : l'Allemagne. J'admire beaucoup sa discipline, l'ordre qui règne chez elle, sa prospérité. Je ne puis qu'être heureux de voir les grandes puissances de l'Europe vivre en bons termes. C'est en effet vers le Sud qu'il nous faut jeter les yeux. Ce qui se passe en Turquie est de nature à nous intéresser : le sultan est un homme de paille (en français). Or, la révolution a été militaire, ce qui est grave. Au Parlement, qui seul va vouloir gouverner, on ne s'entendra pas, car une foule de nationalités diverses vont s'y trouver représentées, et alors, Dieu sait comment cela se terminera. Le prince Ferdinand, qui est un homme ambitieux, voudra agir... Il est bon d'être tranquille dans le reste de l'Europe pour suivre avec attention ce qui se passe là-bas...

Avant de me laisser partir, Stolypine sentit combien il me serait pénible de ne pas utiliser en quelque façon ce qu'il m'avait dit. Il ajouta donc : Vous pourrez dire que vous tenez d'une source bien informée qu'il n'est nullement question de réaction. La réaction n'aura pas lieu tant que je serai là.

Seulement, je veux aller pas à pas et ne rien brusquer : je ne veux pas d'une Douma *zakonosoviéchtchatielnaya* (consultative pour les lois), mais je tiens à une Douma *zakonadatielnaya* (législative) : vous saisissez la différence? Seulement, je suis, et par mes traditions et par mes convictions, un monarchiste. Je ne veux pas installer en Russie la république. Or, c'est à cela que tend le parti cadet; de là ses attaques contre le centre qui me soutient et contre tous les actes du gouvernement.

Aussi bien suis-je heureux de travailler avec la Douma. Je n'y déteste pas du tout l'opposition : tout de même, nous ne sommes pas en Perse ! et j'ai plaisir à discuter avec elle. D'ailleurs, nous avons une bonne Douma. Je disais à l'Empereur : « La première Douma était rouge; la deuxième était bigarrée; celle-ci, la troisième, est grise. Or, cette Douma grise est particulièrement travailleuse, elle fait avec un dévouement admirable ce travail humble, pénible, sans gloire, mais indispensable, qui est nécessaire ici. Il ne faut pas oublier en effet que notre tâche est compliquée par la nécessité de rattacher le présent au passé sans rompre totalement les traditions. Toutefois, une Douma ne peut pas gouverner seule : étant donnée la diversité des peuples qui composent l'empire, il faut, et pour longtemps, encore, une poigne centrale. Que du moins nous puissions avoir de la tranquillité pour quelques années. Chaque jour gagné sur le désordre nous enrichit. Il faut qu'après ces rudes secousses, la Russie se remette pour pouvoir se développer.

Après quelques autres questions de moindre importance, je quittai le ministre : il me serra la main, brièvement, et me laissa partir, sans un mot qui me pût faire croire qu'il se relâchait de l'attitude officielle...

* * *

Treize terribles années se sont écoulées depuis cette dernière visite faite à Stolypine. J'ai souvent réfléchi à ce qu'il m'avait dit, comme à ce qu'il m'avait tu et à ce qu'il m'avait laissé

entendre. Une conversation comme celle-là en effet, n'exprime que par ses contours généraux l'homme qui en est le personnage principal. Certes, si j'avais publié ces pages au lendemain de ma visite, j'aurais pourtant fait du bruit : il va de soi que je ne l'ai pas voulu. Mais, à tout bien peser, Stolypine ne m'a pas fait de confidences graves. C'est précisément ce qui me permet, à distance, de reproduire son argumentation, en espérant qu'on y trouvera du moins l'image fidèle de ce que fut ce ministre si injustement décrié.

Je ne compare pas Stolypine à Witté. Avec tous ses défauts, Witté avait quelque chose de très grand, et il a laissé une marque profonde sur une période de l'histoire russe. Stolypine n'était pas un homme de tout premier plan, mais cela, à son époque, valait peut-être beaucoup mieux pour son pays. Un homme politique m'a confié que l'empereur disait de son président du conseil : « Il est borné ». Je ne sais si cette confidence repose sur la réalité; en tout cas, ce n'est pas par sa connaissance des hommes que Nicolas II laissera une trace dans l'histoire. Du moins, la formule, vraie ou fausse, attribuée au souverain, a fait fortune. Je la crois injuste. Stolypine ne voyait peut-être pas les questions sous un angle démesuré, mais il tâchait de voir juste, pour pouvoir gouverner sans à-coups et sans risques exagérés. Son intelligence, qui était réelle, servie par un grand talent de parole, était dirigée surtout du côté des solutions pratiques des grands problèmes. Il ne cherchait pas à être de ceux qui prétendent construire pour l'éternité : il tâchait de voir clair dans le présent, et, dans l'ensemble, j'ai l'impression qu'il y est parvenu. Si discuté qu'ait été ce ministre, mort victime de son devoir, nul du moins ne songera à le mettre en parallèle avec les hommes usés ou tarés que Nicolas II lui a donnés pour successeurs : les Gorémykine, les Dournovo, les Sturmer et consorts. L'histoire impartiale établira, je n'en doute pas, que Stolypine, malgré certaines erreurs, malgré une certaine sécheresse apparente qui tranchait sur la cordialité générale du Russe, et qui lui faisait, sans l'ombre d'une hésitation, donner le pas à la raison d'Etat sur toutes autres raisons, sentimentales, logiques, ou même

tout bonnement légales, a été un ouvrier sincère et le plus souvent heureux de la reconstruction russe après la secousse de Mandchourie. Il ne faut pas non plus que jamais, dans notre pays où l'on aime le courage et l'honnêteté, on confonde, moralement, ce très noble ministre avec la foule si bigarrée, au point de vue moral, des présidents du Conseil du dernier règne.

Jules LEGRAS.

FIGURES DIPLOMATIQUES

Take Jonesco

De tous les hommes d'Etat roumains, Take Jonesco était, sans conteste, celui dont l'Europe avait le plus entendu le nom, et s'imaginait connaître le mieux le caractère et les idées; et, à ce titre, on devrait le nommer le plus Européen d'entre eux. Sa figure avait grandi du même pas que l'importance et le prestige de sa patrie; l'ouverture de la crise nationale décisive d'où est sortie la nouvelle Roumanie unie l'avait porté au premier plan de la politique internationale; le traité de Londres, l'entrée de son pays dans la guerre du droit, et la formation de la Petite Entente sont trois événements capitaux auxquels son nom demeurera attaché. C'est une gloire dont pourrait se contenter le plus exigeant que d'avoir, un tiers de siècle après la conquête définitive de l'indépendance nationale, introduit sa patrie sur la grande scène européenne, et de l'y avoir, par une politique à la fois prudente et hardie, représentée avec éclat, et conduite, par d'éblouissants succès, à la réalisation de l'unité de la Grande Roumanie.

Toute gloire a sa rançon; et celle que le destin a exigée de Take Jonesco a été lourde. Dans la vie politique intérieure de sa patrie, il est demeuré presque toujours un isolé, et, si ardent, si complet Roumain qu'il fût et demeurât dans toutes ses fibres, presque un déraciné. Il n'est arrivé que très tard, après la guerre, à ce ministère des affaires étrangères où le désignaient depuis longtemps et ses talents, et sa notoriété européenne, et ses relations internationales. Il n'a atteint le couronnement de sa légitime ambition, la présidence du conseil, que pour être renversé au bout d'un mois, dans l'obscurité, par une intrigue parlementaire. Il a disparu sous le coup encore de cet échec, sans avoir jamais pu donner sa pleine mesure et s'assurer de ses contemporains et de la postérité un jugement de pleine équité.

On l'a nommé l'« animateur » de sa nation. C'est un hommage où l'on sent une pointe d'ironie. L'hommage est mérité, et l'ironie, à condition de rester discrète et teintée de sympathie, ne porte point tort

à la vérité. Sa parole, en effet, a fait autant et plus pour son pays que ses actes. Par l'isolement même auquel il semblait condamné et dont il a, plus d'une fois, cherché en vain à sortir, par cette espèce de déracinement qui le faisait souffrir, il était, plus que n'importe lequel de ses rivaux, prédestiné à être, dans des moments critiques ou décisifs, la conscience et la voix de sa nation. Affranchi, un peu contre son gré, des liens étroits de l'organisation de parti ou de clan si puissante dans son pays, il avait du moins par là la liberté et la force de s'élever à la hauteur où se découvre l'intérêt national, de risquer un pas audacieux ou un acte téméraire, de rappeler à son peuple à quoi oblige une grande destinée. N'eût-il eu que ce double mérite, qui n'en est qu'un, d'avoir, en septembre 1914, opposé à l'appel du vieux roi Carol au respect des traités secrets conclus par lui avec les monarques des puissances centrales, le droit de la nation à ne prendre conseil que de ses intérêts vitaux, qui la tournent vers les sympathies et les amitiés occidentales, et, d'avoir deux ans plus tard, eu la part peut-être décisive dans la résolution qui fit entrer la Roumanie en guerre, aux côtés des Alliés, c'en serait assez pour lui assurer dans l'histoire de son peuple une place unique, et dans la reconnaissance de toute la race roumaine, qu'il a tant contribué à unir, une part impérissable.

Mais il a eu un autre mérite encore, et plus rare : c'est d'avoir, du premier moment, vu avec une pleine clarté la nécessité pour la Roumanie agrandie d'un faisceau d'alliances où s'appuyer pour soutenir sa puissance nouvelle et laisser à l'Europe centrale et orientale née des guerres balkaniques et de la guerre européenne le loisir d'arriver à sa consolidation définitive. De l'alliance balkanique à la Petite Entente, au travers des adaptations qu'ont exigées les transformations politiques du monde, l'unité d'inspiration est entière. Il n'y a guère d'homme d'Etat roumain qui n'ait reconnu la justesse de cette inspiration : mais il y en a peu, ou même il n'y en a point pour s'en être aussi complètement pénétré que Take Jonesco, pour s'être aussi passionnément mis à son service, pour avoir eu la clairvoyance et le courage de sacrifier plus d'un avantage tentant, mais secondaire, au succès de ce grand dessein. En cela encore, il a montré que la meilleure manière d'être un bon Roumain est d'être un bon Européen : et si la plus capitale peut-être des conséquences de la guerre est d'avoir fait sauter la barrière que l'hégémonie du germanisme, dans l'ancienne Europe centrale, dressait entre l'Occident et l'Orient, d'avoir, par le rapprochement intellectuel et politique de ces deux vastes régions, préparé l'avènement d'une Europe stable et unie, où le contact fécond des peuples vieux et des peuples jeunes permettra l'épanouissement d'une civilisation plus ample, plus riche, et plus profonde que celles qui se sont disputé jusqu'ici le continent divisé, il serait injuste de ne pas réserver sur les plaques de marbre où s'inscriront les noms des

bons ouvriers de cette grande œuvre une place au nom de Take Jonesco.

Autant sa ligne politique extérieure se détache ferme, nette et droite, d'une éclatante unité, autant, au contraire, sa carrière parlementaire donne au premier abord, l'impression du fantasque, du tourmenté, du capricieux, de l'énigmatique. Député à 26 ans, c'est parmi les libéraux nationaux, le parti historique des Bratiano, qu'il prend place. Mais au bout de peu d'années, il les quitte pour passer au camp de leurs adversaires, les conservateurs. L'aubaine ne porte point bonheur a ceux-ci : la présence de Take Jonesco dans leurs rangs accélère et aggrave la crise où le parti conservateur se divise entre une fraction aristocratique fidèle à la tradition des boyards, et une fraction démocratique, dont Take Jonesco s'est fait le champion. Il s'appuie sur la classe dont il est lui-même issu : la petite bourgeoisie des villes, jusqu'alors tenue à l'écart de la vie politique ; et l'on peut être tenté de sourire de cette « démocratie », dans un pays où les paysans, qui sont presque toute la population de la Roumanie, ne comptent pour rien dans les affaires publiques ; mais le progrès politique le plus sûr est celui qui se fait par étapes. C'était beaucoup déjà, dans la Roumanie d'il y a trente ou quarante ans, de revendiquer contre l'oligarchie des propriétaires de *latifundia*, organisée dans les deux grands partis historiques, les droits de l'intelligence et du travail, si modestement ou si mal que l'une et l'autre fussent représentées parmi ces fonctionnaires, ces gens de professions libérales, ces boutiquiers et artisans qui furent les premières troupes de Take Jonesco. Ici encore, il a été un animateur. Sans la besogne d'éveil politique qu'il a faite, le terrain aurait-il été préparé pour la naissance des patis vraiment démocratiques, paysans de classe ou de sentiment, auxquels appartient pour une bonne part l'avenir de la Roumanie ? Et le fossé aussi ne serait-il pas bien plus profond qu'il n'est aujourd'hui, peut-être infranchissable, entre les terres rédimées, Transylvanie ou Banat, éveillées par le régime hongrois à la vie moderne, et une vieille Roumanie restée toute figée dans la raideur de son féodalisme ? Des moyens dont a usé Take Jonesco, des armes qu'il a employées, de la tactique qu'il a suivie, de ses élans et de ses calculs, de ses audaces et de ses feintes, on peut discuter, et encore faut-il considérer les difficultés de la situation pour un homme nouveau, auquel plus d'un faisait sentir qu'on le regardait comme un parvenu, pour un politique qui n'avait à opposer aux forces traditionnelles de ses adversaires — le nom, la richesse, le prestige historique, la clientèle — que son talent et le rayonnement de sa personnalité —; mais il reste qu'à des moments graves pour sa patrie, et voici encore quelques mois seulement, il a été celui sur qui se sont concentrés les espoirs de tous les partisans d'une rénovation de la vie politique dans un pays dont la

soudaine croissance a tendu les vieux cadres où naguère tenait sa vie jusqu'à en rendre inévitable l'éclatement.

Les deux grandes forces de Take Jonesco étaient son éloquence et sa séduction personnelle. S'il s'est fait des ennemis nombreux et acharnés, il a eu, par contre, des admirateurs ardents et des amis passionnés et fidèles. Sur sa tombe, trop tôt ouverte, l'unanimité s'est faite, dans la nation qu'il a servie de toutes les puissances de son être, pour reconnaître ce que lui doit la patrie dont il a, d'une aspiration enthousiaste, énergique et tenace, consacré toute sa vie à assurer la prospérité, la grandeur et l'unité.

***

VIE LITTÉRAIRE

Pour lire en vacances [1]

Emportez des livres dans vos bagages pour les vacances et si vos vacances se passent sans que vous voyagiez, prenez des livres et lisez, et vous aurez fait un voyage. Et si le mauvais sort ne vous accorde pas de vacances lisez quelques pages, et vous aurez donné de l'air, un répit, à votre esprit, vous l'aurez promené parmi des aspects nouveaux. Le changement est un repos. Lisez.

Jamais on n'a tant voyagé, jamais aussi l'on n'a tant publié. Je crois d'ailleurs que le nombre des publications est en raison directe du nombre et de l'étendue des déplacements.

Voici trois livres, fort différents, qui emmènent la pensée assez loin et qui sont des livres de voyage : le *Gigantesque*, par Adrien Le Corbeau, *Le voyage de M. Renan*, par André Thérive, et *Walden ou la Vie dans les Bois* par H. D. Thoreau, traduction L. Fabulet.

Le Gigantesque, est l'histoire d'un arbre. Oui, d'un arbre !... Jack London a écrit dans l'*Appel de la forêt* l'histoire d'un chien, merveilleux récit, d'une sauvage grandeur, d'une rusticité farouche, d'une animalité sublime : Maeterlinck nous a donné la *Vie des abeilles*, un poème de vie collective des insectes. Sarah Bernhardt, dans sa jeunesse a narré l'*Histoire d'une chaise*, les aventures oubliées maintenant d'une chaise enlevée en ballon, au temps des ballons ovales, avant les sphériques. C'est comme si nous disions « au temps des diligences ». « *Tout est plein d'âme* ! » ce cri du panthéiste Victor Hugo retentit encore au milieu des nouvelles générations, avides de comprendre, de chercher et d'expliquer l'immense nature qui nous entoure, dont nous faisons partie et de découvrir un lien, entre tous les êtres, entre toutes les choses et nous-mêmes, centre (croyons-nous) de l'univers.

1. *Le Gigantesque*, par Adrien Le Corbeau (Fasquelle éd.). *Le Voyage de M. Renan*, par André Thérive (Bernard Grasset éd.). *Le Première guerre mondiale*, par le lieut.-col. C. A. Court Repington (Payot éd.). *Walden ou la Vie dans les Bois*, par Henry David Thoreau, traduction Louis Fabulet (Edition de la Nouvelle Revue Française). *La limitation de l'héritage*, par Harlan Eugène Read. (Payot éd.). *Le Bouclier d'Alexandre* par Marcelle Tinayre (Calmann-Lévy éd.). *Une Repentie* (*Marie-Madeleine*) par Marcelle Vioux. (Fasquelle, éd.). *Trois Femmes annamites* par Cl. Chavas-Baron (Fasquelle, éd.).

Le Gigantesque, est un sequoia, un pin de Californie, un des plus hauts, un des plus anciens arbres du monde, parents des grands conifères de terrains tertiaires, une des merveilles de la création par sa force, par sa hauteur, par sa parure, par sa longévité. Le sequoia peut vivre au-delà de cinq mille ans.

L'auteur rêve en face de cet arbre dont l'existence est, auprès de la nôtre, une éternité, et qui, dans son immobilité majestueuse, attaché au sol, finalement aura contemplé au terme de sa vie, devant le spectacle de la nature changeante autour de lui, plus de choses qu'un de nous autres éphémères humains, après cent ans d'une existence d'agitation et de déplacements.

Le sequoia ne voyage que lorsqu'il n'est qu'une graine ballottée par les brises et les eaux, roulant sur les pentes, entraînées par le courant, soulevée par la tempête, emportée dans les replis des pattes des animaux... jusqu'au jour où une bouffée du vent vient l'amener auprès d'un creux du sol, dans lequel un scarabée le fait tomber et le recouvre instinctivement de terre fertile, dans quoi enfin, son germe se fend, s'ouvre et donne naissance à l'arbre sous la poussée de la vie. Il lui vient des racines qui grandissent et s'allongent prodigieusement, en pompant les substances éparses autour d'elles. L'arbre perce la terre et s'accroît. Il est à jamais fixé. Maintenant ...

«...Dans l'air transparent et bleu de l'été, dans la brume du mélancolique automne, sous le souffle âpre, glacial et pur de l'hiver, notre arbre existe et s'enrichit avec chaque année qui s'écoule. Car c'est un arbre maintenant, un séquoia gigantesque. Situé un peu plus loin que la lisière d'une forêt, et entouré d'espace, il prend des allures de solitaire. Son sommet, comme à travers un gouffre opalescent et vert, domine la contrée. Le bois qui frémit en son voisinage, est composé d'arbres d'une nature différente de la sienne : ils sont délicats, élancés, leur hauteur est médiocre, la lumière et le vert pénètrent facilement leur voûte peu épaisse. Dans ce décor, les saisons se succèdent lentement, les années semblent passer plus vite que les saisons, et si quelqu'un d'éternel pouvait, immuablement caché dans les fibres du tronc gigantesque, compter les vagues du temps qui traverse l'espace, il trouverait que les siècles s'envolent aussi rapidement que les années. Comme tout est beau à la surface de la terre, songerions-nous à la place du séquoia, car nous ne savons concevoir l'existence qu'à travers nos moyens spéciaux. De la chaleur, de l'étendue, de la clarté, puis des couleurs, des formes et des parfums, voilà pour nous; mais le séquoia se rend-il compte comme il fait splendide autour de lui? Il y a des moments où l'on croirait que certaines ambiances ne le laissent pas indifférent. Pourtant, il ne peut pas voir la colline lointaine ondoyant à l'horizon, si verte et si claire en été, si blanche et si grave pendant l'hiver; il ne peut admirer l'interminable perspective de la plaine, ni de la rivière qui coule à quelques centaines de mètres de là; il ne considère certainement pas l'océan d'azur qui le baigne, et il ne sent pas, ce que l'on appelle humainement, sentir les caresses du vent, les rudes baisers du froid, l'émanation fraîche du fleuve, pas plus que la saveur de l'atmosphère, les vibrations du jour ou l'ombre apaisante de la nuit. Non, il ne sent, ni ne voit, ni ne goûte, comme nous, le mouvement, la lumière, les bruits et les aromes; néanmoins, il perçoit bien des impressions indéfinissables pour nous et il communie ardemment, voluptueusement ou malaisément avec les principes constituants de son milieu. Que ne peut-on inventer des mots nouveaux que l'on appliquerait à des sensations inédites, afin de vérifier par nos facultés propres les sympathies et les antipathies des plantes, leur contentement et leur malaise. De tout ce qui l'environne, mont, plaine, air, effluves,

notre séquoia fait partie par un échange incessant de substances. Puisée dans les profondeurs de l'humus, la sève monte sans arrêt, par chaque cellule qui l'aspire, jusqu'à la palme de l'arbre, elle circule singulièrement vite, à travers le moindre utricule; puis, du sommet, elle redescend aussi rapidement et lourde d'éléments nouveaux, jusqu'à la dernière extrémité de la racine. Ces éléments, ne sont assurément point mystérieux pour nous, quant à leur composition chimique; mais comme elle est troublante quand même, l'absorption dans l'ambiance, des parcelles formant cette sève et qui proviennent en réalité de tout ce qui compose le monde en ses parties les plus différentes ! Par l'espace et par le temps, à travers des myriades de forces qui nous entourent, dans les corps solides liquides ou gazeux, parmi tant d'aspects et de matières divers, nous choisissons tous, que nous soyons hommes, bêtes ou plantes, les seules essences propres à nous constituer chacun selon son espèce. Aussi, le séquoia attire dans l'air qui l'environne, dans les ondes blancs du jour, dans les vapeurs d'eau, dans tous les mouvements et parfums qui tourbillonnent autour de lui, les substances spéciales destinées à bâtir son écorce rouge, les dures fibres de son tronc, la pâte verte de ses aiguilles. Dans le même tout immense que composent des milliers de corps dissemblables, les oiseaux puisent leurs plumage, la tortue son écaille, les vers leurs anneaux, les fleurs leurs pétales, les humains la couleur de leur regard, leur sang et leur chair; ce n'est, nous le savons bien que du carbone dans ses diverses compositions; ne soyons pas moins troublés de cette unité qui, si nous l'approfondissions, nous fait, dans une perspective hallucinante d'infini entrevoir une uniformité familière de tous les univers, et admirons naïvement que, dans l'air où nous nous mouvons, dans la lumière scintillant au fond de nos prunelles, dans tous les aspects et dans toutes les senteurs, les mêmes éléments donnent naissance à un os, à un morceau de nacre, à un élytre, à une griffe, à un œil. Car si la matière est la même, les forces sont infinies qui la pétrissent. De combien d'énergies se compose donc le miroitant, l'innombrable, l'éternel disque de la vie, dont nous entrevoyons de temps en temps de vagues images et qui, tournant vertigineusement, emporte dans sa course les mondes chaotiques de grandeur ou affolants de petitesse ?

Et il nous apprend avant tout, ce disque éblouissant et multiple,le mouvement et l'harmonie, en d'autres termes le travail et l'amour. Depuis les atomes jusqu'aux planètes, tout se combine et tout se meut. Voyez les millions d'aiguilles de séquoia, comme elles aspirent, et respirent sans cesse, en pompant ou en rejetant dans l'espace les gaz et l'eau. Les stomates, pas un quart de seconde, ne cessent de fonctionner. A l'intérieur des cellules, c'est la sève qui s'exerce sans arrêt. Rien, en effet, ne reste nulle part dans un état d'inertie absolue, l'éther vibre, la clarté perce, les cœurs battent, l'eau coule, les molécules des cristaux se superposent, les astres tournent, l'air bouge, les ténèbres fécondent, partout et toujours l'amour et le travail ».

L'arbre gigantesque poursuit de la sorte sa croissance mystérieuse et lente à travers les âges. Il voit les cieux changer, les autres plantes autour de lui croître et périr. Dans l'horizon immense, rayonnant autour de sa cime, la vie et la mort font leur œuvre. Il contemple les mariages des substances et les jonctions des êtres. Les amants qui viennent exalter leur amour devant les spectacles de la nature, les insectes qui tourbillonnent ivres de voluptés, les bêtes qui se pourchassent, se dévorent ou s'accouplent. La longévité du gigantesque, cette durée majestueuse donne à l'arbre superbe une expérience profonde. Il n'a pas besoin, l'enraciné, de courir vers l'aventure ; avec le temps, c'est l'aventure qui vient devant lui, dérouler ses péripéties. Une large symphonie composée de tous les rythmes de l'univers, fait passer ses ondes à travers les branches frissonnantes du bel arbre dont la sève se tarit lentement et ne s'épuise qu'après six millénaires.

Et le gigantesque au bout de cette vie démesurément prolongée, géant vide de sang, séché dans le vent, inerte aux saisons, un jour sent craquer sa formidable charpente, devenue fragile et que ne nourrissent plus ses racines, et il s'écroule, comme un rêve, comme une montagne, comme un espoir, comme un empire, au milieu d'un nuage de poussière fait de l'impalpable poudre de son aubier et de sa moelle désagrégés, pulvérisés silencieusement par l'œuvre du temps qui vient à bout de tout pour détruire comme pour créer.

Et le sequoia, après avoir connu la vie, connaît enfin ce que l'on nomme la mort.

L'histoire du gigantesque est bien belle. Elle a l'envolée d'un poème, la précision d'une description scientifique, les élans réfléchis d'une évocation philosophique et elle s'ennoblit de cette sérénité forte et harmonieuse que les esprits élevés, vraiment épris des visions de la nature puisent à les contempler.

M. Renan, qu'André Thérive a pris pour héros de son roman, conçu à la fois dans la manière de Jules Verne et d'Anatole France, fut une façon de sequoia de la philosophie. Il eut une existence longue, laborieuse, et son esprit, comme la cime du « Gigantesque » s'élevait fort au-dessus du sol, où ses racines celtiques plongeaient très loin dans le passé.

Le sequoia, demeure attaché à la terre qui le retient et d'où il tire les aliments de sa vie. M. Renan, le M. Renan d'André Thérive est attaché à son Collège de France, à ses cours de la Sorbonne, à mille obligations, qui, vers le sommet de sa carrière le contraignaient à ne point quitter Paris, sauf pendant de courtes vacances.

Afin de pouvoir, avec moins de fatigue, continuer ses chères études et satisfaire à certaines corvées officielles, le M. Renan du roman conçoit le projet, ayant rencontré un sosie hébraïsant comme lui, de se décharger d'une partie de ses corvées, en se faisant remplacer par cet autre lui-même, docile et, malgré son érudition, totalement dépourvu de volonté et de jugement personnel.

La fable est assez bien imaginée, dans tout ce qu'elle comporte d'ailleurs d'irrespectueux pour un grand homme.

La fiction rappelle un fort joli roman, œuvre d'une femme de lettres irlandaise (M. P.). C'était l'aventure d'un membre du Parlement, en proie à la manie de la morphine et qui, un soir, à travers les brouillards de Londres aperçoit un vagabond qui lui ressemble. Il s'entretient avec ce ménechme qui lui a demandé du feu pour allumer sa cigarette. Le vagabond est un homme instruit, raté de la vie. Le morphinomane voit un moyen de satisfaire son vice ou de se guérir, en se faisant remplacer pendant certaines absences par cet individu, d'esprit distingué, sans ressources et qui lui ressemble. La substitution va très loin, car le membre du Parlement est marié. Son sosie prend sa place, d'abord

dans son travail, aux Communes, puis, peu à peu à son foyer. Le morphinomane est incapable de se délivrer de sa funeste passion. Sa femme qui n'a pas été mise dans la confidence de cette excentrique convention, sans se rendre compte d'une manière précise qu'un étranger s'est glissé entre elle et son mari, est surprise des succès remportés par ce remplaçant intelligent et actif. Et après s'être écartée de son vrai mari, abruti par son vice, elle en arrive à la réconciliation avec cet époux supposé, lequel ne prend totalement auprès d'elle la place de l'homme qui a voulu ce troc étrange, que le jour où l'invétéré morphinomane succombant à la déchéance est mort et enterré sous le nom de l'aventurier auquel il a volontairement livré sa propre destinée. Joli roman de la double personnalité et qui mériterait d'être relu.

M. Renan, lui, n'a pas de vice, mais, vieux et fatigué, il veut son repos, et Antoine Pugeat, ancien séminariste, fort versé dans les langues orientales et déplorable raté, a accepté, puisqu'il ressemble à l'illustre auteur de la *Vie de Jésus*, de prendre parfois sa place dans de fastidieuses cérémonies officielles et de l'aider dans ses travaux.

Or, il s'agit un jour d'aller chercher à Port-Saïd, une pierre votive de Teïma portant une inscription en caractères araméens. Les savants allemands ont eu un estampage de cette inscription en même temps que Renan. La traduction qu'ils en ont donnée n'est peut-être pas exacte. Pour l'amour de l'épigraphie, Renan presse Antoine Pugeat d'aller chercher lui-même la fameuse pierre, que les épigraphistes germains sont capables de faire voler afin d'avoir l'exclusivité de la traduction du texte, faite d'après l'original même. Antoine Pugeat hésite. Il part.

C'est ainsi que commence le fameux voyage du faux M. Renan. Les récits de voyage de Jules Verne n'ont pas d'autre début. Une conquête scientifique à accomplir, et les tribulations des conquérants...

Nous sommes dans les années 84-85. Les troupes anglo-égyptiennes en Afrique centrale ont essuyé défaites sur défaites. La côte africaine n'est pas sûre, et le navire qui conduit Antoine Pugeat vers Alexandrie a une avarie. Quelques passagers, dont Pugeat, descendent à terre pendant une relâche pour des réparations au bateau. Des bandits les enlèvent et les emmènent à l'intérieur.

Les compagnons du faux Renan, sont un capitaine français, cassé de son grade pour contrebande, aventurier exalté qui veut offrir son épée aux insurgés derviches, pour combattre les Britanniques qu'il hait, trois nonnes, un prêtre autrichien et des marchands grecs.

Le faux Renan est sauvé de la mort par un exemplaire du Coran en arabe qu'il avait mis dans sa poche à son départ, pour l'étudier en route, et qui donne à ses ravisseurs une haute idée de sa situation. Il est pris pour un vrai croyant. Il parle et il lit l'arabe. Après bien des fatigues, leur troupe arrive auprès de Mohammad-Ahmed, le Madhi qui assiège Khartoum où s'est enfermé Gordon-Pacha à la suite des

désastres de l'armée d'Hicks-Pacha, complètement détruite par les Derviches.

Le faux Renan est considéré comme un grand sage, un saint derviche; et, l'un des confidents du Madhi lui donne le surnom de « Lumière intermittente ». Il fait de son mieux pour adoucir le sort de ses compagnons. Il marie une des trois nonnes, afin de lui assurer la vie sauve. Mais, malgré toute sa casuistique laïque, il ne parvient guère qu'à faire le malheur de la sainte fille, qui l'a reconnu pour l'auteur détesté de la *Vie de Jésus*, interprétée selon la science et non point selon la religion. Elle consent, menacée des pires supplices, à épouser un des marchands grecs, le plus vieux, le plus laid, par esprit de pénitence, puis, sur les instances du faux Renan qui croit au pouvoir bienfaisant de l'amour, elle se sépare du vieux Grec et elle prend pour mari le capitaine Guéret, l'aventureux militaire que le Madhi a enrôlé dans ses troupes avec un grade élevé. Le faux Renan se trouve dans une situation morale extraordinaire. Et c'est là que se joue la malice de l'auteur au dépens du vieux Renan.

Pour les derviches et les sectateurs du Madhi, il est un saint dans leur religion Pour les quelques Européens prisonniers de Mohammad-Ahmed, il n'est qu'un vieux savant, d'une grande célébrité et d'un scepticisme ironique. Pour les religieuses captives, il est un monstre. Enfin il est Antoine Pugeat, ancien séminariste qui a jeté la robe aux orties, poussé par des motifs mal définis d'ailleurs, point par passion, point par amour pour la science et point davantage par manque foncier de foi, mais seulement par manque de caractère.

La raillerie contenue dans le roman d'André Thérive, raillerie douce et indirecte, puisque les bévues, les erreurs, les fourvoiements dans lesquels se jette, avec de grandes phrases commentatrices, le faux M. Renan, ne peuvent en aucune sorte atteindre le vrai Renan, consiste à placer une manière de succédané de Renan, dans des circonstances extraordinaires et à lui prêter des propos pseudo-renaniens, une grande ingéniosité et belle audace, car le vrai Renan avait, dans ses paroles et dans ses écrits une grâce assez difficilement imitable.

Antoine Pugeat nous fait un peu l'effet d'un Renan de cinéma d'un de ces acteurs, que l'on choisit afin de lui confier le rôle d'un grand personnage connu, non pour son talent, mais pour sa ressemblance physique avec ce personnage. Et il faut alors toujours se contenter d'un à peu près.

Les épisodes du roman tiennent également, par leur accumulation précipitée de cet art muet des images en mouvement, qui a tant d'influence sur le théâtre et sur le livre.

Le faux M. Renan est envoyé en parlementaire à Gordon-Pacha. L'entrevue du militaire et du vieux savant, leur conversation au milieu de Khartoum assiégée, forment des pages très originales.

Gordon était un croyant. Renan passe pour avoir été un sceptique.

L'ancien séminariste et le soldat britannique, condottiere illuminé la Bible d'une main et la courbache de l'autre, dans le décor de Khartoum mourant de faim et prêt à se rendre, se dressent ainsi que de curieuses figures animées de la vie de l'histoire.

Khartoum est pris, Gordon égorgé. Le faux M. Renan parvient, dans le désordre du sac de la ville, à rejoindre une canonnière de l'armée de secours sur le Nil. Il reprend le cours de sa mission, arrive à Port-Saïd et il embarque la fameuse pierre de Teïma avec lui en revenant en France.

Mais ses aventures l'ont transformé. Physiquement, il a maigri, sa barbe a poussé. Il n'a plus l'extérieur obèse et l'apparence rêveuse de Renan. Moralement, au cours des fabuleux périls qu'il a traversés, il s'est lassé de cette indulgence philosophique, de cette adaptation perpétuelle de son esprit aux circonstances, de ce dédain indulgent et souriant aux fautes, aux crimes, à toutes les aberrations humaines jugées du point de vue de Sirius à la Renan. Il est redevenu Antoine Pugeat, un pauvre être qui a manqué sa vie, et qui n'est ni un religieux, ni un athée, ni un travailleur manuel, ni un travailleur intellectuel, ni un ami, ni un ennemi de Dieu et des hommes. André Thérive a peut-être voulu nous montrer avec un art littéraire plein d'agrément l'ombre de Renan, l'ombre, la silhouette élargie, rapetissée, allongée, déformée, tantôt précise, tantôt floue, tantôt burlesquement déformée, tantôt harmonieuse aussi selon la position du vieux penseur éclairé par le grand soleil de la vérité qu'il cherchait comme il le pouvait avec des moyens humains et une bonne foi qui était sa foi. « *Veritatem dilexi.* »

Le Voyage de M. Renan nous ramène vers ces deux personnages, curieux par leurs œuvres et par leur personne : Ernest Renan et Chinese-Gordon. Le livre nous incite à relire les admirables lettres que ces deux hommes surprenants et pleins de contrastes écrivirent l'un et l'autre à leurs sœurs, confidentes de leurs pensées intimes. Il nous fait penser enfin à cet antagonisme que nous voyons se perpétuer, bien qu'atténué, entre l'esprit français et l'esprit anglo-saxon, et dont nous trouvons les traces dans ce premier volume des mémoires de « *La première guerre mondiale* », publié par le lieutenant-colonel Repington et déjà brillamment analysé et signalé dans la *Vie des Peuples*. On y saisit pêle-mêle une foule de petites notations, propos de camps, de table et de bureaux officiels, très intéressantes. Les propos de table sont tellement abondants, que ces mémoires ont valu au lieutenant-colonel Repington un surnom cruel lancé par le *Punch* : « *The dining warrior* » le guerrier dînant, jeu de mot sur « *the dying warrior* » le guerrier mourant, la statue antique célèbre. Dès la première page du livre, nous avons une révélation amusante. Le quartier général belge à La Panne était installé au début de la guerre dans un petit cottage encombré de livres.

... « Avant la guerre un Allemand, le Dr Reich, y avait élu domicile, donnant à La Panne la préférence sur toute autre localité parce que ce village était entièrement écarté, qu'on y pouvait mener une existence des plus simples et qu'on ne voyait pas de soldats dans les environs. Le savant était venu là pour écrire un livre sur la paix universelle. La guerre le surprit au beau milieu de son travail. Reich fut interné; son cottage servit de cantonnement à des gendarmes dont on apercevait les sabres et les revolvers suspendus au-dessus des livres précieux abandonnés... Exemple bien frappant de la vanité des aspirations de l'homme ! »

Qu'aurait dit Renan, ou qu'aurait dit Antoine Pugeat en face de ce retour des choses d'ici-bas ? Renan est le philosophe artiste issu de notre civilisation française qui a le goût de tout expliquer par la logique, ce qui entraîne le Français à de belles œuvres claires et parfois à des entreprises dangereuses. Le lieutenant-colonel Repington est un anglais type, philosophe à sa manière, très convaincu qu'il appartient à une élite, par les habitudes de vie, par l'entente des faits, par une sorte d'insouciance élégante et confortable, grâce à quoi le Britannique diversifie son existence et fait deux parts de sa vie, le travail et la distraction. La grande guerre vue par ce gentleman accompli, qui passe des tranchées aux *garden parties* avec le même entrain, nous donne une idée assez exacte de la mentalité anglaise au cours du conflit mondial... et même après.

Les Américains n'ont pas ce laisser-aller fashionable. Leur première existence de pionniers, et qui est encore celle qu'ils mènent dans nombre de leurs Etats-frontières, a laissé en eux de fortes traces, et parmi leurs livres de prédilection, les rêveries d'un pionnier, Henry-David Thoreau, ont conservé un très vif prestige.

Louis Fabulet, à qui nous devons de connaître Rudyard Kipling, a traduit *Walden*, qui compte parmi les chefs-d'œuvre de la littérature classique américaine.

Henry-David Thoreau, est un Américain d'origine française, comme l'indique son nom, mêlée de sang écossais, né en 1817. Il fit de bonnes études, fabriqua des crayons avec son père, puis, las de l'existence des villes ,ayant assez d'argent pour vivre, en 1854, il se retira du monde (à cette époque, aux Etats-Unis la chose était aisée) et il se bâtit une cabane (*the log-cabin*) en poutres non équarries au bord de l'étang de Walden, dont il prit le nom pour titre à son livre.

Walden est demeuré une sorte de Bible pour les Américains bâtisseurs de cités, organisateurs de grands trusts, lanceurs de compagnies de chemin de fer, défricheurs de vastes territoires, fondateurs d'une immense civilisation édifiée avec une si prodigieuse rapidité et un si formidable développement qu'elle est une surprise pour ceux qui ont conscience de sa puissance. Ces hommes, acharnés au labeur de la maîtrise des forces de la nature qu'ils transforment pour leurs fins industrielles, rasant la forêt, canalisant les fleuves vers des turbines, creusant des mines, forant des puits de pétrole dans des dé-

serts, juchant des observatoires au sommet des montagnes, plantant des champs d'arbres fruitiers là où s'étendaient des forêts vierges, supprimant à coups de carabine de précision presque toute la faune autochtone, ces transfigurateurs forcenés de leur immense pays, semblent avoir une mystérieuse nostalgie de la nature qu'ils violentent.

Ils détruisent, ils bouleversent, ils construisent puis ils agglomèrent dans de populeuses cités où se pressent les usines, les comptoirs, les cinémas, les universités, les clubs politiques, les lignes de tramways, les théâtres, les imprimeries de journaux, ils accumulent autour d'eux tout ce que le progrès matériel et intellectuel peut leur procurer de commodités et de jouissances, en s'attachant surtout avec passion à tout ce que ce progrès vient leur apporter de moyens nouveaux pour accélérer leur marche précipitée vers plus de bien-être, plus de raffinement, plus de perfection et de contraintes civilisatrices, et au milieu de cette tâche accomplie dans la fièvre et dans l'enthousiasme, ils conservent un vague regret, un culte obscur et indécis pour la nature dont ils modifient, si brutalement parfois, les aspects sauvages et grandioses.

Ils ont la nostalgie de la vie simple, rustique, dénuée de tout l'appareil compliqué des arrangements et de l'ordre étroit de ces vastes chantiers de travaux et de plaisirs intensifiés que l'on nomme les grandes villes. Alors parfois, pour quelques jours, pour quelques semaines, ils s'en vont planter leur tente dans la forêt, au bord d'une rivière. Ils allument un feu de campement, ils pêchent, ils chassent, ils s'imaginent qu'ils mènent l'existence des premiers âges de leur indépendance nationale. Pourtant, ils ont emporté avec eux un gramophone qui fait virer sur son disque les vibrations sifflantes d'un fox-trot ou d'un refrain de music-hall.

On comprend que Thoreau, apôtre de *camping*, contempteur des cités soit resté pour les Américains l'interprète idéal de leurs aspirations profondes, refoulées sans cesse par leur ambition et leurs besoins grandissants, mais permanentes en leurs âmes.

Ecoutez ce que dit Thoreau.

« La simplicité et la moitié même de la vie de l'homme aux âges primitifs impliquent au moins cet avantage, qu'elle le laissent n'être qu'un passant dans la nature. Une fois rétabli par la nourriture et par le sommeil il contemplait de nouveau son voyage. Il demeurait, si l'on peut dire, sous la tente ici-bas et passait le temps à suivre les vallées, à traverser les plaines ou à grimper au sommet des monts. Mais voici les hommes devenus les outils de leurs outils ! L'homme qui en toute indépendance cueillait les fruits lorsqu'il avait faim, est devenu un fermier, et celui qui, debout sous un arbre, en faisait son abri, un maître de maison. Nous ne campons plus aujourd'hui pour une nuit, mais nous étant fixés sur la terre, nous avons oublié le ciel. Nous avons adopté le Christianisme simplement comme une méthode perfectionnée d'agriculture. Nous avons bâti pour ce monde une tombe de famille et pour le prochain une tombe de famille. Les meilleures œuvres d'art sont l'expression de la lutte que soutient l'homme pour s'affranchir de cet état, mais tout l'effet de notre art est de rendre

confortable cette basse condition-ci et de nous faire oublier cette haute condition-là. Il n'y a véritablement pas place en ce village pour l'érection d'une œuvre des beaux-arts, s'il nous en était venu le moindre, car nos existences, nos maisons, nos rues, ne lui fournissent nul piédestal convenable. Il n'y a pas un clou pour y pendre un tableau, pas une planche pour recevoir le buste d'un héros ou d'un saint. Lorsque je réfléchis à la façon dont nos maisons sont bâties, au prix que nous les payons ou ne payons pas, et à ce qui préside à la conduite comme à l'entretien de leur économie intérieure, je m'étonne que le plancher ne cède pas sous les pieds des visiteurs dans le temps qu'il admire les bibelots couvrant la cheminée, pour le faire passer dans la cave jusqu'à quelque solide quoique terreuse fondation ».

La terreuse fondation !... la terre, le sol natal. Voilà vers quoi Thoreau veut ramener les hommes !

Quand on pense que cette éloquente diatribe contre les cités, les maisons des cités et leurs ornements a été écrite avant les derniers jours de 1850, dans la première moitié du XIXe siècle en Amérique, alors que dominait sur presque toute l'Union une simple existence agricole, alors que les Etats-Unis ne possédaient pas la moitié de leur population actuelle, et que les immigrants poursuivaient encore leur route à travers les plaines et les forêts, avec de grands chariots bâchés qu'ils formaient en camp le soir pour se défendre contre les sauvages et les déprédations des fauves, ...alors on se demande ce que dirait le philosophe de la nature s'il ressuscitait aujourd'hui comme Rip Van Winkle, pour voir les nouvelles villes encombrées, l'abandon des campagnes, Pittsburg couvrant de la fumée de ses hauts-fourneaux l'espace de cinq de nos départements français, le Woolworth Building escaladant le ciel avec ses innombrables étages, et les sauvages indiens des réserves de l'Oklahoma enrichis par des puits de pétrole, roulant dans des autos Ford et écoutant des airs de *rag times*, envoyés par la T. S. F., à des milliers de lieues.

Thoreau est un J.-J. Rousseau américain, et son influence sur ces fiévreux conquérants de la civilisation moderne ne peut être qu'excellente. Les tendances des hommes ont besoin d'opposition comme leurs gouvernements.

Walden reste pour les Américains, si peu méditatifs, une source de réflexions. Sa lecture peut être, pour nous autres Français, pleine de suggestions. Notre petite bourgeoisie, notre classe paysanne n'ont pas un très vif sentiment de la nature, à quoi il faut toujours revenir pour la santé du corps et de l'esprit. Cela s'aperçoit au mauvais goût de nos constructions campagnardes, à l'insouciance avec laquelle nous bâtissons en gâtant nos plus beaux sites, et à la déplorable santé de notre race abîmée par l'alcoolisme et le manque d'exercice rationnel.

Ecoutez encore Thoreau :

« Tout homme est le bâtisseur d'un temple, appelé son corps, au dieu qu'il révère suivant un style purement à lui, et il ne peut s'en tirer en se contentant de marteler du marbre. Nous sommes tous sculpteurs et peintres, et nos matériaux sont notre chair, notre sang, nos os; toute pensée élevée commence sur sur-le-champ à affiner les traits d'un homme, toute vilenie ou toute sensualité à l'abrutir ».

Un de nos meilleurs écrivains parmi la jeune pensée française, Pierre Lasserre a dit fort bien et plus brièvement :

« Les grandeurs de la pensée ne peuvent pas rester longtemps séparées des grandeurs de l'action ».

Thoreau avait une vive imagination qui ne laissait pas parfois de l'amener à de poétiques erreurs.

Dans son *Walden*, il fait une merveilleuse description de son émotion délicieuse un jour de pluie et de soleil, où il se trouva par hasard enveloppé dans le pilier impalpable et multicolore d'un grand arc-en-ciel qui traversait le firmament. Or, dernièrement ce fut aux Etats-Unis la question de savoir, nul ne s'étant encore trouvé enclos dans le pillier d'un arc-en-ciel, si réellement cette merveille était possible. Des physiciens et des météorologistes, prouvèrent qu'un pareil bonheur n'était pas réalisable. Si l'on voit un arc-en-ciel l'on n'es point dedans. Si par hasard on se trouve directement dans la zone qu'il couvre, on ne le voit pas.

Thoreau avait rêvé. L'arc-en-ciel est l'image du bonheur humain. On n'en a la vision qu'à distance lorsqu'on le désire ou lorsqu'on l'a perdu. Lorsqu'on le possède, on n'en a pas conscience. L'aventure de l'arc-en-ciel est la seule objection que l'on ait fait aux Etats-Unis à l'œuvre de Thoreau qui est celle d'un poète plein de charme et d'amusement pittoresque et parfois de profondeur. Elle n'arrêtera pas le cours du temps et ne ressuscitera pas la *log cabin* qui disparaît très vite, même dans le Sud, où de confortables et élégantes maisons de bois joliment travaillé la remplace ; mais *Walden* est rempli d'air, de lumière, de frissons aquatiques, de parfums sylvestres. Ce sont des grâces éternelles.

Les Américains, sont fort préoccupés de leur organisation sociale. Thoreau n'a pas voulu faire fortune dans les crayons. Mais beaucoup d'autres de ses concitoyens n'ont pas rougi (au contraire) de recueillir des millions de dollars. Les Etats-Unis, où tout est grand, sont le pays des fortunes colossales attachées à des entreprises gigantesques. Cela préoccupe les Américains à un double point de vue. D'abord, ces fortunes sont tellement énormes qu'elles ne peuvent plus être entamées et se diminuer, venir se perdre dans la collectivité. Elles s'accroissent et, par conséquent, elles constituent, au milieu de cette démocratie, de véritables fiefs, tout puissants sur les affaires et sur la politique. Le fait est indéniable. Ensuite, les entreprises qui font la base de ces fortunes sont à la merci des héritiers qui peuvent les gérer selon leur caprice, parfois pour le plus grand dommage du public, car en Amérique, où le public, l'opinion publique sont et veulent demeurer, les maîtres ultimes, l'on pense avec quelque raison que les grandes entreprises industrielles et commerciales ont

été crées pour le public et non pas le public pour les entreprises. Ce principe des droits suprêmes de la collectivité est profondément ancré dans l'âme de tout américain. C'est à ce point qu'un homme de la plus haute valeur, H. C. Hoover, le Secrétaire actuel du commerce, faisant, poussé par ses amis, sa campagne électorale présidentielle et développant son programme d'action, exposa des conceptions hardies touchant l'héritage : Hoover admettait, non pas le dépouillement des héritiers, mais une certaine limitation de leurs droits. Il jugeait dangereux et préjudiciable à l'intérêt public qu'une grande affaire périclitât, parce que livrée légalement à la mort de son fondateur, à des mains inexpertes, improbes ou insouciantes. Et il réclamait le mécanisme légal d'une mise en tutelle des grandes entreprises. L'idée était audacieuse. On peut croire qu'elle fit à Hoover un certain tort dans le parti républicain auquel il se rattachait et dont il réclamait l'estampille officielle.

Harlan Eugène Read la reprend et la propage avec plus d'audace, car il préconise une véritable confiscation de la richesse acquise, afin de supprimer la classe des multi-millionnaires parasites, et vivant du labeur de la nation, et afin également de payer les frais de la guerre, problème qui se pose aux Etats-Unis comme en Europe. Si énorme que soit la fortune du testateur, chacun des héritiers directs ne pourrait recevoir plus de 100.000 dollars. Le reste retourne à l'Etat.

Le projet est hardi, et Harlan Eugène Read le présente avec une méthode et une argumentation très habiles.

Quelle que soit l'opinion que l'on professe en face de ces théories, qui répondent, dans une certaine mesure, aux préoccupations égalitaires américaines, on peut apprécier dans le livre d'H. E. Read, ce qu'il nous révèle des mœurs des Etats-Unis où, malgré les origines démocratiques du pays, ses libres coutumes et son absence de préjugés de caste, une aristocratie se reforme extrêmement forte, car elle a pour appui, non un titre conférant quelque vague privilège, mais l'argent, et des droits sur la direction générale du travail de la nation.

Les Américains ont fait beaucoup de chemin depuis Thoreau, lorsque celui-ci écrivait :

« Je vois des jeunes gens, mes concitoyens, dont c'est malheur d'avoir hérité de fermes, maisons, granges, bétail et matériel agricole, attendu qu'on acquiert ces choses plus facilement qu'on ne s'en débarrasse ».

Et H. E. Read écrit tranquillement :

« Le droit d'hériter d'un royaume n'est pas plus absurde que le droit d'hériter d'une grande fortune ».

Les Anciens avaient pour l'héritage un respect religieux, que nous n'avons plus, même nous autres Européens tout attachés que nous soyons à nos traditions.

L'histoire du bouclier d'Alexandre est la tragique aventure mythique d'un héritage transmis par Alexandre le Grand à une de ses descendantes, et c'est aussi le récit d'un voyage à travers ce que nous nommons aujourd'hui l'Orient moyen; cette Grèce, cette Macédoine, cette Albanie, ces confins de l'Asie, berceau de la civilisation de l'Europe, où les Européens, après la grande guerre, luttent entre eux pour des puits de pétrole, des concessions de mines ou d'exploitations de bois, ou pour obtenir ce droit de dominer diplomatiquement, contenu dans cette expression imprécise mais qui tient tant de choses en deux mots : « des zones d'influence ».

L'aventure de Chrysanthe, le marin tarentin, lancé à la conquête du bouclier d'Alexandre, gardé dans les défilés de l'Araxe par les grands lions de pierre, peut être rapprochée de ce remous de convoitises, qui précipite les Occidentaux européens vers ces beaux pays engourdis depuis des siècles, dans une léthargie que la grande guerre a secoué à peine, pour venir s'emparer des trésors dont ils ne font rien et dont ils ne sont que les passifs et ignorants gardiens.

Thalestris, reine des Amazones, a eu d'Alexandre une fille après s'être unie au plus vaillant des hommes pour faire souche d'un enfant héroïque. En quittant Alexandre, Thalestris a reçu en souvenir son grand bouclier noir de Pallas Troyenne, orné au centre de la tête de Gorgone.

Cette fille de l'Amazone, recueillie par Pyrétos le Centaure, et nommée par sa mère : Perséis Aior pata (la tueuse d'hommes), élevée parmi les nymphes, n'a pas dans son cœur la farouche énergie de sa mère, l'intrépidité conquérante de son père. Plus femme que guerrière, elle préfère aux armes les vêtements et les chansons. Elle réchauffe sur son sein les oisillons tombés du nid, elle berce dans ses bras les agneaux nouveaux-nés; elle enchante les abeilles. Elle a consulté l'Oracle des chênes. Un homme doit venir de la mer vers elle, pour conquérir le bouclier. Alors, elle accomplira la rite des Amazones, imposé par Diane. Elle s'unira à l'étranger et le tuera pour garder le bouclier et pour n'être pas tuée par cet homme.

En vérité, voilà l'image symbolique de la conquête occidentale. L'auteur a-t-il pensé à cette interprétation de son livre ?

Chrysanthe est envoyé à la recherche du bouclier d'Alexandre par son oncle, un changeur, un banquier de Thessalonique. Il traverse la mer. Il voyage à travers mille difficultés, conduit par un Scythe avec une troupe de Macédoniens que découragent les fatigues et les maladies, vers le défilé de l'Araxe.

Arrivé presque au but il laisse ses compagnons à leur campement et s'engage dans le défilé. Il s'égare, cherche son chemin. Un cavalier est devant lui.

« Son costume, analogue à celui que les Scythes ont emprunté des anciens Perses — justaucorps droit et longs caleçons bariolés — était fait de peaux de

chevreau souples et fines, peintes avec le suc des plantes en couleurs crues, bleu, vert et noir. Les motifs ornementaux, semés d'étoiles, corolles, feuillages, simulaient la plus riche broderie. Ces mêmes motifs couvraient les chaussures, cousues sur la forme du pied, et le petit bonnet conique qui laissait dépasser seulement deux touffes de cheveux blonds ».

C'est Perséis, sous des habits d'homme. Dès que Chrysanthe, en lui demandant son chemin, lui a révélé qu'il vient « de la mer », Perséis se souvenant de l'oracle, conduit Chrysanthe vers le Centaure... Et le rite s'accomplit.

Dans l'obscurité de la nuit, Perséis vient, sa hachette à la main s'unir à Chrysanthe. Mais l'Amazone-Femme, n'a pas le courage de tuer l'homme « qui vient de la mer » et qui a possédé son corps de vierge. Au lever du jour, elle le contemple dans le profond sommeil où il est tombé. Désarmée, de ses mains elle caresse le cou du dormeur. Chrysanthe à ce contact se réveille. Les yeux encore vagues, d'un geste brusque il saisit son poignard et l'enfonce jusqu'à la garde dans la poitrine de l'Amazone qui l'épargnait. Perséis tombe. Chrysanthe lui arrache son voile. Il reconnaît le cavalier qui l'a accueilli dans le défilé où il s'était perdu, et il crie de douleur d'avoir tué la trop pitoyable Amazone.

Chrysanthe, touché par l'amour pour la première fois ne s'empare pas du bouclier. Il couche dans son ove creux le beau corps sans vie de Perséis et, pendant que le Centaure Pyrétos, avec toute la troupe des demi-dieux sylvestres, rend les honneurs funèbres à la fille de Thalestin, il part rejoindre ses compagnons.

De retour à Tarente, Chrysanthe s'engage comme rameur sur un navire en partance pour les mers hyperboréennes à la recherche de terres nouvelles et de la fabuleuse Thulé...

Les charmes de la fable des temps héroïques de la Grèce anime ce roman tiré des plus vieilles légendes antiques et que le hasard des similitudes rapproche des événements actuels, si surprenants et si grandioses que dans des millénaires à venir, leur ensemble formera peut-être aussi une mythologie.

Marcelle Vioux, l'an dernier, a donné l'histoire d'une pécheresse de notre temps, l'*Enlisée*, un roman cruel, plein de terribles détails, et dans la liberté de son expression, d'une portée morale incontestable. Aujourd'hui, dans *Une Repentie*, « l'enlisée » est Marie-Magdeleine, la plus grande et la plus touchante de toutes les femmes qui firent de l'amour leur joie et leur torture. Marie-Magdeleine est une Amazone vaincue. Née pour la perdition des hommes, devant le Sauveur, elle abdique son audace et sa lascivité perverses. Comme l'Amazone de la fable païenne, elle laisse tomber sa hachette au double tranchant, de désir, de volupté provoquante, mais le lien qui l'unit au Sauveur n'est pas un lien de chair, et elle meurt lorsque son vainqueur, le vainqueur de la Mort, ressuscite et lui laisse, à cette péche-

resse, désormais sainte entre les femmes, le bouclier de son pardon qui la protège à jamais dans l'éternité.

Qu'auraient pensé le vrai et le faux Renan et Gordon, l'apôtre à la courbache, de cette interprétation émouvante d'une grande image sacrée, d'un mysticisme féminin et très oriental ?...

Pour ceux des voyageurs qui, durant ces vacances, iront faire une visite à l'Exposition de Marseille, où l'Extrême-Orient tient une si grande place, les *Trois femmes annamites* de Chivas-Baron jetteront quelques clartés sur la psychologie sentimentale des petites tonkinoises, pleines de résignation et de tendresse refoulées. Celles-là n'ont rien des amazones, ni des repenties. La simplicité de leur cœur est grande et leur soumission aux hommes complète. Elles ne savent pas ce que c'est que le péché. Elles n'ont d'autre culte que la religion des ancêtres. Et pourtant, il y a une certaine Madame Hoa, épouse de deux maris européens successifs, qui se la repassent dans leur bail, après avoir terminé leur séjour de fonctionnaire, et qui semble avoir compris les avantages de la civilisation occidentale. Madame Hoa *est fort intéressante.* La question du mélange des sangs européens et indigènes est effleurée là, d'une touche légère, mais on sent bien que lorsque Madame Hoa se décide à ne pas faire laquer, selon la coutume, les dents de ses filles, nées d'un père français, la religion des ancêtres subit une atteinte, et qu'une transformation s'opère.

L'Annam se métamorphose par ces métis, comme l'Inde par ses babous. Les idées européennes filtrent à travers l'Asie, grâce à ces individus de race croisée, plus aptes que les autres à comprendre l'Europe, à assimiler sa culture, ses préjugés aussi, et qui deviennent, finalement, très redoutables à l'Europe. Jamais nous ne serons assez bien renseignés sur nos frères jaunes qui pullulent aujourd'hui sur leur continent immense, ce continent dont la petite Europe ne forme que le dernier promontoire en face de l'Atlantique. Et, pour se renseigner, je le redis encore, sur nos frères jaunes, sur nos semblables, sur la nature et sur la vie, pour ceux que le voyage n'emportera pas dans sa diversité récréante, instructive, rajeunissante, il n'est rien de tel que de lire les livres variés que produisent au lendemain de la guerre les cerveaux sortis de leur stupeur et pressés de s'exprimer enfin, à peu près librement.

Claude Berton

VIE ÉCONOMIQUE

L'industrie du bâtiment et la crise du logement

Les difficultés que l'industrie du bâtiment rencontre en France se manifestent avec plus d'intensité encore en Allemagne à raison du déséquilibre des prix. La crise du logement reste toujours aiguë, elle y est d'autant plus sensible que la population ne cesse pas de s'accroître.

Le Gouvernement et les administrations locales cherchent à remédier au mal par des solutions improvisées dont les conséquences sont difficiles à prévoir.

La nouvelle loi sur les loyers maintient le double principe de la limitation du prix des loyers et du rationnement des logements. A l'égard du loyer, elle prend pour base le loyer de 1914 qu'elle permet de majorer légèrement (à Berlin de 70 %) en vue, disent les déclarations officielles, de compenser la dépréciation de l'argent. Mais comme celle-ci dépasse actuellement 3.500 %, les locataires sont logés à peu près gratuitement et les propriétaires d'immeubles sont presque complètement privés de revenu réel.

En conséquence, ils continuent à ne plus entretenir les maisons; la détérioration de celles-ci s'accroît rapidement au point de devenir dangereuse. Aussi la loi nouvelle décide-t-elle que les locataires devront payer les réparations. Il reste à voir si cette disposition pourra pratiquement recevoir une application générale dans l'état actuel des choses. Elle ne procurerait, en tout cas, aucun revenu au propriétaire. Les créanciers hypothécaires resteraient également lésés. De cette perte de revenus privés, résulte pour l'Etat une perte d'impôts au profit des locataires.

Il va de soi que le crédit hypothécaire a cessé de fonctionner et qu'il ne se construit plus d'immeubles.

Ce n'est pas seulement la ruine des propriétaires qui s'y oppose, mais encore la difficulté d'établir des devis en présence du mouvement ascendant des prix de construction. En avril dernier, le prix

des tuiles était devenu 39 fois plus élevé qu'en 1914, celui du ciment 22 fois, celui de la chaux 33, celui du bois 53, celui des ferrures 56, celui du verre 75. Le prix des transports et du travail aussi a augmenté, quoique dans des proportions moindres. Le salaire des maçons et charpentiers est devenu 14 fois plus fort ; celui des manœuvres 20 fois.

La cherté des matériaux de construction se trouve accentuée par le fait que l'Allemagne, qui en importait beaucoup avant la guerre (notamment du bois), n'en importe que fort peu aujourd'hui et a repris ses exportations.

La situation serait donc sans issue si les principes ne comportaient pas d'exceptions. Mais les nouvelles lois, très rigoureuses pour les immeubles existant avant 1919, laissent toute latitude aux propriétaires qui feraient construire des maisons neuves pour se couvrir de leurs frais et risques. Non seulement ils bénéficient de quelques exemptions fiscales, mais encore rien ne limite leur droit d'exiger des loyers aussi élevés que possible et de stipuler des accroissements ultérieurs proportionnels à la dépréciation de la monnaie. Comme contrepartie, les locataires des maisons en construction auront l'avantage de n'être plus rationnés quant au nombre de pièces qu'ils pourront occuper.

Ces dispositions ont provoqué la construction de maisons luxueuses. Seuls, en effet, les locataires opulents peuvent s'engager à payer des loyers couvrant les frais d'intérêt et d'amortissement d'immeubles construits aux prix actuels. D'autre part, on a édifié un assez grand nombre de locaux commerciaux et industriels. Enfin, certaines municipalités et des sociétés souvent subventionnées ont activement développé la construction d'habitations ouvrières. Il en a été ainsi notamment dans la région minière de la Rhur.

Au total, en 1921, 58.700 maisons d'habitations nouvelles se sont élevées en Allemagne. Au commencement de 1922, on annonçait qu'un crédit de 100.000.000 de marks serait affecté comme subvention à l'édification de 6 à 7.000 maisons destinées surtout à des travailleurs employés par l'Etat prussien. Dans les trois dernières années, la ville de Francfort a dépensé 140 millions de marks en constructions ou transformations de logements. Les loyers qu'elle en retire sont d'ailleurs très loin de lui permettre de couvrir ses dépenses.

Malgré ces efforts, il subsiste à Francfort, comme dans toute l'Allemagne, une pénurie grave de logements. La municipalité de cette ville considérait comme urgent, au printemps, d'en construire 3.500. Pour cela, elle comptait sur de nouvelles subventions de l'Etat, sur une augmentation de taxes municipales et sur un emprunt.

Grâce à cette baisse, la construction est devenue moins coûteuse et il sera possible, pour une somme donnée, de faire construire un plus grand nombre de maisons. D'après les renseignements fournis par un spécialiste, sir H. Kingsley Wood, le prix de revient pour une maison

de trois pièces, serait, depuis un an, tombé de £ 1.000 à £ 400. Même en admettant quela diminution ne soitpas aussi forte pour la moyenne des maisons, il n'en est pas moins vrai que la possibilité de construction a beaucoup augmenté.

Cependant, même en mettant les choses au mieux, le ministère de l'Hygiène compte sur une perte sèche égale aux deux tiers de la valeur des maisons construites sous son contrôle. Il ne peut donc plus être question de développer les entreprises édilitaires officielles au-delà des engagements déjà pris en vertu de la loi.

En revanche, grâce à la baisse des prix de construction, l'industrie privée du bâtiment commence à renaître. On le constate en diverses villes; mais cette reprise s'effectue avec assez de calme pour tenir compte des possibilités locales et ne provoque aucun changement soudain de l'offre et de la demande.

D'ailleurs la législation anglaise, sans être aussi rigoureuse que celle de l'Allemagne, n'est pas très encourageante pour les capitalistes désireux de faire construire des maisons de rapport. Elle limite à 40% l'augmentation de loyers qu'ils peuvent exiger sur les maisons anciennes par rapport aux prix de 1914, quoique leurs frais (sauf le loyer de l'argent pour les hypothèques anciennes encore en cours) soient encore supérieurs d'au moins 80 % au niveau de 1914. En conséquence, ces propriétaires manquent plus ou moins de disponibilités à consacrer à des constructions neuves. En outre, les taxes pesant sur la propriété bâtie ont beaucoup augmenté. D'ailleurs, depuis 1910 déjà, la législation fiscale (dans le but de réprimer la spéculation sur les terrains) était extrêmement rigoureuse pour les propriétaires et avait contribué à réduire l'esprit d'entreprise pour les affaires de bâtiment.

La renaissance de l'activité, qui est réelle dans cette branche d'affaires ne semble donc pouvoir être qu'assez lente.

Le mois dernier, la *Gazette de Francfort* enregistrait les doléances des hommesd'affaires se plaignant de la quantitéexcessive de capitaux et de main-d'œuvre que l'industrie u bâtiment absorbait au détriment d'autres branches d'activité.

* * *

Une sensible amélioration de la situation s'est produite en Angleterre, au point de vue du logement. Toutefois, il convient de l'examiner de près et d'en reconnaître les imperfections.

Le fait évident est que la pénurie de logement est moindre. En 1919, on estimait à 300.000 le nombre de maisons à construire (il s'en construisait, en moyenne, 100.000 par an avant la guerre); cette année, le déficit paraît n'être plus que d'environ 250.000. Bien entendu, le

nombre de maisons construites depuis 1919 est inférieur à la différence entre les deux nombres. La diminution tient en grande partie à ce que les familles ont comprimé leur besoin de logement. Les exigences à cet égard sont plus modestes qu'au lendemain de la guerre. Peut-être aussi la reprise du mouvement d'émigration contribue-t-il à alléger la situation.

Cependant l'amélioration provient en grande partie d'une reprise de l'industrie du bâtiment. A cet égard, il convient de distinguer entre les entreprises des autorités publiques et celles des particuliers.

D'après sir Alfred Mond, ministre de l'Hygiène, 220.000 maisons auront été fournies par l'Etat et par les municipalités lorsque aura été exécuté le projet édilitaire voté sur l'initiative de son prédécesseur, le Dr Addison. Une partie de ces maisons est déjà construite, une autre en voie de construction, une autre n'existe qu'à l'état de plans.

En présence du caractère ruineux de la combinaison, il a été nécessaire, l'an dernier, de réduire le projet du Dr Addison. Son ampleur même compromettait la cause des locataires qu'il était destiné à servir, parce qu'elle intensifiait la hausse des prix de construction. Il y a un an, l'Etat a décidé de limiter à £10.000.000 par an sa contribution aux dépenses de construction officielles d'immeubles. Les municipalités, de leur côté, ont, autant que possible, arrêté les frais. Il serait exagéré de dire que cette seule restriction ait suffi à faire baisser les prix des matériaux, les salaires de la main d'œuvre, les bénéfices et honoraires des entrepreneurs et architectes : on sait, en effet, qu'à l'égard des matériaux notamment, les prix ont baissé, dans le monde entier, sous l'influence de diverses causes. Mais il ne faut pas oublier qu'une de ces causes est, précisément, l'arrêt ou le ralentissement de l'industrie du bâtiment.

* * *

Elle est au contraire, très rapide aux Etats-Unis et contribue largement, ainsi que l'avant-dernier Bulletin l'a signalé, à la reprise de l'industrie du fer. Réciproquement, d'ailleurs, aux Etats-Unis comme en Angleterre, les entreprises de constructions ont été stimulées par la baisse du prix des matériaux. La baisse du taux de l'intérêt leur a, également, été favorable.

Le progrès a été particulièrement sensible à partir de la fin de l'été. D'après les statistiques de l'U. S. Department of Commerce, il y a eu dans les 27 Etats composant le Nord-Est des Etat-Unis, plus de contrats conclus pour des constructions, au mois de septembre 1921, que dans n'importe quel autre mois de cette année ou que, dans aucun mois de septembre des années récentes. Leur total surpasse de 11,5 % celui d'août, tandis que, dans les dix dernières années, les contrats

pour constructions conclus en septembre étaient, en moyenne, de 14,5 % inférieurs à ceux du mois d'août.

Il y a cependant plusieurs catégories de constructions qui ont diminué d'une manière durable depuis le milieu de 1920. Telles sont les constructions de locaux industriels. En effet, ils avaient pris une telle extension de 1914 à 1920 qu'ils se trouvent plus que suffisants pour les besoins actuels. De même la crise économique générale a arrêté le développement des constructions destinées à des adductions d'eaux, à des canalisations pour le gaz, à des chantiers navals, etc... Mais, pour ce genre de constructions, de même que pour celles dont les chemins de fer doivent bénéficier, une reprise semble se dessiner, de même que pour les écoles et autres édifices publics.

Les constructions qui, depuis la fin d'août, augmentent le plus par rapport à l'ensemble sont les maisons d'habitation.Leur proportion pour les 27 Etats du Nord-Est, était de 40 % en octobre dernier et de 69 % en novembre.

L'activité s'est maintenue depuis le commencement de l'année courante. En mars, dernier mois dont nous connaissions les résultats, le nombre et la valeur des contrats de construction ont atteint leur maximum. Dans 166 villes principales des Etats-Unis, ils ont formé un total de 259.500.000 dollars contre 126.470.000 dollars en mars 1921. Le progrès a été particulièrement sensible à l'égard des maisons d'habitation. A Cleveland, vient d'avoir lieu une grande exposition du bâtiment et de l'ameublement destinée à faire connaître au public les combinaisons les plus avantageuses au point de vue du confort et de l'économie.

* * *

En République Argentine, où la crise du logement s'est manifestée aussi l'an dernier, la situation est restée grave et la Chambre des députés a voté récemment un projet de loi relatif aux loyers.

Le seul remède efficace étant l'augmentation de la construction, le Parlement a, d'autre part, supprimé les droits de douane perçus sur l'importation des matériaux de construction.

Une mesure semblable a été prise en Italie.

VIE POLITIQUE

ITALIE

La crise ministérielle.

L'Italie, qui avait eu tant de peine à sortir de la crise de l'hiver dernier et à former le gouvernement Facta, est entrée à la veille des vacances en grande crise ministérielle. Le 20 juillet, M. Facta a été renversé par 288 voix contre 103. Rien de plus confus que les origines de cette crise. Elle est issue du malaise général de l'Italie, de l'affaiblissement de l'idée d'Etat dans ce pays ; elle a été précipitée par des intrigues de parti, par des arrangements de couloir.

Les événements de Crémone.

M. Facta avait pris le pouvoir en un moment de grand désordre. Il avait été choisi, malgré son caractère d'homme de second plan et peut-être à cause de ce caractère. C'est un homme sage et modéré et l'Italie semblait redouter un président du Conseil énergique qui entendrait faire respecter la loi, par les fascistes, même par l'effusion du sang. Avec M. Facta on n'avait pas ce risque à redouter. D'autre part, M. Facta était un vieux parlementaire, on lui supposait une certaine habileté et il était soutenu par son ami M. Giolitti et par la faction giolittienne. Enfin, M. Facta était un homme souple et aimable. Il semblait avoir les qualités nécessaires pour assurer la présidence de la Conférence de Gênes.

La Conférence de Gênes fut un échec. Le ministre des affaires étrangères Schanzer sur qui on avait fondé de grands espoirs et qui passait pour le grand homme du nouveau gouvernement n'obtint aucun succès éclatant. Sa dernière tentative de rapprochement vers l'Angleterre se termina par un échec. M. Schanzer indisposa la France et ne sut pas amener l'Angleterre à des concessions importantes. A l'extérieur, le nouveau gouvernement n'augmentait donc pas le pres-

tige italien. A l'intérieur, les désordres des rues, les luttes entre fascistes et communistes continuaient. En juin, les troubles de Bologne avaient inquiété toute l'Italie; en juillet, les troubles de Crémone prenaient des proportions encore plus grandes.

La municipalité de Crémone est socialiste. Et peut-être avait-elle outrepassé ses droits et gouverné la ville au profit de son propre parti.

Les fascistes commencèrent une agitation violente contre le maire. Ils engagèrent les gens de Crémone à refuser l'impôt. Puis ils décidèrent la mobilisation de leurs escadrons et Crémone fut envahie par les fascistes des régions voisines. M. Facta, dans son souci d'éviter tout conflit entre les troupes et les fascistes, prit des mesures modérées qui auraient dû apaiser les deux partis, qui ne firent que les irriter. Les fascistes réclamaient la démission du conseil municipal. Il est à peu près avéré que le Gouvernement poussa lui aussi à cette démission qui aurait arrêté momentanément les troubles. Le conseil municipal, fort de son droit, resta en place.

Cependant les fascistes mettaient à sac le siège de certaines organisations socialistes de Crémone. A la Chambre, les députés socialistes protestèrent. Au cours de la séance du 15 juillet, on apprit que la maison du député socialiste crémonais Miglioli avait été pillée par les fascistes. Aussitôt les députés socialistes demandèrent la démission du ministère. Ils furent appuyés par une partie des populaires et des constitutionnels. La séance s'acheva dans le tumulte. Le lendemain on apprit que les fascistes évacuaient Crémone. Il était trop tard. Une nouvelle crise ministérielle allait s'ouvrir.

Le jeu des partis.

Le groupe parlementaire socialiste avait un intérêt puissant à l'ouverture d'une crise. Une crise leur offrant l'occasion de réaliser la collaboration avant la réunion du Congrès national. Depuis qu'ils se sont assurés l'approbation de la C. G. T. les socialistes collaborationnistes — et c'est la grande majorité du groupe parlementaire — désirent participer au pouvoir le plus rapidement possible et forcer la main au Congrès national en le mettant en présence du fait accompli.

Dès qu'ils virent qu'une crise était possible, les membres des partis démocrates et constitutionnels commencèrent à s'agiter. Ils formaient un élément considérable de la majorité de M. Facta. Dès qu'ils entrevirent la possibilité de prendre sa place ils se demandèrent s'ils n'était pas temps de le renverser. La faction giolittienne de ces partis resta seule fidèle à M. Facta. M. Giolitti, qui faisait sa saison à Vichy, ne se souciait pas de reprendre le pouvoir; le ministère Facta avait toujours satisfait aux demandes des giolittiens. Quant aux candidats possibles à la Présidence du Conseil, M. Orlando était loin de Rome,

M. De Nicola laissait dire qu'il entendait rester président de la Chambre, M. Nitti se montrait peu, mais agissait. Les membres de la majorité ministérielle, comprenant qu'une crise ne pourrait apparaître aux yeux du pays que comme un conflit d'intérêts personnels, faisaient de nombreuses démarches auprès de M. Facta pour l'amener à donner sa démission sans affronter un vote des Chambres. M. Facta refusait. Il comprenait qu'un pareil départ aurait l'air d'une défection. Il avait été amené au gouvernement, par la Chambre et sans avoir brigué le pouvoir : il entendait que la Chambre se prononçât, le renvoyât après l'avoir choisi. Les constitutionnels hésitaient à prendre la responsabilité d'une crise qui risquait de recommencer les longues incertitudes de février et qui pouvait aboutir à une collaboration socialiste. Or, l'élément bourgeois, qui forme le principal appui du parti constitutionnel entendait éviter avant tout l'accès des socialistes au pouvoir.

Tout dépendait des populaires. Rangés fermement autour d'un ministère qui n'avait été que trop obéissant à leur influence, ils pouvaient éviter la crise. Mais dès le premier jour, leur attitude fut très ambiguë.

Malgré son unité, malgré sa discipline, le parti populaire est formé d'éléments disparates unis par un seul lien : le catholicisme. Il serait difficile de définir exactement le corps de la doctrine du parti populaire. Il a des aspirations socialistes, mais qui restent vagues, — que l'on imagine la doctrine de M. Marc Sangnier et du *Sillon*. — mais quelques pointspratiques très définis : règlement de la question des *latifundia*, liberté de l'enseignement.

Cette absence de grande doctrine amène le parti populaire à une politique étrange et généralement peu édifiante. En toute occasion, le parti populaire s'attache aux résultats pratiques qui sont les seuls points précis de son programme. A chaque changement de ministère, le parti populaire paraît uniquement soucieux de s'assurer un nombre important de portefeuilles et de mettre la main sur les départements qui, disposant de telle ou telle faveur, pourront augmenterson influence. Une fois le ministère formé, le secrétaire politique du parti populaire, Don Sturzo, surveille de près le gouvernement auquel ses amis collaborent. Il fait de fréquentes visites au président du Conseil et lui fait payer sans cesse au plus haut tarif le concours du parti populaire.

C'est le caractère le plus singulier du parti populaire que cette domination d'un seul homme. Don Sturzo est le grand ouvrier du parti et peut-être son lien le plus solide. A défaut de grandes idées politiques communes il fallait au parti populaire un dictateur énergique d'une discipline inviolable. Si l'on excepte M. Meda, le parti populaire ne compte pas une personnalité de premier plan. Il semble que Don Sturzo, soit par goût de domination personnelle, soit parce qu'il

comprend qu'un pareil parti ne peut avoir plusieurs chefs, s'efforce de maintenir tous les députés populaires dans une demi-pénombre. Il a établi pour les ministres populaires le système du relativisme. A chaque crise, ce sont des hommes nouveaux qui reçoivent les portefeuilles que Don Sturzo a fait attribuer à son parti. Ces hommes restent en place un mois ou un an, puis ils reprennent leurs sièges de députés. Ainsi il leur est impossible de montrer une personnalité forte. Ils ont cependant le temps de répandre les faveurs sur leurs électeurs particuliers et d'assurer au parti populaire une clientèle inébranlable dans leurs collèges respectifs.

A la veille de la crise, Don Sturzo exerçait la plus grande influence sur M. Facta. Il l'avait prouvé en fixant lui-même la date de la discussion sur la latifundia. D'un autre côté, l'ouverture d'une crise pouvait amener les socialistes au pouvoir, et Don Sturzo avait accueilli très froidement les dernières avances des socialistes collaborationnistes. On pouvait donc s'attendre à voir les populaires défendre M. Facta. Mais il n'en fut rien.

Dès les préliminaires de la crise, l'attitude de Don Sturzo fut inquiétante. Il fit front d'abord contre les fascistes et demanda au gouvernement de prendre des mesures sévères pour rétablir l'ordre D'autre part, les populaires déclaraient assez hypocritement qu'ils n'étaient que cent à la Chambre et que, si la crise se produisait, ils n'en pourraient être rendus responsables.

La chute du ministère.

Le 19 juillet malgré les perfides conseils de ses anciens amis, M. Facta refuse de donner sa démission sans débat et se présente devant les Chambres. Et, immédiatement après son discours, les populaires dévoilent leurs batteries. L'un d'entre eux, M. Longinotti dépose un ordre du jour de méfiance contre le ministère :

« La Chambre constatant que l'œuvre du gouvernement n'a pas poursuivi la pacification intérieure, indispensable même pour la restauration de l'économie et des finances du pays, passe à l'ordre du jour ».

L'ordre du jour des populaires est accepté par 208 voix contre 103. Le lendemain, M. Facta donne sa démission.

La crise.

Les fascistes, M. Mussolini en tête, ne voulant pas être les vaincus de la séance afin de réserver l'avenir, ont voté contre le ministère. M. Facta n'a été soutenu que par les nationalistes, la droite libérale,

les agrariens et les giolittiens. Mais le parti sur lequel pèse la plus grande responsabilité de la crise est le parti populaire. Par son revirement, il a provoqué la chute de M. Facta. Et immédiatement, il s'efforce de recueillir les fruits de sa manœuvre. Le soir même, la Direction du parti populaire se réunit. Elle pousse en avant M. Meda, elle demande le portefeuille de l'intérieur pour M. Mauri, elle s'efforce de déterminer la nature du nouveau ministère. Don Sturzo prétend exclure du pouvoir l'extrême-droite et l'extrême-gauche. Il s'opposera donc à un ministère de concentration. Comment composer ce ministère du centre ? On parle d'une combinaison groupant MM. Orlando, Meda, Bonomi, De Nava et quelques giolittiens. Mais il est peu probable que M. Orlando consente à gouverner contre les deux partis extrêmistes et couvrir de son nom un ministère dont Don Sturzo serait le véritable chef. Si une pareille combinaison devait réussir, il serait plus naturel que M. Meda en prît la direction nominale.

M. Orlando, appelé à Rome par le roi, essaie de former son ministère. Et immédiatement sa conception se heurte à celle de Don Sturzo Il pense que l'Italie ayant besoin de pacification, la seule combinaison possible est celle qui s'attirera la bienveillance de tous les partis. Il ne croit pas le moment venu d'appeler les socialistes au pouvoir, mais il veut s'assurer l'appui des collaborationnistes. Il entend comprendre dans son gouvernement éventuel un représentant de la Droite.

Or, Don Sturzo maintient inébranlablement son veto contre les deux partis extrémistes. D'autre part, ses exigences sont énormes. Il entend assurer à son parti cinq ou six portefeuilles et garder le droit d'exclusive pour tous les ministères qui peuvent gêner le développement du parti populaire. Pendant quatre jours, M. Orlando lutte pour la composition du ministère. Il demande à la Droite d'accepter les exigences des populaires. Naturellement, la Droite refuse. Il fait de nouvelles tentatives auprès des populaires. Ceux-ci déclarent qu'ils n'ont provoqué la crise que pour exclure la Droite du pouvoir et se montrent inébranlables.

Le 24 juillet, M. Orlando renonce à former le ministère. Le soir du même jour, le roi fait appeler M. Bonomi et le charge de former une nouvelle combinaison.

Le ministère Bonomi serait un ministère de combat. Il s'appuierait uniquement sur les gauches et répondrait par conséquent aux vues de Don Sturzo. Il obtiendrait en outre l'appui et peut-être le vote des socialistes collaborationnistes. M. Turati fait une vive campagne pour la réussite de la combinaison Bonomi. Les droites et les fascistes sont directement menacés. M. Bonomi peut donc compter sur leur opposition absolue, peut-être sur l'insurrection.

Pour se maintenir au pouvoir dans de pareilles conditions, il faudrait que M. Bonomi eût l'appui sans restrictions de toutes les gauches.

Or, les quatre groupes de la démocratie constitutionnelle ne paraissent pas très favorablement disposés. La démocratie sociale a voté un ordre du jour regrettant l'échec de M. Orlando, les giolittiens ne peuvent soutenir le leader d'un groupe qui a renversé M. Facta. Les deux autres groupes se montrent très réservés.

Dans la journée du 25, les populaires voient leur situation s'amoindrir par suite de la publication de deux notes politiques. L'une a été envoyée par M. Giolitti au directeur de la *Tribune*. M. Giolitti blâme les intrigues politiques du Parlement et rappelle que l'Italie doit avant tout se préoccuper d'éviter la faillite. L'autre note vient du Vatican. Elle est publiée par l'*Osservatore Romano*. Une fois de plus, le Vatican déclare qu'il n'est en rien responsable des actes du parti populaire. La publication de cette note a la valeur d'un sévère désavœu. De très nombreux catholiques sont effrayés en effet par le mouvement des populaires vers les socialistes. Un député populaire, le prince romain Boncompagni, vient de quitter le parti de Don Sturzo.

Le 26, M. Bonomi renonce à former le ministère. Le Roi fait appeler M. Meda. Mais le parti populaire sent bien qu'il ne peut à lui seul assurer la vie d'un gouvernement. Il ne veut pas risquer son prestige dans une affaire périlleuse. M. Meda refuse.

Le Roi offre alors le ministère à M. De Nava ancien ministre du Trésor du Cabinet Bonomi. M. De Nava essaie d'abord de s'assurer l'appui de M. Orlando. Il va le trouver à Fiuggi. A son retour à Rome, il apprend que la Droite et deux des groupes de la démocratie font opposition à son ministère.

C'est qu'un fait nouveau s'est produit. Les populaires comprenant qu'ils ne réussiront pas à imposer leur volonté et qu'ils encourent une grave responsabilité, en prolongeant la durée de la crise ont abandonné leurs prétentions premières. Un ordre du jour du groupe parlementaire populaire déclare renoncer à tout veto. Dès lors, le ministère de collaboration que voulait réaliser M. Orlando redevient possible. M. Orlando quitte Fiuggi et arrive à Rome le 28 à 8 heures du matin.

Il se rend chez le Président du Sénat, puis chez le Président de la Chambre, M. De Nicola, où il rencontre M. De Nava. A la suite de cet entretien, M. De Nava se rend au Quirinal pour annoncer son échec au Roi.

Les socialistes sentent alors que le terrain se dérobe sous eux. Un ministère Orlando va se former réunissant tous les partis de la Chambre contre eux. De cette crise encore ils sortiront battus. Or les attaques des fascistes contre leurs organisations sont de plus en plus violentes. A Ravenne, les fascistes viennent d'incendier le siège des coopératives après une lutte sanglante. Huit personnes ont été tuées. Les socialistes font donc un suprême effort. Le Comité directeur du groupe parlementaire socialiste se réunit et se déclare prêt à collaborer

au gouvernement. Ainsi pourra peut-être se réaliser la combinaison qu'au début de la crise, M. Mussolini, chef des fascistes, indiquait à M. Orlando : appeler dans un même cabinet les socialistes et les fascistes.

Le 29, le roi fait appeler M. Turati. Et M. Turati se rend au Quicinal. C'est la première fois qu'un député socialiste va voir le Roi avec délégation du groupe parlementaire. Le socialisme italien, ou du moins la fraction collaborationniste, entre donc dans une nouvelle phase

Le même jour, M. Orlando voit M. Turati. Il semble disposé à tenter la collaboration socialiste. Il entend former un ministère de grande concentration comprenant un représentant des deux partis extrêmistes. L'idée est séduisante. Pourra-t-elle jouer dans la réalité. La présence de M. Turati et de M. Mussolini dans le même cabinet empêchera-t-elle les fascistes et les communistes provinclaux de se massacrer réciproquement dès qu'ils en trouveront l'occasion? Au mois d'août 1921, M. De Nicola tenta de réconcilier les deux fractions antagonistes. Un traité fut signé qui fut violé presque aussitôt. Il est peu probable que M. Orlando réussisse dans une entreprise si hardie. S'il échoue, qui pourra tenter à sa place de former un gouvernement? La politique de M. De Nicola est, comme celle de M. Orlando, la politique d'unité nationale avec collaboration socialiste. Alors, où trouver un chef de gouvernement ? Gouverner sans les socialistes, c'est encourager les fascistes. Gouverner sans les droites, c'est dresser contre l'Etat l'insurrection armée. La situation est douloureuse. Le 30 juillet certains parlent de demander à M. Facta de reprendre le Gouvernement.

G. B.

POLOGNE

Crises ministérielles.

Le 20 juin, au moment où le général Szeptycki entrait à la tête des troupes polonaises à Katovice (Kattowitz) et où différents orateurs célébraient à ce propos la réunion d'une partie de la Haute-Silésie à la mère-patrie au bout de plusieurs siècles, la Pologne traversait la crise ministérielle, sinon la plus grave, du moins la plus longue et la plus mystérieuse qu'elle ait connue depuis sa résurrection.

Ce n'est que le 25 juin, après une première crise d'une vingtaine de jours, que la désignation de M. Arthur Sliwinski, vice-président du conseil municipal de Varsovie, fit apercevoir une solution des diffi-

cultés intérieures où se débat le pays, et ce n'est que le 29 que le nouveau cabinet, dont l'existence devait être si éphémère, sembla définitivement constitué. Les crises ministérielles ont été très fréquentes dans la Pologne nouvelle. En principe il n'y a pas lieu de s'étonner de la chose en un pays qui a dû reconstruire de toutes pièces les différents rouages de la vie administrative et gouvernementale. Si on ajoute à cela l'état de guerre avec la Russie bolcheviste, qui s'est prolongé jusqu'à la fin de 1920, l'incertitude extérieure, l'indétermination des frontières de l'est ou de l'ouest pendant des mois, pendant des années même, aussi bien du côté de la Lituanie que de l'Allemagne ou de la Tchécoslovaquie (Wilna, Allenstein, Marienwerder, Teschen, sans parler du problème de Haute-Silésie qui vient seulement de recevoir sa solution définitive par la remise à la Pologne et à l'Allemagne des territoires qui leur avaient été respectivement attribués en octobre 1921 par le Conseil de la Société des Nations), on conviendra que la tâche était particulièrement ardue pour les hommes chargés de diriger les destinées de la République polonaise. Enfin, un dernier obstacle à l'établissement d'un régime parlementaire sur le modèle des démocraties occidentales, comme la France, la Belgique ou l'Angleterre, réside dans l'instabilité de l'équilibre des partis politiques au sein de la Diète actuelle.

Le premier cabinet Ponikowski, qui se maintint au pouvoir à peu près six mois cet hiver, était, comme l'a montré une précédente chronique [1], un cabinet d'affaires, aucune majorité gouvernementale n'arrivant à se dégager à la Diète. Le second cabinet Ponikowski, qui lui succéda le 8 mars 1922, n'avait été que légèrement remanié et présentait les mêmes caractères. Ne pouvant s'appuyer résolument ni sur la droite ni sur la gauche, il eut — et cela n'a rien de surprenant — une existence encore plus brève : il vécut à peine trois mois. Pourtant tout le monde s'accorde en Pologne à rendre hommage à la loyauté et à la sagesse politique de M. Antoine Ponikowski, dont la prudence et la modération lors du règlement de la question de Wilna, en mars dernier, ont évité à son pays des complications internationales. Très conscient des difficultés de sa tâche, il ne cherchait guère à imprimer une direction précise à la politique du gouvernement : la composition plutôt bigarrée de son ministère le lui interdisait plus ou moins. La Diète ayant décidé que les élections auraient lieu avant le 1er octobre 1922, il s'agissait jusque là d'expédier les affaires courantes et de faire vivre ce pays qui paraît résolu à subsister. Cependant une série de questions se présentaient qui n'étaient pas susceptibles d'ajournement : parmi elles la question économique et financière et les questions extérieures.

Sur la première, le second cabinet Ponikowski semble avoir rencontré

1. *Vie des Peuples*, avril 1922.

moins de difficultés que le ministère précédent. Sans doute l'application pratique de la *danina* (prélèvement sur les fortunes) votée auparavant par la Diète et allant à l'égard des éléments les plus riches de la population, au patriotisme desquels on s'adressait, jusqu'à une confiscation à peine déguisée, rencontrait bien des obstacles; sans doute le projet de loi sur le monopole du tabac soulevait de vives discussions. Mais malgré les critiques qui avaient été adressées à M. Michalski, ministre des finances dans les deux cabinets Ponikowski, l'opinion polonaise en son ensemble semblait décidée à lui faire confiance et paraissait surtout reculer devant le péril qu'il y aurait eu à bouleverser encore une fois ce système. En effet, le public voyait fort bien que les expériences infructueuses et surtout les fréquents revirements des années précédentes avaient beaucoup contribué à ébranler le crédit de l'Etat, à favoriser l'inflation monétaire, à empêcher la stabilisation du change ainsi que la reconstruction économique. D'ailleurs, en avril et en mai dernier, les préoccupations de cet ordre, si graves fussent-elles, passaient au second plan. Tous les yeux étaient tournés vers Gênes, les rapports avec la Russie étaient devenus la seule question à l'ordre du jour. Le traité de Rapallo produisit, comme bien on pense, une véritable sensation. Bien qu'à partir de ce moment les résultats négatifs de la Conférence ne fissent de doute pour personne, ils n'en causèrent pas moins une déception plus ou moins vive dans de nombreux milieux.

C'est la tournure prise par la réunion de Gênes qui a amené la chute du second ministère Ponikowski. Déjà au cours de la Conférence, M. Zaleski, qui faisait partie de la délégation polonaise à Gênes où il accompagnait M. Skirmunt, alors ministre des affaire étrangères, avait été rappelé en toute hâte à Varsovie pour donner des explications sur la politique suivie par la délégation. A son retour d'Italie, M. Skirmunt s'arrêta à Vienne pour y négocier un accord économique austro-polonais. Le 25 mai, jour de l'Ascension, il arrivait à Cracovie, le 26 rentrait à Varsovie, et le 31 faisait à la Diète un long exposé sur la conférence de Gênes et sur la politique extérieure.

A première vue, il parut avoir remporté un succès parlementaire. Mais le lendemain, 2 juin, eut lieu au Belvédère une mystérieuse séance du conseil des ministres, sous la présidence du chef de l'Etat, le maréchal Pilsudski; et cette séance amena la démission du cabinet; car, pas plus que le premier ministère Ponikowski, le second n'a été renversé par la Diète. L'un et l'autre ont donné leur démission de plein gré : en mars, pour parer à une manœuvre de la droite contre la politique du gouvernement — qui était aussi celle du chef de l'Etat — dans la question de Wilna; en juin, au contraire par suite de divergences de vues avec le chef de l'Etat.

Celui-ci, tout le monde le sait en Pologne, n'est guère disposé à jouer

un rôle effacé. Sur la politique extérieure de son pays à Gênes, il a gardé pendant deux mois la plus grande réserve. Mais, le moment venu, cette question, à l'ordre du jour dans la Pologne entière, pouvait lui servir pour éliminer du gouvernement les hommes qui avaient cessé de lui convenir.

Le 3 juin dans la matinée, alors qu'ils commentaient encore les déclarations faites par M. Skirmunt le 31 mai, les Varsoviens, en lisant les journaux, apprirent à leur grand étonnement que M. Ponikowski avait offert la démission du ministère au chef de l'Etat au cours du conseil des ministres de la veille mais que cette démission, était ou serait sûrement refusée. La presse ne parlait de la chose que dans un langage très énigmatique. Le *Kujer Warszawski*, du 3 juin, l'un des organes les mieux informés, s'exprimait ainsi : « Dans la journée du « 2 juin, le cabinet Ponikowski s'est trouvé placé tout à fait à l'impro- « viste, dans une position difficile... » et, un peu plus loin : « Cette « nouvelle situation politique n'a été provoquée par aucun motif « sérieux. On peut espérer que l'affaire sera rapidement réduite aux « proportions d'un simple incident... » Le même journal ajoutait : « Certaines divergences sont apparues entre les membres du cabinet « et le chef de l'Etat dans l'appréciation de la situation internationale « en général. Ce n'est pas tant la gravité de ces divergences que le « ton sur lequel s'est exprimé le chef de l'Etat qui ont fait naître « l'événement ».

M. Ponikowski ne fut guère plus explicite dans ses déclarations aux journalistes. Il dit que ses collègues et lui avaient eu l'impression de ne plus avoir la confiance entière du chef de l'Etat et qu'ils avaient décidé de lui remettre leurs portefeuilles. Puis il ajouta que la situation s'était éclaircie ensuite après une longue conversation qu'il avait eue avec le maréchal. Il ne voulut pas donner d'autres précisions. Les journaux étaient assez sobres de détails, et pour cause : aujourd'hui encore, on n'est pas tout à fait fixé sur ce qui s'est passé au conseil des ministres du 2 juin. Mais gazettes et agences insistaient toutes tellement sur le fait que la démission du cabinet n'avait pas été acceptée et qu'au cours de la réunion suivante du conseil (6 juin) les « divergences de vues qui avaient existé seraient complètement aplanies » que le public considéra l'incident comme clos.

C'était la veille de la Pentecôte. Malgré les incidents du 2, un grand nombre de députés profitèrent des fêtes pour aller passer quelques jours dans leurs circonscriptions, tant la situation politique et parlementaire leur semblait calme. Aussi, lorsqu'on apprit trois jours après qu'au début de la réunion où tout devait s'arranger, le 6 juin le maréchal, contrairement à l'attente générale, avait déclaré accepter à titre définitif la démission du cabinet, fut-ce un vrai coup de théâtre : plus que de l'étonnement, presque de la stupeur, non seulement dans

les milieux hostiles au chef de l'Etat, mais même chez certains de ses partisans.

La droite, qui n'avait guère témoigné de sympathie à M. Ponikowski lors de la chute de son premier cabinet à propos de Wilna, se sentit prise pour lui d'une tendresse subite, qui n'était que le reflet de son hostilité contre le chef de l'Etat. Dans la presse, à laquelle il n'était plus possible de garder la même réserve que le 3 juin, les commentaires allaient leur train. Le conflit du 2 juin cessait d'apparaître comme un simple incident personnel sans la moindre importance ; on commençait à faire allusion à des « scènes orageuses », et à une « situation de la plus extrême gravité ». On alla dans les milieux de droite jusqu'à parler de 18 brumaire et de 2 décembre. M. Ponikowski déclara aux journalistes que ses relations personnelles avec le maréchal Pilsudski étaient toujours excellentes, et que si ce dernier avait accepté la démission du gouvernement, ce n'était pas qu'il lui refusât sa confiance, mais parce qu'il « estimait que le ministère ne jouissait pas d'une autorité « suffisante pour la préparation des élections dans un moment où la « politique internationale était si complexe ».

C'est là en effet, semble-t-il, qu'il faut chercher la clef de l'énigme. On peut concevoir pour un président de la république une politique personnelle, très personnelle, qui cependant ne vise pas à la dictature. Mais une grande partie de l'opinion avait été frappée de ce qu'il y avait eu d'un peu brusque dans le geste du chef de l'Etat, et les milieux parlementaires surtout paraissaient impatientés de ce procédé et peu disposés à admettre l'ouverture d'une crise ministérielle tout à fait en dehors d'une initiative quelconque du Parlement. On allait jusqu'à reprocher à M. Ponikowski d'avoir démissionné sans l'autorisation préalable de la Diète. En outre la droite faisait courir des bruits de guerre, et répétait que la politique personnelle du maréchal Pilsudski était belliqueuse.

Ce dernier au contraire trouvait ses meilleurs appuis dans les partis de gauche, notamment chez les socialistes, dont l'organe officiel, le *Robotnik*, écrivait : « C'est bien la politique intérieure et extérieure de la droite qui pouvait nous menacer d'une guerre. Son nationalisme outrancier n'a pas d'autre effet que de nous entourer d'ennemis... Le chef de l'Etat aurait fait remarquer à Ponikowski le danger d'une pareille politique. S'il l'a fait, c'est dans son ardent désir d'éviter tout conflit à l'avenir ». Néanmoins, d'accord en cela avec l'ensemble de la presse, le *Robotnik* considérait que le moment était peu opportun pour faire traîner la crise ministérielle. D'autre part, tout le monde était unanime à demander au chef de l'Etat des éclaircissements sur la genèse de la crise. Aussi est-ce avec une vive satisfaction qu'on apprit que ce dernier acceptait de venir donner des explications sur la situation politique à la réunion des chefs de groupe de la Diète.

La déclaration qu'il y lut le 8 juin est un véritable chef-d'œuvre de diplomatie, puisqu'à la suite de cette lecture personne n'était au fond mieux fixé qu'auparavant. Le maréchal affirmait qu'il « ne met pas en doute les capacités personnelles des membres du cabinet démissionnaire, mais qu'il n'a plus confiance dans le gouvernement, en tant que gouvernement, parce que ce dernier ne possède pas l'autorité indispensable dans les circonstances actuelles ». De quelles circonstances s'agissait-il ? Les réponses purement négatives du maréchal aux questions des députés Glabinski, Rataj, Dabanowicz-Czerniewski, Grabski et Matakienwie rendirent ses déclarations encore plus énigmatiques. Lorsqu'on lui demanda notamment s'il avait l'intention d'exiger des crédits plus élevés pour la mobilisation, il s'empressa de démentir formellement ce bruit répandu par certains alarmistes, qui feignaient déjà d'y voir une menace de guerre imminente. Où donc trouver la clef de l'énigme ? Peut-être dans cette constatation que « la Pologne entre dans une période où le gouvernement devra résoudre des questions plus importantes que jusqu'à présent » ? Mais tout cela est encore assez vague et n'ajoute pas grand' chose aux déclarations faites antérieurement à la presse par M. Ponikowski. Une seule ligne est un peu précise, c'est celle où le chef de l'Etat dit que « le pays va passer par une phase anormale du fait de la lutte électorale ». On chercherait en vain une meilleure explication : toujours est-il que les chefs de partis furent forcés de s'en contenter.

Au cours de la semaine qui suivit, bien loin d'user, comme ses adversaires le lui reprochaient, de procédés de coup d'Etat, le maréchal Pilsudski, accusé dans certains milieux de forcer la main à la Diète et de ne pas respecter suffisamment sa souveraineté, fit mine en quelque sorte d'abdiquer au profit de cette Diète et la pria de résoudre elle-même la crise ministérielle. Ainsi celle-ci s'est prolongée, comprenant deux phases, la première caractérisée par le refus définitif de M. Ponikowski de former un troisième cabinet malgré les instances de certains milieux parlementaires, la seconde par l'échec de la combinaison Przanowski. M. Etienne Przanowski, après avoir vu sa candidature approuvée à la Diète par 299 voix contre 98, renonça lui aussi à constituer un ministère devant les difficultés que lui firent les partis de gauche. La preuve paraissant ainsi faite que la Diète à elle seule, n'arriverait jamais à désigner un candidat susceptible de former un gouvernement viable, le choix du chef du nouveau cabinet retombait donc sur le chef de l'Etat, ce qui était d'ailleurs le seul moyen constitutionnel de sortir d'une situation inextricable.

Le maréchal, qui attendait cette heure, voulait confier le soin de préparer les élections générales à un président du Conseil franchement homme de gauche, qui s'entourerait de collaborateurs choisis dans les différents partis de gauche : tel semble avoir été le secret de la

mystérieuse séance du 2 juin. Le reste : politique extérieure, Conférence de Gênes, traité de Rapallo, etc., ne fut guère que prétexte. Le chef de l'Etat désignant ainsi M. Sliwinski, la Diète, dont l'impuissance en cette matière s'était révélée aux yeux de tous, n'avait plus qu'a ratifier ce choix, ce qu'elle fit par 226 voix contre 188.

L'union des gauches et du centre gauche s'était faite sur le nom du candidat du maréchal; mais les conservateurs (les nationaux démocrates comme ils se nomment) restaient irréductibles. M. Sliwinski acceptant de constituer le nouveau cabinet dans ces conditions, la liste presque complète des nouveaux ministres parut le 20 juin. Les départements de nature technique (commerce et industrie, chemins de fer, travail et prévoyance sociale, hygiène, etc...) ne changeaient pas de titulaires; M. Narutowicz remplaçait M. Skirmunt aux affaires étrangères, et certains portefeuilles n'avaient pas pu être définitivement attribués. M. Jastrzebski, par exemple, à qui avait été proposé le ministère des finances, représentant la Pologne à La Haye et n'ayant pas eu le temps de donner sa réponse, un intérimaire était chargé de diriger ce département. Mais, en tout cas, le départ du précédent ministre, M. Michalski était acquis.

Malgré la composition bigarrée de la Diète, le chef de l'Etat avait donc, sans employer aucun moyen violent, su lui imposer les hommes en qui il avait une entière confiance et qu'il croyait capables de préparer les élections législatives. C'était un succès pour lui. Mais il faut, en Pologne, compter non seulement avec les brusques revirements de « l'âme slave », mais aussi et surtout avec la versatilité d'une assemblée qui ne sait pas ce qu'elle veut et se déjuge à quelques jours de distance. Il semblait certain le 7 juillet que M. Sliwinski ferait les élections; mais le 8 on apprenait que la Diète n'avait pas approuvé l'exposé du nouveau président du Conseil et que 201 députés contre 195 lui avaient refusé leur confiance. La démission du cabinet fut aussitôt remise au maréchal Pilsudski, et acceptée par lui.

Après la crise de juin, qui avait été longue, c'est donc une crise de juillet. Le mal risque de devenir chronique, jusqu'aux prochaines élections tout au moins. Le nouveau coup de théâtre du 8 juillet est sans aucun doute le résultat des manœuvres de la droite et du centre droit. Mais ces partis peuvent-ils espérer avec une majorité de six voix, inconsistante et toute d'occasion, constituer un ministère plus stable que le cabinet Sliwinski ? Sans être porté au pessimisme on doit en douter très sérieusement.

Un observateur étranger, qui essaie de se rendre compte de la situation sans parti pris, ne peut s'empêcher de penser que ce petit jeu des factions a assez duré, et, puisque les nouvelles élections auront lieu bientôt, ne peut exprimer dans l'intérêt de la Pologne qu'un vœu : celui de voir sortir de la lutte électorale, qui menace d'être très âpre, une

majorité parlementaire plus solide, permettant à un gouvernement quelconque, qu'il soit de gauche, du centre ou de droite, de diriger les destinées du pays sans être exposé aux continuels soubresauts de ces derniers temps.

L'incident Korfanty, par où s'est dessinée la manœuvre de la droite à laquelle il a été fait allusion plus haut a été une nouvelle surprise, et l'origine de nouvelles complications. Par 219 voix contre 206, donc à 13 voix de sa majorité la Diète, le 14 juillet, désigna M. Korfanty comme président du Conseil. M. Albert Korfanty, qui n'a pas besoin d'être présenté au public international, est un homme d'action, énergique, tenace, le véritable promoteur du mouvement nationaliste polonais en Haute-Silésie. Aussi est-il extrêmement populaire dans les provinces de l'Ouest : Posnanie, Poméranie, Silésie. Il l'est beaucoup moins dans l'ancienne Pologne du Congrès. Malgré ses origines prolétariennes les masses ouvrières lui sont en général hostiles : on ne lui pardonne pas d'avoir passé à la droite sous le manteau de la démocratie nationale.

Le sort de la combinaison Korfanty dépendait de la solidité du bloc centre dans cette Diète où les majorités se font et se défont en une heure.

Le président du Conseil désigné se rendit aussitôt chez le chef de l'Etat, qui lui déclara qu'il était dans l'impossibilité de collaborer avec lui, et qu'il serait forcé de démissionner dans le cas où M. Korfanty accepterait le mandat que lui confiait la Diète. M. Korfanty répondit qu'il s'en remettait aux groupes parlementaires qui avaient soutenu sa candidature.

Les chefs des clubs de la droite et du centre, mis au courant par lui, décidèrent de passer outre, et de risquer même la crise présidentielle. Quelques heures plus tard, M. Trampczynski, maréchal de la Diète, recevait une lettre du chef de l'Etat dans laquelle celui-ci annonçait que, désireux de ne gêner en rien la formation du nouveau ministère, il serait obligé de se démettre prochainement de ses fonctions.

Contre une combinaison Korfanty s'annonçait l'opposition irréductible de tous les éléments de gauche en Pologne. Voici à titre d'exemple comment le *Robotnik*, l'organe officiel du parti socialiste, s'exprimait, commentant au lendemain de ce 14 juillet mouvementé la nouvelle de la formation d'un cabinet Korfanty : « La Pologne a connu déjà « plus d'un gouvernement et divers ministres. Mais jamais il n'y eut « encore une provocation pareille à celle que constitue le cabinet « Korfanty. Jamais les milieux démocratiques n'ont montré une telle « unanimité, un tel accord qu'ils le font actuellement en exprimant « leur indignation contre la combinaison Korfanty. Ce n'est plus là « seulement une opposition mais bien une lutte acharnée qui se déroulera en dehors de la Diète. Il faut s'attendre à une exaspération

« aiguë des antagonismes. La désignation de M. Korfanty ne marque « pas la fin de la crise, bien au contraire. C'est maintenant que com- « mence la plus dangereuse des crises que connut jamais la jeune ré- « publique polonaise. La désignation de M. Korfanty sera le signal de « luttes intestines, il constituera en même temps un très grave dom- « mage à notre politique extérieure ».

Ce n'est pas, sans doute, ces menaces qui ont fait réfléchir les éléments les plus modérés de la droite. C'est la crainte d'ouvrir une crise présidentielle. La droite a perdu la partie pour l'avoir trop tôt et trop complètement crue gagnée, et pour avoir au veto de fait opposé par le maréchal à la candidature Korfanty, ripôsté par le dépôt d'un ordre du jour de défiance contre le chef de l'Etat. Mise en minorité de 16 voix, elle a vu l'initiative repasser au maréchal, et se former, les tout derniers jours de juillet, un ministère qui, sous la présidence du recteur, de l'Université de Cracovie, le professeur Nowak, comprend presque tous les membres du cabinet Slivsinski. Ce ministère sans couleur politique aggressive, mais dont la tendance est nettement de gauche, présidera aux élections du 5 novembre, qui imprimeront la nouvelle orientation à la politique jusqu'ici si agitée et traversée de la Pologne.

R. C.

PORTUGAL

A l'extrémité de l'Europe méridionale, dans une admirable position dominant l'Atlantique, le Portugal mène une vie à la fois languissante et agitée. Chargé encore des dépouilles de sa gloire d'autrefois, embarrassé de traditions vermoulues, il ne semble pas avoir la vitalité des nations nouvelles qui ont surgi récemment dans l'Europe centrale et dans les Balkans.

Un mauvais destin pèse sur cette péninsule ibérique, les efforts de la monarchie castillane étaient arrivés à constituer au temps de Philippe II l'unité. Mais les diverses provinces répugnent à la vie commune. Le Portugal, qui avait de magnifiques souvenirs nationaux, un grand empire colonial, se soustrait à l'unité dès le XVII[e] siècle. Au nord et à l'est de la péninsule, d'autres terres protestent contre le joug castillan. La Navarre et les provinces basques combattent pour le chef de l'absolutisme Don Carlos, la Catalogne lutte pour la révolution sociale. Légitimistes navarrais ou basques, anarchistes catalans veulent se soustraire à la domination de Madrid.

Délivré de l'Espagne, le Portugal reconstitué sous la monarchie de Bragance n'a pu échapper à la décadence générale de l'Ibérie. Son

histoire, depuis le XVIIe siècle, n'est qu'une longue stagnation : des rois incapables, un empire colonial inexploité, un peuple fatigué peut-être parce que ses ancêtres ont trop agi, une administration désordonnée, l'ignorance générale. Parfois une crise vient secouer ce peuple : Pombal prend le pouvoir et essaie de moderniser son pays ; les troupes de Napoléon forcent le roi à s'embarquer pour le Brésil ; les légitimistes et les constitutionnalistes luttent pour ou contre les idées modernes ; le Brésil se détache de la métropole. La crise passée, la torpeur s'établit à nouveau, le malaise s'accroît. Une grande tristesse pèse sur les meilleurs éléments de ce peuple. Les rois de la maison de Bragance se montrent toujours plus apathiques, plus insouciants. De temps à autre, un écrivain évoque la grandeur de Lusiades, des l'infant Henri, de Vasco de Gama, de Magellan, d'Alvares Cabral. Sa voix ne peut galvaniser une masse illettrée. Il semble que ce peuple désespère de l'Etat, de la communauté portugaise, de l'effort national. Les individus essaient d'agir seuls ou par petits groupes. Les attentats, les coups d'Etat se multiplient. Le roi Carlos et son fils aîné sont massacrés. Le roi Manuel est détrôné. Depuis que la République est proclamée, les révoltes militaires se multiplient. La constitution républicaine ne peut jouer régulièrement dans un pays où la majorité des électeurs ne sait pas lire. Le gouvernement se trouve toujours aux mains de coteries plus ou moins nombreuses ; aucun parti ne peut s'appuyer solidement sur l'ensemble de la nation, car l'ensemble de la nation contemple le jeu politique avec indifférence. De très nobles esprits, renonçant à l'effort, se résignent au suicide. D'autres quittent leur terre natale, vont s'installer au Brésil. Le Gouvernement, étant faible, ne peut supprimer les abus. Ne pouvant compter sur l'opinion publique, il est à la merci des hommes politiques. Certains de ceux-ci font passer leurs intérêts avant ceux du pays. Il y a des combinaisons d'affaires contre lesquelles les plus loyaux ministres ne peuvent rien, puisque les organisateurs de ces combinaisons disposent, par influence personnelle, d'un grand nombre de voix au Parlement. Et pourtant, ce peuple de six millions d'habitants ne peut oublier que c'est lui qui a ouvert jadis les principales routes maritimes du monde et qu'il est encore possesseur d'un des trois plus vastes empires coloniaux.

Un élan d'enthousiasme patriotique vient de soulever le Portugal. Au mois d'avril dernier, deux aviateurs portugais, MM. Gago Coutinho et Sacadura Cabral, décidaient de traverser l'Atlantique sur un hydravion. Ils partirent de Lisbonne, s'envolant du centre même de la nation portugaise, du pied de la tour de Belem. D'étape en étape, ils avancèrent vers Rio de Janeiro. Le cœur du Portugal cultivé fut tout entier pendant deux mois, dans ces deux hommes. On ouvrit des souscriptions publiques pour élever un monument commémoratif à Belem, la Chambre envoya des adresses de félicitations, les journaux publiè-

rent chaque jour des poèmes, des proses lyriques. Ces deux Portugais isolés, dont le monde était enfin obligé d'apprendre les noms, ces ailes, cette route inconnue toute marquée de souvenirs d'autrefois, ce Brésil enfin, toujours aimé, toujours regretté et qui, par sa gloire naissante, par sa prospérité, sauve l'honneur de la race portugaise, tout cela enivra ce peuple qui crut à la naissance d'une aurore nouvelle.

C'est vers le Brésil que les Portugais regardent sans cesse. Conscients de leur faiblesse et doutant de leurs efforts, ils contemplent la magnifique réussite de la confédération brésilienne. C'est sans effusion de sang, et sans haine que les deux pays se sont autrefois séparés. Pourquoi n'essaieraient-ils pas aujourd'hui de se réunir ? La jeune république américaine infuserait un sang nouveau au vieux pays lusitanien. Le Portugal reprendrait un rang dans le monde.

Les questions politiques se règlent suivant les intérêts beaucoup plus que suivant les sentiments. Le Portugal aurait grand intérêt à l'union, mais il se peut que le Brésil, où les éléments non-portugais font entendre leur voix, refuse de prendre jamais une pareille charge. Certaines voix brésiliennes, celle de M. Graça Aranha par exemple, ont déjà lancé quelques appels en faveur de l'union. Le Brésil aurait sans doute bien de la peine à obtenir qu'un régime normal s'établît au Portugal ; il se heurterait à des susceptibilités ombrageuses. Pourtant, l'union lui ouvrirait la magnifique colonie d'Angola encore inexploitée, qui lui fait face et qui peut devenir une concurrente sérieuse. Par son union, le Brésil acquerrait un grand empire colonial, des positions dans l'Inde et en Océanie. Il se peut d'ailleurs qu'un pareil champ paraisse trop vaste à une république américaine en pleine formation et qui tient un immense continent vierge à défricher. Il se peut que le Brésil recule. Aucune tentative officielle n'a été encore faite, mais l'idée germe dans certains esprits. En se réunissant au Brésil, le Portugal échapperait à l'emprise de l'Angleterre que beaucoup trouvent lourde et humiliante, qui pourtant est indispensable dans l'état de faiblesse actuel.

La politique intérieure.

Rien de plus confus que le jeu des partis politiques au Portugal, rien aussi de plus terne.

D'un côté, les monarchistes divisés en plusieurs factions. Les monarchistes perdent chaque jour de leur influence. La mauvaise administration des Bragance, le manque de gloire de cette dynastie, la faible ardeur du roi Manuel II ont fait perdre au monarchisme la plus grande partie de sa force.

Le roi Manuel II n'était pas reconnu par tous les monarchistes. Il était le roi des constitutionnalistes, un roi reconnu par la nation comme le roi d'Espagne actuel, comme Louis-Philippe en France.

Contre lui se dressaient les légitimistes, partisans de la branche issue de Don Miguel, soutenant les mêmes principes que Don Carlos en Espagne ou que Henri V en France.

Même après l'exil de Manuel II, la division s'était maintenue. Le 23 janvier 1919, M. Païva Conceiro tentait une révolution en faveur de Manuel II, en s'appuyant sur les seuls constitutionnalistes. On se souvient que le roi Manuel ne répondit pas aux appels de M. Païva Conceiro et que plusieurs l'accusèrent de préférer les charmes d'un joyeux exil aux soucis du pouvoir. Ses ennemis assurèrent même que le roi interdisait à ses partisans toute tentative nouvelle. Après chaque échauffourée, de nouveaux exilés prenaient la route de l'étranger et venaient demander des secours au roi Manuel, qui entendait disposer tout autrement de sa fortune. Mais en avril dernier on apprenait que le roi Manuel essayait de concentrer autour de lui toutes les forces monarchistes. Des délégués de la faction légitimiste devaient rencontrer ses représentants à Paris.

Le chef des légitimistes était, jusqu'à ces dernières années, Dom Miguel II de Bragance. En 1920, à la suite d'affaires assez confuses Dom Miguel renonçait à ses droits et son fils aîné le duc Miguel de Vizen abdiquait à son tour. Leurs droits passaient à un enfant, fils cadet de Dom Miguel II, Dom Nuno Duarte. La duchesse Aldegonde de de Guimaraes, sœur de Dom Miguel II, était nommée régente. Elle prenait la direction du parti légitimiste.

En avril dernier les représentants de la duchesse rencontraient à Paris ceux de Manuel II. Ils concluaient un accord qui fut rendu public dans les premiers jours de mai. Le roi Manuel, constatant qu'il était privé de descendance, consentait que son héritier fût désigné par les Cortès. Les légitimistes se contentaient de cette déclaration qui ouvrait la voie à leur prétendant, le petit prince Nuno Duarte.

C'est un accord de personnes qui ressemble à celui qui réconcilia jadis en France Henri V et le comte de Paris. De tels accords ne peuvent vivre que loin du pouvoir. Si Manuel II remontait sur le trône, il devrait bien choisir entre le principe constitutionnel et le principe légitimiste. Mais il ne semble pas qu'une restauration ait actuellement aucune chance de réussite.

Les catholiques, qui, jusqu'ici, ayant été maltraités par le nouveau régime, s'étaient montrés violemment anti-républicains, se rallient aujourd'hui à la République. Le Gouvernement a repris depuis deux ans des relations officielles avec le Saint-Siège. Le Vatican a envoyé des instructions pour le ralliement. Le Congrès catholique qui s'est tenu à Lisbonne le 3 mai a dissocié le catholicisme et le monarchisme. Le roi Manuel a donc perdu son appui le plus fort.

La République n'a pu encore établir le jeu normal des partis politiques. Le parti libéral qui était au pouvoir en octobre 1921, ayant été

renversé par un coup d'Etat militaire mêlé d'assassinats, a été remplacé par le parti démocratique. Une fois chassé du pouvoir, le parti libéral s'est trouvé sans force. Il n'a même pas pu constituer une forte opposition. C'est seulement au cours du mois de mai qu'il a essayé de relever la tête et de se rapprocher d'un autre parti d'opposition, les reconstituants.

Le parti démocratique n'était pas l'auteur du coup d'Etat d'octobre. Il était cependant si mal affermi que c'est seulement en juin dernier qu'il a fait arrêter les principaux auteurs des meurtres d'octobre.

Les colonies.

Le Portugal ne trouve pas en lui la force nécessaire pour mettre son empire en valeur. Pendant la guerre, une flotte d'Etat avait été créée pour joindre la métropole aux principales possessions. L'administration de cette flotte s'est traduite par un déficit formidable. L'absence de contrôle autorisait tous les pillages. Aujourd'hui, Lisbonne ne communique avec la plupart de ses colonies que par des lignes étrangères.

Les colonies portugaises se trouvent dans des conditions très désavantageuses. Elles ne peuvent attendre aucun secours de la métropole et, d'autre part, elles doivent écarter les entreprises étrangères qui pourraient progressivement évincer le Portugal. Elles semblent condamnées à l'immobilité.

La métropole, sentant le danger, leur a donné quelques possibilités d'initiative. Le gouverneur ou haut-commissaire choisi par le Portugal jouit d'une autonomie assez étendue. Il est assisté d'un conseil formé de colons.

Le Mozambique.

Le Mozambique est la colonie la plus prospère et en même temps la plus menacée. Son port de Lourenço-Marques, qui est sa principale richesse, est alimenté par un arrière-pays appartenant au Transvaal, à la Confédération de l'Afrique du Sud. Les Sud-Africains désirent ardemment s'emparer de ce port et on se demande comment le faible Portugal, malgré la protection de l'Angleterre, pourra résister à un puissant voisin qui fait lui-même partie de l'Empire et dont le centre vital est en Afrique même.

Il semble que le Portugal ait livré délibérément le Mozambique aux influences étrangères. Toute la jeunesse de la colonie est élevée par des étrangers. Les sectes les plus diverses du protestantisme ont ouvert des écoles là-bas : Anglais, Américains et Suisses forment l'esprit

des enfants de la colonie et leur enseignent le mépris de la métropole. Il y a dans tout le Mozambique 40 instituteurs portugais. On compte 63 Suisses dans la seule parcelle de la mission romande.

La question de Lourenço-Marquez n'est pas la seule qui mette en présence l'Afrique du Sud et le Mozambique. L'Afrique du Sud demande de la main-d'œuvre indigène à la colonie portugaise. Un grand nombre d'ouvriers du Rand viennent du Mozambique. Le Portugal, qui ne peut donner du travail à ses indigènes, est bien forcé de les laisser partir, mais il perçoit un droit de sortie sur chaque émigré. Des dissentiments éclatent sans cesse, le Portugal prétendant limiter l'exportation, l'Afrique du Sud voulant avoir la libre disposition de la main-d'œuvre. Il semble d'ailleurs difficile que les autorités portugaises puissent empêcher matériellement les indigènes de gagner le Transvaal.

L'opinion publique portugaise s'occupe de plus en plus du Mozambique. Il est bien difficile au gouvernement, dans l'état actuel des finances, de commencer de grandes entreprises. Un évêque missionnaire a été envoyé au Mozambique pour essayer d'organiser des écoles nationales. D'autre part, le haut-commissaire du Mozambique, M. Brito Camacho, a essayé de négocier un emprunt.

M. Brito Camacho, grand journaliste de Lisbonne, envoyé au Mozambique comme gouverneur, s'y est montré très actif, mais a été accusé par ses ennemis d'oublier les intérêts de la métropole. Il se trouve en face du dilemme éternel : faut-il donner le pas à l'intérêt économique de la colonie ou à l'intérêt national ?

Le Mozambique restera inexploité tant qu'il ne possédera pas un réseau de voies ferrées. Ses finances ne lui permettent pas de se lancer dans une pareille entreprise. Il doit donc négocier un emprunt. Cet emprunt, il peut le contracter sur ses propres garanties, pourvu qu'il obtienne l'autorisation de la métropole.

M. Brito Camacho s'est adressé aux banquiers de Londres et il a demandé cinq millions de livres sterling. On comprend que les ennemis du gouverneur de Mozambique l'attaquent : car, contracter un emprunt à Londres, c'est livrer un peu plus la colonie à l'influence britannique et aux convoitises de l'Afrique du Sud. Il est permis de se demander si M. Brito Camacho n'aurait pu essayer de négocier avec d'autres pays, avec les Etats-Unis, par exemple.

Les conditions posées par la Cité de Londres sont draconiennes. Les banquiers anglais exigent une hypothèque de 50 % sur la plupart des impôts. Ils retiendront toute la devise anglaise qui proviendra de la taxe payée par l'Afrique du Sud pour les indigènes émigrés. De plus, les banquiers garderont la plus grande partie de l'emprunt et l'emploieront à acheter du matériel de construction aux maisons anglaises. Enfin le Mozambique devra prouver qu'il lui est possible d'équilibrer son budget. C'est un traité d'usurier, d'Harpagon ou de

Shylock. S'il est conclu, le Portugal n'aura plus qu'à renoncer au Mozambique. Le projet semble avoir révolté la colonie. A Lisbonne, il provoque une indignation mélancolique. Un journaliste répète la phrase du marquis de Pombal : « Adieu, Portugal, car tu t'en vas à toutes voiles ».

Angola.

L'Angola est moins directement menacé. Là aussi, le gouverneur, M. Norton de Matos est accusé de négliger les intérêts de la métropole et de jouer au roitelet. Il est évident que lorsqu'il est dans la colonie le gouverneur est amené à des mesures qui peuvent donner à la terre qu'il administre une vie nouvelle. L'intérieur de l'Angola est toujours en effervescence. De temps à autre, M. Norton de Matos envoie une colonne de cinq ou six cents hommes.

Les Anglais exploitent en partie la colonie d'Angola. Mais ils se contentent ici du régime de faveur que leur accorde l'alliance portugaise. Le chemin de fer de Benguella ouvre à leur commerce des zones qui, jusqu'ici, écoulaient leurs produits par le cours inférieur du Congo.

Colonies du Pacifique.

Timor et Macao, sont dans le plus grand désordre.

Timor est une magnifique position que menacent d'un côté les Hollandais établis aux îles de la Sonde, de l'autre les Etats-Unis soucieux de s'assurer des bases importantes dans le Pacifique, le Japon enfin, adversaire acharné de la puissance américaine. Cependant le Portugal laisse Timor à l'abandon. Un gouverneur de Timor, nommé depuis un an, n'a pas encore rejoint son poste.

Quant au comptoir chinois de Macao, il est le théâtre de révoltes incessantes. Les indigènes sentent la faiblesse portugaise et organisent toujours de nouveaux mouvements. En juin, de graves émeutes ont troublé la ville. Les Portugais se sont rendus maîtres de la situation grâce à l'appui d'une canonnière anglaise. Cependant, un vaisseau de guerre quittait Lisbonne. A son arrivée, la situation ne pouvait être que perdue ou définitivement rétablie.

Le Portugal, malgré le bel effort qu'il a accompli pendant la guerre, et bien que son régime politique tende à se stabiliser, est donc à une heure très sombre de son histoire. Il ne semble pas devoir trouver en lui des forces suffisantes pour rétablir sa situation. Tous ceux qui aiment ce malheureux pays pour les grands exploits de son passé,

pour ses navigateurs à qui le monde moderne doit tant, pour la noblesse, pour la délicatesse de cœur de ses enfants, souhaitent qu'une aide extérieure vienne le secourir et lui rendre sa place. Cette aide ne peut venir que des Brésiliens, ses frères de race et de civilisation. L'idée de la réunion des deux peuples est encore une lueur confuse. Les Portugais doivent lutter de toutes leurs forces pour en faire une réalité.

J. E.

YOUGOSLAVIE

La situation politique pendant et après la Conférence de Gênes

Avant la Conférence de Gênes, la presse gouvernementale de Belgrade et de Zagreb avait nettement défini les buts de la délégation yougoslave : il s'agissait avant tout pour celle-ci d'arriver à une entente définitive avec l'Italie sur les problèmes adriatiques. La question de la reconnaissance des Soviets devait passer en seconde ligne, et il semble bien qu'avant même l'ouverture des pourparlers le gouvernement de Belgrade était décidé à se conformer entièrement aux vues des Alliés dans les affaires russes. Dès la fin de mars, le traité germano-russe était prévu par l'opinion yougoslave, et dans les milieux bien informés on parlait communément d'une *alliance intéressée* de l'Allemagne avec la Russie.

Dans la première quinzaine d'avril, la délégation yougoslave commença ses entrevues avec quelques membres de la délégation italienne. Les partis du gouvernement affirmèrent tous alors dans leurs organes que c'était l'Italie seule qui avait réclamé avec insistance que les pourparlers eussent lieu à Gênes même, et pendant la durée de la Conférence. La *Ryetch*, le grand quotidien démocrate, qui donne la note officielle la plus juste, s'étonnait, dès le milieu d'avril que l'Italie vint à Gênes, pour obtenir la révision du traité italo-yougoslave : « De quelle révision, veut-on parler ? Pour nous, il ne peut-être question que d'une révision à notre avantage, s'il est en principe permis de soulever un tel débat au sein de la Conférence ! » La délégation yougoslave était fermement résolue à exiger l'application pure et simple du traité de Rapallo. Mais, devant l'obstination des Italiens à en réclamer la révision, elle envisagea aussitôt l'annexion de Zadar (Zara), afin de consolider la situation du royaume en Dalmatie. L'Italie aurait peut-être cédé sur ce point, mais elle tenait à garder ses positions dans la question de Fiume. Ce fut la cause de l'échec de ces premiers pourparlers.

M. Nintchitch, ministre des affaires étrangères, président de la

délégation yougoslave, reçut alors des instructions sévères du Conseil des ministres réuni à Belgrade. On lui recommandait de ne pas persévérer dans une politique de flottement et d'atermoiements. Il fallait « en finir avec la question de Fiume et les pourparlers avec l'Italie, puisque les points de vue italien et yougoslave étaient *diamétralement opposés* ».

Quelque peu ému par l'attitude énergique de M. Pachitch, président du Conseil, M. Nintchitch revint à Belgrade dans les derniers jours d'avril. Il s'expliqua devant le Conseil des ministres, et en obtint l'approbation de son attitude. Le 29 avril, il se rendit à Zagreb, capitale de la Croatie, pour faire des déclarations, à un rédacteur de la *Ryetch*; publiées aussitôt, elles renseignèrent et calmèrent l'opinion publique en démontrant qu'il n'avait jamais existé un désaccord quelconque entre M. Nintchitch et ses collègues du gouvernement de Belgrade. Si le président de la délégation était revenu dans la capitale c'était uniquement pour mettre le cabinet au courant de la marche des pourparlers de Gênes. Il agissait sur son initiative personnelle, à l'exemple des ministres d'autres gouvernements. « Les Italiens et les Yougoslaves sont d'accord sur l'exécution du traité de Rapallo. Mais les modalités de cette exécution provoquent des divergences entre eux. Les Italiens eux-mêmes sont divisés dans leurs opinions au sujet de la solution du différend. Les uns préconisent l'arbitrage, les autres veulent un règlement entre les deux Etats intéressés, mais de préférence au cours de la Conférence ». Le *memorandum du Bloc* croate (dont il sera question plus loin) « n'a pas été remis au ministre par la délégation italienne, mais par des personnes privées ».

Pendant que se poursuivaient les travaux de Gênes, le gouvernement voyait se marquer ou s'accentuer deux grands courants d'opposition.

La Constitution yougoslave prescrit que le royaume est divisé en régions de moins de 800.000 habitants. Cette division devait être faite par une loi. Mais le Cabinet de Belgrade ayant laissé passer le délai fixé par la Constitution pour le dépôt de la loi, il fallut opérer par décret. Le décret du 26 avril partage l'Etat des Serbes-Croates et Slovènes en 33 régions. Belgrade forme une agglomération indépendante et le département de Belgrade complètement séparé de la métropole comprend dans sa partie septentrionale les villes de Pancevo, Turski Becej, Velika Kikinda, Zenta. En Croatie, au contraire, le département de Zagreb englobe, outre cette capitale, les villes de Varazdin et de Krizevci. Les principaux autres départements sont ceux de Ljubljana, capitale de la Slovénie, de Marabor, de Baka avec Novi-Sad, de Podunavlje comprenant, avec Smederevo, l'ancien département de Belgrade, plusieurs arrondissements du département de Valjevo et une partie du Banat. Le département de Nich englobe aussi celui de Pirot et une partie de celui de Vsanje. Un article de la Constitution

stipule que deux ou plusieurs régions peuvent se fusionner, pourvu que la totalité de leur population n'excède pas 800.000 âmes.

Cette division administrative était désirée depuis longtemps par l'opinion publique. Mais elle provoqua une rupture complète entre les partis au gouvernement et le groupe musulman qui sur d'autres points encore n'approuvait pas la politique intérieure du cabinet. Réunis en congrès, le 14 avril, les députés musulmans adoptèrent, à une majorité de 45 voix, la motion du chef de leur parti, le Dr Spaho, ancien ministre du commerce, qui leur conseillait de se rallier à l'opposition Cette décision fut très favorablement commentée, par le grand journal Croate de l'opposition, l'*Obzor*. La majorité gouvernementale eut, de fait, à se ressentir de cet événement, car les Musulmans formaient un groupement assez important au Parlement. Ce qu'ils reprochaient surtout au gouvernement, c'est de méconnaître le principe de la Constitution, qui proclame l'égalité absolue de tous les citoyens yougoslaves sans distinction de religions : car il ressort des chiffres mêmes du budget que les églises orthodoxes sont plus favorisées que les églises catholiques et les mosquées, que les prêtres et même les instituteurs sont mieux payés en Serbie qu'en Croatie et en Bosnie.

Tandis que les dissidents musulmans accentuent de plus en plus leur politique d'hostilité au Cabinet Pachitch, le plus puissant des partis Slovènes, le parti populaire, s'efforce, par l'organe de son grand journal de Ljubljana, le *Slovenec*, de flétrir la *mauvaise conduite* de la délégation yougoslave. De l'aveu même de M. D. Nicolaévitch, président de la Société des journalistes yougoslaves, la délégation s'est montrée « hésitante, peu active, très faible ; elle n'a rien organisé; elle a manqué de méthode» ; M. Koumanoudi, ministre des finances, homme de grande valeur, serait resté presque *inactif* pendant tous les travaux de la Conférence. Quant au parti gouvernemental croate, il se félicite seulement de l'admission de la Petite-Entente dans toutes les conversations importantes. Il regrette qu'une Conférence technique n'ait pas précédé celle de Gênes. A son avis, la réunion des diplomates et des hommes politiques aurait dû logiquement venir après celle des experts. On a fait le contraire, et on aura peut-être à s'en repentir. Néanmoins, les députés démocrates de Zagreb, nettement favorables au gouvernement, insistent tout particulièrement sur la situation heureuse créée à la Petite-Entente à Gênes. A la fin de la première décade de mai, leur organe central, la *Ryetch*, déclare que la Petite-Entente est devenue maintenant « une puissance que la Conférence des Ambassadeurs devra convoquer, toutes les fois qu'il y aura des décisions importantes à prendre ». Les démocrates croates, n'hésitent pas à revendiquer pour la Yougoslavie le mérite de la vraie « création de la Petite-Entente, l'acte le plus essentiel accompli par le royaume depuis sa fondation ». Certains chefs du parti gouvernemental reprochent amèrement au « Bloc

croate » de persister à vouloir créer une sorte d'Etat dans l'Etat, de chercher systématiquement à s'isoler des frères Serbes et Slovènes, et de s'exclure ainsi fatalement de la Petite-Entente. L'intransigeance des partisans de l'autonomie provinciale, les membres du « Bloc croate » a causé leur propre échec. A force de vouloir considérer a priori la Croatie comme une province indépendante, ils ont fini par généraliser peu à peu leur conception d'autonomie politique, ils ont demandé qu'on étendît celle-ci aux Albanais, aux Allemands et surtout aux Hongrois habitant la Yougoslavie.

A la fin de la Conférence, lors des derniers pourparlers entre M. Nintchitch et M. Schanzer, le ministre des affaires étrangères yougoslave avait réussi à se concilier les sympathies de tous les partis politiques de son pays, qui se félicitaient des résultats obtenus par lui. L'accord semblait parfait entre Italiens et Yougoslaves au sujet de Zara et de Fiume. Malheureusement, cet accord, soumis au gouvernement de Belgrade, entraînait l'Italie à des concessions qui produisirent une impression pénible sur l'opinion publique et sur la presse. Pour sauver la situation, les plus chauds partisans de M. Nintchitch, les radicaux proposèrent des solutions provisoires, aussi bien dans la question de Zara que dans celle de Fiume. Pour la première de ces deux villes, il s'agirait simplement d'assurer son ravitaillement, grâce à une réglementation rigoureuse du commerce de frontière, à l'interdiction de l'exportation, et à l'évacuation par l'armée italienne, de la troisième zone d'occupation en Dalmatie. Quant à la question de Fiume elle serait réglée par une Commission mixte, composée de six délégués, trois pour l'Italie, trois pour la Yougoslavie.

Il conviendrait de régler tout d'abord les questions de frontières, puis les conditions des transports entre Fiume et les Etats contractants enfin l'organisation générale de l'Etat de Fiume, en accord avec l'article 4 du traité et aussi avec les documents postérieurs à sa signature et notamment la lettre du comte Sforza [1]. Personnellement, le gouvernement de Belgrade préconisait une solution internationale du problème adriatique au moyen d'un accord intervenant entre Fiume et les autres Etats, ou bien par l'arbitrage de la Suisse.

Pendant que le problème italo-yougoslave retenait ainsi l'attention des délégués jusqu'aux dernières séances de la Conférence, la question croate se plaçait tout à fait au premier plan des affaires intérieures du royaume. La lutte est entre le chef du « Bloc croate », partisan enthousiaste d'une République croate, et les radicaux, démocrates et socialistes de toutes nuances, qui oublient leurs divergences politiques et s'unissent pour le combattre, dans l'intérêt supérieur du bien de l'Etat. Le Bloc revendique avant tout l'autonomie provinciale, mais les partis du gouvernement craignent que, si elle lui est accordée, il se borne à penser aux affaires régionales et néglige les grands problèmes qui intéressent l'ensemble de la vie nationale.

Si la proportion des députés croates est très faible, dans le ministère, c'est peut-être à cause de cette politique intransigeante de décentralisation qui est commune à tous les partis croates et va chez certains jusqu'au séparatisme.

La conséquence curieuse et quelque peu paradoxale de cet état de choses est de créer une rivalité politique très vive entre Belgrade et Zagreb, deux villes qui devraient, au contraire s'associer très étroitement pour l'établissement solide de l'unité yougoslave. Les autonomistes extrémistes de Croatie vont jusqu'à affirmer que Belgrade et le gouvernement travaillent à la ruine de Zagreb. Les polémiques les plus acerbes ne cessent de s'engager journellement entre la presse du gouvernement et le grand organe des « républicains » croates, l'*Obzor*. D'un côté, comme de l'autre, on suppute les résultats des futures élections législatives, qui, selon la Constitution, doivent avoir lieu en juillet 1923. Les membres de l'opposition annoncent déjà la chute prochaine et retentissante des partis gouvernementaux actuels. M. Protitch, ancien président du Conseil, radical dissident, paraît gêné par leurs pronostics; il estime pouvoir venir à bout des démocrates s'ils veulent gouverner seuls, et il espère s'emparer du pouvoir d'ici un an avant les élections. Cet ancien premier yougoslave est détesté par le Bloc croate, parce qu'il a reproché à ce dernier d'avoir refusé de venir siéger à Belgrade, à l'Assemblée nationale, sur un mot d'ordre d'abstention donné par le grand chef du parti paysan républicain croate, M. Raditch. Le Bloc compte que la nouvelle Chambre commencera ses travaux par une révision consciencieuse de la Constitution, et les membres de l'opposition croate se flattent de pouvoir alors imposer leurs volontés au sein de l'Assemblée nationale, en dépit du scepticisme de M. Protitch et du parti radical.

En attendant que l'avenir décide de son sort le cabinet actuel se maintient sans trop de difficultés. A son retour de Gênes et de Rome, M. Krstelj, ministre du commerce, a fait de longues déclarations aux chefs du parti démocrate. Il a insisté sur les résultats positifs des entrevues de Gênes et de Rome. Aussi bien rapporte-t-il « deux textes généraux » accompagnés de 21 conventions, réglant les relations économiques et financières italo-yougoslaves. Après l'approbation du cabinet yougoslave, cette sorte de nouveau traité provisoire pourra entrer en vigueur.

Puis une commission sera nommée, de deux représentants de chacun des pays. Obéissant aux instructions du gouvernement, M. Krstelj a consenti à céder à la ville de Zara 15 kilomètres de territoire, pour les besoins de ses transports. 6 kilomètres ont également été cédés dans la direction de Biograd, 20 dans celle du canal de Planina, 12 dans celle de l'île d'Iz. Celle-ci, ainsi que l'île d'Aljan feront partie de la ville de Zara, qui sera sous la domination italienne, tandis que la zone des

transports restera sous l'autorité des Yougoslaves. L'indépendance de Fiume est sauvegardée. L'accord n'est pas encore conclu au sujet du port Barross. En somme, comme le déclare la *Ryètch*, en commentant les déclarations que lui a faites le ministre, « l'Italie n'a rien cédé et nous continuons à souffrir depuis deux ans des clauses trop générales et trop privées de garantie pour nous du traité de Rapallo ». Le droit reste bien du côté yougoslave, mais la force appartient à l'Italie, et malheureusement « la raison du plus fort est toujours la meilleure ». Les soldats italiens occupent encore une grande partie du territoire yougoslave. Le grand journal d'information de Belgrade, favorable au gouvernement, la *Politika*, proclame que la cession de Zara à l'Italie est « une monstruosité diplomatique et juridique. L'Italie a pu assurer une vie à ce monstre : une oasis italienne sur la côte dalmate yougoslave ». Ainsi, la Yougoslavie apparaît comme une victime des intrigues italiennes, commencées par le comte Sforza. Il est juste de dire, toutefois, que les ministres yougoslaves semblent avoir commis certaines fautes — c'est, du moins, ce que prétendent les organes avertis de l'opposition. — En déclarant que le traité de Rapallo manquait de clarté, M. Nintchitch a surtout cherché à le reviser. Mieux aurait valu son application pure et simple ou l'arbitrage de la Suisse ou de la Société des Nations, solennellement promis par M. Pachitch au Parlement. Ces erreurs et ces abstentions regrettables pourraient justifier le cri d'indignation jeté par l'*Obzer* : « On a trompé le Parlement et l'opinion publique ».

Ce mécontentement et ces protestations d'une partie de l'opinion publique et de la presse, ont eu leur répercussion au sein de l'Assemblée nationale. En effet, à la séance du 23 juin, plusieurs questions furent adressées par les députés à M. Nintchitch sur la politique générale du cabinet. Le ministre commença par déclarer qu'il s'opposerait désormais énergiquement à toute tentative de violation des clauses du traité de Trianon. Au sujet de Fiume, il chercha surtout à calmer les esprits, d'une manière assez habile, en déclarant qu'il ne pouvait encore donner toutes les précisions voulues, mais que d'ici peu de jours la situation serait tout à fait aplanie. Ces déclarations optimistes ne purent satisfaire le député dalmate Kouhchitch, qui objecta au ministre qu'une grande confusion régnait encore dans les affaires de Fiume, une tentative révolutionnaire serait même paraît-il, à redouter, elle aurait pour objectif de constituer un nouveau gouvernement, une sorte de directoire, composé de 12 membres. Le député socialiste E. Kristan reprocha alors à M. Nintchitch de maintenir une légation russe à Belgrade. Le ministre répondit que celle-ci ne représentait nullement la Russie officielle. Enfin une discussion s'éleva au sujet de la conduite de la délégation yougoslave au Congrès des associations pour la Société des Nations à Prague. M. Nintchitch déclara aux députés que

la délégation ne représentait pas le gouvernement et que le Congrès lui-même était une assemblée privée d'associations.

Trois jours avant cette séance, M. Svetozar Pribitchevitch, ministre de l'Instruction publique, interviewé par la *Ryetch*, faisait d'importantes déclarations au sujet des conventions passées par M. Krstelj. M. Pribitchevitch, l'une des personnalités les plus éminentes et les plus actives du parti démocrate, ancien ministre de l'Intérieur s'indignait de la conclusion de conventions qui permettaient à l'Italie de créer et d'entretenir en Dalmatie des écoles pour des nationaux alors que la Yougoslavie n'obtenait pas de l'Italie les mêmes droits. De l'avis du ministre, toutes les conventions signées par M. Krstelj, doivent être soumises à l'examen approfondi du Parlement, avant d'être ratifiées.

M. Pribitchevitch ne s'est pas borné à discuter les problèmes de politique extérieure; il a cherché aussi à donner des indications précises sur la question croate, qui préoccupe visiblement l'opinion publique en Yougoslavie. D'une manière générale, on peut dire que le peuple est peu satisfait des menées séparatistes de M. Raditch, contraires à l'esprit et à la lettre de la Constitution du *vidodan*, hostiles à l'établissement définitif de l'unité nationale, si nécessaire au pays dans les temps difficiles et troublés que nous traversons. Le ministre de l'Instruction publique estime que M. Stoyan Protitch, l'ancien président du Conseil, aujourd'hui radical dissident, perd son temps en cherchant à discuter avec M. Stréjean Raditch. Celui-ci ne serait qu'un « général sans armées », donc fort peu redoutable. Par contre, M. Pribitchevitch affirme qu'il voit des symptômes favorables de l'amélioration de la mentalité paysanne, aussi bien en Croatie qu'en Serbie. Les paysans yougoslaves d'aujourd'hui, qui forment la grosse masse de la population du royaume, manifestent une défiance instinctive à l'égard des agitateurs soi-disant républicains; ils ont soif de bien-être et de paix et ils pensent, avec justesse, d'ailleurs, que leur bonheur matériel et moral dépend de la puissance et de la grandeur de l'Etat. Tant que l'unité politique du royaume demeurera en péril, la patrie souffrira, menacée dans sa vie et dans son avenir mêmes.

M. Pribitchevitch a raison de poursuivre avec ténacité la réalisation de l'unité nationale, c'est certainement la meilleure chance de salut pour le royaume. Il sied cependant d'insister sur la difficulté de cette tâche; il ne faut pas oublier que sur le territoire du royaume S. H. S. [1] vivent quatre millions de Croates catholiques, et d'autre part, plus d'un million de musulmans, qui ne cherchent aucunement à se fusionner avec les éléments chrétiens de la population. Du fait de la faible densité de la population en Yougoslavie, de la force et de la diversité des idées religieuses, les courants politiques ne prennent que difficilement une direction convergente. C'est ce qui explique que dès la publication de ses déclarations, M. Pribitchevitch ait été violemment attaqué par

les partis croates, surtout par les leaders de l'opposition; ils lui reprochent des tendances centralisatrices, ils l'accusent de vouloir installer la dictature à Belgrade et de rêver l'unité serbe et non l'unité nationale yougoslave.

L'assassinat de Rathenau a donné aux démocrates une occasion de justifier la politique de leur chef et de flétrir l'attitude des révolutionnaires du Bloc croate, semblable, selon eux à celle des réactionnaires allemands. La presse gouvernementale compare le meurtre récent du ministre Drachkovitch à celui de Rathenau. Pour le *Ryetch*, M. Raditch et ses partisans sont avant tout des utopistes dangereux.

En Slovénie, l'autonomisme provincial moins intransigeant qu'en Croatie, essaie de trouver un terrain d'entente pratique, une formule transactionnelle qui permette de concilier les intérêts de tous les partis, en sauvegardant l'idéal de la nation. Il groupe environ 60 % des députés slovènes en un solide parti, dit parti populaire, dont le programme a été bien défini à la Chambre par un de ses leaders, le député Janko Simrak : « Si M. Raditch veut avoir une République croate, le parti populaire protestera énergiquement contre un tel programme. Les questions intérieures ne devront être résolues que par un accord mutuel ». Ainsi le parti populaire quoique autonomiste, n'est pas séparatiste : il aspire seulement à un régime de décentralisation, d'indépendance régionale. Au contraire les démocrates slovènes sont pour la fusion complète de tous les Yougoslaves : très serbophiles, ils consentiraient même à l'abandon de leur langue nationale pour ne plus parler que le serbe. Ils se vantent d'avoir été affranchis par les Serbes et les Alliés. Ce sont peut-être les plus ententophiles des Yougoslaves. Il convient, toutefois, de noter qu'ils n'occupent que 20 % des sièges slovènes au Parlement, même avec ceux du parti agraire, qui n'est qu'une fraction toute nouvelle du parti démocrate.

Cette serbophilie se retrouve aussi chez les Dalmates, ainsi que parmi les Bosniaques et les Herzégoviniens orthodoxes, qui tous glorifient la Serbie d'avoir libéré et unifié la patrie.

Les démonstrations variées provoquées à la Chambre par la question croate, ne doivent pas nous faire perdre de vue l'importante séance du 21 juin, dans laquelle la loi électorale a été votée. Ce n'est pas sans de grosses difficultés que le texte définitif de cette loi a pu être adopté; l'accord était loin de régner jusqu'ici à son sujet, même parmi les membres du gouvernement et elle avait donné lieu à de chaudes discussions, qui, maintes fois, mirent le cabinet en fort mauvaise posture. La nouvelle loi consacre le principe proportionnaliste. Elle encourage la création de grands groupements politiques, elle combat le morcellement des partis. Il y avait jusqu'ici au parlement des fractions de 5 députés ! Aujourd'hui chaque liste devra réunir un coefficient déterminé pour obtenir un mandat. Mais la loi a le tort de ne pas assez

tenir compte du mode de formation des partis en Yougoslavie. Le pourcentage des électeurs pour les différents partis varie considérablement suivant les régions. Ainsi les démocrates réunissent la majorité des voix en Serbie et en Macédoine, mais n'ont que bien peu de partisans en Croatie, en Slovénie et en Bosnie. Par l'application de la nouvelle loi, les partis, qui sont régionaux, bien plus que nationaux, remporteront une victoire écrasante dans certaines provinces du royaume et un échec complet dans certaines autres.

La création d'une majorité puissante à la Chambre, comme le désire la nouvelle loi, sera donc extrêmement difficile à obtenir.

Il est facile de se rendre compte d'avance du résultat d'élections qui seront faites suivant cette loi. En Croatie, le parti paysan séparatiste, qui forme un grand groupe politique, sous la direction de M. Raditch, réunira le maximum des suffrages. En Slovénie, ce sera le parti Korosec ou parti populaire qui triomphera. Dans les régions où l'opposition est forte, elle obtiendra tous les sièges qu'elle voudra. Le seul remède à cette situation serait une entente étroite entre les démocrates et les radicaux, partis dits « *constructeurs d'Etat* ». Pourra-t-elle se réaliser à temps et à souhait, et contribuer ainsi au succès si nécessaire de l'unification nationale? Toujours est-il qu'à l'heure présente les partis socialistes sont le plus directement atteints par la nouvelle loi, attendu qu'ils sont en minorité dans toutes les régions du royaume. Aussi un de leurs députés, E. Kristan, a-t-il protesté énergiquement contre le vote de la loi, qui, selon lui, favorisera les minorités provinciales au détriment des grands groupements de travailleurs urbains. Le groupe socialiste tout entier ainsi que le groupe paysan serbe, ont voté contre la loi.

Au début de juillet, la Chambre a été enfin saisie du projet d'emprunt extérieur que la Yougoslavie avait déjà cherché à négocier avec les Etats-Unis, dès la fin d'avril. Un groupe de banques américaines avait alors proposé au gouvernement de Belgrade un emprunt de 100 millions de dollars, à 85 %, avec intérêt de 8 % et délai d'amortissement de 40 ans; 30 % de cette somme devaient être versés en argent liquide, afin d'améliorer le change du royaume, le reste fourni en nature sous forme de matériel de chemin de fer. M. Koumanoudi réussit à obtenir 40 % d'argent liquide. L'emprunt ne put pas être conclu immédiatement à cause d'une campagne violente de l'opposition. M. Stoyan Protitch, l'ancien président du conseil, combattit le projet, en déclarant que des mesures plus urgentes s'imposaient pour le bien du pays, notamment le vote et l'équilibre du budget, la construction de chemins de fer au moyen de concessions nationales et étrangères. Grâce aux efforts combinés des radicaux, dont le premier ministre yougoslave actuel est le chef, et des démocrates, l'emprunt a pu être conclu après de laborieux pourparlers. La ratification parlementaire

a été assez difficile ; les partis agraires de l'opposition, le parti populaire de M. Korosec, les socialistes, les groupes musulmans, ont voté contre le projet. Celui-ci a fini par être adopté par la Chambre dans sa séance du 25 juillet. Immédiatement on a enregistré une hausse du dinar parallèle à celle qui s'était déjà produite lors de l'ouverture des pourparlers, à la fin d'avril. Il est clair qu'il faut faire une part à la spéculation dans ces améliorations soudaines du change ; mais on doit remarquer, toutefois, que depuis plusieurs mois déjà le ministre des finances de Yougoslavie s'efforce de remédier à la dépréciation du dinar, en augmentant les impôts. Les terres paysannes notamment, ont vu leur imposition augmentée de 200 %. C'est justice, car c'est précisément dans les campagnes du royaume que les richesses abondent et que les propriétaires sont le moins grevés d'impôts.

A la séance du 26 juillet, M. Nintchitch, ministre des affaires étrangères, a fait, à la Chambre, d'importantes déclarations. Il a d'abord parlé de la Conférence de Gênes et affirmé qu'aujourd'hui « la Petite-Entente forme un front unique contre toute violation éventuelle du traité de paix ». Quant à la Conférence de la Haye, le ministre avoue qu'elle « n'intéresse pas la Yougoslavie, attendu que celle-ci n'a pas d'intérêts directs en Russie, que le gouvernement de Belgrade observe une stricte neutralité vis-à-vis des Soviets, qu'il ne veut pas du tout se mêler de leurs affaires intérieures et qu'il ne pourra les reconnaître *de jure* qu'après tous ses alliés de la Petite Entente. »

Passant en revue les rapports actuels de la Yougoslavie avec ses voisins, M. Nintchitch insiste sur le besoin qu'éprouve son pays « d'une exécution scrupuleuse du traité de Rapallo ». La « situation pénible », créée par l'occupation militaire italienne de la troisième zone doit prendre fin. Alors on s'acheminera pas à pas vers un règlement « cordial » de toutes les questions encore pendantes entre l'Italie et la Yougoslavie, Les deux pays doivent arriver à une entente, car « leurs intérêts sont les mêmes dans les territoires hérités de l'Autriche ».

De la Hongrie et de la Bulgarie, M. Nintchitch n'exige que « la stricte observation des traités ». Il attire l'attention de la Chambre sur les incursions répétées en territoire yougoslave de bandes bulgares, composées de véritables agents provocateurs, qui se donnent dans leur pays comme « membres de sociétés de bienfaisance ». En réalité, ce sont des comitadjis « déguisés » qui, franchissant la frontière serbe, viennent semer la terreur parmi les populations paisibles et se livrent sur elles à des actes de violence. Des protestations semblables se sont élevées déjà en Roumanie et en Grèce contre ces bandes « noires », qui ont aussi fait des incursions sur le territoire de ces deux pays.

Parlant des résultats du Conseil de la Société des Nations tenu à Londres, le ministre déclare que les Alliés « ont décidé que la question bulgare devrait être réglée uniquement entre les gouvernements de

Sofia et de Belgrade. D'ailleurs, la Yougoslavie ne cherche qu'à vivre en amitié parfaite avec la Bulgarie ».

Les relations actuelles de la Yougoslavie avec l'Autriche sont « des relations correctes et normales de bons voisins ». Quant à la question albanaise, elle est définitivement résolue. « Un ministre de Yougoslavie réside maintenant à Tirana. La reconnaissance du gouvernement albanais par le royaume est un fait accompli et les relations diplomatiques sont établies. »

En résumé, forte de son « alliance » avec la Tchéco-Slovaquie et la Roumanie, pouvant compter sur l'« amitié » de la Pologne et « l'appui de ses grands Alliés, la Yougoslavie poursuit une politique de l'occident paisible et défensive.

La fin de la séance a été consacrée à la discussion du budget, qui, malgré les efforts de l'opposition sera très probablement voté dans les premiers jours d'août. Cette fois encore, M. Raditch et les 60 députés du parti paysan républicain croate, se sont abstenus d'assister aux délibérations de l'assemblée. Cette tactique leur est familière et fait partie, pour ainsi dire, de leur programme politique.

Quelles conclusions tirer de ce tableau d'ensemble de la situation politique en Yougoslavie, au cours des quatre derniers mois? Au point de vue de la politique extérieure, la question, qui prime toutes les autres, est celle de l'accord avec l'Italie. Or, celui-ci est loin encore d'être parfait. La troisième zone demeure toujours occupée par les troupes italiennes. En outre, il est important de remarquer que sur une population totale de 1.610.082 Slovènes[1], 1.000.000 à peine se trouvent en Slovénie. Près de 400.000 vivent sur le territoire italien notamment dans la région de Trieste, en butte aux persécutions des Italiens, sans droits et sans défense en face du gouvernement de Rome, et par l'organe de leur grand journal, l'*Edinost Triesti*, ils réclament l'union fraternelle de tous les partis et revendiquent leur droit à l'existence, leur autonomie et leur rattachement à la Yougoslavie. Quant au reste de la population Slovène, il est dispersé en Autriche, principalement en Carinthie, où il est aussi persécuté par la *Volkswehr*. Ces faits contribuent forcément à rendre difficile la situation de la Yougoslavie vis-à-vis de certains de ses voisins, surtout de l'Italie. A l'intérieur, le gouvernement de Belgrade fait des efforts considérables pour parvenir à établir solidement l'unité nationale, sans laquelle aucun progrès n'est possible. L'avenir même du jeune royaume dépend de la réalisation de cette unité. Elle est, à l'heure actuelle, retardée par le pouvoir encore redoutable des éléments séparatistes qui s'appuient sur les masses paysannes, incultes et suggestionnables, sur l'antagonisme très marqué des diverses nationalités et des différentes religions. La cohésion du bloc de la Petite-Entente, démontrée par les résultats de la Conférence de Gênes, contribuera très vraisemblable-

ment à affirmer la puissance politique propre de la Yougoslavie et à lui permettre de réaliser plus facilement, plus sûrement, ses aspirations nationales. Isolé, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes eût été un Etat sacrifié, dans un avenir plus ou moins lointain. Il a compris le besoin d'une alliance solide et bienfaisante avec les Etats voisins comme la Bulgarie a compris qu'elle serait condamnée à périr, étouffée, en raison même de sa situation territoriale, si elle s'obstinait à ne pas vouloir graviter dans l'orbite balkanique.

La Yougoslavie est un Etat tout jeune, et l'unité politique réelle et durable ne se conquiert pas en quelques années. L'histoire du développement des grandes puissances occidentales suffit à le prouver. La restauration des finances du royaume, le retour à une vie économique normale sont, avec l'heureuse solution des problèmes politiques, les conditions indispensables de son développement. Mais les progrès accomplis en trois ans d'indépendance sont la meilleure réponse à ceux qui s'obstineraient à douter de l'avenir du royaume uni des Serbes, Croates et Slovènes.

N. D.

VIE INTERNATIONALE

LES RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE

L'édifice entier du traité de Versailles repose sur l'article 231, *qui prononce contre l'Allemagne, auteur de la guerre, à la fois une flétrissure morale et une condamnation civile, dans des termes qu'il est bon de rappeler à l'occasion* : « Les Gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables pour les avoir causés de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre, qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés ». *L'obligation des réparations se fonde donc sur l'aveu de l'Allemagne que seule elle a voulu la guerre et l'a déchaînée.*

Contre cet aveu, auquel les Alliés la contraignaient, elle a protesté dès le début, elle n'a jamais cessé de protester, et sa protestation a revêtu des formes de plus en plus vives. Les conséquences politiques et les conséquences matérielles de sa reconnaissance de culpabilité lui paraissent également lourdes, dangereuses, menaçantes, insupportables. Encore, sur la question des réparations, l'opinion germanique semble-t-elle divisée : et, si une forte minorité de fanatiques, d'énergumènes ou de cyniques, docile aux excitations des Ludendorff et des Helfferich, est résolue à user de tous les moyens pour soustraire l'Allemagne aux charges qui lui incombent, on peut admettre, avec de bons observateurs, qu'il existe — mais peut-être pour peu de temps encore — une faible majorité pour accepter le principe que l'Allemagne doit indemniser les victimes de ses procédés de guerre, tout en cherchant d'ailleurs à le faire aux moindres frais. Mais, sur le point de la culpabilité, à l'exception d'une poignée d'hommes dont on ne saurait assez admirer la clairvoyance, l'énergie et le courage, — la clairvoyance, car ils comprennent que le seul moyen d'ôter à l'ancien régime allemand toute chance de restauration est de le faire apparaître seul responsable du poids des réparations au peuple qui les paie; l'énergie, nécessaire pour ne

point se lasser d'une lutte si inégale; le courage enfin, car on sait quels risques court aujourd'hui en Allemagne quiconque se dresse contre les passions nationalistes exaspérées — aucun Allemand, même parmi les démocrates, même parmi les socialistes, n'admet sincèrement la faute unique de l'Allemagne dans le déchaînement de la catastrophe. C'est un fait qui s'impose à tout observateur, même le mieux disposé en faveur d'un rapprochement franco-allemand, pour peu qu'il garde un peu d'esprit critique[1]. *Est-ce la survivance du vieil orgueil de l'Allemagne impériale même chez ceux qui s'en croyaient le plus exempts? ou est-ce seulement calcul qui, en ébranlant l'article* 231, *compte faire tomber tout le traité?*

La campagne contre le « mensonge de la responsabilité », la Schuldlüge, *a, depuis des mois repris avec fureur dans toute l'Allemagne. A en voir l'extension et les ravages croissants, on pourrait s'étonner de l'indifférence avec laquelle les vainqueurs assistent à son développement, pour eux si gros de menaces, si l'on ne savait trop, pour l'avoir cruellement appris depuis l'armistice, avec quelle méconnaissance, quelle ignorance foncière de l'Allemagne, quel dilettantisme et quelle légèreté, pour ne point parler du machiavélisme naïf de certains, a été partout conduite, depuis 1918, la politique allemande des vainqueurs. Au lendemain de l'armistice, le problème allemand n'était qu'un problème de psychologie, simple et facile à résoudre si on en apercevait clairement les données et les méthodes, mais embrouillé, plein de détours, de pièges, et de risques si on l'attaquait mal. Quelques hommes, qui connaissaient l'Allemagne, l'ont dit en novembre et décembre 1918, et montré comment il fallait le prendre; mais c'est les autres qu'on a écoutés, et le résultat est sous nos yeux.*

Il faudra revenir prochainement pour en montrer les dessous, sur cette campagne « innocentiste », que le récent procès suscité à Munich par les accusations portées contre la mémoire de Kurt Eisner a éclairée d'une lumière si crue. Il faudra aussi prendre corps à corps ce Livre Noir, *lancé par les bolcheviks, accueilli avec une joie délirante par le nationalisme allemand et ses alliés, et où, on le verra, l'examen critique ne peut, en dépit des étranges libertés qui y sont prises avec les textes, découvrir la moindre charge contre la politique française. C'est ce* Livre Noir *qui, par une série de répercussions, est à l'origine du débat institué devant la Chambre des députés françaises les* 5 *et* 6 *juillet, sur les responsabilités de la guerre, à la suite d'attaques du député communiste Vaillant-Couturier contre M. Poincaré.*

En pareille matière, les documents valent plus que les plus éloquents

1. Voir, dans le *Progrès civique* du 29 juillet, l'article de M. Th. Ruyssen

commentaires. On reproduit donc ici, d'abord le grand discours par lequel M. Poincaré est intervenu dans ce débat, et pour le compléter celui que le président du conseil a prononcé le 16 juillet à Jonchery, à l'inauguration du monument de la première victime de la guerre, et qui a apporté à l'opinion universelle la révélation de certains faits nouveaux, dont l'un (la lettre du consul général d'Allemagne à Bâle) est capital. En face du discours de M. Viviani, qui, préface à celui de M. Poincaré, fixe des points d'histoire, on a placé, par scrupule d'impartialité, la réponse de M. de Jagow, secrétaire d'Etat allemand aux affaires étrangères en juillet et août 1914 et, pour la mettre au point le commentaire qu'y a consacré le Journal des Débats *du 22 juillet.*

Discours prononcé par M. Poincaré à la Chambre des Députés le 6 juillet 1922

Avant d'essayer de répondre à ces interpellations et aux commentaires prolongés dont les orateurs les ont entourées hier et tout à l'heure, je suis, à mon vif regret, forcé de revenir d'un mot sur l'incident qui a été avant-hier l'origine même de ce débat.

L'*Humanité* a, en effet, reproduit hier et je sais quelle veut à nouveau faire distribuer demain l'abominable gravure dont a parlé hier M. Vaillant-Couturier, et qui continue à être répandue à profusion dans la France entière.

Tout à l'heure, Messieurs, un honorable membre de cette Assemblée M. Courtial, me remettait la lettre suivante qu'il a reçue d'un ouvrier de Clermont-Ferrand :

« Monsieur le député,

« Excusez-moi de la liberté que je prends en vous écrivant. Vous n'êtes pas pour moi un inconnu, je suis un de vos électeurs. Je m'adresse à vous au sujet de la fameuse campagne « Poincaré-la-guerre ».

« Je suis ouvrier, on peut me donner des leçons de français, c'est entendu, mais, à l'heure présente, il se passe à Clermont une chose révoltante que je tiens à vous signaler; et je pense que, quand vous la connaîtrez vous ferez votre possible pour la faire enrayer et au besoin insisterez pour le vote d'une loi, afin que des mesures énergiques soient prises, puisque, à l'heure présente, il est impossible de combattre cette odieuse campagne.

« A Clermont-Ferrand, et probablement dans toute la France, circule, depuis quelques jours, une photographie représentant M. Poincaré, un ambassadeur, le préfet de la Meuse, etc., revenant d'une visite aux tombes de nos grands morts, dans un des cimetières de Verdun.

« A côté, sur la droite, figure un texte véritablement outrageant pour notre président du conseil. C'est de cette photo que je veux parler. Vous la connaissez certainement, elle a figuré il y a une dizaine de jours sur le journal l'*Humanité*. Elle est maintenant en carte postale. Cette ignoble gravure est distribuée dans notre ville à qui le désire et même à qui ne le désire pas. Elle est colportée dans nos campagnes et est distribuée à nos braves paysans.

« Ma lettre n'est pas bien faite. Je suis un ouvrier, mais elle vous touchera

certainement davantage que si elle vous était adressée par un homme d'un certain rang.

« Je vous laisse libre d'en faire ce que vous jugerez bon, afin qu'elle vous aide à conjurer le grand péril auquel nous courons.

« Excusez-moi, monsieur le député, de vous avoir retenu aussi longuement.

« Croyez à l'expression...

« Signé Paul Mulsan, mutilé de guerre, ouvrier d'usine à Clermont ».

Cette lettre suffirait à me venger de bien des infamies.

Beaucoup de membres de cette Chambre ont vu cette carte postale. Elle n'est pas, comme M. Vaillant-Couturier l'a dit, reproduite d'après une photographie officielle, mais d'après une photographie du *Monde Illustré*, photographie que je tiens à la disposition de la Chambre et où l'on voit très clairement — la photographie du *Monde illustré* est plus grande et plus visible — que ni l'ambassadeur, M. Myron Herryck, ni moi, nous ne sourions.

La propagande qui se poursuit dans certains milieux heureusement très restreints, au sujet des responsabilités de la guerre, n'est pas moins abominable. Elle l'est même davantage, parce que celle-ci ne vise plus seulement un homme, ce qui est négligeable, mais parce qu'elle peut atteindre la France elle-même.

Je suis véritablement étonné des *distinguo* que M. Cachin apporte à cette tribune.

Il nous dit :

« Je ne cherche pas à excuser l'Allemagne impérialiste. Au contraire je la condamne ».

Comment ! Vous ne voyez pas que si vous condamnez en même temps la France, vous excusez au moins pour moitié l'Allemagne !

M. Charles Baron. — M. Poincaré n'est pas la France. Quel orgueil. Jupiter olympien !

M. le Président du Conseil. — J'ai entendu, comme tout le monde, les vociférations de l'honorable M. Baron. M. Baron tient à ce qu'il soit bien entendu que je ne suis pas la France. Il n'a pas besoin de prendre tant de peine pour le démontrer.

Mais j'ai représenté la France et je l'ai représentée aux heures les plus graves et les plus difficiles et, quoique indigne, peut-être de la représenter, je suis bien forcé de dire qu'aux yeux de l'étranger je personnifiais cependant la France et, quand vous attaquez non seulement l'ancien président de la République, mais, par la force même des choses, tous les cabinets qui se sont succédés autour de lui, vous attaquez la France elle-même.

Messieurs, lisez le livre que publie aujourd'hui même notre honorable collègue M. André Fribourg, sous le titre : *Les semeurs de haine. — Leur œuvre en Allemagne avant et depuis la guerre.* Vous y verrez, avec une profusion de documents à l'appui, comment l'Allemagne a préparé la guerre depuis de longues années, par l'affiche, par le pamphlet,

par la chanson, par les romans, par les mémoires, par le théâtre, par le cinéma, par les conférences et surtout par l'enseignement, et vous y verrez qu'aujourd'hui, par les même moyens, elle continue les mêmes attaques, mais cette fois contre le traité de Versailles.

Les auteurs du traité de Versailles ont voulu qu'il reposât avant tout sur une idée morale. Ils ont pensé qu'ils ne devaient pas seulement justifier le traité par la victoire, comme on le faisait autrefois, qu'ils devaient surtout le justifier par les responsabilités mêmes de la guerre, et les deux Chambres françaises se sont à l'unanimité associées à cette manière de faire.

Ici, M. Barthou, au Sénat, M. Léon Bourgeois, ont, dans leurs remarquables rapports, exposé que l'Allemagne était tout à la fois seule responsable d'avoir déclaré la guerre et de l'avoir ensuite menée par des méthodes abominables. La même opinion a été soutenue dans tous les pays alliés, et le traité a été ratifié sans que personne se levât, ici ou ailleurs, pour contester l'opinion des honorables rapporteurs.

Le traité contenait, vous le savez, une reconnaissance formelle de la culpabilité de l'Allemagne impériale, signée par les plénipotentiaires allemands.

Depuis lors, à mesure que le temps a passé, l'Allemagne a relevé la tête et est revenue à la plupart de ses habitudes d'avant guerre. Elle recourt aujourd'hui à toutes les habiletés, à tous les subterfuges pour échapper au payement des réparations, et elle s'est dit que le principe de ces réparations étant fondé sur sa responsabilité, le plus sûr moyen d'échapper au payement était de décliner maintenant la responsabilité qu'elle avait reconnue.

M. Aristide Briand. — Ce que dit M. le Président du Conseil est très exact. Ce fut la thèse même soutenue à Londres devant les alliés par le docteur von Simons, ministre des Affaires étrangères d'Allemagne. Pour relever ce défi, les alliés, adressant un ultimatum à l'Allemagne, ont pris soin de...

M. Poincaré. — .... de renouveler et de confirmer !

M. Aristide Briand. — .... de mettre en tête de ce document le principe duquel dérive toutes les responsabiliés de l'Allemagne. Or, cet ultimatum et sa déclaration de principe, le Reichstag, à la majorité, l'a accepté. Ce ne sont plus seulement les plénipotentiaires, c'est l'assemblée représentative de l'Allemagne qui, une fois de plus, a reconnu la responsabilité de son pays.

M. le Président du Conseil. — Je remercie l'honorable M. Briand de compléter avec autant de précision ma démonstration.

Malheureusement, ces reconnaissances successives n'ont pas empêché l'Allemagne de mener depuis quelques mois une campagne dans le monde entier, dans les ancien pays neutres, dans les pays alliés, en Amérique et en France même.

Il était inévitable — je ne m'en étonne et je ne m'en afflige même pas — il était inévitable que j'eusse l'honneur d'être le point de mire de cette campagne. J'avais été président du conseil au début des guerres balkaniques. J'avais été président de la République de 1913 à 1920. L'Allemagne a donc personnifié — c'était fatal — dans le chef de l'Etat la politique française. Pour les besoins de la discussion, je veux bien accepter cette personnification, mais je tiens, avant toute démonstration, à faire une double remarque.

J'accepte toutes les responsabilités de la politique que j'ai suivie, en 1912, comme président du conseil. Mais j'ajoute tout de suite, et je suis sûr que je ne serai démenti par aucun d'eux, — il y en a dans cette salle, — que tous mes collaborateurs y ont été étroitement associés. Je ne le dis pas bien entendu, pour répartir la responsabilité, tout simplement pour montrer à la Chambre que si j'avais voulu suivre une politique personnelle, si légèrement belliqueuse que ce fût, je ne l'aurais pas pu, parce que, tous les jours, je mettais mes collègues au courant et leur demandais leur avis.

Parmi ces collègues, il y avait des hommes tels que M. Léon Bourgeois, M. Briand — qui assurément se le rappelle, — M. Klotz, M. Pams, qui a été ensuite mon concurrent à la présidence de la République, mais qui, jusqu'à la dernière heure, — M. Briand et M. Klotz se le rappellent, — est resté étroitement uni avec moi; qui, depuis lors, est devenu ministre pendant la guerre et qui a été un de mes collaborateurs les plus affectueux et les plus fidèles.

Et l'un de mes collègues, M. Steeg, a lui-même cité par écrit, dans un article qu'il a publié il y a quelques mois, un mot que j'avais dit alors dans une séance du conseil. J'avoue que je ne me le rappelais même pas, tellement il exprimait ma pensée profonde et je le trouvais naturel. J'avais dit, en plein conseil :

« Alors même que je serais sûr par avance qu'une guerre nous conduirait à la victoire, je ne prendrais jamais la responsabilité de la laisser déclarer ».

A partir de janvier 1913 — c'est ma seconde observation — je deviens Président de la République.

Comme l'a dit hier M. Viviani dans son émouvante improvisation, je ne suis plus à partir de cette date, responsable constitutionnellement, mais je tiens à prendre ma large part de responsabilité morale dans tous les actes accomplis sous ma présidence par les cabinets successifs. Je parle tout au moins, de la politique militaire pendant la guerre. De la fin de 1913 à la guerre, les cabinets qui m'ont entouré, successivement présidés par M. Doumergue et par M. Viviani, contenaient une majorité de membres qui avaient été mes adversaires. L'accord a toujours été n'est-ce pas, M. Viviani, complet et étroit, entre nous, et jamais, je l'affirme, je n'ai écrit une ligne ni dit un mot

qui n'eût été par avance soumis à l'approbation du conseil des ministres.

Sous réserve de ces deux observations préliminaires, je réponds aux allégations des interpellateurs, d'abord sur la première période, et puis sur la seconde.

Année 1912 : on oublie ou on paraît un peu trop oublier ce qu'a été l'année 1912. Je dirais probablement quelque chose d'apparence un peu naïve en précisant simplement qu'elle succédait à l'année 1911, mais l'année 1911 avait été une année terriblement agitée et inquiétante pour la France. L'affaire d'Agadir avait produit dans tout le pays une émotion profonde, que l'on peut avoir oubliée aujourd'hui mais qui avait troublé tout le pays. Tous les Français se demandaient ce que serait le lendemain.

De longues et pénibles négociations ont été engagées. Le traité du 4 novembre 1911 a causé, vous vous le rappelez, dans le pays, une vive déception. L'abandon d'une partie du Congo, c'était aux yeux de la France, la perte d'une partie de notre patrimoine national.

Sur ces entrefaites, une crise ministérielle éclata à la suite d'un dissentiment qui s'était produit devant la commission du Sénat entre le président du conseil d'alors, M. Caillaux, et le ministre des affaires étrangères, M. de Selves. Je fus appelé par M. le Président Fallières, qui m'avait déjà plusieurs fois offert la présidence du conseil et qui insista très affectueusement pour que j'acceptasse.

Sur ses instances et sur celles de M. Léon Bourgeois, je me résignai, mais me défiant de mes forces et de mon expérience, je m'entourai immédiatement des plus hautes personnalités de la République. Je réunis auprès de moi, non seulement M. Léon Bourgeois, mais M. M. Briand, M. Millerand, M. Steeg, M. Delcassé, M. Klotz — je passe les autres, mais je ne les oublie pas.

Nous avons débuté par un acte de conciliation vis-à-vis de l'Allemagne : malgré l'opposition de plusieurs membres importants du Sénat, malgré l'opposition, notamment, de M. Clemenceau et de M. Pichon, nous avons fait ratifier le traité du 4 novembre 1911. Nous avons été bien mal récompensés, d'ailleurs, de cette preuve de bienveillance, et je me suis demandé souvent, depuis la guerre, si ce n'étaient pas les membres opposants qui avaient raison.

Toujours est-il qu'au lendemain même de la ratification, des difficultés successives, interminables, se sont élevées au Maroc. Ç'a été, d'abord, des réclamations d'un personnage qui s'appelait M. Ficke. C'était un Allemand très protégé par l'ambassade, et qui, tous les jours, se plaignait d'avoir été spolié. Quelques années après, au lendemain de la déclaration de guerre, on s'est aperçu que ce n'était qu'un espion allemand. On a fait des perquisitions chez lui, et on y a retrouvé la preuve que l'Allemagne préparait la guerre au Maroc depuis plu-

sieurs années. De sorte que, si les incidents n'avaient pas éclaté dans la péninsule balkanique, ils auraient certainement éclaté avant peu au Maroc. Mais c'est du côté de l'Orient que se firent entendre les premiers grondements de l'orage.

A ce sujet, MM. les communistes incriminent, avec un peu d'obscurité, mais avec beaucoup de véhémence, notre politique d'entente avec la Russie. Ils cherchent à tirer parti de certaines publications, plus ou moins exactes, en tout cas incomplètes, qui émanent des Soviets et, notamment, d'un livre auquel on a donné le titre un peu mystérieux de *Livre noir*, livre qui a été traduit en français par un journaliste dévoyé, resté à la solde des Soviets, M. Marchand — dont, entre parenthèses, j'avais facilité le début de carrière.

M. Marcel Cachin. — Très honnête homme !

M. le Président du conseil. — M. Cachin, si c'était un si honnête homme, je vous garantis qu'il n'aurait pas écrit à mon endroit ce qu'il a écrit.

M. Marcel Cachin. — C'est un très honnête homme.

M. le président du conseil. — Lorsqu'on est venu solliciter un service dans le cabinet d'un homme politique, on est au moins tenu au silence.

Quoi qu'il en soit, Messieurs, le *Livre jaune* que nous avons publié nous-mêmes montre les lacunes, les inexactitudes, les erreurs, les fantaisies et les coupures volontaires de ce *Livre noir*. J'ajoute que, même dans l'édition française, publiée, si je ne me trompe, par le journal l'*Humanité*, on a mis en relief, en gros caractères, un certain nombre de passages dont on veut tirer des conséquences désobligeantes pour moi, et on a laissé en petits caractères tous les passages qui répondent, au contraire, page par page, à certaines allégations qui ont été produites à cette tribune. J'en fournirai la preuve tout à l'heure.

Un distingué diplomate, que beaucoup d'entre vous connaissent, M. Romieu, a fait soigneusement la comparaison des textes, dans une brochure récente, et il a montré toute la mauvaise foi de la publication russe, telle qu'elle a été présentée.

La politique que nous avons suivie en 1912, messieurs, — je tiens à le dire tout de suite et on ne le pourra pas démentir — est une politique d'étroite entente européenne. Afin de ne pas opposer groupe à groupe, nous avons fait, depuis la première heure de la crise balkanique jusqu'à la dernière, tous nos efforts pour rester en contact, non seulement avec l'Angleterre, mais avec les autres puissances.

C'était du reste, bien naturel et c'était obligatoire: nous redoutions l'opposition de l'Autriche et de la Russie en Orient et nous voulions à tout prix l'éviter.

C'est ainsi, messieurs, qu'à un moment donné, je vois qu'un projet russe va s'opposer à un projet autrichien. Je télégraphie immédiatement à notre ambassadeur à Vienne, le 1er septembre 1912 :

« Vous pouvez exprimer à titre personnel, l'opinion que le Gouvernement de la République, fermement attaché à la Triple Entente ne poursuit en Orient aucun objet d'intérêt exclusif et que le concours de toutes les puissances lui paraît nécessaire à la solution du problème balkanique ».

Quelques jours après, messieurs, je réponds encore à une observation qui m'est faite par le gouvernement russe qu' « il me paraît indispensable de tenir le contact le plus étroit avec le gouvernement autrichien ».

Le 18 novembre, le secrétaire d'Etat allemand des affaires étrangères prend l'initiative d'énumérer cinq points d'intérêt général, dont les grandes puissances devront se réserver la décision lors du règlement de la paix balkanique. Je réponds immédiatement :

« Le Gouvernement français demeure disposé à continuer la conversation avec toutes les puissances, sur les cinq points indiqués par M. de Kiderlen. »

Quelques jours après, M. de Kiderlen se ravise et s'efforce de réserver à l'examen exclusif de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie la question d'Albanie et celle de l'accès de l'Adriatique. Je télégraphie immédiatement à M. Jules Cambon :

« Il me paraît nécessaire que toutes les puissances soient appelées à dire leur mot sur toutes les questions. »

Voilà, par conséquent, la ligne générale que nous avions adoptée et dont, vous le verrez, nous ne nous sommes pas un instant départis.

Aussi bien, le 20 décembre 1912, quelques jours avant mon élection à la présidence de la République, l'illustre orateur dont on a plusieurs fois parlé, depuis avant-hier, à cette tribune, M. Jaurès, rendait-il, ici même, justice à la politique que j'avais suivie. C'était tout à la fin de la session : je ne me suis presque plus représenté devant les Chambres avant l'élection présidentielle. Voici comment M. Jaurès s'exprima, au moment où je venais de m'expliquer, publiquement et solennellement à cette tribune, sur la politique que j'avais suivie :

« Il nous suffit qu'à cette heure, M. Poincaré ait voulu sincèrement la paix, qu'il en ait donné l'impression à l'Europe, qu'il ait compris que le devoir de la France était d'y coopérer loyalement.

« Et je me rappelle, non sans gratitude, que M. le président du conseil a pris, dès le début de la crise, l'initiative de ces conversations générales entre tous les pays qui ont apaisé, amorti le conflit, et qui viennent de prendre leur forme définitive dans la conférence des ambassadeurs réunis à Londres ».

On n'en prétend pas moins que nous avons été à la remorque de la Russie, et particulièrement de M. Isvolski. Je suis, je l'avoue, un peu embarrassé, car je n'aime pas médire des morts et je ne veux d'ailleurs pas parler de M. Isvolski qu'avec respect, parce qu'il était le représentant d'une puissance alliée et, surtout, parce qu'il a eu un fils blessé au service de la France.

Mais tous mes collègues de 1912, et, notamment, M. Briand et M. Klotz, qui sont ici tous deux, se rappellent certainement comme moi que nous étions loin d'avoir pleine confiance en M. Isvolski. Cette défiance a même été la cause essentielle du voyage que tous mes collègues m'ont instamment prié de faire à Pétrograd, du moins à Saint-Pétersbourg, puisque tel était encore le nom de la capitale russe à cette époque, dans l'été de 1912.

Nous étions les alliés de la Russie depuis de longues années, et nous voulions, bien entendu, conserver cette alliance comme un gage essentiel d'équilibre européen.

Nous entendions également, et toujours dans l'intérêt de la paix, et toujours dans l'intérêt de notre sécurité, maintenir l'entente franco-anglaise telle qu'elle existait depuis ces accords de 1904, si étrangement défigurés tout à l'heure par M. Cachin.

C'est la politique que j'ai suivie, que tous les cabinets français, sans exception, ont suivie, qu'ils fussent modérés, qu'ils fussent radicaux, qu'ils fussent radicaux-socialistes, et la France, en effet, ne pouvait en suivre une autre.

M. Vaillant-Couturier a dit hier qu'il y avait, en France, un « parti de la guerre ». Il a cité, à ce propos, une brochure, signée « Agathon », dédiée, paraît-il, à M. Colrat. M. Colrat n'est pas ici, mais il ne me démentira pas : avant qu'il fût député, je n'avais jamais eu avec lui aucune conversation politique. Il a été, comme M. André Paisant, comme M. Charles Reibel, comme M. Léon Bérard, un de mes collaborateurs au Palais de justice, mais au Palais seulement. A cette époque, je ne traitais avec lui que d'affaires professionnelles. Je souhaiterais que la même ligne de démarcation infranchissable, que j'ai toujours mise entre mon métier d'avocat et mon rôle d'homme politique, fût respectée aussi sévèrement par tous.

M. Colrat était donc parfaitement libre d'accepter la dédicace d'un livre ou de laisser paraître tel ou tel entrefilet dans l'*Opinion*. Mais j'ajoute que j'ai eu la curiosité, puisqu'on citait un entrefilet de l'*Opinion*, de réclamer le numéro où il avait paru, et voici ce que j'ai lu en tête de ce journal. C'est le numéro du 14 décembre 1918. C'est, par conséquent, à la fin de la guerre. M. Colrat était parti pour les armées pendant la guerre.

Le numéro où a paru l'entrefilet sur lequel on a cherché à équivoquer avant-hier, et dont on voudra bien reconnaître que je ne suis cependant pas responsable, ce numéro commence par ces mots :

« Nous sommes heureux d'annoncer à nos lecteurs que, à dater du 1er janvier prochain, M. Maurice Colrat reprendra la direction effective de l'*Opinion*. »

Monsieur Vaillant-Couturier, vous auriez pu lire le numéro tout entier. Vous trouvez cela tout-à-fait nature ? Vous êtes avocat sta-

giaire. Laissez-moi vous donner un conseil, un conseil d'aîné : quand vous mettez une pièce au débat, lisez-la toujours tout entière, et ne laissez jamais à vos contradicteurs le soin de compléter votre lecture. C'est un détestable procédé, et il ne réussit jamais !

J'éprouve du reste quelque confusion à relever des allégations aussi misérables que celles qui ont été produites à cette tribune. Dire qu'il y avait en France un « parti de la guerre », c'est émettre une affirmation qui sera certainement relevée avec joie en Allemagne et qui y méritera les honneurs de l'affichage, mais c'est énoncer une contre-vérité.

En France, s'il y a eu quelques égarés qui aient eu de telles idées, citez-les ! Mais vous ne citerez pas un seul homme politique responsable.

M. Adrien Pressemane. — Vous niez l'évidence.

M. Poincaré. — Pouvez-vous citer un homme politique responsable ?...

Je répète qu'on n'a pas le droit d'appeler manifestations d'un « parti » des manifestations isolées, qui ne répondent pas au sentiment public. La France était, avant la guerre foncièrement pacifique. Elle n'oubliait certes pas les provinces qui lui avaient été arrachées. Elle avait bien le droit de garder ce souvenir au fond du cœur. Mais personne en France, je dis personne de responsable, personne dans les Chambres françaises, ne méditait une guerre de revanche. Et, messieurs, je crois que j'exprimais la pensée de la France entière lorsque je répétais au banquet du comité du commerce et de l'industrie la phrase que j'avais prononcée devant ce même comité en 1912, en pleine crise balkanique :

« Que, de tant d'efforts sincèrement employés à la conservation de la paix, il pût résulter une guerre — et quelle guerre ! la plus effroyable qui se soit abatue sur le monde ! — ce serait un défi au bon sens, à la civisliation et à l'humanité. »

J'ajoute, puisque M. Vaillant-Couturier a rappelé que je suis Lorrain, que les Lorrains étaient, s'il est possible, encore plus fermement attachés à la paix que les autres Français.

Ils connaissaient, en effet — oui, certes, ils avaient de bonnes raisons de les connaître mieux que personne ! — les risques d'une guerre. Ils se rappelaient les invasions qu'ils avaient tant de fois subies.

Moi-même, messieurs, s'il m'est permis de me mettre en cause, et je m'en excuse, je me rappelais comme un douloureux souvenir d'enfance une occupation allemande de trois longues années, dans le département que j'ai encore l'honneur de représenter aujourd'hui. Je savais bien qu'une nouvelle guerre exposerait mon malheureux pays natal à un recommencement des épreuves qu'il avait si souvent connues. Je savais bien que nos maisons familiales seraient bombardées et détruites, que nos régions payeraient la guerre plus cher que tout le reste de la France.

Aussi bien, messieurs, le mot que j'avais dit en 1912 et qu'a répété M. Steeg exprimait-il très exactement ma pensée profonde : jamais, jamais, je n'aurais voulu prendre la responsabilité d'une guerre, alors même, je le répète, que j'eusse été assuré de la victoire !

Mais, autant j'étais résolu à tout faire pour éviter cette guerre, autant j'étais déterminé à tout faire pour que, si elle éclatait malgré tous nos efforts de paix, elle se terminât par la victoire et par la libération de l'Alsace et de la Lorraine.

C'est cette double pensée — quoi qu'on en ait dit, elle ne contient rien de contradictoire — qui a inspiré, depuis trente cinq ans, toute ma vie politique. Et pourquoi donc parlé-je de moi ? C'est la pensée qui a inspiré toute la politique française.

On peut, assurément, m'adresser bien des reproches, mais il en est un que je me suis efforcé de ne jamais mériter : je n'ai point varié dans les idées que j'ai défendues, j'ai toujours été républicain et j'ai toujours été patriote. Mais je n'ai jamais été partisan d'une politique de vaine bravade ou de manifestations chauvines, et je défie qu'on trouve depuis trente-cinq ans, une parole qui pût avoir une allure belliqueuse.

Oh ! vous avez cherché — et vous n'avez rien trouvé ! — Oui, oui ! vous avez trouvé — ce que vous avez apporté hier !...

M. Vaillant-Couturier. — Je rends hommage à votre prudence.

M. le Président du Conseil. — Tantôt on dénonce mes imprudences, et tantôt, lorsqu'il le faut, on rend hommage à ma prudence, mais on essaye d'y mettre de l'ironie et de la malveillance.

En 1912, à un moment où la France était encore frémissante de l'incident d'Agadir, nous avons tenu à maintenir étroitement la Triple Entente, que nous considérions — je l'ai dit et je ne me lasserai pas de le répéter — comme une garantie essentielle de paix, en présence de l'impérialisme grandissant de l'Allemagne. Mais pas un instant — nous allons le voir — nous n'avons voulu donner et nous n'avons donné à cette Triple Entente un caractère agressif. Notre politique a toujours eu la signification européenne la plus accentuée. Je n'en veux pour preuve que des passages très nombreux du Livre Noir lui-même, notamment celui-ci, où M. Isvolski rapporte, le 8 février 1912, une conversation que j'avais eue avec lui au sujet des négociations anglo-allemandes engagées par lord Haldane. Je n'ai pas besoin de vous dire que ces passages sont imprimés, dans l'édition française, en petits caractères :

« M. Poincaré m'a exposé que le Gouvernement français ne pouvait que saluer la présente tentative de l'Angleterre et de l'Allemagne d'établir entre elles des relations normales, et que cette tentative ne soulève, du côté français, pas la moindre p éoccupation ou un doute au sujet de l'entière loyauté du gouvernement anglais. Il y aurait plutôt lieu de redouter l'insuccès éventuel des pourparlers, après lequel pourrait se produire un exacerbement plus grand encore

des relations anglo-allemandes, et, par conséquent, une nouvelle menace à la paix européenne.

« Les déclarations de M. Poincaré me semblent entièrement sincères et, de mon côté, j'essaie de raffermir en lui une façon de voir optimiste au sujet de cette affaire. Je ne puis pourtant ne pas remarquer que, dans les centres militaires d'ici, prédomine un point de vue quelque peu différent... »

En 1911, messieurs, après l'affaire d'Agadir, nous avions, tout naturellement, demandé à l'Autriche son adhésion au traité franco-allemand du 4 novembre. Toutes les puissances signataires de l'acte d'Algésiras, et notamment l'Italie, avaient immédiatement acquiescé.

L'Autriche, au contraire, s'était fait prier, et, comme prix de son acceptation — j'arrive, messieurs, à ce qu'on a appelé hier l' « incident Crozier » — l'Autriche avait demandé que le marché de Paris fût ouvert à des emprunts d'Etat autrichiens et hongrois.

M. Klotz se rappelle assurément l'incident : il y a été mêlé de très près. J'ajoute, du reste que, contrairement à ce qu'on a dit, c'était sous un ministère présidé non pas par M. Poincaré, mais par M. Caillaux.

M. Klotz. — Parfaitement.

M. le président du Conseil. — Je vais préciser. Je ne critique pas du tout ce qui a été fait à ce moment. Nous allons voir, au contraire, qu'on m'a attribué ce qui avait été fait, avant moi, mais qu'en réalité, ce qui avait été fait avant moi était parfaitement légitime.

La Chambre connaît toutes les intrigues financières auxquelles donnaient lieu, trop souvent, ces admissions à la cote, lorsque, surtout, elles étaient demandées, autrefois, par les agents de l'Autriche ou par les agents de l'Allemagne. Cette fois-ci, la demande était formulée en connexion avec la question du traité du 4 novembre. C'était — je précise — au mois de novembre 1911, c'est-à-dire alors que M. de Selves était ministre des affaires étrangères.

Le 6 novembre, M. de Selves avait télégraphié à M. Crozier. Je demande à la Chambre d'excuser ces détails, ils ne sont pas du tout sans importance.

Je disais que, le 6 novembre, M. de Selves avait déjà prévenu le gouvernement austro-hongrois, par l'intermédiaire de M. Crozier, qu'il ne fallais pas mélanger les deux questions. Il avait dit, en propres termes :

« Je ne sais pas quelles sont les circonstances auxquelles fait allusion le comte d'Ærenthal et dans lesquelles nous aurions été défavorables à l'Autriche. La question des emprunts est une question technique, qui n'a pas de connexion avec l'affaire marocaine. »

Le comte d'Ærenthal n'en avait pas moins cherché à mélanger les deux questions, que M. de Selves tenait, avec grande raison, à distinguer, et le 18 novembre 1911, il avait remis à M. Crozier une note

ainsi conçue — ce sont les propositions dont on a parlé hier, vous apprécierez :

Dans cette pièce, le ministère impérial et royal déclarait que l'Autriche-Hongrie « envisageait l'accord survenu dans les affaires du Maroc, entre la République française et l'Allemagne, sans jalousie comme sans appréhension » et il ajoutait :

« Nous examinerons donc avec bienveillance les stipulations d'une convention que nous sommes tout disposés à saluer comme une nouvelle garantie de paix et d'harmonie.

« Persuadés que nous sommes que nos bonnes relations nous permettent de coopérer avec la France sans friction, sur le terrain économique, au Maroc, comme ailleurs, en Orient, nous ne mettrons pas, comme d'autres puissances croient devoir le faire, notre adhésion au prix de compensations matérielles, soit au Maroc, soit ailleurs. Aussi nous espérons que le Gouvernement de la République voudra bien donner son appui à nos efforts, tendant à établir entre les forces économiques de l'Autriche-Hongrie et de la France dds rapports répondanta l'attitude politique que les deux puissances se félicitent d'observer mutuellement. Dans cet ordre d'idées, la possibilité de placement des empunts de l'Autricxe et de la Hongrie sur le marché parisien figure au premier rang. La haute influence du Gouvernement de la République, pour peu qu'il se rende à nos vues d'une façon générale, nous obtiendrait assurément l'admission à la côte officielle des titres de ces opérations. »

Voilà, messieurs, la note où l'on a vu, hier, une proposition d'entente politique.

Sur le moment, cependant, M. Crozier ne s'y était pas trompé. Car, en la transmettant à M. de Selves, il écrivait :

« Il n'est pas douteux que de la réponse que nous ferons à ces ouvertures dépendra la rapidité ou la lenteur des formalités qui doivent précéder l'accession de l'Autriche-Hongrie au traité franco-allemand. »

Dans ce papier, que l'on a si étrangement travesti, il n'y avait donc qu'une seule chose : une condition, de mauvais goût, que le gouvernement autrichien tentait de mettre à son acceptation des accords marocains. L'Autriche demandait l'ouverture de notre marché. Or, à ce moment même, elle développait ses armements sur terre et sur mer, et, à la demande de l'Allemagne — ce qui était une menace pour l'Italie — elle accroissait sa flotte de la Méditerranée, elle fabriquait même de ces canons lourds que nous avons vus sur notre front pendant la guerre.

Favoriser les emprunts demandés, c'était donc nous jeter dans une entreprise périlleuse. Notre chargé d'affaires à Vienne, M. de Saint-Aulaire, s'en rendit parfaitement compte. Le 7 décembre, pendant un congé de M. Crozier, il écrivait à M. de Selves, pour le mettre en garde contre la proposition faite.

J'épargne les lectures à la Chambre, mais j'ai les pièces sous les yeux.

Le 20 décembre, M. de Saint-Aulaire revenait à la charge.

Veuillez remarquer encore une fois que tout cela se passait avant le cabinet que j'ai formé.

Le 2 janvier suivant, M. de Selves écrivait à M. Klotz une lettre ainsi conçue :

« Ainsi que vous le savez, on parle depuis quelques temps de l'émission éventuelle d'un emprunt d'Etat autrichien ou hongrois en France. La réalisation d'une telle opération sur notre marché serait de nature à nous créer de très sérieuses difficultés du côté de la Russie.

« Je me propose de vous donner à ce sujet des explications verbales détaillées, mais il m'a paru utile de vous mettre d'ores et déjà en garde contre les sollicitations dont vous pourriez être l'objet de la part des établissements financiers susceptibles de s'intéresser à l'émission d'un emprunt de la monarchie austro-hongroise. »

M. Klotz avait aussitôt pris note et il avait découragé les banquiers qui s'étaient adressés à lui.

Le récit est bien exact?

M. Klotz. — Tout à fait exact.

M. le président du Conseil. — Le 13 janvier suivant, au moment où M. de Selves allait quitter le quai d'Orsay, il remerciait M. de Saint-Aulaire de ses dépêches, il le félicitait de sa clairvoyance et il ajoutait que la politique que le Gouvernement français avait suivie répondait aux nécessités nationales.

Le récit de M. Vaillant-Couturier, messieurs, est donc complètement inexact.

Ce n'est pas moi qui ai pris la décision de repousser alors la demande de l'Autriche, c'est mon honorable prédécesseur, et il l'a prise en parfaite connaissance de cause et dans l'intérêt même de la paix européenne.

Je répète, d'ailleurs, que, malgré la réserve à laquelle nous étions condamnés vis-à-vis de l'Autriche, à cause de sa situation dans la Triple Alliance, à cause de son intimité avec l'Allemagne, à cause, évidemment, des difficultés qu'au sein de la Triple Alliance elle avait avec notre amie l'Italie, à cause surtout de l'influence militaire qui s'exerçait sur les deux empires, malgré, dis-je, cette réserve à laquelle nous étions condamnés, nous avons toujours cherché, et je crois que nous avons toujours réussi jusqu'à l'attentat de Serajevo, à entretenir avec le gouvernement austro-hongrois les relations les plus cordiales.

Personnellement, j'avais avec M. le comte Szecsen, ambassadeur d'Autriche à Paris, des rapports tout aussi fréquents, je dois ajouter, tout aussi cordiaux qu'avec les ambassadeurs alliés, parce que — c'est un hommage que je lui rends — c'était, en effet, un homme sincèrement attaché à la paix européenne.

Je n'en veux pour preuve, messieurs, que cette lettre amicale qu'il aurait pu assurément se dispenser de m'envoyer, et qu'il m'a écrite le 18 janvier 1913, c'est-à-dire au moment même de mon élection à la présidence de la République.

Voici la lettre d'un homme dont, d'après les interpellateurs, nous

aurions combattu sans cesse, depuis plusieurs mois, les intérêts nationaux :

« Monsieur le Président,
« Permettez-moi de joindre mes vœux très chaleureux à ceux de vos nombreux amis et de vous offrir mes félicitations les plus sincères à l'occasion de votre élection à la place si éminente que vous allez occuper.
« Permettez-moi aussi d'exprimer l'espoir que Votre Excellence voudra bien me conserver, dans l'avenir, la bienveillante confiance dont Elle a bien voulu m'honorer jusqu'ici. »

Je passe la fin qui est d'un ordre trop familier, trop intime.

Si l'ambassadeur d'Autriche écrivait ainsi, au commencement de 1913, au nouveau Président de la République, c'est assurément qu'il n'avait pas eu à se plaindre des relations qu'il avait eues avec le président du conseil pendant tout le cours de l'année 1913.

Mais, si cordiales, messieurs, que fussent ces relations avec les représentants des pays étrangers, c'était avant tout les intérêts de la France que je consultais, bien entendu, dans mes conversations avec eux, et cela tout aussi bien dans mes relations avec M. Isvolski qu'avec les autres.

A aucun moment, M. Isvolski n'a exercé sur la politique française la moindre influence.

Non seulement mes collègues de 1912, mais les ministres qui nous ont suivis se rappellent les uns et les autres combien, au contraire, plusieurs fois, en conseil nous nous sommes plaints tous de certains de ses propos ou de certaines de ses attitudes. Mais il était le représentant d'un pays allié et nous devions le considérer comme tel.

Au commencement de l'année 1912, l'alliance russe datait d'une vingtaine d'années et vous connaissez par le Livre jaune de 1898 la convention militaire qui en formait le document essentiel.

Je n'ai lu que le passage auquel on a fait allusion hier et aujourd'hui encore et sur lequel a roulé la plus grande partie de la discussion des interpellateurs, c'est la phrase suivante, décisive du reste, de la convention :

« Si la France est attaquée par l'Allemagne ou par l'Italie soutenue par l'Allemagne, la Russie emploiera toutes ses forces disponibles pour attaquer l'Allemagne.
Si la Russie est attaquée par l'Allemagne, ou par l'Autriche soutenue par l'Allemagne, la France emploiera toutes ses forces disponibles pour combattre l'Allemagne. »

Lorsqu'ont éclaté les événements balkaniques, la préoccupation inévitable du Gouvernement français a été que ces clauses de l'alliance ne pussent nous entraîner dans un conflit ; mais, d'autre part, nous ne pouvions ni désavouer l'alliance, ni la rétracter ; nous ne le pouvions pas, nous nous serions exposés à une rupture avec la Russie, et, par suite, à un isolement relatif en Europe.

Nous avons donc pratiqué, autant que possible — je dis nous en parlant de tous les cabinets français qui se sont succédés — une politique de rapprochement avec tous les pays d'Europe, et nous avons pratiqué cette politique en plein accord avec l'honorable M. Louis, ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

Le Livre jaune, que je viens de publier, abonde en télégrammes qui prouvent la constance de cet accord jusqu'à la fin de 1912.

Il faut véritablement croire que les interpellateurs, qui lisent avec tant de soin les publications bolchevistes ne prennent même pas la peine de lire les publications françaises.

M. Vaillant-Couturier a prétendu que j'avais poursuivi M. Louis de je ne sais quelles persécutions et M. Cachin a essayé tout à l'heure de revenir sur cette allégation. Mon démenti immédiat a un peu interrompu sa démonstration.

Rien n'est moins exact. J'ai des lettres personnelles de M. Louis qui font foi du contraire.

Si M. Louis ne m'a pas accompagné à Moscou en 1912, c'est pour une raison que j'ai regrettée plus que personne : M. Louis était très souffrant. C'était un excellent agent, consciencieux, attentif, avisé, mais il était déjà atteint de la maladie dont il est mort. Il était un peu renfermé à cause de cette maladie, et il vivait très isolé à Saint-Pétersbourg. Il ne voyait presque jamais l'empereur, dont le gouvernement de la République finissait par ignorer complètement la pensée.

Mais j'ajoute que, contrairement aux affirmations qui ont été tout à l'heure reproduites encore à cette tribune, nous avons maintenu M. Louis à Saint-Pétersbourg bien au-delà de la date qu'indiquait tout à l'heure M. Cachin. Il a été maintenu jusqu'au mois de février 1913 et c'est alors, sous le ministère de l'honorable M. Briand, et parce qu'il était impossible de le laisser à son poste davantage, qu'il a été rappelé. Mais on avait maintenu M. Louis aussi longtemps qu'il avait été possible de le maintenir.

M. Ferdinand Bougère. — Trop longtemps.

M. Poincaré. — Non, pas trop longtemps, parce que, par son intelligence et l'autorité de ses services, il rendait encore la représentation française des plus honorables.

Mais il ne voyait presque jamais l'empereur et vous savez que l'empereur était lui-même assez difficile à pénétrer. L'affaire de Kiel nous avait appris depuis longtemps à redouter quelque peu ses inspirations personnelles.

En outre, il y avait entre M. Louis et le ministre des affaires étrangères, M. Sazonov, une sorte d'incompatibilité d'humeur qui avait amené M. Sazonov à faire demander le remplacement de M. Louis. Mais après avoir entendu les explications de M. Louis et bien qu'il fût malade, nous l'avions maintenu en place, parce que nous n'avions

pas voulu paraître le sacrifier à des réclamations d'un pays étranger, fût-ce un pays allié. Nous n'avons malheureusement pas pu lui rendre la santé et dissiper complètement le malaise qui existait entre les deux gouvernements. D'un autre côté, depuis ces longs, ces fameux démêlés avec le comte d'Ærenthal — je vois M. Briand sourire et, en effet, cela réveille en nous des souvenirs communs...

M. Aristide Briand. — C'était le secret de notre inquiétude.

M. le Président du Conseil. — Précisément. Il était mal vu en Autriche, nous savions qu'à chaque instant il pouvait y avoir des incidents assez délicats, dus à des initiatives personnelles de M. Isvolski, dont nous étions fort loin d'approuver toutes les idées.

Enfin, par-dessus tout, dans le courant de 1912, nous étions inquiets de cette alliance balkanique sur laquelle nous n'avions obtenu, ni par M. Louis, ni par M. Isvolski, aucun renseignement précis.

C'est alors que M. le Président Fallières et les membres du cabinet que je présidais m'engagèrent tous à faire le voyage de Russie, pour tâcher d'obtenir des informations plus exactes.

J'eus donc, à Saint-Pétersbourg avec M. Sazonov une conversation qu'il a résumée lui-même d'après une note qui a été publiée par M. Siebert.

Je me demande pourquoi, en lisant tout à l'heure un passage des mémoires de M.Sazonov, M. Cachin a négligé cet autre passage.

L'entretien porte sur la situation balkanique et sur un plan commun de mesures diplomatiques à adopter pour conjurer une aggravation de la situation.

« A cette occasion... », note en propres termes M. Sazonov, dont, du reste, je dois dire que l'esprit était tout à fait pacifique. M. Briand l'a vu comme moi dans le courant de l'année 1912, puisqu'il est venu à Paris; M. Viviani l'a vu en 1914, dans les heures les plus graves et les plus angoissantes.Nous avons tous constaté que, personnellement, M. Sazonov était un très sincère ami de la paix.

M. Ernest Lafont. — Oh ! l'influence de M. Sazonov !

M. le Président du Conseil. — Il était ministre des affaires étrangères.

Et j'ajoute que l'empereur, si j'ose prononcer son nom devant vous, était lui-même très fermement attaché à la paix.

Voici une publication, dont vous avez lu des extraits tout à l'heure. Vous auriez dû lire jusqu'ici :

« A cette occasion, Poincaré crut nécessaire d'accentuer que l'opinion publique française ne permettrait pas qu'on en appelât aux armes pour des affaires purement balkaniques, si l'Allemagne n'y participait pas et ne provoquait pas elle-même le *casus fœderis.* »

Voilà donc très exactement interprétée la pensée constante et unanime de tous les gouvernements français.

Lorsque le 15 octobre 1912, j'ai prié notre ambassadeur à Londres, M. Paul Cambon, de transmettre au Foreign Office les renseignements que j'avais recueillis à Saint-Pétersbourg, je lui disais que je tenais à mettre le gouvernement anglais au courant de ce que j'avais appris pendant mon voyage, parce que je souhaitais vivement, ardemment, que les trois gouvernements gardassent le contact et fissent des efforts communs pour la sauvegarde de la paix européenne.

Vous le voyez, c'était toujours chez le cabinet français la même préoccupation de maintenir la paix et de maintenir en même temps la Triple Entente, que nous considérions comme un gage et comme une garantie de la paix générale.

Sans doute, il pouvait arriver à M. Isvolski de ne pas reproduire très exactement la pensée du gouvernement français ou même, comme quelques ambassadeurs, d'y substituer la sienne, comme quelques ambassadeurs aussi, de chercher à se faire valoir de temps en temps auprès de son propre gouvernement.

Le fait est que le 17 novembre, M. Isvolski avait très inexactement reproduit un entretien qu'il avait eu avec moi et qu'il m'avait attribué cette phrase qu'on a lue hier mais que, vous allez le voir, je n'ai jamais prononcée :

« Tout cela revient à dire que si la Russie fait la guerre, la France la fera aussi ».

Après avoir envoyé ce télégramme, je dois dire que M. Isvolski a eu une sorte de remords et d'inquiétude d'avoir trahi ma pensée, et il est venu faire ce qu'il ne faisait jamais, il est venu me lire son télégramme de la veille. J'ai immédiatement protesté auprès de lui et j'ai en même temps télégraphié à M. Louis pour le prier de rectifier et de préciser ma pensée.

« M. Isvolski m'a lu hier le télégramme qu'il a envoyé à Saint-Pétersbourg, en même temps que la lettre que je lui avais écrite. Pour préciser l'attitude de la France, il a dit que la France ferait la guerre si la Russie la faisait elle-même, puisque nous savions que l'Allemagne était derrière l'Autriche. Je lui ai fait remarquer que cette formule était trop générale et que j'avais uniquement dit que la France respecterait le traité d'alliance... » — comment donc aurais-je pu dire autre chose — «... et soutiendrait même militairement la Russie au cas où jouerait le *casus fœderis*. M. Isvolski m'a promis de rectifier et de préciser. Je vous serai obligé de bien vouloir vous-même, à l'occasion, définir notre attitude en stricte conformité avec le traité. »

M. Isvolski a rectifié lui-même — je dois dire qu'il a rectifié incomplètement — et sa rectification a paru dans le *Livre noir*. Or, M. Vaillant-Couturier ne l'a pas lue. Il n'a lu que le télégramme rectifié, celui qu'on fait paraître en grosses lettres, mais non le télégramme rectifiant, qui est, au contraire, publié en petits caractères. C'est le procédé de toutes les publications; c'est ce qu'on appelle de l'histoire. Le voici :

« Pour éviter tout malentendu, et vu l'importance de la question, j'ai cru devoir lire à M. Poincaré mon télégramme n° 369 dont il a complètement approuvé le texte.

« Il m'a prié seulement de préciser les conditions auxquelles la France ferait la guerre. Il est bien entendu — me dit-il — que la France marcherait dans le cas déterminé où le *casus fœderis* prévu par l'alliance... » — je vous ai lu le texte intentionnellement tout à l'heure — « ...se produirait, c'est-à-dire dans le cas où l'Allemagne soutiendrait par les armes l'Autriche contre la Russie.»

Il est à noter que, dans ce télégramme rectificatif, M. Isvolski donne du *casus fœderis* une interprétation encore inexacte puisque c'est seulement en cas d'attaque de l'Allemagne contre la Russie qu'il doit jouer. Mais mes instructions à M. Louis, qui ont été envoyées le même jour, sont, elles, tout à fait formelles. Je dis, comme je dois le dire, que je m'en tiens au *casus fœderis*; le gouvernement russe, comme le Gouvernement français, a le traité dans ses archives.

J'avais dit : « Nous respecterons, le cas échéant, le traité », rien de plus, et il va sans dire que, si je n'avais pas tenu ce langage, j'autorisais la Russie à nous abandonner en cas d'attaque de l'Allemagne sur nos frontières de l'Est.

Mais, je le répète encore, tout en maintenant l'alliance, nous voulions maintenir la solidarité européenne. Le Livre noir en fait foi à chaque page. C'est, en effet, la France qui a fait les premiers efforts, d'abord pour empêcher la guerre balkanique, puis pour la localiser ou la circonscrire, enfin pour régler la paix par une conférence, et je dois répéter que M. Sazonov a sincèrement aidé cette action pacifique.

L'Allemagne elle-même, qui n'était pas, alors, encore décidée à une guerre immédiate, nous rendait justice et, le 2 octobre, M. Jules Cambon me télégraphiait de Berlin : :

« Après avoir vu le secrétaire d'Etat ce matin, je me suis rendu chez le dit M. de Kiderlen. La Russie et l'Autriche, si elles font la démarche ayant pour objet le *statu quo* territorial, agiraient au nom de toutes les puissances, y compris l'Allemagne. M. de Bethmann-Hollweg m'a exprimé l'espoir que Votre Excellence, — je vous demande pardon, messieurs, l'Excellence, c'était moi — pourrait amener M. Sazonov à prendre l'initiative qui lui est proposée. La déclaration lui semble très urgente et il n'y a pas à ses yeux un jour à perdre.

« Il m'a répété combien il comptait que la paix de l'Europe serait assurée, grâce à vos efforts.

« La *Gazette de l'Allemagne du Nord* publiera ce soir un communiqué affirmant l'union des grandes puissances pour empêcher ou, tout au moins, pour localiser le conflit, et exprimant la confiance qu'elles n'y participeront pas. »

Trois jours après, le 5 octobre 1912, le *Fremdenblatt*, traduisant la pensée du gouvernement autrichien, appréciait ainsi l'attitude du gouvernement français, et c'est dans les journaux autrichiens et dans les documents allemands que je trouve la réponse décisive aux allégations des interpellateurs :

Par une initiative prompte et décisive, le Gouvernement français a fourni une fois de plus la preuve de ses sentiments pacifiques en s'efforçant de prévenir une conflagration avec un zèle digne de la gratitude générale. »

Enfin, conformément à notre initiative, une conférence des délégués des puissances se réunissait à Londres sous la présidence de l'honorable sir Edward Grey, aujourd'hui lord Grey, qui a tant fait alors et qui a tant fait aussi en 1914 pour la conservation de la paix européenne.

C'est en grande partie, messieurs, à l'action personnelle de sir Edward Grey, mais c'est aussi, il faut bien que je l'ajoute, grâce au concours que lui a prêté le Gouvernement français, que la généralisation du conflit a pu, alors, être évitée et que la paix a été sauvée. Sauvée pour deux ans ! C'est bien court, et, à ce moment-là, c'était bien long.

Sur ces entrefaites, messieurs, l'Assemblée Nationale m'a envoyé à l'Elysée, et M. Vaillant-Couturier veut que cette élection ait eu, aux yeux du monde, une signification belliqueuse. S'il en avait été ainsi, je pense qu'un homme du caractère de mon éminent collègue et ami, M. Léon Bourgeois n'en aurait pas pris l'initiative. Je pense qu'un aussi fervent ami de la paix — et je ne parle que de ceux qui se sont prononcés publiquement — qu'un aussi fervent ami de la paix que M. Ferdinand Buisson, ne m'aurait pas alors ouvertement et courageusement soutenu.

M. Ferdinand Buisson. — C'est très juste.

M. le Président du Conseil — Il ne m'a soutenu que parce qu'il me connaissait depuis de longues années, parce qu'il avait été mon collaborateur très dévoué au ministère de l'instruction publique, parce qu'il connaissait depuis longtemps mes sentiments et mes opinions et qu'il savait que j'étais un ami fervent et sincère de la paix.

Mais, dit-on, le baron Guillaume, ministre de Belgique, a parlé vers cette époque du chauvinisme qui sévissait en France.

Le baron Guillaume était, en effet, ministre de Belgique. C'était un très honnête homme, je ne dirai rien qui étonne ses compatriotes en ajoutant que c'était un observateur assez superficiel qui, comme un petit nombre de Belges avant la guerre, croyait, hélas ! à l'esprit pacifique de l'Allemagne.

Mais on a parlé tout à l'heure de M. le baron Beyens et on a oublié qu'il a publié un livre magnifique où il a expressément regretté les erreurs d'appréciation qu'il avait, pendant plusieurs années, portées sur le compte de l'Allemagne, et je dois bien dire que le baron Guillaume ne s'était pas suffisamment renseigné auprès de son éminent collègue de Berlin, M. le baron Beyens, car le 18 octobre 1912, le baron Beyens écrivait à M. Davignon, ministre des affaires étrangères de Belgique, une lettre que voici et qui répond, je pense, suffisamment aux interpellateurs :

« Le premier effet de la crise balkanique a été d'opérer un rapprochement entre le Gouvernement Impérial et celui de la République. Egalement désireux

de voir le conflit localisé dans la péninsule et d'éviter une guerre européenne, ils se sont entendus pour agir dans le même sens avec leurs alliés respectifs la Russie et l'Autriche.

« L'initiative prise personnellement par M. Poincaré, en vue du rétablissement de la paix, a reçu l'approbation et même les éloges de la presse allemande.

« Signé : Baron Beyens. »

Au reste, lorsque les communistes recherchent dans la volumineuse correspondance du baron Guillaume, correspondance saisie par les Allemands à Bruxelles, pendant les hostilités, et publiée par eux, lorsque les communistes y cherchent deux lignes sur le prétendu chauvinisme français, pourquoi en négligent-ils d'autres passages, comme celui-ci, par exemple, daté du 3 mars 1913 ?

M. de Schœn se plaignait au ministre de Belgique de ce que l'opinion publique se surexcitât tout à la fois en Allemagne et en France, et il ajoutait :

« Cela est d'autant plus ridicule que, durant toute la crise que nous traversons, les deux gouvernements ont prouvé les sentiments les plus pacifiques et se sont continuellement appuyés l'un sur l'autre pour éviter les conflits. »

M. Léon Blum. — Le document était à double tranchant, parce qu'il pourrait être interprété comme montrant une volonté pacifique en Allemagne.

M. le Président du Conseil. — Je vous remercie, monsieur Blum. Je vous répondrai, parce que je ne veux pas que votre interruption puisse être exploitée en Allemagne.

M. Léon Blum. — Ni moi non plus.

M. le président du Conseil. — Ni vous non plus.

Il n'est pas douteux que, pendant toute l'année 1912, l'Allemagne a fait sincèrement des efforts pour s'allier à nous, dans l'intérêt général de l'Europe et pour la conservation de la paix..., elle n'était pas prête.

Elle n'était pas prête, et c'est la raison pour laquelle, dès la fin de 1912 et le commencement de 1913, elle a fait voter ses programmes militaires et obligé ainsi la France à établir le service de trois ans.

Quoi qu'il en soit et pendant l'année 1912 tous les efforts groupés des puissances avaient réussi. Mais en juin 1914 l'attentat de Serajevo est venu brusquement compromettre cette œuvre de coopération générale, et il suffit de lire les annotations mises par l'empereur Guillaume II à ce moment sur les documents diplomatiques qui lui étaient quotidiennement communiqués, annotations qui ont été publiées par la révolution allemande ou du moins par Kautsky avec l'autorisation de la révolution allemande à une heure où elle ne cherchait pas encore à excuser l'Empire, il suffit de lire ces annotations violentes, insensées, pour voir que l'idée d'écraser la Serbie a immédiatement dominé toute la politique austro-allemande.

Qu'ajouterai-je d'ailleurs, à cet égard, à la magnifique improvisa-

tion de M. Viviani, si profondément émouvante, si belle de sincérité et de courage, et pour laquelle je veux, du haut de cette tribune, lui dire encore toute mon affectueuse gratitude?

Nous sommes, messieurs, partis ensemble pour Saint-Pétersbourg. Voyage officiel, qu'une tradition déjà ancienne avait rendu obligatoire. Je suivais simplement l'exemple de tous mes prédécesseurs; et, dès le mois de janvier 1912, toutes les conditions de ce voyage avaient été arrêtées par des télégrammes échangés entre M. Doumergue, président du conseil, et notre ambassade à Saint-Pétersbourg.

L'Autriche et l'Allemagne, connaissant nos projets, connaissant l'heure exacte de notre arrivée à Saint-Pétersbourg et notre départ de Cronstadt, s'étaient, comme l'a dit M. Viviani, concertées pour que l'ultimatum à la Serbie ne fût envoyé qu'après que nous aurions quitté la Russie.

A droite. — C'est une preuve de leur volonté de guerre.

M. le président du Conseil. — On redoutait donc, de toute évidence, que les deux gouvernements pussent s'entendre sur place pour la paix. On redoutait que nous fissions entendre, tout de suite, des propositions d'arbitrage ou de médiation — ce que nous aurions certainement fait — et on voulait nous mettre en présence du fait accompli.

Lorsque l'ultimatum fut connu à Saint-Pétersbourg, nous étions déjà en mer et nous étions si loin de penser à la possibilité d'une guerre que nous avons, comme il était convenu, rendu la visite annoncée au roi de Suède et à la ville de Stockholm.

Même, messieurs, en quittant Stockholm, nous nous imaginions encore pouvoir tenir la promesse que nous avions faite à Copenhague et à Christiania et ce n'est qu'en pleine Baltique que les radios de Paris nous arrivèrent — M. Viviani se rappelle assurément comment nous les guettions, ces radios, heure par heure, minute par minute — ce n'est qu'en pleine Baltique que ces radios nous ont renseignés sur la gravité de la situation et nous ont forcés à revenir directement.

Voilà comment nous voulions la guerre, voilà comment nous la cherchions !

Nous sommes revenus en France dans une angoisse indescriptible. C'est seulement à Dunkerque que nous avons tout connu par les ministres qui étaient venus au-devant de nous. Lorsque nous sommes arrivés à Paris, nous avons été accueillis, vous vous le rappelez, par une population frémissante qui, elle non plus, certes, ne voulait pas la guerre, qui désirait que tout fût fait encore pour l'éviter, mais qui comprenait, malgré tout, les menaces qui pesaient sur la France et qui était prête tout entière à défendre nos intérêts nationaux.

M. Viviani ayant repris la direction du Gouvernement a tenu à donner encore une nouvelle preuve de nos intentions pacifiques; il en a

éloquemment indiqué hier un témoignage décisif, lorsqu'il a parlé de ce retrait de 10 kilomètres que, même après la mobilisation, le Gouvernement français a imposé à nos troupes.

Il n'a pris cette mesure qu'après s'être assuré qu'elle était acceptée par le commandement militaire.

Il n'en a pas moins été critiqué.

Pour moi, je me félicite, malgré tout, qu'il l'ait prise parce qu'elle était la manifestation évidente, la manifestation indiscutable de notre ferme volonté d'éviter toute rencontre qui eût rendu la guerre complètement inévitable.

Non seulement j'ai accepté cette mesure, non seulement j'en ai pris la responsabilité morale, mais, comme l'a dit hier M. Viviani, et je l'en remercie, j'ai fait compléter le soir même l'ordre qui la prescrivait, en faisant ajouter une mention qu'on avait omise et qui avait trait à la cavalerie.

Dans cette période tragique, je suis resté en contact étroit avec le Gouvernement et le seul acte personnel que je me sois permis et encore, bien entendu, après avoir demandé et obtenu l'assentiment du cabinet, c'est la lettre à S. M. le roi d'Angleterre, et dont je n'imposerai pas une nouvelle lecture à la Chambre ; la Chambre la connaît.

Voix nombreuses. — Lisez-la.

M. le président du Conseil. — La voici :

« Cher et grand ami,

« Dans les circonstances graves que traverse l'Europe, je crois devoir communiquer directement à Votre Majesté les renseignements que le Gouvernement de la République a reçus d'Allemagne.

« Les préparatifs militaires auxquels se livre le gouvernement impérial, notamment dans le voisinage immédiat de la frontière française, prennent chaque jour une intensité et une accélération nouvelles.

« La France, résolue à faire jusqu'au bout tout ce qui dépendra d'elle pour maintenir la paix, s'est bornée jusqu'ici aux mesures de précaution les plus indispensables. Mais il ne semble pas que sa prudence et sa modération ralentissent les dispositions de l'Allemagne, loin de là.

« Nous sommes donc peut-être, malgré la sagesse du Gouvernement de la République et le calme de l'opinion, à la veille des événements les plus redoutables.

« De toutes les informations qui nous arrivent, il résulte que, si l'Allemagne avait la certitude que le gouvernement anglais n'interviendrait pas dans un conflit où la France serait engagée, la guerre serait inévitable et qu'en revanche, si l'Allemagne avait la certitude que l'Entente Cordiale s'affirmerait, le cas échéant, jusque sur les champs de bataille, il y aurait les plus grandes chances pour que la paix ne fût pas troublée.

« Sans doute nos accords militaires et navals laissent entière la liberté du gouvernement de Votre Majesté et, dans les lettres échangées en 1912, entre sir Edward Grey et M. Paul Cambon, l'Angleterre et la France se sont simplement engagées l'une vis-à-vis de l'autre, à causer entre elles en cas de tension européenne et à examiner ensemble s'il y avait lieu à une action commune... » — Ce sont des lettres de 1912 dont je m'honore, messieurs, d'avoir pris l'initiative. — « ...Mais le caractère d'intimité que le sentiment public a donné, dans les deux pays à l'entente de l'Angleterre et de la France et la confiance avec laquelle nos deux gouvernements n'ont cessé de travailler au maintien de la paix, les sympathies que Votre Majesté a toujours témoignées à la France m'autorisent à

lui faire connaître en toute franchise mes impressions, qui sont celles du Gouvernement de la République et de la France entière. C'est, je crois, du langage et de la conduite du gouvernement anglais que dépendent désormais les dernières possibilités d'une solution pacifique.

« Nous avons nous-mêmes, dès le début de la crise, recommandé à nos alliés une modération dont ils ne se sont pas départis.

« D'accord avec le gouvernement royal et conformément aux dernières suggestions de sir Edward Grey, nous continuerons à agir dans le même sens, mais si tous les efforts de conciliation partent du même côté et si l'Allemagne et l'Autriche peuvent spéculer sur l'abstention de l'Angleterre, les exigences de l'Autriche demeureront inflexibles et un accord deviendra impossible entre la Russie et elle.

« J'ai la conviction profonde qu'à l'heure actuelle, plus l'Angleterre, la France et la Russie donneront une forte impression d'unité dans leur action diplomatique, plus il sera encore permis de compter sur la conservation de la paix.

« Votre Majesté voudra bien excuser une démarche qui n'est inspirée que par le désir de voir l'équilibre européen définitivement raffermi...

« Je prie Votre Majesté de croire à mes sentiments les plus cordiaux. »

Il y a deux jours, à la célébration de l'Independance Day, M. Walter Berry, président de la Chambre de commerce américaine, disait que, si les pacifistes anglais n'avaient pas, à la fin de 1914, retardé la déclaration publique du gouvernement britannique et entraîné en même temps la démission de trois ministres, la guerre aurait sans doute été écartée.

Il suffit en effet, de lire les annotations de Guillaume II pour en être convaincu.

L'empereur redoutait vivement l'intervention de l'Angleterre et, s'il avait été sûr par avance qu'elle se produirait, il aurait sans doute réfléchi et hésité.

Quoi qu'il en soit...

A l'extrême-gauche. — Pourquoi vous êtes-vous adressé au roi d'Angleterre ?

M. le président du Conseil. — Je ne pouvais pas m'adresser à un autre qu'à Sa Majesté le roi, mais le roi a transmis immédiatement cette lettre à son gouvernement. Il m'a répondu qu'il transmettrait la lettre.

M. André Fribourg. — M. Asquith a hésité jusqu'au 2 août.

M. le président du Conseil. — Il m'a répondu ce qui a été publié.

Quoi qu'il en soit, en cherchant à provoquer une déclaration publique, une décision publique de l'Angleterre, nous n'avions évidemment d'autre pensée que de tenter une chance suprême pour conjurer la guerre.

Nous avons donc fait et, quand je dis nous, je répète, tous les gouvernements français, la France a fait tout ce qui était en son pouvoir pour écarter cette catastrophe et pour l'épargner à l'Europe et au monde.

Mais, de plus en plus, l'Allemagne, tantôt poussée par l'Autriche et tantôt la poussant, était décidée à jouer son va-tout.

Les preuves des intentions belliqueuses de l'Allemagne, à ce mo-

ment, elles sont surabondantes et je me demande, en présence de ces témoignages multiples et concordants, quel effort supplémentaire de paix nous aurions pu accomplir pour empêcher l'Allemagne de réaliser son dessein.

Il y a d'abord, messieurs, la forme même de la déclaration de guerre et les mensonges audacieux qu'elle contenait. Vous vous rappelez que M. de Schœn avait écrit à M. Viviani une lettre dans laquelle il lui parlait des avions de Nuremberg. Mais, d'après les documents publiés par Kautsky, M. de Schœn n'a pas lu tout le texte du télégramme qu'il avait reçu.

On prétend aujourd'hui, en Allemagne, que le télégramme lui était arrivé brouillé. Je l'ai fait rechercher. Il n'a pas l'apparence d'un télégramme brouillé. Mais j'ai indiqué, depuis longtemps déjà, et sans être démenti par M. de Schœn, qui cependant a rectifié mes informations sur d'autres points du reste secondaires, qu'il avait dû avoir d'autres raisons de ne pas lire la fin du télégramme qu'il avait reçu. Il pouvait, en effet, parler d'avions à M. Viviani, parce que des avions volant sur Nuremberg, c'est une chose qui n'est pas contrôlable. Mais, dans le télégramme qu'il avait reçu, on parlait d'incursions françaises sur le territoire allemand, et M. de Schœn savait, depuis deux jours, par M. Viviani, que nous avions retiré nos troupes à 10 kilomètres de la frontière.

Si l'Allemagne avait eu de bonnes raisons à donner pour justifier sa déclaration de guerre, pourquoi cette fable des avions de Nuremberg et pourquoi surtout cette tentative de fable supplémentaire des incursions françaises sur le territoire allemand ?

Si l'Allemagne avait eu à invoquer des griefs sérieux soit contre la Russie, soit contre la France, c'était le moment de les faire connaître. Elle ne les a pas fait connaître.

Une autre preuve bien saisissante et trop souvent oubliée, trop souvent ignorée même des intentions belliqueuses de l'Allemagne, c'est la préméditation qu'elle a mise à violer le territoire belge.

Tout le monde sait dans quelles conditions l'armée allemande a envahi la Belgique après avoir adressé au cabinet de Bruxelle son ultimatum auquel le roi Albert et ses ministres ont fait une réponse immortelle, la réponse sublime du courage et de la loyauté.

Mais ce que tout le monde ne sait pas et ce qu'a révélé cependant la publication de Kautsky, autorisé par la République allemande, à un moment, je le répète, où elle n'excusait pas encore l'empire, ce que tout le monde ne sait pas, c'est que l'ultimatum de Berlin à la Belgique avait été préparé et rédigé, dès le 26 juillet, c'est-à-dire deux jours après l'ultimatum; c'est-à-dire à un moment où M. Viviani et moi nous étions en pleine mer, et bien longtemps avant ces mobilisations autrichiennes et russes, sur lesquelles on a cherché, hier, à équivoquer.

Il avait été rédigé, à cette date, de la propre main de M. de Moltke, chef d'état-major général. Il avait été légèrement retouché par le chancelier de l'empire, par M. Stuann et M. Zimmermann. Puis, il avait été adressé, sous pli cacheté, par M. von Jagow, secrétaire d'Etat, au ministre d'Allemagne en Belgique, avec recommandation de n'ouvrir l'enveloppe que sur un ordre télégraphique. En fait, cet ordre ne fut envoyé que le 2 août au ministre d'Allemagne à Bruxelles.

Mais, dès le 26 juillet, on avait écrit dans ce document, que la France se préparait à envahir la Belgique. Et, à cette calomnie odieuse, messieurs, on avait ajouté :

« L'Allemagne n'a en vue aucun acte d'hostilité contre la Belgique.
« Si la Belgique consent, dans la guerre imminente... » — le 26 juillet, la guerre était donc imminente — « ...à reprendre une attitude de neutralité bienveillante envers l'Allemagne, le gouvernement allemand, de son côté, non seulement s'engage, pour la conclusion de la paix, à garantir le royaume et ses possessions dans toute leur étendue, mais... « — écoutez ceci, messieurs — « ...est même disposé à accueillir de la manière la plus bienveillante les réclamations éventuelles du royaume, relatives à des compensations territoriales aux dépens de la France. »

Voilà le marché infâme que l'on voulait proposer à la Belgique.

A nous-mêmes que voulait-on proposer ? Nous le savons très exactement maintenant par le déchiffrement d'un télégramme adressé le 31 juillet par M. de Schœn à son gouvernement.

M. de Schœn avait été chargé de nous demander ce que nous ferions si la guerre éclatait entre l'Allemagne et la Russie ; et si nous lui avions répondu : « Nous abandonnerons notre alliée, nous resterons neutres », voici ce que de Schœn était chargé de dire à M. Viviani :

Je lis ce télégramme :

« La Russie a, malgré notre action médiatrice encore en cours et bien que nous n'ayons nous-mêmes pris aucune mesure de mobilisation, décidé la mobilisation de son armée et flotte entière, par conséquent aussi contre nous.
« Nous avons, là-dessus, déclaré état de danger de guerre, que la mobilisation doit suivre au cas où la Russie ne suspendrait pas dans les douze heures toute mesure de guerre contre nous et l'Autriche.
« La mobilisation signifie inévitablement la guerre.
« Veuillez demander au Gouvernement français s'il peut, dans une guerre russo-allemande, rester neutre.
« Réponse doit être donnée dans les dix-huit heures. Télégraphiez aussitôt heure de la question posée. La plus grande hâte s'impose. »

Et le télégramme continuait, dans une cryptographie plus compliquée et plus secrète que nous n'avons réussi à déchiffrer que plus tard :

« Si le Gouvernement français déclare rester neutre, Votre Excellence voudra bien lui faire savoir que nous devons, comme garantie de cette neutralité, exiger la remise des forteresses de Toul et de Verdun, que nous occuperions et que nous restituerions après achèvement de la guerre avec la Russie. »

— Le bon billet ! —

« Réponse à cette dernière question doit être ici avant samedi après-midi quatre heures.
« Signé : de Bethmann Hollweg. »

Voilà, messieurs, la récompense qu'on nous aurait offerte si nous avions eu la lâcheté de répudier notre alliance.

Mais il y a plus. L'Allemagne ne nous a même pas laissé le temps d'examiner si nous resterions ou non fidèles à notre alliance.

Losqu'elle eut déclaré la guerre à la Russie, M. Isvolski, comme le rappelait hier M. Viviani, est venu à l'Elysée dans la nuit. Le conseil des ministres siégeait. Je l'ai quitté un instant pour recevoir l'ambassadeur. M. Isvolski m'a demandé si la France exécuterait le traité d'alliance. Je lui ai répondu loyalement : « C'est l'intention du Gouvernement. Mais la décision ne peut être prise que par les Chambres et je vous demande quelques jours pour leur soumettre la question. »

Je suis rentré au conseil qui a approuvé ma réponse et qui l'a confirmée. Et comme pour prouver au monde sa volonté de guerre, l'Allemagne n'a pas attendu ces quelques jours de répit que nous avait accordés la Russie et que nous lui avions demandés; elle nous a, à nous-mêmes, déclaré la guerre.

Dès la première heure, le parti socialiste, sans distinguer à ce moment entre les responsabilités totales et les responsabilités partielles, s'est, à l'exemple de M. Vaillant et de M. Guesde, associé, comme toute la Chambre, aux déclarations de M. Viviani, président du conseil, et au message même du Président de la République, message qui disait : « La France n'a aucune responsabilité dans la guerre. »

Ce que je dis est à l'éloge de ceux qui représentaient alors le parti socialiste, c'est à l'éloge du parti socialiste lui-même. J'entends ne pas faire — je n'ai pas besoin de le dire — de réquisitoire contre aucun parti. Je cite des faits, je rappelle des vérités que personne ne peut contester.

Quelques semaines après, MM. Guesde et Sembat sont entrés au Gouvernement. Ce ne sont pas des concours isolés qu'ont donnés alors au président de la République et aux ministres des personnalités socialistes : presque tout entier le parti socialiste a prêté son concours au Gouvernement.

Je dis « presque tout entier », car je connais des membres du parti qui, dès la première heure, ont pris une attitude très différente.

Dans son immense majorité, le parti socialiste a suivi ses chefs qui le représentaient dans le Gouvernement, et quant aux ministres socialistes, nous avons eu avec eux — tous les ministres — la même collaboration cordiale sans réserve, sans restriction.

Jamais le moindre mot de reproche sur le passé, jamais la moindre allusion à des responsabilités françaises quelconques dans la guerre. Bien au contraire, les ministres socialistes, comme les autres, manifestaient une confiance entière dans le président de la République, et il y avait entre nous — j'ai plaisir à me le rappeler — une solidarité complète dans un sentiment très élevé de défense nationale.

D'après les interpellateurs j'aurais cependant, après avoir voulu la guerre, commis un nouveau crime : je l'aurais prolongée, j'aurais écarté en 1917 des propositions de paix.

M. Cachin a fait allusion ici à une visite que j'ai reçue au mois de mars 1917 du prince Sixte de Bourbon.

Je tiens à rappeler à la Chambre ce que j'ai dit tout à l'heure par voie d'interruption, mais il est besoin de le préciser, que tout le dossier de cet incident a été communiqué au président de la commission des affaires extérieures; il a été communiqué par l'honorable M. Clémenceau, président du conseil, avec mon plein assentiment, et M. Pichon, en le remettant, a déclaré, au nom du Gouvernement d'alors, que l'attitude du président de la République avait été d'une correction irréprochable.

J'ai, en effet, refusé d'engager la conversation avec le prince Sixte, à moins qu'il ne m'autorisât à tenir au courant le président du conseil des ministres.

Ce président du conseil, comme je l'ai indiqué lors de la première visite du prince Sixte — visite où aucune précision n'avait été apportée dans la conversation — était M. Briand. Je l'ai donc simplement averti. A ce moment, il n'y avait aucune proposition.

Quelques jours après, M. Briand a été remplacé par M. Ribot, que j'ai immédiatement mis au courant.

D'accord avec lui, j'ai, de nouveau reçu le prince, qui m'a alors apporté la lettre de l'empereur Charles d'Autriche qui a été lue par M. Cachin, non pas complètement, mais à peu près complètement.

Je tiens à dire très nettement ici que, pour mon compte, je n'ai jamais mis en doute ni la sincérité personnelle du prince Sixte, ni la sincérité et les intentions de l'empereur Charles.

Mais le désir de paix de ce dernier n'était malheureuseent pas aussi facilement réalisable pour lui-même qu'on aurait pu le souhaiter. En réalité, le malheureux empereur Charles, à ce moment n'était plus maître de son pays. L'Autriche et la Hongrie étaient occupées partout par les divisions allemandes.

Et je ne sais pas, mais je crois bien que, parmi les passages qui ont été oubliés par M. Cachin, il y avait celui-ci :

« De son côté, l'Autriche-Hongrie demandera, comme condition primordiale et absolue, que le royaume de Serbie cesse à l'avenir toute relation et qu'il supprime toute société ou groupement dont le but politique tend vers la désagrégation de la monarchie, en particulier la Narodna Obrana, qu'il empêche loyalement, et par tous les moyens en son pouvoir, toute sorte d'agitation politique soit en Serbie, soit en dehors de ses frontières, dans ce sens et qu'il en donne l'assurance, sous la garantie des puissances de l'entente... »

Par conséquent, il y avait déjà des négociations à engager avec la Serbie avant de pouvoir accepter. Il y avait aussi, nous allons le voir,

des négociations à engager avec l'Italie. Mais comment nous saisir des propositions de l'empereur Charles ?

Le prince Sixte a expliqué lui-même qu'il demandait qu'on ne parlât de ces propositions à personne.

Pourquoi ? Parce que, disait-il, si l'Allemagne les connaissait, elle paralyserait toutes les intentions de l'empereur.

Hélas ! l'Allemagne occupait l'Autriche tout entière. Il y avait en Autriche et en Hongrie, dans toutes les grandes villes, des divisions allemandes. D'autre part, dans la lettre qu'il avait écrite à son beau-frère, et que vous connaissez maintenant à peu près entièrement, aucun avantage n'était offert à l'Italie et nous ne pouvions, bien entendu, faire une paix séparée en dehors de l'Italie.

Notre accord de 1915 nous l'interdisait expressément et, en dehors même de cet accord, la loyauté nous eût fait un devoir élémentaire de ne pas nous séparer de notre alliée.

Aussi bien, puisque M. Cachin nous a dit lui-même qu'il avait connu le dossier, pourquoi donc n'en a-t-il pas lu ici la pièce essentielle, la pièce décisive ?

Lorsque M. Ribot, M. Lloyd George et M. Sonnino se sont rencontrés le 19 avril 1917 à Saint-Jean-de-Maurienne, je n'y étais pas, et voici le procès-verbal dressé par M. Ribot lui-même et communiqué à la commission des affaires extérieures présidée à ce moment par M. Barthou.

J'ajoute que cette pièce a été communiquée à M. Lloyd George et à M. Sonnino.

Les représentants des trois gouvernements se rencontrent donc le 19 avril 1917 à Saint-Jean de-Maurienne et voici le procès-verbal de M. Ribot, qui s'est expliqué complètement sur cette question, comme M. Clémenceau et M. Pichon l'ont fait, et je ne crois pas, à vrai dire, qu'on puisse critiquer, en quelque mesure que ce soit l'attitude adoptée et suivie par le Gouvernement français :

« MM. Lloyd George, Ribot et le baron Sonnino se sont entretenus des tentatives que l'Autriche serait disposée à faire auprès d'une ou plusieurs des puissances alliées pour obtenir une paix séparée. Ils sont tombés d'accord qu'il ne serait pas opportun d'engager une conversation qui, dans les circonstances présentes, serait particulièrement dangereuse et risquerait d'affaiblir l'étroite union qui existe entre les alliés et qui est plus nécessaire que jamais. »

M. Paul Painlevé. — Voulez-vous me permettre d'ajouter un mot ?

M. le Président du Conseil. — Je vous en prie, d'autant que vous avez été mêlé très étroitement à cette affaire.

M. Paul Painlevé. — J'étais à cette époque ministre de la guerre, dans le Gouvernement de M. Ribot. M. Ribot, conformément à l'engagement formel qu'il avait dû prendre ainsi que M. Lloyd George de son côté n'a pas saisi son gouvernement des propositions ni

de la correspondance du prince Sixte, mais quand il est revenu de Saint-Jean-de-Maurienne, il nous fit à M. l'amiral Lacaze, M. Albert Thomas et moi, un récit très bref, mais précis de ce qui s'était passé.

« Nous étions partis avec M. Lloyd George, saisis par voie indirecte de certaines propositions de paix séparée avec l'Autriche, sur lesquelles il nous semblait possible, notamment à M. Lloyd George, de fondre quelques espérances, au moins comme paroles de départ. Quand nous avons informé M. Sonnino des possibilités d'une paix séparée où l'Autriche acceptait de céder le Trentin et les îles Dalmates, M. Sonnino répliqua avec énergie qu'une paix était impossible dans laquelle les légitimes et justes aspirations nationales de l'Italie ne seraient pas satisfaites, mais recevraient à peine les maigres compensations que lui avaient offertes M. de Bulow pour ne pas entrer en guerre. Si après deux ans d'une guerre meurtrière où l'Italie était entrée délibérément du côté du droit, un gouvernement acceptait de telles bases de négociations, non seulement ce gouvernement serait balayé par l'indignation publique, mais c'est le régime lui-même qui serait menacé, c'était l'Italie sortant immédiatement de la guerre, frémissante et ulcérée de l'injustice subie. »

M. Ribot et M. Lloyd George, après cette discussion, étaient arrivés à la conclusion qu'il était absolument impossible d'aboutir à aucun résultat, à moins que l'Autriche ne consentît à donner satisfaction aux justes revendications de l'Italie.

Voilà les conclusions de Saint-Jean-de-Maurienne et comme, par la suite, l'Autriche, n'a voulu consentir à aucune concession du côté de l'Italie, il était impossible d'aboutir, à moins de manquer entièrement vis-à-vis de notre alliée, à la parole donnée, à moins d'entrer dans des négociations occultes et déloyales qui nous auraient amenés, en réalité, à un désastre diplomatique en même temps qu'au déshonneur.

Il aurait fallu oublier qu'en août 1914, la neutralité amicale de l'Italie nous avait permis d'opposer aux armées allemandes la totalité de nos hommes des Alpes; il aurait fallu oublier qu'elle était entrée volontairement dans une guerre terrible au moment où l'armée russe subissait un désastre ; il aurait fallu traiter comme un chiffon de papier des conventions sacrées au bas desquelles la France avait mis sa signature.

Et je peux apporter à l'appui de ce qui précède un autre fait.

Mais j'abuse peut-être de votre autorisation, monsieur le président du conseil...

M. le Président du Conseil. — Continuez, je vous en prie.

M. Paul Painlevé. — Au mois d'août 1917, au moment où le front russe craquait, où le général Foch, chef d'état-major général et le généralissime, le général Pétain, estimaient que la Russie n'était plus qu'une façade déjà partiellement effondrée et que le jour approchait où les alliés occidentaux devraient, seuls, faire face pour un temps — — avant l'intervention des puissants contingents américains — à l'ensemble des armées austro-allemandes, à ce moment, les deux grands

chefs, prévoyant les moments durs à passer, me disaient qu'il n'y aurait qu'une parade immédiate, ce serait la paix séparée avec l'Autriche.

Or, à la même époque, l'état-major de la rue Saint-Dominique était saisi de propositions de sondages de conversations avec l'Autriche auxquelles, après avoir pris l'avis de M. Ribot, d'ailleurs sceptique sur les résutlats, je donnai mon assentiment.

Ces conversations, connues sous le nom de conversations Armand-Revertera, on peut les critiquer, on peut dire que le comte Armand a peut-être grossi, dans son imagination, son rôle, et dépassé les instructions qu'il avaient reçues, mais il les a dépassées dans quel sens? En offrant à l'Autriche les perspectives les plus favorables, si elle consentait à des conditions qui fussent acceptables par nos alliés. Et malgré ces perspectives, malgré ces offres, malgré la certitude que toutes les forces de l'Entente seraient derrière d'Autriche pour la défendre éventuellement contre ses alliés de la veille, jamais l'Autriche, si elle en a eu les velléités, n'a eu ni la volonté ni le pouvoir de se séparer de l'Allemagne. Elle ne le pouvait pas, elle ne l'osait pas, elle ne le voulait pas parce qu'elle était aux mains de l'armée allemande et parce qu'elle était retenue par des raisons de loyauté. Jamais on n'a pu obtenir de l'Autriche, quand elle fut mise au pied du mur, d'autres propositions que celle-ci : servir d'honnête courtier pour demander à l'Allemagne de rétrocéder à la France l'Alsace-Lorraine.

Cette demande, nous savons aujourd'hui que l'empereur Charles, loyalement, l'a adressée à l'Allemagne, en offrant en échange de ce sacrifice la Galicie pour constituer un royaume de Pologne à la tête duquel serait placé un Hohenzollern. Mais l'Allemagne, là-dessus, ne voulait rien entendre : il n'est aucun personnage responsable allemand — les textes sont là — qui n'ait, en quelques circonstances que ce soit, déclaré, affirmé, répété qu'il n'y avait pas de question d'Alsace-Lorraine, que l'Alsace-Lorraine est une terre purement allemande, au sujet de laquelle jamais, jamais, aucune concession ne serait possible.

Il est bien facile de dire aujourd'hui : que c'était un jeu d'enfant de faire la paix, la paix séparée avec l'Autriche en 1917, et qu'il a fallu toute la maladresse, ou la timidité, ou l'impérialisme des gouvernements d'alors pour n'y point réussir.

Voici, en réalité, ce qui serait arrivé si, imprudemment, malgré l'Italie, à son insu et par conséquent contre elle, nous nous étions laissé entraîner dans ces négociations périlleuses : l'Allemagne n'eût même pas accepté de discuter la question d'Alsace-Lorraine. L'Autriche serait restée à ses côtés. Mais l'Italie eût été immédiatement prévenue par l'Allemagne de ces tractations occultes et déloyales.

Et qui peut dire quelle eût été la répercussion d'une telle révélation sur la volonté de notre alliée italienne? Aurions-nous été fondés

à lui demander qu'elle restât fidèlement en guerre alors que nous lui aurions donné l'exemple de la déloyauté?

Voilà quelle aurait été la conséquence d'une telle félonie, s'il s'était trouvé un Gouvernement français assez oublieux de la dignité et de l'honneur national pour s'y laisser aller.

Et se trouverait-il quelqu'un dans cette Chambre pour nous reprocher d'être restés fidèles à la parole donnée par la France, et d'avoir répondu à la loyauté italienne par une loyauté égale? non, il n'est personne ici, comme à l'ancienne Chambre, pour concevoir comme possible une politique qui nous eût à jamais séparés de l'Italie. Le 23 mai 1919, anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie, la Chambre acclamait notre alliée, amie éternelle. Comment cette alliance eût-elle pu être éternelle si nous l'avions déchirée pendant le péril? Laissez-moi vous dire la proposition de résolution déposée ce jour-là par M. Emile Constant :

« La Chambre, heureuse de célébrer, dans la victoire des puissances alliées et associées, l'anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie, affirme la fraternité absolue des deux peuples et leur volonté de rester indissolublement unis dans une paix juste et durable. »

Ont signé cette proposition : MM. Emile Constant, Barthou, Marcel Sembat, Marcel Cachin et d'autres de leurs collègues. (*Vifs applaudissements répétés à gauche, au centre et à droite*).

Divers membres du centre. — Cachin-la-guerre ! (*Rires*).

M. Marcel Cachin. — Permettez-moi...

M. le président du Conseil. — Non, Monsieur Cachin !

Tout à l'heure, l'honorable M. Cachin s'est opposé à ce qu'on l'interrompît. Je ne veux assurément pas lui infliger la peine du talion. Mais je lui demande d'attendre la fin de mon discours. Je n'en ai que pour quelques minutes, et je voudrais pouvoir terminer.

Je n'en remercie pas moins l'honorable M. Painlevé des explications si décisives qu'il vient de produire. J'ajoute, du reste, que, si je suis bien renseigné, ce n'est pas seulement en signant la proposition dont M. Painlevé vient de donner lecture que M. Cachin paraît s'être un peu déjugé. Il paraît s'être déjugé plutôt, le jour où la commission des affaires extérieures de la Chambre précédente, dont il faisait partie, s'est prononcée, sans aucune protestation de sa part et à l'unanimité, par un vote entièrement favorable aux explications que je viens de fournir à la Chambre.

Voilà donc, messieurs, comment nous avons prolongé la guerre, après l'avoir provoquée !

Nous avions, du moins, le droit d'espérer qu'après la victoire, nous tous qui avions eu la lourde charge de diriger, pendant des années terribles, les affaires de la France, nous ne serions pas méconnus, ni calomniés. Mais la rançon de toute action politique, et même, hélas ! de toute action nationale, est l'outrage de quelques-uns, et tout cela est négligeable.

Ce qui n'est pas négligeable, c'est l'effet que peuvent produire de telles calomnies dans d'autres pays que la France.

Comment, messieurs, seize puissances, de tous les continents, ont rendu justice à la France et lui ont donné raison dans la lutte engagée. Elles ont signé avec nous le traité de Versailles. Elles y ont proclamé non pas la responsabilité partielle, mais la responsabilité exclusive et totale de l'Allemagne impériale. Seraient-elles donc venues se battre sur notre sol, si elles avaient pu admettre que nous eussions une parcelle quelconque de responsabilité dans la guerre ?

Après la Serbie, la Belgique, l'Angleterre et l'Empire britannique tout entier, puis le Japon, l'Italie, la Chine, le Portugal, la Roumanie, puis tant de républiques des deux Amériques ! Seraient-elles venues, toutes ces puissances, sur le sol français, si elles avaient un seul instant admis, ou que l'Allemagne fût innocente de la guerre, ou que la France en fût, même partiellement, responsable ?

Ne nous y trompons pas : la campagne allemande tend à faire croire aujourd'hui à toutes ces puissances que nous les avons mystifiées. Elle tend à diminuer cet effort grandiose du monde civilisé. Il est honteux, il est pitoyable que cette campagne puisse être encouragée par quelques Français égarés.

Mais le pays tout entier, dans son inaltérable bon sens, l'a déjà flétrie, il la flétrira encore comme un outrage à la vérité et comme une injure à la patrie !

Discours prononcé par M. Poincaré à Joncherey le 16 juillet 1922.

Le monument que nous inaugurons aujourd'hui tout près du lieu où fut tué, le 2 août 1915, le caporal Peugeot, est destiné à immortaliser le nom du premier enfant de France qui ait été frappé par une balle allemande. Mais, en même temps qu'il représente un pieux hommage rendu à une mémoire glorieuse, il a toute la valeur d'un symbole et il illustre d'une manière éclatante la magnifique démonstra-

tion que M. Viviani présentait ces jours-ci, à la Chambre des députés, à propos des origines de la guerre universelle.

Voulant éviter, jusqu'à la dernière heure, toute possibilité de rencontre entre les patrouilles de nos voisins et nos postes d'observation, le gouvernement français avait pris sur lui de demander au commandant en chef s'il ne croirait pas pouvoir maintenir nos troupes à dix kilomètres en deçà de la frontière. Le lieutenant-colonel Fabry, député de Paris, a expliqué, en termes émouvants, comment, dans un intérêt supérieur, l'état-major général avait acquiescé à cette mesure de prudence. Par télégramme du 30 juillet, le général en chef avait précisé à tous les secteurs la ligne qui ne devait pas être dépassée et partout nos officiers et nos soldats s'étaient inclinés devant cette volonté pacifique. Le commandant du 7e corps avait, le jour même, transmis cet ordre à toutes les unités qui se trouvaient sous ses ordres et, notamment, à la 14e division, à Belfort. Dans la soirée du lendemain 1er août, il avait encore renouvelé ses instructions dans les termes suivants : « Le ministre de la guerre vient de faire téléphoner ce qui suit : Le ministre de la guerre insiste encore, de la part du président de la République, pour des raisons diplomatiques sérieuses, sur la nécessité absolue de ne pas franchir la ligne de démarcation Fraize, Grand-Valtin, Longemer, la Dresse, Cornimont, Bussang, Saint-Maurice, ballon de Servance, Giromagny, Etueffont-Haut, Saint-Germain, Fontenelle, Charmois, Delle. Cette interdiction s'applique aussi bien à la cavalerie qu'aux autres armes. Aucune patrouille, aucune reconnaissance, aucun poste, aucun élément, ne doit retourner à l'est de ladite ligne ». Lorsqu'on relit aujourd'hui, messieurs, l'ensemble des ordres qui ont été alors donnés par l'autorité militaire et qui concordent tous avec celui que je viens de vous citer, on ne peut se défendre d'admirer le remarquable esprit de discipline avec lequel, dès les premières menaces de guerre, l'armée tout entière acceptait la direction du pouvoir civil et consentait à demeurer immobilisée dans une position strictement défensive, pour ne pas laisser défigurer, aux yeux du monde, la physionomie de la France.

Ici comme partout, notre couverture avait été tenue à 10 kilomètres de la frontière et le 2e bataillon du 44e régiment d'infanterie, qui était en garnison à Montbéliard, et dans lequel servait le caporal Peugeot, avait à l'aube du 2 août envoyé deux compagnies aux lisières de Joncherey. A l'est de la commune, et à environ 700 mètres, avait été installé sur la route de Faverois un petit poste avancé. Il était composé de quatre hommes : Devaux, Cointet, Monnier et Simon, et commandé par Peugeot. Le caporal était un jeune instituteur qui, depuis sa sortie, encore toute récente, de l'école normale, avait enseigné à l'école du Pissoux et y avait fait preuve des plus nobles qualités professionnelles. Sa mère elle-même était institutrice et il avait reçu au foyer

de ses parents des leçons quotidiennes de patriotisme et de devoir civique. Comme caporal, il était très aimé de son escouade, et malgré sa jeunesse, il exerçait sur ses subordonnés un réel ascendant. Il était parti avec ses quatre soldats pour le poste qui lui était assigné, là-haut, dans la direction de Faverois, sur la crête où verdoyait le bois des Coupes, il s'était arrêté près de la maison Docourt et il avait placé Devaux en sentinelle quelques mètres plus loin, au sommet de la côte. Cette matinée du 2 août était, comme la veille, vous vous le rappelez, d'une chaleur exceptionnelle. Tout en observant les environs, Peugeot s'assit, un instant, dans un champ de blé, pour écrire un mot à sa famille, vers qui se portaient tendrement ses pensées : « J'ai été envoyé avec mes hommes, disait-il, pour former un poste de surveillance en avant. Nous sommes dans un champ de blé, duquel nous devons protéger nos sentinelles en cas d'attaque. » Le facteur Maistre, chargé par le bureau de Delle de faire la tournée de Joncherey, venait d'arriver à la maison Docourt, Peugeot lui remit sa lettre. Au même moment, deux camarades, envoyés par la compagnie, Brenet et Bonzon, apportaient la soupe. Il était 10 heures moins un quart. Tout était calme ; la guerre, du reste, n'était pas déclarée, et l'attaque dont parlait négligemment Peugeot n'était pas vraisemblable. Tout à coup, Cointet qui avait relevé Devaux comme sentinelle crie : « Aux armes ! » D'un même mouvement, le caporal et les hommes tournent aussitôt les yeux de son côté et voient arriver, à bride abattue, des cavaliers allemands. Le lieutenant qui les commande se précipite sur Cointet, le frappe d'un coup de sabre et le fait rouler dans un fossé. Puis il fond sur André Peugeot qui, ayant pris la position du tireur à genoux, le met en joue et tire. L'officier décharge à bout portant sur le caporal trois coups de révolver automatique et l'étend mort devant la maison. Mais les soldats du poste et ceux qui avaient apporté la soupe font, à leur tour, feu sur le lieutenant. Celui-ci, atteint par les balles françaises, tombe de son cheval, qui continue sa course affolée vers Joncherey. La patrouille allemande se disperse à travers champs et disparaît derrière le rideau des bois. De Joncherey, le chef de bataillon Petitjean, qui commande le 2e bataillon du 44e, accourt aux renseignements. Il trouve, allongé sur la route et baigné dans une mare de sang, le corps du lieutenant allemand, atteint d'une balle derrière l'oreille droite et d'une autre à l'aine gauche. Il identifie cet officier. C'est un nommé Camille Mayer, du 5e chasseurs à cheval, en garnison à Mulhouse.

Dès 1912, Messieurs, nous avions su que ce régiment, qui formait, avec le 22e dragons, la 29e brigade de cavalerie allemande, devait, en cas de mobilisation, envoyer des patrouilles sur le territoire français ; un soldat, qui avait été maltraité par ses chefs et avait déserté, nous avait communiqué à cet égard des ordres de mobilisation très

significatifs. Il est, par conséquent, impossible de prétendre, soit que le lieutenant Mayer ait pénétré par erreur jusqu'à Joncherey, soit qu'il ait entrepris, sans l'aveu de ses chefs, une opération téméraire. Ses chefs savaient si bien, du reste, qu'il était mort sur le sol de France que, ne le voyant pas revenir au 5e chasseurs, ils ont, tout de suite, cherché à se renseigner sur son sort, et mon ami M. Farges, député, qui était alors notre consul général à Bâle, recevait le 4 août, de son collègue allemand M. Wunderlich, une lettre qui contient l'aveu formel de l'agression allemande. Cette lettre est jusqu'ici restée inédite. La voici : « Monsieur le consul général, les événements terribles qui ont fait éclater la guerre entre les deux pays dont nous sommes les représentants à Bâle m'ont frappé de consternation, d'autant plus que j'aime votre belle patrie où j'ai passé douze ans inoubliables comme consul d'Allemagne à Marseille. Les relations entre l'Allemagne et la France étant interrompues pour le moment (savourez ce délicat euphémisme,) je m'adresse, sur la demande du commandeur (*sic*) du régiment des chasseurs à cheval nº 5 à Mulhouse, à votre générosité, pour avoir des renseignements, par votre intermédiaire sur l'état du lieutenant Mayer, blessé avant-hier près de Delle, sur le territoire français. Veuillez agréer, etc. — Signé : le consul général d'Allemagne, Wunderlich. » Ainsi, on savait, au 5e chasseurs, que le lieutenant Mayer avait franchi la frontière et qu'il était resté en territoire français. Au surplus, deux cavaliers allemands, désarçonnés dans leur fuite, ont été faits prisonniers et ont reconnu que les patrouilles du 5e chasseurs avaient reçu l'ordre d'entrer en France. Malgré cette audacieuse violation de notre sol, les honneurs militaires ont été rendus au lieutenant Mayer, les officiers du 44e d'infanterie et du 11e dragons ont assisté aux obsèques et l'administrateur même du territoire de Belfort, M. Goublet, a pris part à la cérémonie. L'inhumation s'achevait à peine dans le cimetière de Joncherey lorsque le père et la mère d'André Peugeot, avertis du malheur qui les frappait, vinrent chercher la dépouille de leur enfant et la transportèrent, près de Montbéliard, à Etupes, où ils avaient désiré qu'elle fût ensevelie. C'était le 4 août, à deux heures de l'après-midi, au moment même où les Chambres françaises, tenaient l'émouvante séance qui cimenta l'union sacrée. Le même jour, au Reichstag, le chancelier de l'empire d'Allemagne ne craignait pas de formuler cette insolente contre-vérité : « Malgré l'ordre formel, une de nos patrouilles du 14e corps, apparemment conduite par un officier, a franchi la frontière le 2 août. Elle semble avoir été anéantie, un seul homme est revenu ». Vous entendez, messieurs, malgré l'ordre formel ! Ainsi l'Allemagne voulait faire croire que les incursions qui avaient eu lieu en territoire français avant la déclaration de guerre avaient été des incidents isolés, involontaires, dus à la désobéissance de quelques subordonnés. Comme si

le nombre de ces attentats n'en démontrait pas le caractère général et systématique ! Comme si, dans cette même matinée du 2 août, la cavalerie allemande n'avait pas pénétré jusqu'à Suarce, réquisitionné des voitures et des chevaux, et emmené en captivité des habitants inoffensifs ! Comme si, dès la veille, dès le 1er août, des dragons allemands du 22e régiment n'étaient pas venus à Chavannes-les-Grands ! Comme si un autre dragon du même régiment, s'étant jeté avec une patrouille, le 2 août, sur le village de Reppe, n'y avait pas été fait prisonnier par un brigadier des douanes ! Et que dire des autres violations commises aux frontières des Vosges et de Meurthe-et-Moselle, à Wissembach, à Cirey-sur-Vezouse, à Xures, à Coincourt, à Réméréville, et ailleurs ? Que dire des avions et des dirigeables qui ont, avant la déclaration de guerre, survolé notre territoire ? C'est après six heures du soir, le 3 août, que M. de Schœn est venu, au quai d'Orsay, remettre à M. Viviani la lettre mensongère que lui avait dictée le gouvernement de Berlin. Une heure avant cette remise, un aviateur allemand jetait six bombes sur Lunéville. A un moment où nous refusions encore de faire contre l'Allemagne le moindre geste d'agression et où nous restions patiemment immobiles en deçà de notre propre frontière, nos voisins nous révélaient donc, par une longue série d'attaques déloyales, leur parti pris de créer l'irréparable.

Dans la soirée du 2 août, le président du conseil, M. Viviani, avait protesté auprès de M. de Schœn contre ceux de ces incidents qui s'étaient déjà produits et notamment contre ceux de Suarce et de Joncherey. Le chancelier, M. de Bethmann-Hollweg n'en avait pas moins déposé, le 3 août, à la Diète d'empire, un mémoire où il nous accusait d'avoir commencé nous-mêmes les hostilités, et tous les journaux allemands, toutes les agences, toutes les trompettes de la propagande germanique avaient immédiatement fait chorus. C'était, dès le 2 août, un télégramme de Berlin, qui lançait la fable des avions de Nuremberg ; c'était une dépêche Wolff, qui signalait des patrouilles françaises à Rethel, dans le cercle de Thionville ; c'était la *Gazette de Francfort*, qui dénaturait l'affaire de Reppe et la représentait comme s'étant passée en Alsace, c'était l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, le prince Lichnowsky que son gouvernement chargeait d'informer le Foreign Office d'un fait vraiment merveilleux : quatre-vingts officiers français, revêtus d'uniformes prussiens, avaient traversé toute la Belgique, dans douze automobiles, et avaient franchi la frontière allemande à l'ouest de Gelden. Et c'étaient encore d'autres inventions grossières : les Français occupant des communes d'Alsace, Sainte-Marie-aux-Mines, Metzeral, Gottesthal, les Français installés à la Schlucht et au Donon, des avions français passant au-dessus de Karlsruhe, de Wesel, de Coblentz et de Cologne. Toutes ces fausses nouvelles, bruyamment répandues à travers le monde, n'avaient d'autre objet que de préparer

le thème de la déclaration de guerre, et, en effet, ce sont elles, et elles seules, qui ont fourni les éléments, soit du télégramme adressé de Berlin à M. de Schœn, soit de la note, prudemment abrégée, que l'ambassadeur a remise à M. Viviani pour essayer de justifier la décision de l'Allemagne .Le lendemain, 4 août, le chancelier répétait, au Reichstag, ces impudents mensonges. « La France, disait-il, avait déclaré qu'elle respecterait une zone de dix kilomètres à la frontière. Et, en réalité, qu'est-il advenu ? Des aviateurs ont jeté des bombes, des patrouilles de cavalerie, des compagnies françaises ont envahi le territoire d'empire. De ce fait, la France, bien que la guerre ne fût pas encore déclarée, a rompu la paix et nous a positivement attaqués ». Ainsi, dès la première heure, l'Allemagne avait tenté cette cynique interversion des rôles elle nous avait explicitement accusés d'avoir nous-mêmes précipité les événements par des attaques à main armée. Non seulement il n'est rien resté de cette calomnie, non seulement il a été établi qu'aucune de nos patrouilles n'avait pénétré en Allemagne et qu'aucun de nos avions n'avait survolé Nuremberg, Wesel et Karlsruhe, mais il s'est trouvé que c'était l'Allemagne, et l'Allemagne seule, qui avait devancé, par tout un ensemble de petites actions militaires, la démarche suprême de son ambassadeur. Si bien qu'à relire aujourd'hui sa déclaration de guerre à la France, le monde entier peut constater avec stupéfaction qu'il n'en subsiste pas un grief, pas une ligne, pas un mot. L'Allemagne a été elle-même contrainte de reconnaître ses allégations mal fondées et d'avouer ou qu'elle s'est trompée ou qu'elle a menti. C'est assez, semble-t-il, pour lui interdire de répudier maintenant, ou de chercher à partager avec d'autres, des responsabilités qu'à l'heure décisive elle a assumées tout entières.

Vainement la sophistique allemande tente-t-elle de distinguer entre les causes immédiates et les causes lointaines de la guerre. Il est aisé de prouver que, sur les unes et les autres, la France n'a jamais exercé que l'influence la plus sincèrement pacifique. Mais l'examen scrupuleux des causes immédiates n'est-il pas, ici, le plus sûr moyen de comprendre les causes lointaines ? Lorsque l'empire d'Allemagne, à l'heure où il refusait ou faisait échouer toutes les propositions d'arbitrage, de médiation ou de conférence internationale, fabriquait, à l'aide de reproches fantaisistes, une déclaration de guerre à la France et n'attendait même pas de l'avoir remise au gouvernement de la République pour envahir nos départements frontières, il se condamnait lui-même devant les peuples contemporains et devant l'Histoire ; il démontrait clairement qu'il n'avait aucun respect pour la vérité, et que, pour arriver à ses fins belliqueuses, il n'hésitait pas à forger les plus viles calomnies. Quelques efforts que fasse aujourd'hui le Reich pour échapper à ce jugement ineffaçable, il n'en obtiendra jamais la revision. Les faits sont là. Rien ne fera disparaître le souvenir vengeur. Aux insen-

sés qui se laisseraient aller à les méconnaître et à les oublier, cette pierre les rappellera. Contre le vain assaut des légendes infâmes, elle dresse le bloc inébranlable de la réalité.

Discours prononcé par M. Viviani à la Chambre de Députés, le 6 juillet 1922.

M. René Viviani. — Vous m'avez mis[1], quoique indirectement, très naturellement en cause, et je tiens à faire tout d'abord une déclaration.

Il ne serait tolérable, ni pour la Chambre, ni pour le pays, que le président responsable du gouvernement de 1914 ne marquât pas immédiatement, et quand il en a l'occasion, sa place dans ce débat. Il ne m'appartient pas d'invoquer la Constitution de 1875 et je connais trop M. Poincaré pour penser qu'il déroberait des responsabilités morales derrière un paravent protocolaire.

Le président du conseil. — Nous avons passé ensemble des heures qui ne s'oublient pas.

M. René Viviani. — Mais je n'accomplis pas seulement un devoir, j'exerce un droit. Je ne laisserai pas briser dans mes mains les prérogatives du gouvernement qui, dans la démocratie, est seul responsable.

Je voudrais ici, comme je l'ai fait à la Haute-Cour, en face de l'homme qui le premier avait dirigé contre M. Poincaré et contre moi les premières attaques...

Le président du conseil. — Elles viennent toujours du même endroit.

M. René Viviani. — ... je veux évoquer la responsabilité de l'Histoire, dans l'ordre militaire, dans l'ordre diplomatique et dans l'ordre civil, depuis le 16 juin 1914, date de l'avènement de mon gouvernement jusqu'au 1er novembre 1915, date de ma démission. Je l'évoque même dans la portion de temps où, éloigné de la France avec M. Poincaré pour accomplir un voyage qui avait été organisé par mon prédécesseur, M. Doumergue, j'étais représenté à Paris par M. Bienvenu-Martin.

Donc, en ce qui concerne les faits dont je viens de parler et qui sont

1. M. Viviani s'adresse ici à M. Vaillant-Couturier, dont, avec son consentement il interrompt le discours.

inclus entre ces deux dates extrêmes, l'homme responsable, c'est moi. S'il y a des responsabilités, il faut les vider avec moi.

Les jours tragiques.

Puisque l'occasion m'est offerte, répondant à l'interruption de M. le président du conseil qui rappelait que nous avions traversé ensemble des jours tragiques, où nos cœurs ont connu toutes les espérances et toutes les émotions, je veux, puisque j'ai été son témoin quotidien, lui apporter, sans usurper un mandat trop large, au nom de mon gouvernement tout entier, l'hommage qui lui est dû. Je rends ainsi hommage à l'homme qui, enfermé dans une Constitution étroite, ne pouvant pas agir, faisait, par la persuasion, en résumant les débats, apparaître, avec la lucidité incomparable de son esprit, la fluidité et la netteté de sa parole, l'avis qui lui paraissait utile, à l'homme laborieux et courageux.

C'est M. Poincaré qui présidait le conseil des ministres lorsque, prenant une responsabilité supplémentaire, j'ai déchiré, malgré le cahier de mobilisation, le carnet B, l'ensemble des mesures de police par lesquelles on parquait dans des camps de concentration 2.800 ouvriers, pour des propos inconsidérés et lointains.

Ce jour-là, le 30 juillet, à huit heures du soir, Jaurès m'est venu voir. Ce fut notre dernier entretien. Il me dit : « Ami, nous marchons vers la frontière. Faites qu'il n'y ait pas un abîme entre la France ouvrière et la France gouvernementale ». Hélas ! ses bras étaient tendus vers moi; mais la porte s'ouvrit et M. de Schœn fut annoncé. Nous avons été séparés par l'Allemagne.

M. Poincaré présidait le conseil des ministres, le 30 juillet, lorsque, d'accord avec le ministre de la guerre et avec le général Joffre, j'ai pris cette responsabilité, la plus tragique de toutes, telle qu'aucun pays n'aurait osé l'assumer dans aucune histoire. Afin d'éviter que le conflit, s'il devait surgir, naquît d'un fait isolé, de deux patrouilles qui se trompent de chemin, de deux sous-officiers, allemand ou français, qui perdent le sang-froid, j'ai fait reculer de dix kilomètres les troupes françaises.

Or, écoutez bien, lorsque M. Messimy, en exécution de la délibération du conseil, eut envoyé l'ordre au quartier général, M. Poincaré qui, d'un regard perspicace, lisait toutes les dépêches émanant des ministères, a rappelé le ministre à dix heures du soir, en lui disant qu'il y avait, dans son télégramme, une lacune; qu'on n'avait pas visé la cavalerie, qui, de son propre mouvement, pouvait se porter en avant.

Si bien que c'est à la demande du président de la République qui, lorsque le conseil a délibéré, est le gardien de ses décisions, que la dépêche a été ainsi complétée.

M. Poincaré présidait, lorsque M. Isvolsky nous a rendu visite à l'Elysée, le jour de la déclaration de guerre à la Russie. M. Isvolsky demandait si la France, tenue par son traité d'alliance, allait entrer en guerre. M. Poincaré ne voulut pas s'engager. Il a répondu qu'à son avis la France ne devrait pas prendre l'initiative. Il est venu nous demander une délibération. Nous avons couvert sa réponse tout officieuse.

Je tiens à lui rendre hommage, à rappeler avec lui ces jours tragiques que nous avons traversés. Mais, quant à moi, je ne laisserai pas que les faits, qui se sont accomplis sous le gouvernement dont j'étais le chef, ne soient pas, s'ils sont reprochables, reprochables à l'homme qui est à cette place.

Et si je ne vous gêne pas trop, mon cher collègue, voulez-vous me permettre deux mots au sujet de la mobilisation?

L'Europe en 1914.

Il y a, je vous l'assure, une confusion dans votre esprit. Je vais vous dire laquelle. Il y a deux mobilisations russes. Il y a la mobilisation du 29 juillet, par laquelle la Russie a répondu à la mobilisation autrichienne. Permettez-moi de rétablir dans son ampleur le tableau de l'Europe que vous n'avez fait que partiellement.

L'assassinat de Sarajevo est du 28 juin. On aurait pu penser que, le lendemain, dans un moment d'excitation, l'Autriche adresserait à la Serbie un ultimatum, même brutal. Elle a gardé ses nerfs et son sang-froid. On sait pourquoi : elle a, purement et simplement, attendu le 23 juillet. Tout le monde connaissait tous les détails de notre voyage. On savait que, le 23, nous devions quitter Cronstadt et on attendait ce moment-là, pour faire partir cet ultimatum et le remettre aux mains du gouvernement serbe. Quand on a su que nous partirions deux heures plus tard, on a remis l'ultimatum deux heures plus tard.

L'ultimatum fut donc remis. Vous savez que ce n'est pas M. Sasonof, c'est lord Grey qui a déclaré que c'était le document le plus outrageant qui ait jamais circulé à travers l'Histoire.

La France, l'Angleterre et la Russie ont donné à la Serbie des conseils de sagesse. La Serbie qui, à moins de descendre au-dessous de son histoire, ne pouvait cependant pas accepter l'intrusion des policiers autrichiens sur son sol, a accepté les autres clauses, même les plus

rigoureuses, si bien que, le 25 juillet, quand on a connu la réponse serbe, tous ont considéré la paix sauvée.

Pourquoi le représentant autrichien à Belgrade qui avait préparé son départ avant de connaître cette réponse, est-il parti malgré tout?

La Serbie est envahie, la guerre est déclarée, Belgrade est canonnée. Que fait la Russie?

Tout d'abord elle adhère à la proposition de lord Grey, qui est la conversation à quatre, et M. Sasonof dit : « L'Autriche et la Russie sont trop intéressées; l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie et la France ont qualité pour trancher le problème ».

Ah ! si on avait accepté cela ! Si on avait transporté à Londres ce débat ! Si les quatre puissances intéressées avaient pu se saisir de cette question qui naissait, vous ne seriez pas à cette tribune, mon cher collègue, pour prononcer ce discours, et moi — et je m'excuse, dans l'émotion que j'éprouve au souvenir de ces heures tragiques, de la longueur de mes observations — je ne vous interromprais pas.

On réclame. Refus ! M. Sasonof, loin de demander à l'Autriche d'évacuer la Serbie, allant jusqu'à consacrer l'invasion, demande simplement la suspension de la marche de l'armée autrichienne. Refus ! L'Autriche se refuse à tout rapport qui, étendant la délibération, pourra amortir le conflit.

Et, pendant ce temps, que fait l'Allemagne? Nous allons parler de la mobilisation !

Il y a, mon cher collègue, un fait énorme qui, malheureusement, disparaît sous la plume de la plupart des historiens, et qui est l'histoire du premier ultimatum adressé par l'Allemagne à la Russie.

C'est le 29 juillet que l'Autriche a mobilisé par ielement sur la frontière galicienne onze corps d'armée. Que peut faire la Russie?

Elle est bien obligée de mobiliser des corps d'armée — sur la frontière galicienne, et non allemande. Ecoutez-moi !

La mobilisation russe.

Et puis, qu'est-ce que la mobilisation de la Russie? Vous avez servi, mon cher collègue. Vous connaissez la valeur technique des mots. Ce qui importe, dans une mobilisation, ce n'est pas le décret, qui n'est qu'un morceau de papier. Ce qui est quelque chose, c'est la concentration des troupes qui le suit et, par conséquent, la mobilisation dépend, pour son efficacité, de trois facteurs; l'étendue du pays, la

puissance ou la médiocrité des moyens de transport, et la quantité des troupes qu'il s'agit de rassembler. Si bien qu'en Suisse, par exemple, on peut mobiliser en quelques heures, et qu'il fallait seize jours à la Russie, alors qu'il en fallait trois à l'Allemagne, trois à l'Autriche et trois à la France, pour mobiliser.

C'est déjà quelque chose, pour un pays qui doit mettre seize jours pour mobiliser ses troupes et les transporter au moyen de chemins de fer presque inexistants, pour les masser sur la frontière, que de se contenter de quelques corps d'armée.

Ultimatum de l'Allemagne. Pourquoi ? La frontière allemande n'était menacée par aucun soldat russe.

Que visait donc cet ultimatum outrageant du 29 juillet, venu de l'Allemagne à la Russie ? Pendant ce temps la guerre se prépare. Réunion à Potsdam, le 29 juillet, le soir. Au sortir de cette réunion, conversation capitale entre M. de Bethmann-Hollweg et l'ambassadeur britannique. Que lui dit-il ? Lisez la correspondance du gouvernement anglais avec son ambassadeur !

Qu'a dit M. de Bethmann-Hollweg ? Je cite de mémoire : « Si la Grande-Bretagne consent à rester à l'écart, nous donnons l'assurance qu'en cas de victoire, nous ne porterons aucune atteinte au territoire de la France ». — Mais il se refuse au même engagement pour les colonies : « Nous restaurerons l'intégrité de la Belgique lorsqu'elle nous aura livré passage ».

La guerre était sur le point d'être déclarée.

Le parti était pris, le 29 juillet au soir !

Mais au même moment, l'Angleterre a fait savoir qu'elle gardait les mains libres si la France était impliquée dans le conflit. Alors, changement de front !

M. Sasonof s'était retourné vers moi. Je me rappelle cette nuit tragique, et vous aussi, monsieur Poincaré, où je suis venu vous trouver. M. Sasonof me disait : « Puis-je compter sur les obligations d'alliance ? » Je répondis, sous ma signature : « La France restera fidèle aux obligations de l'alliance. Mais, dans les préparatifs qu'exige peut-être de vous la sécurité nationale, ne faites rien qui puisse donner à l'Allemagne un prétexte. » Ma dépêche a d'ailleurs été vaine. Pourquoi ? Changement de front : l'attitude de l'Angleterre n'a pas permis de déchaîner la guerre le 29 juillet contre la Russie, pour une mobilisation partielle rendue nécessaire par la mobilisation autrichienne.

L'ultimatum a été retiré. On va préparer autre chose qui paraîtra plus plausible.

Mais quelle conclusion tirer de là ? Ecoutez-moi : le 29 juillet, il n'y avait pas de mobilisation générale russe ; il n'y avait pas de mobili-

sation générale autrichienne. Dans cet ultimatum, qu'avait à faire l'Allemagne contre la Russie, qui n'avait pas mobilisé sur sa frontière ?

Et puis, savez-vous ce qui s'est passé dans la presse ? Le *Lokal-Anzeiger*, le 30 juillet, à midi, publiait l'ordre de mobilisation allemand. Que s'était-il passé ? Le gouvernement allemand était si sûr de la guerre le 29, qu'il avait communiqué le décret de mobilisation allemande à tous les journaux. Puis, on l'avait retiré après la réponse anglaise. Mais le bureaucrate malavisé chargé de cette besogne n'avait pas passé ce dernier ordre aux bureaux du *Lokal-Anzeiger*. M. de Jagow traita cette publication de « mauvaise action » devant M. Jules Cambon, qu'il avait appelé. Mais ce journal n'aurait pas publié le décret si le ministère des affaires étrangères et le ministère de la guerre ne le lui avaient pas donné.

La mobilisation de l'Autriche.

Alors, seconde mobilisation autrichienne. Nous approchons du drame. Et c'est ici que je vous réponds : je vais faire une preuve contraire à vos affirmations, en empruntant des documents allemands. Je laisse de côté tout ce qui a été dit par des Russes et des Français.

L'Autriche mobilise « généralement ». Je déclare que l'Autriche a mobilisé généralement le 30 juillet, à une heure du matin. Ceci a été reconnu par M. de Bethmann-Hollweg. A quelle date, je vous le demande, la Russie a-t-elle mobilisé « généralement », et surtout à quelle heure ? C'est ce point qui est, en effet, en discussion. Dans la nuit du 30 au 31 juillet, l'Autriche mobilise. Et moi, je vous déclare, avec des documents allemands, qui peuvent être tout de suite à votre disposition, si on veut bien les rechercher, que la mobilisation russe a été faite à onze heures du matin le 31 juillet.

Trois documents, que je rappelle de mémoire, mais que je pourrais vous lire, le prouvent : 1° télégramme de l'empereur d'Allemagne au roi George, du 31 juillet, à deux heures de l'après-midi ; 2° au même moment, réponse télégraphique de l'empereur d'Allemagne au tsar, qui l'implore pour la paix.

Dans aucune de ces dépêches — vous pouvez voir celles de l'empereur Guillaume au tsar dans le Livre jaune que j'ai publié — il n'est fait allusion à la mobilisation russe. La Russie aurait mobilisé à quatre heures du matin et à deux heures de l'après-midi, et l'empereur d'Allemagne, avec les moyens d'investigation puissants qu'il avait à sa disposition, n'aurait pas pu le savoir ! Cependant, quelle belle ré-

ponse à faire au roi George et à l'empereur de Russie : « Vous me demandez d'arrêter les préparatifs et je suis en présence d'une mobilisation générale ! »

Voici un autre document capital. Vous étiez à la guerre. Je sais l'attitude que vous avez eue. Vous n'avez évidemment pas pu tout lire. Ce document a été publié quelques mois après.....

M. Vaillant-Couturier. — Je me base sur les mémoires de l'ambassadeur de France en Russie.

M. René Viviani. — Mais moi, je me base sur la préface de M. de Jagow au Livre blanc. Je suppose que M. de Jagow savait quelque chose.

M. Vaillant-Couturier. — Je suppose aussi que l'ambassadeur de France savait quelque chose !

M. René Viviani. — Mes chers collègues, je vous en prie, c'est moi qui abuse de la parole et qui dois plutôt remercier notre collègue de me le permettre.

Je recommande à tous les hommes de bonne foi la lecture de la brochure intitulée : « *Qui a voulu la guerre?* » et qui a paru en novembre 1914, signée des professeurs Durkheim et Denis. J'imagine que sous leur plume impartiale, les vérités peuvent apparaître.

Vous y lirez le document allemand suivant :

« Après avoir reproduit le texte du télégramme impérial, l'auteur de la la préface du Livre blanc, page 12, ajoute :

« Ce télégramme n'était pas encore arrivé à sa destination que la mobilisation de toutes les forces russes, ordonnée déjà ce jour même — 31 juillet — dans la matinée... » — en allemand, *am Vormittag* — « ... était en voie de réalisation... »

Vormittag, c'est onze heures du matin, la seconde partie de la matinée.

M. de Jagow savait bien ce qui s'était passé, lui qui a présidé à la préface du Livre blanc. Il reconnaît que c'est le 31 juillet, à onze heures du matin, que la mobilisation russe a été ordonnée. C'est ce qui explique qu'à deux heures de l'après-midi, dans ses télégrammes au roi George et au tsar, l'empereur d'Allemagne n'était pas encore au courant et n'a pas pu faire état de la mobilisation russe. Cette dernière est donc postérieure à la mobilisation autrichienne.

Et puis ! et puis ! et puis ! laissons de côté les mobilisations : ce n'est que l'apparence des conflits.

L' Allemagne voulait la guerre.

La guerre, l'Allemagne la voulait. Reportez-vous au noble discours de M. Giolitti, prononcé en novembre 1914 à la Chambre italienne; il a rappelé qu'en 1913 l'Italie avait été pressentie pour agir contre la Serbie, de concert avec les empires centraux, un an avant l'attentat de Sarajevo. Mais l'Italie n'a pas voulu agir. Elle a considéré que le traité de la Triple-Alliance était purement défensif. Et c'est pour cela qu'on l'a punie en 1914, en ne lui faisait pas connaître l'ultimatum adressé à la Serbie.

Comment ! En 1913 déjà, on voulait envahir la Serbie et c'est la noble attitude de l'Italie qui a fait échouer le crime ! Et vous allez dire qu'en 1914, c'est l'histoire d'une mobilisation qui peut être mise en cause ? Non ! on n'en est pas là ! (Vifs applaudissements).

Maintenant, je termine en vous remerciant. Que voulez-vous que je vous dise ? Je ne sais pas la raison de ce débat. Je ne l'aurais pas souhaité. Laissez-moi tout vous dire. Voilà trente ans que je suis dans cette Chambre, j'ai siégé huit ans dans les gouvernements et les évènements terribles m'ont trouvé debout à la place que je n'avais pas cherchée. J'essaye, tout en restant fidèle aux idées qui ont illuminé ma jeunesse, dans la mesure où les contingences de la vie le permettent, de m'élever au-dessus des partis. Laissez-moi vous le dire, deux souvenirs me hantent.

Le traité de Versailles.

Ici, le 16 septembre 1919, étant président de la commission de la paix, j'ai couvert, après M. Barthou, de mon discours, le traité de paix. Eh bien, nous avons un traité de paix. C'est une charte fragile, difficilement rédigeable, avec des contradictions, mais imprégnée du sang des martyrs. C'est la charte sur laquelle repose notre droit. Qu'est-ce que nous en faisons dans ce débat ?

L'union.

Et puis au mois d'août 1914, mon jeune collègue, vous étiez au front, je le sais; moi, j'étais au poste de combat que m'avait donné la

patrie. Le 4 août, vers sept heures du soir, je suis revenu du Sénat, après avoir fait voter les lois de guerre. Alors ici j'ai retrouvé la représentation nationale, ardente et résolue. Les jeunes allaient partir et nous, nous allions demeurer. J'ai parlé à la Chambre, au pays, à l'armée, j'ai appelé au devoir et à l'indépendance, après M. le président de la République, à l'union sacrée !

Ah ! le grand et noble jour ! Je vois encore M. de Mun, représentant du passé, et M. Vaillant, représentant de la Révolution, ces deux vieillards qui avaient vu 1870, allant l'un vers l'autre, la Révolution française et la Croisade, la France immortelle symbolisée, toute la noblesse, toute la tradition, toute la générosité de la France, qui depuis vingt siècles, de Poitiers à Valmy, s'était levée pour elle, et aussi pour défendre l'indépendance des peuples et la fierté de la race humaine. Et, attaquée, elle allait recommencer !

Ce jour-là, nous nous sommes évadés des querelles, des haines, des combats fratricides, nous nous sommes élevés au-dessus des factions et des partis. Ce jour ne peut-il donc pas revenir ? Pensez-y et renouvelez dans cette heure grave, au fond de votre cœur, votre serment de fidélité à la patrie.

Lettre ouverte de M. de Jagow à M. Viviani.

publiée dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 13 juillet 1922.

Dans la séance du 5 juillet, M. Poincaré a mis en scène un débat sur la responsabilité de la guerre. Le but de ce débat était une démonstration à effet contre la vérité qui tend invinciblement à se faire jour sur les événements de la semaine noire de juillet 1914. A cette occasion vous avez, M. Viviani, prononcé un discours dans lequel, non seulement vous rompiez une lance pour l'innocence de la France, mais aussi revendiquiez la responsabilité de la politique française d'alors pour couvrir votre ami, alors chef d'Etat, Poincaré, du reproche d'avoir poussé à la guerre. Comme vous vous référez à moi, je me vois forcé de vous déclarer que les bases de votre conception de l'origine de la guerre sont complètement ruineuses.

Vous invoquez le mémoire de 1914 au Reichstag, duquel, comme étant alors secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, j'ai, d'après vous,

écrit la préface. Vous relevez que le 31 juillet est donné là comme la date de la mobilisation russe : c'est vrai, mais depuis 1914 huit années ont passé, et, pendant ce temps, la vérité a, malgré tous les efforts contraires, fait de lents mais sûrs progrès. Vos anciens amis y ont essentiellement contribué. Vous savez que l'ambassadeur français d'alors à Pétersbourg a expressément posé comme établi que la mobilisation générale russe a eu lieu le 30 juillet, et ce fait a été récemment pleinement confirmé par le général Dobrorolsky dans une peinture complète des événements [1].

En face de deux témoignages aussi graves, toutes les données venant d'ailleurs, les vôtres comme celles du mémoire allemand, sont caduques, car le représentant de la France, alors étroitement unie à la Russie, et le chef de la section russe de mobilisation qui avait à exécuter les ordres du tsar doivent naturellement mieux savoir ce qui se passait à Pétersbourg, dans les coulisses, que l'empereur allemand, présenté bizarrement par vous comme le mieux informé des témoins.

En reprenant des erreurs dès longtemps caduques, vous tentez d'obscurcir à dessein la vérité des faits, mais cette tentative n'aura pas de succès en dehors de la Chambre française. Car le reste du monde sait aujourd'hui — ne sait que trop bien — comment se sont déroulés les événements qui conduisirent à la guerre mondiale. Je ramasse ici brièvement l'essentiel, parce qu'il est dans l'intérêt général que la vérité péniblement acquise ne soit pas de nouveau, comme en 1919, remplacée par des fables vieilles ou nouvelles.

La mobilisation partielle russe (du 13e corps), connue à Paris le 29, a été ordonnée ce même jour. Le 29 fut aussi donné ensuite l'ordre de mobilisation générale, un peu après révoqué. L'ambassadeur français Paléologue a décrit en détail cet épisode dans ses souvenirs : le 30, la mobilisation générale russe fut décidément résolue et ordonnée ; cet acte, qui signifiait la guerre avec l'Allemagne, fut connu le matin du 31 juillet à Berlin et aussi à Paris et à Londres. La mobilisation générale russe n'était motivée par rien. La mobilisation effectuée le 25, de la moitié des seize corps austro-hongrois, contre la Serbie, a, nous le disions, motivé la mobilisation des quinze corps russes ; en réponse, le 31, à midi, fut ordonnée la mobilisation des huit corps autrichiens restants. Vous parlez maintenant d'une deuxième mobilisation partielle (de 11 corps) effectuée le 29 contre la Russie. C'est une invention gratuite, une affirmation d'une fausseté prouvée : l'Autriche-Hongrie n'a pas élargi sa mobilisation entre le 25 et le 31. Comment une armée de 11 corps serait-elle sortie du sol ? L'Autriche ne disposait alors que de 16 corps.

Votre affirmation d'un premier ultimatum allemand à la Russie, du 29, est une vieille fable de propagande, dès longtemps réfutée, anéantie par la publication de documents allemands. L'avertisse-

ment envoyé ce jour-là à Pétersbourg au sujet des mesures guerrières prises, correspondait de forme et de contenu aux avertissements, journellement répétés alors à Pétersbourg, de ne pas détruire les chances de négociations, surtout de la médiation allemande, riche en perspectives, par des mesures militaires. Le 29, un avertissement pareil fut d'ailleurs envoyé à Paris, reçu par vous, M. Viviani, et il ne vous vint pas à l'idée d'y voir un ultimatum.

Les autres affirmations apportées par vous pour justifier la Russie tsariste, ne sont pas vraies non plus. On n'a, le 29 juillet, à Berlin, décidé ni la guerre ou la mobilisation, ni la proclamation de l' « état de danger de guerre menaçant », quoique l'état-major russe, comme votre ambassadeur Paléologue l'annonçait à son gouvernement, comptât absolument que l'Allemagne mobiliserait le 30 juillet en réponse à la mobilisation partielle russe. Les légendes bâties sur l'édition spéciale du *Lokal Anzeiger* ont été récemment réfutées par la pénétrante enquête du comte Mongtelas.

Il est vrai seulement que le fait de la mobilisation générale russe n'a été connu à Berlin que le matin du 31. Le télégramme de l'empereur allemand au roi d'Angleterre, que vous citez faussement, déplore déjà cette mobilisation et ses contre-coups inévitables. Le tsar, par contre, n'avait pas besoin d'être informé de l'étendue de sa propre mobilisation; sur les suites, il avait été aussi mis au courant par l'empereur et par l'ambassadeur comte Pourtalès.

Il est facile de deviner pourquoi vous cherchez à défendre les démarches russes par tous les moyens. Vous savez que la connivence du gouvernement français, dont vous étiez alors le chef responsable, ne restera pas longtemps cachée. Les raisons sont claires aussi pour lesquelles vous imaginez un ultimatum allemand, des décisions d'un conseil de la couronne, et vous vous référez à une mobilisation autrichienne qui n'a pas eu lieu. Le 29 juillet 1914 était d'une importance décisive; ce jour-là, la Russie s'est décidée à la guerre et vous, M. Viviani, avez suivi votre allié sans objection. Dès le 29, l'ambassadeur français était informé de la mobilisation générale russe décidée puis retardée d'un jour. Le même jour, le gouvernement russe faisait déclarer par son ambassadeur qu'il regardait la guerre comme inévitable et hâtait ses préparatifs. Vous même aviez ordonné à M. Cambon à Londres d'indiquer que le casus foederis entrait en jeu. Même le « Bloc national » ne vous accorderait pas pleine approbation, s'il était renseigné sur la marche des négociations entre Pétersbourg et Paris, qui seront dévoilées, à ce que j'apprends, par les prochaines publications de Moscou. Mais, sans même parler de ces apports nouveaux, il est clair déjà, sur la base du matériel connu, que votre démonstration est construite sur des affirmations inexactes. Vous ne pouvez pas ré-

futer le fait que la mobilisation générale russe, qui provoqua la guerre et l'avait pour but, n'était justifiée par rien, était dictée seulement par la volonté de la guerre.

Je me borne pour aujourd'hui à ces brèves fixations de faits pour montrer clairement à tout le monde combien est intenable votre démonstration ».

Von Jagow

(Zinst, Kr. Halle, 14 juillet 1922).

Commentaire du *Journal des Débats* (22 juillet 1922).

La réponse de M. de Jagow est d'une faiblesse extraordinaire, et ne fait que souligner la responsabilité du gouvernement allemand. Il serait facile de montrer que son exposé de la succession des événements pèche sur plus d'un point. Mais, s'agissant uniquement de savoir qui a provoqué la guerre, c'est tout à fait inutile, et une remarque décisive suffira.

M. de Jagow reconnaît que dans la préface du *Livre blanc*, publié quelques semaines après l'ouverture des hostilités, il a placé au 31 juillet la mobilisation générale russe, et que sa conviction était bien alors que celle-ci avait eu lieu ce jour-là. Ce n'était donc pas la mobilisation générale russe qui avait pu déterminer les Empires centraux à prendre les mesures extrêmes qui ont déclenché la guerre. C'est l'évidence même : la responsabilité du gouvernement allemand ne serait modifiée en rien parce que, plusieurs années après, il aurait appris que le mobilisation russe avait précédé la sienne. Dans ces journées décisives de la fin de juillet 1914, l'Allemagne et l'Autriche ont procédé à leurs mobilisations générales, promptement suivies de déclaration de guerre, sans le moins du monde être informées d'une mobilisation

générale russe réelle ou supposée. M. de Jagow lui-même l'établit une fois de plus. C'est un fait connu, que tout criminel qui cherche à se justifier s'enferre ; l'ex-secrétaire d'Etat allemand se charge encore de le démontrer.

A TRAVERS JOURNAUX ET REVUES

I. — QUESTIONS INTERNATIONALES.

Le désarmement.

La défaite semble avoir dessillé les yeux de certains Allemands qui aujourd'hui, comprennent toute la vanité du droit de la force. Parmi eux est l'auteur de cet article sur le désarmement. *On ne peut que regretter que l'Allemagne de 1914 n'ait pas envisagé de la même façon que M. Nietsche le devoir de la nation la mieux armée.*

Aucun gouvernement n'avoue qu'il entretient une armée pour satisfaire à l'occasion des désirs de conquête; elle ne doit servir qu'à sa protection. Il invoque en sa faveur la morale de la légitime défense : sela consiste à réserver la moralité pour soi et l'immoralité pour le voisin, car on est forcé de lui imputer des désirs d'agression et de conquête si l'on veut que notre pays songe aux moyens de se défendre; en outre, ce voisin, qui répudie comme notre pays toute idée d'agression et qui prétend aussi n'entretenir son armée que pour sa défense, en expliquant les raisons pour lesquelles nous avons besoin d'une armée, nous affirmons qu'il est un hypocrite et un habile criminel désireux d'attaquer à l'improviste une victime sans défense et innocente. Telle est la situation de tous les pays entre eux : ils supposent de mauvaises intentions chez le voisin et de bonnes chez eux. Mais cette supposition est inhumaine, aussi mauvaise et pire que la guerre parce que, nous l'avons vu, elle impute l'immoralité au voisin et semble provoquer ainsi un état d'esprit et un acte hostiles. Il faut repousser le principe de l'armée comme moyen de défense aussi catégoriquement que les désirs de conquête. Un grand jour viendra peut-être où un peuple remarquable par des guerres et des victoires, par les progrès de son organisation militaire et de son intelligence et habitué à leur faire les plus grands sacrifices, s'écriera spontanément « Nous brisons notre épée ! » et détruira son armée jusque dans ses dernières bases. Se désarmer tandis qu'on était le mieux armé, par conviction profonde, tel est le moyen d'arriver à la paix véritable, qui doit s'appuyer toujours sur la paix des esprits; au contraire la paix dite armée, telle qu'elle existe

maintenant dans tous les pays, n'est que la guerre des esprits qui n'ont confiance ni en eux-mêmes ni dans le voisin, et qui refusent de déposer les armes, à la fois par haine et par crainte. Plutôt la ruine que la haine et la crainte, plutôt deux fois la ruine que d'être un objet de haine et de crainte, telle doit être la maxime suprême de toute la société politique en particulier. — Nietsche.

(*Die Weltbühne*, 22 juin 1922).

II. — LA FRANCE VUE DE L'ETRANGER.

1. — La France et l'Allemagne peuvent-elles être réconciliées?

La tension des rapports franco-allemands gêne profondément l'Angleterre. Dans la Fortnightly Review, *M. W. H. Dawson essaie de persuader la France qu'elle doit se montrer conciliante. Chose plus intéressante, il engage son propre pays à renoncer à une partie de son butin et à rendre à l'Allemagne quelques-unes de ses colonies.*

En discutant cette question, dit M. William Harbult Dawson dans la *Fortnightly Review* de juillet, je n'agis pas en critique peu amical de la France, ni comme avocat particulier de l'Allemagne, mais en bon Européen qui est convaincu que de tels Européens sont aussi, au point de vue de leurs propres patries, de bons patriotes. Il est moins utile actuellement de mettre ces deux nations en contact que de les tenir à une certaine distance l'une de l'autre. Car plusieurs articles du Traité de Versailles pourraient bien avoir été malicieusement introduits pour donner aux deux pays les plus grandes occasions de friction. L'harmonie peut exister cependant entre des cordes qui sont à plusieurs octaves de distance. Si la France et l'Allemagne désirent vivre sur un pied de concorde, — et je crois que l'Allemagne le désire ardemment — elles peuvent le faire... Le *modus vivendi* auquel je pense implique une politique de concessions. Par le traité de Versailles, les Alliés ont pris à l'Allemagne tout ce qui leur semblait important : armée, flotte, marine marchande, câbles, colonies, liberté des négociations internationales, direction des chemins de fer, et une partie des ressources naturelles vitales et des industries. L'Allemagne a maintenant bien peu de chose, ou elle n'a rien à offrir comme base de commerce, et il s'ensuit que les concessions doivent venir d'un seul côté et qu'elles doivent entraîner des modifications du Traité de Versailles. De tous côtés on demande que le traité soit modifié, mais le plus souvent on sait mal quelles sont les dispositions les plus gênantes du traité et comment il peut être utilement amendé.

La question des réparations a attiré presque exclusivement l'attention du public anglais, à cause de la vigueur avec laquelle la France a

réclamé le paiement de ses créances, à cause du trouble que les paiements allemands ont apporté dans la situation économique, dans son change, dans son crédit. Cependant, on ne saurait comprendre trop clairement que la question des réparations n'est que l'un des trois problèmes très distincts dont dépend le règlement des affaires d'Allemagne et d'Europe.

Les autres problèmes sont la question des accords territoriaux et la question des pénalités commerciales et économiques que l'Allemagne a dû accepter. Je considère que des modifications dans ces deux directions seraient un moyen de réconcilier l'Allemagne avec son antagoniste la plus acharnée. On lui donnerait ainsi la possibilité de se remettre d'aplomb et de consacrer toute son attention aux immenses tâches de la reconstruction, dont le paiement des réparations dépend.

M. Dawson demande que la France fasse des concessions au sujet de la Rhénanie et du bassin de la Sarre. Il demande aussi que le régime du port de Memel soit modifié. Il passe ensuite aux colonies.

En attendant le jour où les territoires tropicaux de l'Afrique seront administrés par un grand consortium international — peut-être sous une Société des Nations plus forte — dans l'intérêt des populations indigènes, pour l'exploitation rationnelle et la répartition équitable des produits, l'Allemagne a besoin d'avoir accès aux sources des produits tropicaux. Si nous ne lui donnons pas cet accès par des moyens pacifiques, nous pouvons l'amener de nouveau à sa terrible doctrine que la force est le seul remède. Lord John Russel a émis une maxime politique très sage et très bien adaptée à notre temps lorsqu'il a dit que : si une chose est inévitable la plus grande sagesse est de la faire gracieusement. Je demande le rétablissement de l'Allemagne sous le soleil des tropiques comme une mesure de justice et de droit, et aussi comme une mesure de sagesse et d'habileté. Ici tout dépend de l'Angleterre et de la France. J'ajoute que j'ai la ferme conviction que les aspirations coloniales de l'Allemagne pourraient être satisfaites sans aucun préjudice pour ce que l'Afrique du Sud et l'Australie regardent comme leurs intérêts vitaux.

(*Fortnightly Review*, juillet 1922).

2. — La France et les Etats-Unis.

La politique de la France est attaquée de toutes parts aux Etats-Unis. Quelques voix s'élèvent cependant pour la défendre. Le professeur Charles Seymour écrit dans la Yale Review :

L'Europe et le monde ne peuvent laisser la France isolée au milieu d'une Europe qui n'est pas encore pacifiée. Que Poincaré se maintienne

ou qu'il tombe, il est de première importance pour l'Angleterre et pour les Etats-Unis que la France se joigne de tout cœur au mouvement pour la restauration économique de l'Europe, sans quoi il n'y aura pas de stabilité économique dans le monde.

Or, la France, ayant de grandes dépenses militaires qui lui interdisent d'équilibrer son budget, ne peut apporter son effort à la restauration économique. Et la France ne peut désarmer car nous ne lui avons pas donné la rive gauche du Rhin, car nous lui avons refusé la constitution d'une armée internationale au service de la Société des Nations, car nous avons refusé de ratifier le traité de garantie. Les Etats-Unis qui se sont désintéressés des affaires d'Europe, sont grandement responsables de l'attitude actuelle de la France.

Nous avons jeté à la France mille épithètes de condamnation. Et nous ne nous sommes pas aperçus que, de toutes les nations, c'était nous qui avions le moins le droit de nous plaindre. Jamais situation politique n'a mieux montré la justesse de la parabole de la paille et de la poutre. Nous avons reproché aux Français d'avoir la vue courte, sans nous apercevoir que nous n'avions vu nous-mêmes les affaires qu'à travers le prisme coloré de notre ignorance. Si la France entretient une forte armée, nous le devons, en grande partie du moins, au fait que nous avons refusé de ratifier les accords qui devaient rendre la démobilisation possible et sans danger. Et tant que nous nous abstiendrons de toute collaboration économique en Europe, nous ne pouvons nous attendre à un changement radical dans l'attitude de la France au sujet des réparations. Pour la France, le problème des réparations doit dominer tous les autres et, tant qu'une solution meilleure ne sera pas proposée, elle doit s'appuyer sur le Traité de Versailles. Mais il est évident que, sans la collaboration des Etats-Unis, aucune solution ne pourra être trouvée. Comme prix de notre collaboration, politique et économique, nous pourrions poser les bases que nous voudrions : désarmement, dépenses réduites à la production, divorce des animosités politiques et des nécessités économiques.

M. Seymour espère en M. Hughes, auteur des réductions navales de Washington.

S'il montrait le même courage en affrontant les problèmes d'Europe ! S'il ne disait plus : « Nous ne pouvons venir, parce que vous n'avez pas désarmé et équilibré vos budgets » ! S'il déclarait : « Nous sommes prêts à venir. Vous devez désarmer et équilibrer vos budgets mais nous sommes prêts à vous aider»! Plusieurs traits indiquent que, M. Hughes et M. Harding comprennent que nous avons des intérêts vitaux dans les affaires européennes, mais ils redoutent l'esprit de clocher qui a détruit la politique de Woodrow Wilson. Ils ont besoin de l'appui d'une opinion publique courageuse... Il est temps que le public américain cesse de déplorer l'existence des traditions et des pré-

jugés français, pour comprendre que nos propres préjugés empêchent la stabilisation des affaires du monde. Le sentiment et l'instinct des affaires sont d'accord pour nous appeler à jouer notre rôle. En 1918, Théodore Roosevelt disait de la France : « Jamais dans l'histoire du monde on n'a vu pareille loyauté dans l'accomplissement d'un devoir dangereux... Et grande sera sa récompense, car elle a sauvé l'âme du monde ». L'Amérique a maintenant l'occasion de payer sa dette en acceptant ce devoir qui, lui aussi, demande du courage, mais qui est évident. Au lieu de répéter que la France regarde par le gros bout de sa lorgnette, essayons l'autre bout de notre télescope.

(*Yale Review*, juin 1922).

3. — Molière.

Le troisième centenaire de Molière a été célébré par les intellectuels de l'étranger. L'américaine Current Opinion *estime que Molière avec son bon sens est le type même du Français. C'est réduire peut-être un peu Molière et le sens poétique de notre race.*

Son arme était le rire...

Il ne faut pas s'étonner que les Français écoutent toujours Molière avec tant de plaisir, car il est le miroir de leurs âmes, il les aide à se comprendre eux-mêmes, comme il a aidé le monde entier à les comprendre. Celui qui veut comprendre les Français doit connaître M. Jourdain et sa femme, — n'oubliez jamais sa femme. Il doit entendre le rire qui éclate dans le théâtre lorsqu'à la fin de la pièce, on arrache son masque à Tartuffe. Il doit contempler la faiblesse de Sganarelle, l'incorrigible logique d'Arnolphe qui, à quarante-deux ans, est amené à épouser un tendron de seize ans; la rigidité d'Alceste, le solitaire comique qui n'a pas peur du ridicule, qui se plaît même à être ridicule, qui trouve une consolation à voir qu'il est ridicule aux yeux des autres, tous les hommes lui paraissant si odieux qu'il souffrirait de leur sembler bon ou sage.

Le bon sens de Molière explique son influence sur un peuple qui, comme les Français, semblent placer le sens commun au-dessus de tous les autres éléments dans l'art de la vie humainement considérée. L'Angleterre ne rend pas de pareils honneurs à Shakespeare, car Molière ne quitte jamais la scène française, tandis qu'à Londres, de nombreuses années peuvent passer sans qu'on joue *Richard III*, *Cymbeline*, la *Tempête*, *Troïlus et Cressida*. En Espagne, l'immortel Calderon, avec une œuvre aussi grande que Hamlet, qu'Œdipe, que Tartuffe, est joué très irrégulièrement. En France, on ne peut pas vivre sans Molière. Par

là, les Français révèlent qu'ils vivent complètement sur le plan du sens commun, qualité qu'on trouve chez eux beaucoup plus développée que partout ailleurs, fait attesté par la renommée de Molière.

(*Current opinion* juin 1922)

4. — M. Marcel Proust

La littérature française moderne, dans ses manifestations les plus discutées, attire l'attention, provoque l'admiration de la critique anglaise. M. Middleton Murry étudie l'œuvre de Marcel Proust et il y découvre l'expression d'une sensibilité nouvelle. Après avoir mis en lumière les principales qualités de l'auteur de Swann, *il arrive à cette conclusion :*

Ce ne sont pas ces qualités si rares, si estimables qu'elles soient, qui font d'*A la recherche du temps perdu* l'œuvre la plus significative de la littérature contemporaine. Ces qualités sont précieuses, mais elles sont, en un certain sens, superficielles et elles pourraient être contre-balancées par l'obscurité indiscutable, par la complication désagréable de la langue dans de larges portions du livre. Pourtant ce livre est quelque chose de plus qu'un récit obscur coupé fréquemment par de brusques clartés de beauté. Ce livre possède au moins une des qualités de la durée : une âme. Il est né d'un dessein haut et subtil. L'auteur a une vue d'ensemble de la vie. Un feu secret est en lui et nous en sentons l'irradiation à travers les pages les plus obscures longtemps avant que nous puissions en découvrir la source. Aussi, bien que parfois sa langue soit alambiquée juqu'au grotesque, M. Proust a du style. Nous pouvons lui appliquer correctement la phrase qu'il a employée lui-même à propos d'un de ses grands prédécesseurs, Stendhal, et dire que son œuvre a « la grande ossature du style » chose beaucoup plus importante que la limpidité ou la beauté dans le détail de l'expression. Le style de M. Proust, est, dans le sens le plus large, un style nouveau et profondément original, comme la sensibilité à qui il doit d'être.

(*Quarterly Review*, juillet 1922).

5. — Constantin Guys.

L'English Review, *organe jeune et indépendant, célèbre un des peintres les plus troublants de notre temps.*

Ce qui domine dans cet incomparable peintre de la prostitution, c'est l'expression. Elle est infiniment profonde et véhémente, sanguinaire comme le ciel que j'ai vu ce soir après le coucher du soleil, téné-

broux dans sa magnificence pourpre : un Goya de crépuscule. Guys est toujours en éveil pour saisir avec fureur les apparitions vivantes...

L'observation de Guys est spontanée, vive et vitale. Il peut représenter des scènes qui sont morbides et moroses et folles, à la fois réelles et fantastiques. Il fixe sur ses feuilles un extraordinaire crépuscule.

(*English Review*, juillet 1922).

III. — GRANDE-BRETAGNE

1. — La migration dans l'Empire britannique.

L'Empire britannique souffre d'un grave malaise démographique. Sur le sol de la métropole la population des villes augmente au détriment de celle des campagnes. Les Dominions voient arriver des immigrants qui veulent rester dans les villes alors qu'on a besoin d'agriculteurs.

Le mal spécial dont nous souffrons en Angleterre, mal qui s'étend à l'Ecosse, est l'agglomération disproportionnée de notre population dans les zones urbaines. En chiffres ronds, 80 % de la population actuelle de l'Angleterre et du pays de Galles est urbaine. Londres seul, j'entends « le plus grand Londres » contient une population de 7.476.000 habitants. Or l'Australie n'a que 5.437.000 habitants et la population de la Nouvelle-Zélande, si l'on exclut les Maoris, est de 1.218.000 habitants, si bien que « le plus grand Londres » a une population blanche supérieure à celles de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande réunies. A côté de Londres, il y a en Angleterre et dans le pays de Galles cent villes dont la population dépasse 50.000 habitants. Ces villes avaient en 1921 une population de 18.693.000 habitants soit environ la moitié de la population totale de l'Angleterre et du pays de Galles. De plus, il y a naturellement un grand nombre de petites villes; beaucoup de ces zones, classées comme rurales, spécialement dans les districts de mines, sont en réalité des centres urbains, présentant tous les inconvénients de l'agglomération et de la mauvaise aération...

L'intérêt de la métropole est de garder les agriculteurs; l'intérêt des dominions est de les attirer.

Le problème pratique est donc de savoir si ces deux intérêts peuvent être réconciliés. Le projet le plus intéressant est celui du colonel Beckler Wilson qui propose de prendre des enfants des villes, lorsqu'ils sont très jeunes, et de les former dans des fermes anglaises jusqu'à ce qu'ils soient capables de devenir fermiers dans les dominions. Le colonel Wilson estime que si un garçon est enlevé assez tôt à la ville, on

peut l'amener à aimer la campagne et à devenir très utile comme ouvrier de ferme. Beaucoup a été déjà fait dans ce sens par des agences volontaires comme *Dr Barnardo's homes*, la *Church Army* etc... Ces organisations possèdent des fermes; on y fait l'éducation des jeunes garçons, puis on les envoie en Australie ou au Canada. Les promoteurs de ces organisations ont compris cette vérité évidente : si vous voulez amener un individu à un genre de vie tout nouveau, il faut le prendre jeune. De grandes sommes ont été dépensées par l'Etat anglais ou par les dominions pour donner des passages gratuits à d'anciens soldats ou autres qui exprimaient le désir d'émigrer. Dans un grand nombre de cas, les hommes que l'on aidait ainsi s'apercevaient que les conditions de la vie n'étaient pas aussi désirables qu'ils l'avaient imaginé et ils s'en retournaient. Les Gouvernements ont profité de la leçon... et on choisit maintenant les émigrants avec plus de soin. Mais, quelque soin qu'on prenne, il est extrêmement difficile d'être sûr d'avance qu'un homme pourra changer complètement sa façon de vivre et se trouver heureux dans une ferme éloignée de la Prairie lorsqu'il avait été habitué à vivre dans un pays à population dense comme l'Angleterre. Donc, si le Gouvernement envoie des émigrants adultes, il court toujours le danger de les voir s'employer dans les villes ou s'efforcer de rentrer en Angleterre.

(*Edinburgh Review*, juillet 1922.)

2. — Lord Derby

M. Lloyd George paraît toujours établi très solidement au pouvoir. Cependant, on parle de successeurs possibles. On cite Lord Derby.

Lord Derby, de l'illustre famille des Stanley, a deux passions : les courses de chevaux et la politique. Ancien ambassadeur à Paris, grand recruteur pendant la guerre, c'est un des membres les plus influents du parti tory.

C'est un homme replet à grosse tête dont les traits les plus frappants sont des yeux rieurs et une bouche souriante que la moustache hérissée laisse voir. Les cheveux sont fins et gris, mais la voix est puissante et les manières cordiales... Il n'a jamais oublié un visage ou un nom, au moins dans le Lancashire où il est non seulement grand propriétaire, mais puissance politique de première grandeur. C'est l'influence individuelle la plus puissante de la politique anglaise. Un membre de sa famille est d'ordinaire député aux Communes pour Preston. Knowsley, la grande maison de famille, est un faubourg de Liverpool. Bootle est aux Stanley et aussi une grande étendue de terre au nord de Manchester. Ils ont été autrefois rois à man. Les auberges prennent souvent le nom de Derby comme enseigne. La famille n'a rien perdu de sa

puissance politique et territoriale, malgré les nouvelles mœurs, les temps nouveaux, la montée de la classe ouvrière.

Lord Derby a rendu au parti tory la vigueur qu'il avait au temps de Disraeli. Il comprend la condition des hommes de toutes les classes, car sa connaissance du caractère anglais est très étendue. Il peut écouter avec un imperturbable sourire... pendant des heures entières. Sa spécialité est l'information de première main. Il déteste les rapports, les impressions. Aussi a-t-il visité les ouvriers dans leurs maisons lorsqu'il a étudié les conditions de logement et il n'y a pas la moindre affectation dans la simplicité avec laquelle il parle d'un problème, riant avec un ouvrier, dans la propre cuisine de cet ouvrier. Lord Derby peut faire une profonde impression sur les pauvres parce qu'il a étudié de très près leurs problèmes économiques, s'occupant de détails comme le prix du froment à la livre, le prix du pain cuit au four de la maison, le nombre de vêtements qu'un homme peut acheter dans l'année, la difficulté d'avoir deux métiers pour ceux qui, comme le plâtrier, n'ont du travail que pendant une saison. Lord Derby est très à son aise dans la compagnie mêlée d'une auberge. « Je suis du peuple », dit-il.

C'est ce contact que Lord Derby nomme sources d'informations de première main. Il s'est donné comme loi, lorsqu'il est entré dans la vie publique, d'entrer en conversation avec tous ceux qu'il rencontrerait, que ce soit dans une auberge de village ou en chemin de fer. « J'ai été parfois rembarré, disait-il un jour à un journaliste de Londres, mais l'expérience m'a appris à ne pas être trop sensible ». Sa finesse d'observation, sa connaissance de toutes les faces de la vie anglaise, sa maîtrise de tous les sujets qu'il étudie, font de lui la terreur de tous les fonctionnaires soumis au contrôle des parlementaires. Il a une habileté géniale pour poser une question dangereuse à un témoin qui se dérobe ; et il peut amener, par la douceur, sa victime à passer d'une affirmation à l'affirmation contraire sans provoquer une scène, ni un éclat de mauvaise humeur. Jamais sa bonne humeur ne paraît si contagieuse que lorsqu'il entre dans une salle de commission où l'on dispute chaudement, où l'on hurle. Il sourit, puis pose une question avec une observation opportune à celui qui semble de mauvaise humeur, puis à celui qui se croit outragé. Et il place ainsi la discussion sur une nouvelle base d'amabilité, de jovialité, de camaraderie. Plus d'une crise du parti conservateur a été apaisée à table, le matin, devant les œufs au jambon, les petits pains, les biscuits et les fruits.

Toute la carrière de Lord Derby est donc la mise en œuvre du tact personnel, l'établissement de l'intimité, du sentiment de fraternité. C'est le génie particulier de la famille Stanley, un trait qui est dans la race depuis plusieurs générations, un don très subtil de l'analyse, plus utile à son possesseur que la froide dévotion aux principes qui donne de l'influence à un homme comme John Bright ou Lord Morley. Lord

Derby a été accusé par ses ennemis politiques de subordonner les principes à la personnalité. Il a été accusé de considérer les principes comme une création des faiseurs de phrases, pour qui il a le plus grand mépris. Il a été accusé de mettre son influence au service de ses partisans pour former une coterie politique. Lord Derby ne rougit guère à ces accusations. Il admet volontiers que, pour lui, les hommes ne sont pas moins importants que les mesures et que les gens sont au moins aussi bons que les principes.

Lord Derby est dans sa gloire les jours de grande fête, lorsque la foule est très joyeuse. Les courses le rendent heureux. Une foire de campagne lui ôte des épaules un grand nombre d'années. Un dîner avec ses partisans lui donne un entrain irrésistible. Lorsqu'il organise une réunion, rien ne cloche jamais. La gaieté est large, le bal animé, l'air embaumé; les discours provoquent de grands éclats de rire; la réserve est bannie, la joyeuse Angleterre ressuscite. C'est pour cela, pense Lord Derby, que les conservateurs luttent. La tâche d'un homme d'Etat est de rendre le peuple heureux, de voir s'il est bien nourri, bien logé et de ne pas s'occuper du reste. C'est aussi la doctrine de Sir George Younger, cet autre pilier du conservatisme [1]. Cette doctrine paraît trop joviale et trop matérielle à certains conservateurs du type de Lord Hugh Cecil qui donne de l'importance au spiritualisme en politique. Il y a là un conflit de tempéraments : Lord Derby ne pense qu'à ce monde, les conservateurs du type Cecil sont des hommes de religion. L'un d'entre eux a laissé dernièrement le parti conservateur. Il ne pouvait supporter la grossièreté de l'attitude de Lord Derby envers les bonnes choses de ce monde.

Les amis de Lord Derby expliquent qu'il redoute tout mélange de la religion et de la politique... Il est pourtant dévôt comme tous ses ancêtres, qui ont été des piliers de l'église. Le grand chef des conservateurs est toujours à son banc à l'église, le dimanche matin, revêtu de sa longue redingote, une fleur à la boutonnière, et il se fait une loi de reprendre à dîner le sermon du matin.

(*Current opinion* juin 1922).

3. — Shelley

L'Angleterre célèbre actuellement le centenaire de la mort de Shelley qui périt noyé pendant une tempête dans la mer Tyrrhénienne. C'est une des figures les plus pures de la poésie, et sans doute le véritable initiateur de la poésie anglaise moderne. M. Gilbert Thomas esquisse son caractère avec la plus grande délicatesse.

1. Voir la *Vie des Peuples* de juin.

Il n'y avait pas en Shelley deux entités distinctes : le poète et l'homme. « Ma poésie, disait Byron, est une chose. J'en suis une autre... Ma poésie est une faculté séparée. L'idéal n'a aucun effet sur le caractère réel ». Il avouait ainsi, avec une candeur cynique, ce qui est vrai de nombreux artistes créateurs. Mais, pour Shelley, la poésie n'était pas une « faculté séparée », un simple ornement de la vie ou un moyen d'échapper à la vie. C'était essentiellement quelque chose qui doit transformer, révolutionner la vie. La conviction passionnée que les hommes doivent vivre la poésie et, par là, ramener l'âge d'or, était en effet la source principale de son inspiration. Shelley se distingue des poètes qui ont partagé, dans une certaine mesure, ses croyances et son idéal. Les autres ont moralisé sur l'amour, la vérité et la fraternité, en les contemplant objectivement et à distance. Shelley seul, et sans doute Blake, chantent ces choses sans perdre le ton cynique. Ces choses, Shelley les respire comme l'air natal. Il ne parle pas de la République idéale comme d'un pays vague et lointain dont les pics, vers lesquels nous sommes poussés par la Crainte ou le Devoir « fils sévère de la voix de Dieu », sont à peine visibles parmi les sombres brouillards. Il est chez lui dans ces altitudes aériennes, comme son alouette qui plonge dans la profondeur bleue du ciel.

Mais l'alouette, après tout, fait son nid sur le sol. Pas plus que celle qu'il a chantée dans des strophes immortelles, Shelley n'a vécu entièrement parmi les nuages. Son génie — comme celui de Milton avec qui, malgré des différences éclatantes, il a beaucoup de traits communs, — a une base intellectuelle qu'on a trop peu remarquée. « Il possédait, dit Mme Shelley, une brillante imagination » et aussi « une raison exacte et logique ». C'est ce facteur de raison, si rare chez les poètes, qui enveloppe sa vie et son œuvre d'un élément de mystère attirant. Shelley est mort dans sa trentième année. Si, comme Milton, il avait vécu assez pour atteindre la plénitude de sa puissance, son imagination et sa raison se seraient peut-être fondues en une harmonie qui l'aurait placé parmi les premiers poètes du monde. Mais il était inévitable que son imagination débordât son intelligence, malgré les vaillants efforts de celle-ci pour dominer. L'imagination est le don magique des dieux, mais la raison doit nécessairement se développer par l'expérience. Un homme qui a la passion de la raison doit atteindre la maturité plus lentement que celui chez qui cette passion n'apparaît pas. Voilà pourquoi le génie de Keats était mûr à vingt-cinq ans, celui de Shelley ne l'était pas à trente. Keats avait une nature plus simple.

Ici il faut définir avec soin les termes que nous employons. Nous avons dit que la nature de Keats était plus simple que celle de Shelley. Elle était en effet moins complexe, elle avait des possibilités moins variées. Mais il est un côté par lequel la nature de Shelley, malgré

toute sa complexité, était plus simple que celle de Keats. Si nous entendons par simplicité la simplicité de l'enfant, simplicité qui lui ouvre le royaume du Ciel, Shelley était le plus simple des hommes. Son esprit était très compliqué ; l'esprit de l'enfant l'est aussi. L'esprit de l'enfant est un bouillonnement complexe où les instincts et les qualités les plus différents luttent pour la cohésion et l'expression. Mais à cette complexité mentale s'allie la simplicité spirituelle qui est la couronne et le symbole de l'enfance. L'enfant regarde la vie avec des yeux que n'obscurcissent pas la coutume ou la tradition. Il regarde la beauté du monde naturel à travers les verres irisés de l'imagination, il demande l'explication des actes de ses aînés qui ont étrangement obscurci, à ce qu'il lui semble, le paradis qui est autour d'eux. L'enfant acceptera joyeusement, bien qu'il soit curieux de pénétrer jusqu'au fond, les miracles naturels qui l'entourent. Ce qu'il n'acceptera pas sans discuter, ce sont les conventions qui partout empêchent l'homme de jouir de ces miracles. Le cœur simple — le cœur d'enfant que le Nouveau Testament exalte et que Shelley possédait — implique un esprit sans repos, ardent, plein de doutes profonds. C'est seulement lorsque la simplicité spirituelle de l'enfance est perdue que l'esprit, cessant d'être un lac tourbillonnant, prend la simplicité d'une mare stagnante. Et si, dans le cas du poète, l'imagination survit aux années qui apportent aux hommes « le joug inévitable », cette imagination, sauf chez les poètes très rares qui portent le sceau d'une immortelle jeunesse, se concentre entre des barrières. L'imagination de Keats était d'une sensibilité, d'une perfection exquise, mais elle était resserrée entre des limites, elle était concentrée. Pour lui, la Beauté était la Vérité ; la Vérité était la Beauté. Voilà tout ce qu'il savait, qu'il désirait savoir. Mais il n'en était pas ainsi de Shelley. Il ne cherchait pas à échapper à la vie ; il ne se contentait pas d'une petite partie de la vie. Son imagination continuait, avec l'impétuosité de la jeunesse, à battre le ciel tout entier, cherchant à déchiffrer ses énigmes, s'efforçant particulièrement de pénétrer les sombres nuées de l'erreur et de la souffrance humaine qui obscurcissent la pure splendeur du ciel. Il ne fit jamais usage des « choses comme elles sont ». Il refuse obstinément de les ignorer et aussi de faire aucun compromis avec elles. Il garda, en un mot, la simplicité spirituelle, l'esprit perplexe et ardent de l'enfance. Ses spéculations métaphysiques, si avides, étaient celles de l'enfance. Les fautes de sa vie, les défauts de son œuvre, — dus à la hardiesse ou à la hâte—ont été ceux de l'enfance. Et surtout son génie rayonnant, sa générosité, le charme de son caractère ont été ceux de l'enfance.

(Gilbert Thomas : *Fortnightly Review*, juillet 1922).

4. — Gilbert Keith Chesterton.

Rien de plus caractéristique dans la littérature anglaise contemporaine que l'œuvre de Chesterton. Un critique italien, M. Federico Olivero, professeur à l'Université de Turin, donne sur cette œuvre une étude rapide, mais lumineuse.

Chesterton est aujourd'hui l'esprit le plus représentatif de l'humour anglais, non de l'humorisme rude de Fielding et de Smollet, ni de l'humorisme très amer de Swift, mais plutôt de la jovialité sarcastique de Carlyle et de la douceur souriante de Dickens. Moins sombre pourtant que l'auteur de *Latter Day Pamphlets* et moins sentimental que l'auteur de *M. Pickwick*, il a toutefois comme caractéristique la puissance de l'imagination et l'amour sincère de l'humanité. Si on regarde plus loin, il est un descendant de la glorieuse lignée de Cervantès.

Il est né à Londres en 1874. L'influence de sa ville natale se reconnaît dans l'énergie vibrante de son style, dans le rapide mouvement de ses romans et surtout dans leur atmosphère, ce mélange de mysticisme et de positivisme qui est l'essence de la métropole anglaise....

Il est tour à tour dessinateur, journaliste, critique d'art, historien.

Le sujet essentiel de ses romans, et, en vérité, de tous ses écrits, est la lutte de la foi contre l'athéisme, du bien contre le mal, de l'esprit contre la matière... Il combat l'orgueilleuse conception de Nietzsche, l'idée du surhomme de « Par delà le bien et le mal ». Où conduit ce sentier ouvert par un esprit fou et cruel? L'histoire des dernières années le démontre. L'exemple typique est Ivywood, dans *The Flying Inn*; l'idéal d'Innywood est d'agir au-delà des limites de la loi morale, de briser tout obstacle, et ce rêve superbe le mène à la démence. Ses idées se troublent lorsqu'elles entrent en contact avec la réalité; parmi les personnages créés par Chesterton, il est le seul dont la fin soit tragique; c'est seulement en lui que nous assistons au naufrage irréparable d'une âme.

Chesterton a vraiment, comme il le dit lui-même dans *The Wild Knight*, « the hunger of the stars », la faim des étoiles, le désir ardent de l'infini. Nettement, il affirme sa foi. « Je dis, comme tous les chrétiens, que c'est un dessein divin qui gouverne le monde et non le destin ». Le sujet de chacun de ses romans est une moderne « quête du Saint-Graal », c'est-à-dire de la Vérité qui ennoblit et sauve, de la vision accordée aux âmes pures, refusée aux fripons et aux charlatans... Il est vraiment un « Wild Knight »... qui combat pour des idées nobles et belles tourmentées par l'erreur... contre de fausses conceptions et des penseurs en qui s'incarne la puissance du mal. L'âme de ses écrits est cet esprit de lutte héroïque. Il est hostile à une science superbe, qui se vante de résoudre tous les problèmes... Mais il respecte le savant

qui se sert de son savoir pour le bien commun et admet les limites de la science. Sa critique s'adresse souvent à l'homme du monde, vain et superficiel... Il déteste l'esthétisme qui veut être l'unique maître de la vie et l'art morbide qui ronge toute énergie morale et méprise les formes simples et saines de l'existence...

Ses romans sont des farces symboliques, bizarres, mais fondées sur une base sérieuse de pensée. Chaque personnage, chaque scène, chaque objet est l'emblème d'une idée. Dans *The Napoleon of Notting Hill*, le dernier dialogue de Quin et de Wayne résume les idées fondamentales du roman et en révèlent l'allégorie ; ces personnages représentent l'antagonisme de deux conceptions : l'humoriste et le fanatique : ils sont un personnage unique divisé en deux : le penseur et l'homme d'énergie qui met en action les pensées du poète.,...

Il pense que l'art, dans chaque œuvre isolée, doit tendre à nous donner une représentation synthétique de la vie universelle....

Ses personnages sont hardiment, vivement tracés, avec un certain défaut de solidité, de réalité ; ils semblent parfois de fantaisistes déformations d'être vrais. Des idées, plutôt que des êtres de chair et d'os...

Son esprit exubérant tend vers l'exagération ; il en résulte un style tapageur, hyperbolique, où des métaphores hardies, qui accentuent avec emphase les idées, se poursuivent, s'entrelacent rapidement. Cependant ce qui, en apparence, est paradoxal et absurde.arrive à être démontré logique et intimement vrai.

Les personnages, les objets sont déformés par son regard intérieur. Comme s'ils étaient reflétés dans des miroirs convexes ou concaves... Il est, au double sens du mot, — sens étymologique et sens ordinaire — un penseur excentrique ; il regarde, d'un point de vue spécial, les idéals les événements, les âmes, et il se plaît à se montrer original et bizarre, dans sa façon de penser et d'écrire. Sa prose est comme une eau vive et courante ; elle scintille, elle bavarde, elle rit, dansant sur les roches, formant des tourbillons, réfléchissant et déformant les plantes et les nuages et les personnes, reflétant sur la crête de ses ondes l'aube d'or de l'au-delà. Son style est bizarre mais sans recherche, sans effort. Il jaillit, irrésistible, de son imagination si active. Sa pensée a le vol vertigineux d'un Pégase qui ne monte pas sous les blessures d'un furieux éperon, mais par la libre force des ailes et par la joie enivrante de s'élever dans une atmosphère spirituelle toujours plus pure...

Sa manière de peindre a quelque chose de théâtral ; ses paysages sont des décors traités à grands coups de pinceaux en couleurs éclatantes. Le ciel est « une coupole dorée avec des traînées bleu-paon ». La chambre somptueuse de Quin est semblable à « l'intérieur d'une améthyste »... Son style pittoresque a dans ses teintes résolues, vigoureuses, brillantes, dans les forts contrastes, dans les larges touches, dans les profils simplifiés et stylisés qui frappent l'œil de loin, quelque

chose de la manière des affiches... Son goût n'est pas toujours parfait. Que dire lorsqu'il dépeint les flancs courbés de Saint-Paul comme des « cataractes muettes? » Des influences disparates éclatent par moments dans l'originalité de ses poèmes lyriques : Blake... ou Kipling.

Chesterton est un poète de l'humour. Il est plus difficile de retracer les ciels bleus de la joie que les soirs pathétiques de la mélancolie. « La littérature colorée de la joie, dit-il dans *The Defendant*, est infiniment plus difficile, plus rare et triomphale que la littérature en blanc et noir de la Douleur ». Mais sa gaieté renferme un grave élément de pensée... Il insiste sur l'importance du rire. « Rien n'est sérieux comme le rire... La source de toute gaieté est dans un contraste entre les rapports universels; toute véritable plaisanterie repose sur des contrastes cosmiques qui exigent une vision de l'Univers entier ». Son humorisme est élevé jusqu'à cette idéalité par l'idée mystique qui envahit toutes ses œuvres. « Je mets, dit-il, sur ma casquette de bouffon, une plume qui est tombée des ailes d'un ange ». Cette conception du rire s'étend de la vie individuelle à l'Univers; l'éclat de rire du « Wild Knight » fait vibrer les étoiles. « Les soleils éternels, les systèmes stellaires sont pour moi les astres d'un instant, les feux tombés de la joyeuse fusée divine qui monte en cette nuit de Carnaval ». Mais il y a du sérieux et de la foi dans ce *grotesque*. « Ces monstres, dit-il d'un de ses écrits humoristes, sont destinés à être les gargouilles d'une cathédrale *définie*. Je dois sculpter les gargouilles parce que je ne sais pas sculpter autre chose; je laisse à d'autres les anges, les arcs, les flèches, mais je suis très certain du style de l'architecture et de la consécration de l'église ».

(*Nuova Antologia*, 16 mai 1922).

IV. — ALLEMAGNE

1. — L'ajournement de l'emprunt allemand.

Une fois de plus, à l'occasion de l'échec du projet d'emprunt, les Allemands demandent la révision du traité de Versailles.

La décision de Morgan n'est pas une découverte inattendue mais une simple confirmation de ce que les spécialistes de la finance ont toujours déclaré depuis Bruxelles, à savoir que l'assainissement de la situation économique européenne est impossible sous le règne du traité de Versailles et de l'ultimatum de Londres. Et maintenant on peut vraiment dire avec la Bible : « A quoi bon un nouveau témoignage? » On ne peut imaginer une instance plus élevée. La Commission

des réparations a établi trois faits : 1° aucun marché n'acceptera un emprunt allemand tant que l'Allemagne sera soumise à des engagements qui dépassent sa solvabilité ; 2° tant que, pour le même motif, l'autorité du gouvernement sera menacée par la possibilité d'un bouleversement social ; 3° tant que tout le reste du monde souffrira d'une incertitude économique à cause du danger où se trouve l'Allemagne au point de vue financier et politique. La Commission a interrompu ses travaux parce que la France ne désire pas une enquête positive sur les conditions dans lesquelles le crédit allemand pourrait être rétabli et un emprunt rendu possible, en d'autres termes, sur les propositions concernant les engagements supportables pour l'Allemagne et les allègements nécessaires.

Et maintenant ? La déclaration des banquiers forcera la France à agir. Ou elle cèdera ou elle s'engagera dans la voie des sanctions, montrant ainsi que le but politique d'un anéantissement plus complet de l'Allemagne est essentiel à ses yeux. En aura-t-elle la possibilité ? Cela dépend d'abord de la détresse financière de la France elle-même et de la pression qu'exerceront éventuellement ses créanciers, ensuite de la pression politique qu'elle subira sans doute. Que devons-nous faire maintenant ? Avant tout, réclamer une fois de plus la protection de l'article du traité de paix qui garantit un examen de la solvabilité allemande et une modification correspondante des conditions de paiement et refuser les nouveaux paiements dans la forme actuelle en invoquant cet article ; ensuite essayer activement de traverser la nouvelle période d'attente en évitant la ruine, c'est-à-dire tenter par tous les moyens possibles d'assainir le budget, au besoin en soutenant l'idée de l'emprunt garanti à court terme dont parle la Commission, mais seulement à condition que les perspectives de règlement définitif se multiplient. — Gertrud BAUMER.

Die Hilfe, 15 juin 1922).

2. — L'assassinat de Rathenau.

Maximilien Harden fait un magnifique portrait de Rathenau. ... Cet homme au fond ne fut jamais républicain ; il ne fut même jamais démocrate. La plus grande amertume de sa vie fut de n'avoir pas été admis à l'examen d'officier malgré tout le zèle dont il fit preuve pendant son service au régiment des cuirassiers de la garde ; cette blessure ne se cicatrisa que bien plus tard, lorsqu'il obtint, au prix des plus grands efforts, les plus hautes décorations prussiennes, des décorations réservées normalement aux généraux, aux ministres et aux favoris et qu'il portait avec bonheur et fierté. Du jour où il eut réussi à obtenir du secrétaire d'Etat Podbielski la faveur de faire au

bureau principal des Postes, devant le Kaiser, une conférence sur l'électricité, il se démena plus que jamais pour se concilier les faveurs de Guillaume et de toutes les puissances bien en cour, et il réussit, grâce à des dons séduisants et à la richesse de son esprit et de son savoir, d'ailleurs habilement utilisée : depuis que l'Imperator à l'humeur changeante faisait mine de lui échapper, depuis deux années avant la guerre, il cherchait surtout à arriver dans l'orbe du soleil qui montait. Ayant acheté du fisc de la couronne la demeure nobiliaire de Freienwald, il fit stipuler qu'il aurait le droit de l'appeler château royal; il en fit une sorte de copie du Musée de la reine Louise et il racontait tout rayonnant que le seigneur von Oldenburg-Januschau lui avait dit, dans ces salles même, qu'au fond leurs conceptions politiques pouvaient fort bien s'entendre. Si le malin hobereau avait tenu ce langage, c'est que son flair de chasseur le guidait juste. M. le docteur Rathenau avait le dégoût de la « masse ». Il méprisait la plèbe allemande d'hier et d'aujourd'hui et, souvent, n'avait pas assez de traits pour la bafouer; par contre, il admirait (sans ferveur certes, car son tempérament garda toujours la froideur de Sirus) la « petite troupe des blonds héros » qui, comme dans l'Hellas, firent la grandeur de la nation et maintinrent cette grandeur tant qu'ils purent gouverner sans être gênés. Il écrivait : « La puissance et les idées ont toujours été le patrimoine de peuples aristocratiques ». Il écrivait en 1913 des vers patriotiques prussiens, qu'il me demandait de publier ici.

Le « soulèvement qu'est la guerre » lui apparaissait comme « le seul moyen de secouer le joug pacifique (mercantile)»; c'est pour cela qu'il fut, des années durant, partisan de la guerre préventive. Assez tard dans l'été de 1918, il proclamait encore, résistant comme toujours devant les faits, la victoire finale et triomphante des armes allemandes : seulement sa grande intelligence de capitaine d'industrie lui faisait pressentir que cette victoire serait sans profit au point de vue économique, car il n'y aurait pas moyen d'obliger l'Angleterre et surtout l'Amérique à des relations commerciales avec le vainqueur. En octobre, il demandait la continuation de la guerre qui ne pouvait qu'aboutir à un Cannes gigantesque. A la destruction de centaines de milliers de vies humaines par les gaz et les tanks de l'ennemi. Il ne se sentait pas d'aise en glorifiant le germanisme pur, le germanisme blond, libre de faiblesse chrétienne, juive ou slave, ce germanisme auquel l'esprit grec était redevable de ses plus belles fleurs et la civilisation française de tout ce qu'elle avait de vrai : il admirait dans le vrai Prussien le dernier reste de cette race de maîtres créatrice et que n'embarrassait aucun vertige de la consicence. Ce respect étonné et pieux allait jusqu'à des enfantillages; il fit de lui, pendant des années, un admirateur aveugle du général Ludendorff, en qui il ne voyait pas seulement l'éminent technicien militaire, mais encore le plus grand

stratège et l'organisateur le plus génial de l'Allemagne, en d'autres termes, le personnification même de son idéal prussien...

Son sens pratique fort aiguisé et la crainte perpétuelle de miser sur le « mauvais cheval » l'amenèrent à reconnaître, fort tard, que la démocratie était nécessaire, que la République était devenue inévitable pour l'avenir immédiat; et le but de ses efforts devint alors de mettre au service de celle-ci son talent hors de pair que la monarchie, malgré toutes ses avances, avait dédaigné; et, dans le bonheur de gouverner, il en oublia même son ressentiment contre « cette plèbe ». Mais il eût préféré mille fois être ministre d'un empereur que d'une République. Sa pensée intime l'attirait à droite, jamais à gauche. Le service obligatoire, le métier des armes sagement modernisé, lui semblaient indispensables. Le mot de révolution l'effrayait, était pour lui une horreur et, même derrière des haies de gardiens, son sens « gœthéen » de l'ordre s'offusquait de toute tentative de bouleversement qui, après avoir détruit les « riches villas des exploiteurs » ne pouvait que ruiner l'Etat lui-même. Il nourrissait l'espoir d'une revanche à prendre sur les Polonais et les Français, (depuis l'échec de sa première tentative diplomatique dans l'affaire Mannesmann, il regardait Paris d'un œil plutôt courroucé et assez trouble). Sans doute ce n'était pas la guerre du jour au lendemain, la guerre folle qu'il voulait, mais l'espoir d'une revanche a souvent traversé son esprit comme une consolation et, de façon plus ou moins consciente, cela a certainement contribué à cette conclusion prématurée et insensée du traité de Rapallo.

Il a favorisé la réconciliation avec les monarchistes dont il faisait sa société. Il a salué Kapp comme le chancelier légitime. Pendant son ministère, bien qu'il fût presque chancelier, il ne fit rien pour implanter, pour fortifier l'esprit républicain, pour désarmer les puissances mortellement hostiles à cet esprit. Tout fier, entre Auguste Eulenbourg et Elard Oldenbourg, il avait chanté l'hymne prussien au temps où il voulait passer pour le compagnon, l'égal des « blonds jeunes gens » du « peuple aristocratique ». Et c'est celui-là que vous avez assassiné misérables sots, celui qui dans ce monde chancelant voulait et pouvait être votre espoir.

Mais il était juif et c'est pour cela qu'il n'eût pas dû « avoir l'effronterie de se mêler des affaires importantes de l'Allemagne ». Voilà ce que vous hurliez. Voilà pourquoi dans vos beuveries vous chantiez sur de doux airs l'aimable couplet : « Qu'il crève, ce Walther Rathenau, ce cochon de juif exécré de Dieu ». Ainsi fut-il fait. Mais par des sots. Ils eussent pu l'utiliser comme témoin contre ses frères de race, ils eussent pu en faire le meilleur auxiliaire de leur œuvre désormais à l'abri des critiques des juifs. Et ils l'ont élevé à la gloire du martyr; ils ont procuré au ministre juif, pour quelques heures, plus de gloire que n'en connut jamais fils d'Israël en Allemagne. Ce sont des maîtres

Ils furent ceux qui ont abattu en marche la bête noire qu'ils épiaient sans faire la moindre éraflure au conducteur arien de l'auto : mais, au point de vue intellectuel, quels niais, quels ignorants n'étaient-ils pas? Sans quoi ils eussent flairé de quelle qualité était le sémitisme de cet apôtre du germanisme, de cet adorateur de la Prusse...

Les maffistes du Nord ont pris pour un traître au pays Erzberger, tout plein, tout suant de zèle patriotique. C'est pourquoi il eut le numéro 316 sur la liste des victimes des monarchistes en délire. (Les morts tombés au cours de combats ou après la sentence d'un tribunal improvisé ne sont pas comptés). Cette liste s'est encore accrue et l'audace de l'essaim des meurtriers dont pas un n'a encore été jugé est montée à la hauteur du Gaurisankar. Dans l'érudit et talentueux petit-fils de Sem, à qui son seul acte vraiment efficace pendant son ministère, l'alliance avec Moscou, avait valu l'applaudissement des purs, ces adversaires stupides n'ont vu que le défaitiste, le pacifiste, l'enjuiveur, le républicain. Les criailleries incessantes de ses propres partisans, les perpétuels déguisements du Protée de l'électricité ont empêché la bande d'assassins de reconnaître en lui le plus adroit propagandiste d'une contre-révolution discrète.

Mais maintenant, il s'agit de la République. A ceux qui gémissent aujourd'hui ou hurlent de colère parce que les meurtriers leur ont enlevé un être cher, il faut demander si leur sentiment de la justice, si fort maintenant, était éteint en eux quand tant d'autres victimes tombaient. — Maximilien HARDEN.

(*Zukunft*, 1er juillet 1922).

Otto Flake tire les conclusions de ce nouvel assassinat.

Après le meurtre d'Erzberger nous disions : « Peut-être ce sang n'a-t-il pas coulé en vain, peut-être la république a-t-elle la volonté de vivre » Si l'on dit « peut-être » en Allemagne, c'est comme si l'on haussait les épaules.

Cette fois, après le meurtre de Rathenau, il est merveilleux de voir comme l'indignation s'empare des intéressés.

Chers Allemands, je vous connais. Il existe un type allemand de résolutions viriles. Je l'ai étudié dans l'affaire de Saverne et depuis je n'ai plus confiance en vous. Vous retombez dans votre léthargie vous redevenez quelquefois bouillants, mais au bout de huit jours de travail dans les coulisses, vous ne comprenez plus vous-mêmes que vous étiez irrités.

Si le bloc républicain ne se crée pas maintenant, c'est-à-dire si la question de l'existence de la république ne prend pas assez d'acuité pour faire naître deux partis, les républicains et les nationalistes, rien n'aura changé.

Mais qu'arrive-t-il ? Les partis de droite condamnent le crime. Les coquins ! ils l'ont sur la conscience. L'Helfferich de l'assassinat a bien mérité sa couronne noir-blanc-rouge. Il faut détruire ces hommes et leur état d'esprit, leurs paroles et leurs actes, sinon ils détruiront la republique, c'est-à-dire qu'au lieu d'anéantir un régime sans le pays, ils détruiront un peuple.

Ecrasez l'infâme ! Je suis pacifiste, sans doute, et je condamne la violence comme moyen de faire triompher les idées. Mais je sais aussi qu'il est un point où la conséquence d'une opinion aboutit à la suppression de cette opinion. Ne philosophons pas. Celui qui construit un Etat doit être résolu à écarter ceux qui troublent son œuvre, tâche d'autant plus facile que leur lâcheté est plus grande.

Ces Allemands de naissance, comme ils s'appellent eux-mêmes, Messieurs les journalistes, orateurs, éducateurs, officiers et fonctionnaires du camp nationaliste sont des lâches, ils fournissent aux assassins l'automobile, le costume de cuir servant de déguisement et le pistolet-mitrailleuse comme ils fournissent en général des milliards : mais quand ils sont forcés, bon gré mal gré, d'exprimer un avis sur le meurtre, ils le font si mal qu'on ne peut s'empêcher de les mépriser.

Quelle leçon et quelle consolation ! le militarisme corrompt les âmes. Si encore il donnait du courage, il serait du moins le grave péril que nous voyons souvent en lui. Attaquez, marchez contre la canaille, apprenez enfin maintenant que toute idée, même celle de la république, est morte tant qu'elle n'est pas devenue le but de la vie; donnez libre cours à votre indignation, haïssez, car il existe une haine qui doit s'appeler la forme active de l'amour.

L'incapacité de vivre pour la politique est le défaut de l'Allemagne. Souvent on a cru trouver cette force chez les nationalistes, c'est pourquoi nous les citions en exemple aux républicains. Le militarisme était le but d'une vie, il faut que la république le devienne : telle est la clé de la situation actuelle.

Le parti démocrate lui-même l'a senti et a lancé une proclamation. Elle est très intéressante à lire, cette proclamation. MM. Petersen et Erkelenz déclarent que le parti, dans l'intérêt de la reconstitution, « a affirmé son esprit de conciliation » et terminent ainsi : « Notre espérance a été déçue, la politique de conciliation a été interprétée comme une faiblesse ». Sur ce point décisif, nous voulons prendre position : la politique des démocrates n'a pas été faussement interprétée, elle était fausse: elle n'a pas été regardée à tort comme une faiblesse, elle en était une.

Elle l'est encore. La preuve, c'est que M. Gessler ne remet pas entre de meilleurs mains le ministère de la Reichswehr, c'est-à-dire que son parti ne l'y force pas et ne modifie pas son point de vue au sujet du problème de l'armée républicaine.

Il suffit de lire la proclamation de M. Gessler sur la mort de Rathenau pour connaître les défauts de son parti. Désignant le ministre de la guerre, il est responsable de l'état d'esprit et des circonstances qui ont provoqué le meurtre de Rathenau, lui et aucun autre.

Il a subi les événements au lieu de les prévenir ; il n'a pas voulu que la Reichswehr fût absolument différente de l'ancienne armée ; il a laissé les généraux parler, les princes défiler, les officiers fonder des ligues et empêché les hommes rentrés sains et saufs de la guerre de s'abandonner à l'idée que l'âge des expéditions militaires était passé et qu'il s'agissait de jeter les fondements du pouvoir civil. Par la faute des démocrates, le souvenir fut entretenu artificiellement et les hommes ne furent pas prêts ; n'ont-ils pas voulu sauver encore à Spa le service militaire obligatoire ? Les scandales du règne de M. Gessler se sont accumulés, le parti démocrate a gardé le silence. I voulait conserver sa popularité et n'en fut pas moins détesté. Qu'y a-t-il gagné ? Simplement ce que mérite celui qui n'a pas le courage de dire nettement oui et non : le mépris et l'impuissance. La mort de Rathenau entraînera la mort ou la guérison du parti démocrate allemand.

Il en est de même des socialistes. Si les majoritaires ne s'unissent pas aux indépendants et si ces derniers n'entrent pas dans le gouvernement, la ruine de l'Allemagne sera consommée. Il est clair, en effet, que l'Europe ne peut tolérer ce foyer de troubles à son centre. Il suffira à l'Europe d'une légère intervention, l'Allemagne se détruira elle-même si, après un événement comme ce meurtre, le gouvernement républicain ne réprime pas le complot permanent des nationalistes par le fer et par le feu. Personnellement, j'en arrive à désirer la dissolution politique de l'Allemagne, si son unité morale est impossible à réaliser. On est dégoûté de vivre au milieu d'ennuques, car on ne peut rien faire parmi eux. Un peuple qui n'a pas de tempérament politique n'a pas droit à l'existence politique, il est un obstacle pour le monde.

Si le gouvernement n'en finit pas avec les militaristes, la France et son orateur Poincaré auront raison. L'appel du Chancelier était admirable ; reste à savoir si le pays est derrière lui, non provisoirement, mais d'une manière permanente. C'est un moment historique, il y va de notre indépendance politique. Un lien direct unit le meurtre de Rathenau à l'affaire de Saverne, la bête féroce du militarisme vit toujours. Les bêtes féroces, il faut les tuer, MM. Erleknz et Petersen ! par la conciliation, vous n'y arriverez pas. — Otto FLAKE.

(*Die Weltbühne*, 6 juillet 1922).

La « Passion » à Oberammergau.

Tous les dix ans, depuis le XVe siècle, on joue le mystère de la Passion du Christ à Oberammergau, village des montagnes bavaroises. Ces représentations sont l'effet d'un vœu prononcé jadis par les habitants du village, lors d'une grande peste.

Le spectacle est très somptueux. Mais, bien que les acteurs soient tous choisis parmi les gens du village, on peut craindre qu'un trop grand déploiement de mise en scène et des reconstitutions trop germaniquement exactes aient enlevé au spectacle un peu de sa première ferveur.

M. A. Belli, journaliste italien représentant le Corriere d'Italia, *raconte une représentation de la* Passion.

Le voyageur peut comprendre l'intérêt que suscitent ces représentations décennales dès qu'à peine éveillé il se met à la fenêtre de sa chambre. A six heures et demie du matin une foule serrée emplit déjà toutes les avenues qui convergent vers l'énorme théâtre : des voitures et des automobiles passent pleines de gens, tandis que les trains spéciaux venus de Munich se succèdent continuellement portant les spectateurs à Oberammergau.

Pensez que la représentation à laquelle j'assisterai est déjà la vingt-cinquième. On ne devait jouer que le dimanche, mais pour contenter toutes les demandes, il y aura une représentation supplémentaire demain lundi, une autre mercredi, une autre jeudi et ainsi de suite jusqu'au 28 septembre. Jeudi, on attend quatre trains spéciaux d'Américains débarqués à Naples il y a quatre jours...

Dès quatre heures, les cloches de l'élégante cathédrale, qu'entoure le petit cimetière, commencent à appeler les fidèles aux messes qui se succèdent de demi-heure en demi-heure jusqu'à sept heures. A huit heures le canon tonne et annonce le commencement de la représentation. Le théâtre offre alors un spectacle merveilleux. Le large hangar — pareil à une gare de chemin de fer — est fermé d'un côté, et de l'autre, s'ouvre sur un fond naturel. L'avant-scène a une largeur de plus de 60 mètres. La scène a trente mètres de profondeur. Sur le rideau est peint le Moïse de Michel-Ange. Des deux côtés de la scène s'ouvrent deux arcs par lesquels on voit les rues de Jérusalem. A droite le palais d'Anne, à gauche celui de Pilate, puis un portique qui rejoint le commencement du parterre.

Le théâtre est archi-plein. 4.000 places montent en gradins vers le fond ; aucune n'est vide. Sur les côtés et dans le fond 2.000 personnes environ sont debout. Vue d'en haut, on dirait une immense place pavée de têtes. Il pleut à verse. Du dehors arrive un froid piquant Le thermomètre marque trois degrés. On a le droit d'apporter les couvertures de son lit. Les spectateurs sont donc couverts d'étoffes

de toutes les couleurs. Là-haut, dans les montagnes, il neige abondamment.

La représentation commence.

Le Prologue et le Chœur sortent des portiques latéraux et commencent courageusement à chanter sous la pluie torrentielle, comme si le plus beau soleil de mai resplendissait. La partie musicale ne semble pas, jusqu'ici, être très remarquable. Le chœur, comme dans le théâtre grec, explique le sens de toutes les scènes, les met en relation avec les événements de l'Ancien Testament, invite au recueillement et à la prière.

Puis le rideau s'ouvre et le chœur, composé par moitié d'hommes et de femmes, en robe blanche de soie brodée, portant des manteaux de soie rouge, bleue, verte ou cramoisie qui enveloppe tout le corps, un diadème au front, se sépare en deux groupes qui se rangent sur les côtés, et le premier tableau plastique apparaît : Adam et Eve chassés du Paradis Terrestre, authentique chef-d'œuvre d'arrangement scénique et de composition. Le rideau se referme et le chœur reprend sa première place, non seulement pour expliquer le sens du tableau, première conséquence de ce péché pour lequel le fils de Dieu se fit homme et mourut sur la croix, mais pour inviter la foule à prier, à élever son esprit vers Dieu, à le remercier de nous avoir sauvés. Puis c'est un autre tableau vivant : L'adoration de la Croix, magnifique lui aussi sous tous les rapports. Le rideau se ferme, le chœur dit une courte prière, se retire sur les côtés, disparaît sous les portiques. Et l'action commence.

Tout ceci se déroule sans un instant d'hésitation, avec une précision admirable. Les actes se succèdent sans entr'actes. L'action se déroule tantôt en plein air, sur l'énorme proscenium, tantôt au fond des rues latérales, tantôt dans des deux palais de Pilate et d'Anne où on arrive par de grands escaliers, tantôt sur la scène centrale où une machinerie moderne rend possibles les innombrables changements avec une rapidité extraordinaire et un silence absolu.

C'est d'abord l'entrée à Jérusalem.

La beauté de cette « Passion » est dans l'ensemble. Les tableaux vivants sont des chefs-d'œuvre grandioses. On ne peut imaginer chose plus belle et plus complète. L'immobilité des personnages (souvent très nombreux et dans des attitudes très incommodes), est telle que l'on cherche avec la jumelle le mouvement imperceptible qui nous convaincra que ceux que nous voyons sont des êtres vivants. Dans l'action principale aussi on trouve des tableaux admirables comme la Cène qui est un Léonard de Vinci vivant et la Descente de Croix reproduction du célèbre tableau de Rambrandt...

Suivons la représentation dans ses parties les plus vitales : par exemple la scène de Jésus devant Pilate, scène à laquelle on ne peut

assister sans la plus grande émotion. Pilate, du haut du balcon de son palais, veut sauver Jésus dont il reconnaît l'innocence. Au bas de l'escalier, les prêtres et les pharisiens accusent et demandent Barrabbas. Un peu plus en arrière, par les rues, sur le proscenium, au loin sur l'escalier du palais d'Anne, le peuple tout entier qui s'agite, gesticule, lance des imprécations. Une masse énorme, la population d'Oberammergau tout entière. Pensez à cette multitude énorme qui se groupe, se disperse, se rejoint, chacun manifestant sa pensée sur le jugement solennel. Pensez aux attitudes diverses, à la vivacité des couleurs voyantes des costumes, pensez à cette multitude où chacun a son geste et son attitude fixés d'avance, son expression, son individualité, pensez que tout cela qui semble si spontané, si naturel est le résultat d'une étude longue et patiente qui a duré des années et des années et vous comprendrez qu'Oberammergau se soit élevé à une sublime hauteur artistique.

La pluie tombe toujours. Les acteurs, — plusieurs d'entre eux sont demi-nus, — continuent à jouer sous l'eau glacée. Entr'acte à midi. Nous revenons à deux heures après le déjeuner, frappés au visage par un vent glacé qui vient des montagnes où il ne cesse pas de neiger. On fait un véritable effort pour se convaincre qu'on est en juillet non en janvier. Nous avons dû mangér auprès de grands poêles ronflants.

L'après-midi, c'est la scène grandiose du Calvaire, puis la Résurrection et l'Ascension beaucoup moins émouvantes.

Le public ici n'applaudit pas. Il se borne à taper des pieds sur le plancher à la fin de chaque acte. A la Cène, au Calvaire, l'énorme masse de spectateurs est restée pourtant immobile et comme pétrifiée.

Lorsque je sors, à six heures, le temps est encore très mauvais. Dans la boue du village l'eau s'accumule. Peu après, vers le crépuscule, un rayon de soleil éclaire le paysage. Un instant, la pluie cesse. Je vois la neige qui recouvre les hautes montagnes qui entourent Oberammergau. Les étrangers circulent couverts des couvertures de leurs lits. Le spectacle est vraiment curieux et pittoresque.

(*Corriere d'Italia*, 23 juillet 1922).

V. — AUTRICHE

La situation en Autriche. — Le cabinet Seipel.

Le ministère autrichien Seipel a assumé une immense responsabilité. Il se trouve en présence des mêmes difficultés que le cabinet précédent sans avoir plus de moyens. Mais comme on pense toujours que ce qui est nouveau est meilleur, on espère qu'il réussira à effacer les conséquences des fautes et des erreurs du gouvernement précédent et à trouver au

moins un expédient pour sortir de la misère présente. Le parti pangermaniste autrichien envisage toujours, comme but de ses désirs, le rattachement à l'Allemagne, mais c'est précisément ce qui doit être empêché à tout prix, d'après la volonté de l'Entente telle qu'elle a été exprimée à Versailles et à Saint-Germain. La question du rattachement n'est qu'une des questions importantes que les alliés ont voulu régler à leur manière dans les traités de paix et à propos desquelles, sous l'inspiration de la haine et de l'aveuglement, ils ont eu la main si malheureuse, que la solution inventée par eux se trouve en contradiction avec les véritables besoins des peuples et des nations et que, même en voulant rendre service à ses amis, l'Entente a créé une situation presque intenable. C'est ainsi qu'elle a introduit dans l'existence de l'Autriche nouvelle une contradiction intime, une impossibilité. La haine leur ayant enlevé la générosité et la clairvoyance, les alliés ont jugé d'une manière superficielle et déraisonnable, la situation des peuples livrés à eux: aussi ont-ils voulu avant tout empêcher qu'après la dissolution du vieil empire des Habsbourg les habitants des provinces purement allemandes de l'ancienne Autriche ne se réunissent à leurs compatriotes de la vieille mère-patrie. Uniquement préoccupés d'empêcher la réunion des Allemands et des Autrichiens, ils ont traité toute la question en partant de ce point de vue que pour l'Autriche aussi le penchant sentimental vers ses frères de race allemands et l'accroissement de puissance politique résultant de cette union entraient seuls en ligne de compte.

Mais il n'en est pas ainsi. Sans doute, cette tendance idéaliste qui se trouve à la base de l'idée de rattachement a une très grande importance et une valeur très élevée ; cet effort pour donner une nouvelle force et une nouvelle vie à la puissance nationale de l'Allemagne par la réunion de deux victimes du même sort est ce qui nous touche le plus vivement dans cette question. Mais ce n'est pas le seul motif que l'on puisse invoquer en faveur de l'idée du rattachement, ni surtout le plus important. En effet, la fidélité aux vieilles traditions autrichiennes, le souvenir de la période d'indépendance et de souveraineté impériale ne sont pas morts, mais dans des milieux nombreux on veut reconstituer, cultiver et conserver le caractère autrichien et son idée nationale sans trop anticiper sur l'avenir. On appréhende le rattachement à l'Allemagne parce que l'on craint d'être absorbé entièrement par elle et cependant là aussi, sous la pression des événements, cette idée s'impose de plus en plus parce que la détresse économique parle avec autorité. L'Autriche, si elle est réduite à elle-même, n'est pas viable. Cette conviction se renforce de plus en plus et elle s'est répandue même dans certains milieux qui croyaient encore pouvoir trouver une autre solution en obéissant loyalement aux désirs de l'Entente. Mais l'Entente, qui a prononcé l'interdiction insensée du rattachement

à l'Allemagne, ne songe pas du tout à en tirer les conclusions nécessaires par une aide efficace.

Dans ces conditions, la situation de la république autrichienne est devenue si difficile que l'on est forcé d'envisager une ruine totale. Le Chancelier Schober, qui a démissionné récemment, a été submergé par les événements. Entravé de tous côtés dans sa politique extérieure, ne prévoyant aucune amélioration de la situation économique mais s'apercevant au contraire qu'il glissait sans arrêt vers l'abîme, Schober avait finalement accepté les offres de la république tchéco-slovaque et signé le traité de Lana. Mais il avait ainsi perdu ses appuis politiques dans le pays, car le parti pangermaniste, qui l'avait mis au pouvoir avec les socialistes, n'a voulu accepter à aucun prix ce revirement dangereux pour la politique du rattachement. La crise ministérielle a amené au pouvoir une coalition entre chrétiens-sociaux et pangermanistes. Si, grâce à la personnalité du nouveau chancelier, le prélat Seipel, le centre de gravité se trouve maintenant chez les chrétiens-sociaux — le parti qui représente le plus nettement l'idée nationale autrichienne — — on pourrait avoir l'impression que ce fait marque un recul de l'idée de rattachement. Mais l'entrée des pangermanistes dans ce gouvernement, sous la direction du nouveau vice-chancelier Frank, montre que la situation a changé, non parce que les pangermanistes ont renoncé au rattachement, mais parce que les chrétiens-sociaux se sont rapprochés des pangermanistes au moins sur le terrain économique.

La vitalité du mouvement en faveur du rattachement s'est accrue en Autriche avec une rapidité remarquable, dans ces derniers temps surtout. Malgré tous les obstacles politiques, on voit s'élever la revendication puissante d'un rapprochement, au moins économique, avec l'Allemagne, de l'introduction du mark en Autriche etc... Tout cela se produit sous la direction d'un homme d'état chrétien-social qui serait le dernier à approuver cette politique si une nécessité réelle ne l'y forçait. Cela ne veut pas dire sans doute que le chancelier Seipel a abandonné le point de vue de son parti, et adopté le programme des pangermanistes; c'est plutôt une preuve de la forte pression que subit le gouvernement autrichien quand il veut tenir compte dans une certaine mesure des besoins du pays. L'état d'esprit actuel de l'Autriche en présence de la nouvelle dépréciation de la couronne et de l'impossibilité de prévoir un meilleur avenir est caractérisé généralement par une véritable panique. On semble avoir compris aussi en France que, si l'on veut maintenir la séparation de l'Autriche et de l'Allemagne et suivre une politique dite « Danubienne » sous le protectorat français, il est grand temps d'intervenir par un secours financier. La suite de ces événements mérite une attention spéciale. De notre côté, par suite de nos difficultés et de nos embarras personnels, nous n'avons pu consacrer à la question du rattachement l'attention suivie qu'elle méritait.

La conscience d'avoir les mains liées en cette affaire est naturellement un obstacle puissant. Cependant nous ne devrons jamais laisser cette question disparaître de notre horizon politique.

(Wilhelm von MASSOW, *Die Grenzboten*, 17 juin 1922).

E. D.

La situation en Autriche

Le protonotaire apostolique Ignace Seipel, qui dirige maintenant fidèle aux Habsbourg, la république autrichienne, n'a pas eu beaucoup de chance dans les premières semaines de sa chancellerie. Sans doute il a cru faire, non seulement, une œuvre pie, mais encore un acte très utile en cèdant pour un morceau de pain, à l'A. E. G. de Berlin les usines de Wœllersdorf, qui travaillaient avec un déficit annuel de 15 millions de couronnes. Mais, au lieu de l'amélioration espérée, il s'est produit une chute désastreuse de la couronne qui a dépassé même tout ce qu'on avait vu à Vienne. Le dollar est monté en quelques jours à 10.000 couronnes et le papier-monnaie autrichien est tombé à la 4.000e partie de sa valeur d'avant-guerre. Même le mark, le misérable mark allemand s'est payé parfois plus de 70 couronnes au Schottenring, si bien que ce doit être actuellement un plaisir de vivre à Vienne avec des marks allemands, bien que l'art d'adapter instantanément les prix au change y soit encore plus développé qu'à Berlin.

Ce serait sans doute une erreur d'attribuer la nouvelle hausse désastreuse de Vienne uniquement ou même principalement à la cession de Wœllesdorf à l'industrie privée. Mais la suite des événements en Autriche montre la valeur de cette affirmation de notre grosse industrie qu'il suffit à l'Etat d'abandonner ses services en déficit pour que le change du pays monte comme l'alouette dans le ciel bleu. Non, l'expropriation des biens de l'Etat augmente seulement le profit des acquéreurs et un gouvernement n'obtient pas plus de crédit en livrant au capital privé ses dernières cheminées et ses dernières machines pour alléger son budget de quelques millions or. Tel est l'avertissement sérieux qui nous est donné par l'affaire de Wœllersdorf, même si l'on se réjouit en Allemagne de ce que l'affaire ait été enlevée par l'A. E. G. au lieu d'un consortium allié sous un masque autrichien.

Les formes extérieures suivant lesquelles les usines de Wœllersdorf furent cédées à l'industrie privée rappellent une opération semblable effectuée en Autriche il y a quelques générations : la transformation des chemins de fer autrichiens en entreprise privée en 1854. A cette époque aussi le gouvernement viennois s'était décidé à céder à l'industrie privée, pour une somme modique, une propriété dans laquelle il

avait placé des centaines de millions, pour débarrasser le budget de la charge du déficit des chemins de fer. Mais les subventions qu'il dut accorder directement ou indirectement aux entrepreneurs pendant les années suivantes étaient si élevées,qu'en 1879 l'Etat réquisitionna de nouveau les chemins de fer privés. Comme à cette époque, on essaie maintenant encore de déguiser la cession des biens de l'Etat par un contrat de location à long terme; comme à cette époque le malheureux Etat autrichien est obligé d'avancer à l'A. E.G. 3,9 milliards de couronnes pour des travaux. Aucune location n'est payée, mais les usines de Wœllersdorf étant transformées en société par actions au capital de 1 milliard de couronnes, l'Etat reçoit seulement le tiers des actions et de maigres privilèges pour le versement éventuel des dividendes. Ce service public devient ainsi, au fond, une entreprise semi-commerciale avec participation très réduite de l'Etat.

Il est très probable que l'A. E. G. par son organisation modèle et ses relations dans le monde entier, réussira à organiser l'entreprise d'une manière plus rationnelle et à produire un bénéfice. Mais on peut se demander si une telle réforme rationnelle, effectuée uniquement d'après les principes de l'industrie privée, n'aura pas pour conséquence indirecte une charge importante pour l'Etat et la population. Si par exemple l'A. E. G. renvoie des fonctionnaires et des ouvriers en surnombre qui ne pourront pas se placer ailleurs, l'Etat autrichien devra secourir ces chômeurs; et si l'A. E. G. fait monter les prix afin de gagner de l'argent pour le perfectionnement de son entreprise, les victimes seront les consommateurs et surtout la grande masse de la population lorsqu'il s'agit d'articles produits en grande quantité. Il n'est donc pas certain que le peuple autrichien doive payer désormais15 milliards d'impôts en moins, c'est-à-dire moins d'un million de dollars ! A ce point de vue aussi, nous avons toutes sortes de raisons de suivre l'expérience de Wœllersdorf avec la plus grande attention, en Allemagne, où la presse de Stinnes lutte continuellement pour la cession des chemins de fer à l'industrie privée...

La lutte pour le rattachement rend encore plus difficile la politique économique et financière de ce malheureux Etat. Chaque fois que le pays se trouve pris dans l'étau, les partisans du rattachement tirent à hue et ses adversaires à dia : les uns regardent vers l'Allemagne en implorant du secours, les autres cherchent à obtenir un nouveau crédit auprès de l'Entente. Mais jamais ce conflit ne s'est manifesté aussi ouvertement que pendant la récente débâcle du change. Le socialiste Otto Bauer, qui est incontestablement l'homme le plus intelligent de l'Autriche et certainement aussi de tout le parti socialiste allemand, a demandé au Parlement, aussitôt après la nouvelle chute de la couronne, des négociations immédiates avec l'Allemagne, en vue d'un rattachement économique : selon le projet de Bauer, le capital privé alle-

mand devait fonder en Autriche une banque d'émission avec un capital de 8 milliards de marks-papier, qui échangerait les couronnes contre des marks et réaliserait ainsi pratiquement l'unité monétaire. La réaction des ennemis du rattachement n'a pas tardé à se produire : le contrôleur financier anglais Young est intervenu, Poincaré et les Tchèques ont menacé, et le résultat fut un accord entre le gouvernement autrichien et les grandes banques viennoises, devenues en grande partie anglaises, sur la création d'une nouvelle banque d'émission avec un capital en majorité franco-anglais.

On est forcé de dire que l'Entente paie assez cher l'interdiction du rattachement. Pour les réparations prévues au traité de Saint-Germain, l'Autriche a obtenu un moratorium aux calendes grecques et, tous les deux ou trois mois, il faut que l'Angleterre, la France ou la Tchécoslovaquie déboursent quelques millions or pour maintenir à flot cet état non viable. Naturellement le gouvernement allemand ne peut pas les suivre de ce pas et le capital privé allemand, modeste comme il est, sait mettre un frein à sa générosité. Nous ne voulons pas dissimuler que le rattachement de l'Autriche serait une lourde charge pour les finances allemandes et serait peu avantageux pour les intérêts économiques allemands ; nous ne devons pas oublier non plus que l'Autriche réactionnaire, dont se réclame presque la moitié de la population et les pangermanistes qui gouvernent un cinquième de ce peuple, en un mot que l'Autriche en dehors de Vienne serait aussi pour l'Allemagne une charge très lourde et difficile à supporter. Mais s'ils veulent sincèrement s'unir à nous et si l'étranger n'y fait plus d'objection, l'Allemagne n'a pas le droit de faire du particularisme. — MORUS.

(*Die Weltbühne*, 22 juin 1922.)

Le socialisme en Autriche

Il n'est pas facile aux camarades du Reich de se représenter l'état d'esprit et les sentiments des socialistes autrichiens. Outre que la plupart des conditions sociales sont différentes, la situation historique actuelle est particulièrement confuse...

Pour un étranger, il apparaît immédiatement que nous avons un « gouvernement de prélat ». Le chancelier est un professeur de théologie. Même la monarchie cléricale n'est pas allée juqu'à donner un prêtre comme président du conseil à la population. Et cependant, le cabinet Seipel n'est pas l'indice d'un affaiblissement de la classe ouvrière, qui travaille en Autriche avec plus d'unité, de conscience de classe et de cohésion qu'ailleurs à l'organisation de son puissant appareil et à l'avènement d'un ordre nouveau. La séparation en socialistes

indépendants et majoritaires n'existe pas; le parti communiste ne joue pour ainsi dire aucun rôle et n'a même pas pu faire entrer un seul député au Parlement. Si un chrétien-social avéré a pu devenir chancelier et si les chrétiens-sociaux ont entrepris ouvertement de défendre les intérêts du patronat et des banques, cela signifie simplement qu'ils démasquent franchement le front bourgeois...

Aucun gouvernement autrichien ne peut vaincre la résistance du prolétariat organisé. A peine le cabinet Seipel, acclamé par toute la presse bourgeoise,était-il en fonctions qu'il a dû faire voter par sa majorité, sous la pression du parti ouvrier, une augmentation notable des secours de chômage refusée par le cabinet précédent. Les pangermanistes, les chrétiens-sociaux et le parti du comte Czernin (composé uniquement de cet homme qui sert à gagner ceux qui ne peuvent se décider ni pour les pangermanistes antisémites, ni pour les chrétiens-sociaux monarchistes) se maintiennent surtout, parce que la situation internationale ne permet pas de profondes transformations sociales ou économiques. En Autriche, nous avons le cas exceptionnel d'une majorité bourgeoise qui ne dispose pas de la force militaire. L'armée, y compris une grande partie des officiers, est presque entièrement hostile à la bourgeoisie. La majorité des soldats appartient aux groupements socialistes ou communistes. Les conseils de soldats, dont l'organisation représente toujours une force importante, sont attachés au camarade Deutsch, qui a réussi, pendant la révolution, à l'inverse de Noske, à faire passer les armes militaires des mains de la bourgeoisie dans celles du prolétariat. Maintenant encore, dans une période de crise grave, le conseil des soldats d'Autriche a affirmé solennellement sa solidarité avec tout le prolétariat. Un fait caractéristique pour l'Autriche est que les conseils d'ouvriers existent toujours comme institutions et que par exemple les revendications du conseil d'ouvriers de Vienne, qui ont été formulées par suite de la dépréciation subite de la monnaie et qui exigent que la détresse financière soit supprimée par des impôts frappant surtout les classes possédantes, forment l'essentiel de tous les ordres du jour présentés le 16 juin au vote des ouvriers viennois.

Les revendications du prolétariat ont d'autant plus de poids que l'expérience du 1er décembre a montré à quelles violences conduit souvent le désespoir. Les bourgeois n'ont pas oublié les pillages commis à cette époque par des masses non organisées. Ils sont presque rassurés lorsque les représentants du prolétariat organisé, s'appuyant sur les masses, exposent ses revendications. Une série de puissantes manifestations en masse du prolétariat viennois organisées dans ces derniers mois ont montré combien la classe ouvrière est consciente. Seules l'unité du prolétariat et une action révolutionnaire soutenue peuvent obtenir les résultats possibles à chaque instant. Dans son

essence le socialisme autrichien, bien que centralisé, possède une organisation très démocratique. Par exemple, si la majorité socialiste de Vienne envisage une réforme importante dans le domaine de la législation ou de l'administration, elle convoque d'abord ce qu'on appelle la *Wiener Konferenz* dans laquelle sont représentés non seulement les délégués du parti mais encore ceux de toutes les organisations prolétariennes acceptant le point de vue socialiste, c'est-à-dire les syndicats, les coopératives ouvrières de consommation, le conseil d'ouvriers, le groupement des locataires, etc... Ce contact étroit entre la direction du parti et les masses, ayant souvent pour effet de renforcer encore l'influence du pouvoir central, confère à toutes les décisions une autorité particulière.

Si, malgré l'unité du prolétariat, les tentatives du patronat ne peuvent pas toujours être entièrement déjouées et si certaines attaques bourgeoises ne peuvent pas toujours être repoussées, cela tient surtout à ce que, comme nous l'avons déjà dit, la situation internationale a placé l'Autriche sous la dépendance presque complète de l'étranger... — Peter ZIRNGIBEL (de Vienne).

(*Die Glocke*, 26 juin 1922).

VI. ITALIE

1. — Trieste et Hambourg

L'Italie souffre de graves malaises économiques. Malgré la défaite de l'Allemagne, le port de Trieste se voit distancé chaque jour par son concurrent Hambourg.

Après avoir retracé l'histoire des deux grands ports rivaux, M. Vittorio Segrè examine la situation actuelle. Hambourg, malgré les coups qui lui ont été portés par la défaite, se relève courageusement.

Tandis que Trieste, absorbée par le changement de régime politique, s'efforçait dans la première période qui suivit l'armistice, de commencer la reprise des relations avec son arrière-pays partagé désormais entre quatre Etats différents, Hambourg, lié à son hinterland national pouvait sans secousses retourner à ses fonctions de débouché de l'Europe centrale et même, jetant les yeux au-delà de ses frontières, commencer un lent travail de pénétration au-delà de son arrière-pays naturel, travail favorisé par l'écroulement de l'Etat austro-hongrois, par la nouvelle répartition politique des races qui en faisaient partie et par la destruction des règlements préventifs qui favorisaient le port de Trieste.

Trieste, absorbée par la réalisation de son rêve séculaire de rédemp

tion, sous un gouvernement militaire et une bureaucratie ignorant le milieu, incompétente et mal préparée à des problèmes aussi ardus, gênée par la prolongation d'une période d'incertitude, par la crise du problème adriatique et les retards de l'annexion, perdit un temps précieux. Pourtant, parmi tant de difficultés, elle vit une reprise du commerce qui, commencée au printemps de 1919, se prolongea jusqu'à l'automne de 1920. L'Europe centrale était alors affamée et privée de tout. Des marchands et des mercantis, des commissions d'approvisionnement et des spéculateurs se jetèrent sur la cité adriatique pour accaparer tout ce qui montait. Des maisons de toute sorte, attirées par cette illusion, y fondaient des filiales et des dépôts. Dans un tel état de choses, peu importaient les prix, les frais de place et de transports. Tout le monde en profita, surtout les maisons d'expédition. Les magasins de la ville et ceux du port franc furent rapidement pleins. D'Amérique arrivaient des cargaisons entières de denrées et de conserves, tandis que les prix montaient pour la plus grande joie des spéculateurs. A un convoi de farine pour l'Autriche et la Tchéco-Slovaquie succédaient les transatlantiques chargés de prisonniers revenus de Russie et le port semblait retourné aux jours de sa plus belle activité. L'illusion ne dura pas longtemps. Après la signature de la paix, cette reprise apparut ce qu'elle était réellement : un commerce d'occasion.

La baisse vertigineuse du prix des marchandises, les mouvements des devises, la désorganisation des transports, l'augmentation des marchandises et, par conséquent, la nécessité absolue de limiter les importations et d'économiser sur les frais de transports... firent diminuer sans cesse le mouvement commercial... et déterminèrent la décadence économique de Trieste.

Le terrain une fois débarrassé du commerce occasionnel, il est de toute évidence que la crise économique de Trieste, qui s'encadre dans la crise générale, est essentiellement due à la crise des transports, au manque de mesures préventives et de tarifs, à l'absence de traités commerciaux et d'accords douaniers. Elle ne peut être ni rapidement, ni facilement résolue; il faut pourtant lui trouver une solution. Hambourg, privé de sa marine nationale par le traité de paix, a vu accourir dans ses ports les navires du monde entier, créant une concurrence et une lutte de frets qui lui profite, mais qui nuit à Trieste et aux autres ports. Le tableau que présente son port est presque celui de l'avant-guerre. Son trafic a atteint, pendant certains mois, 60 % du trafic des temps les plus prospères.

Les marchandises aujourd'hui débarquées à Hambourg, gagnent les destinations les moins naturelles. Outre la guerre des frets il y a la concurrence des dépenses de transbordement et les tarifs des chemins de fer par suite de l'abaissement du mark. Hambourg nous a enlevé une partie du trafic de la Tchéco-Slovaquie avec qui il a stipulé

un accord commercial ; il atteint l'Autriche, la Hongrie, la Pologne et même la Yougoslavie. Le tabac du Levant, les peaux de l'Asie-Mineure et de Calcutta, les denrées coloniales et les drogues des Indes, les cotons et les laines ne remontent plus l'Adriatique, mais ils poursuivent leur route vers la mer du Nord. Tous les produits de l'industrie de l'Allemagne, même méridionale, prennent la même route. Si on compare les frets on reste atterré par la concurrence de Hambourg. Pour les soufres italiens, le fret pour Trieste est égal, malgré l'énorme distance, au fret pour Hambourg. Au Conseil commercial de Trieste pendant la discussion relative au port franc, un orateur raisait remarquer combien cette déviation des trafics est irrationnelle, puisque de Port-Saïd à Hambourg il y a 3.612 milles marins tandis qu'il y en a 1312 de Port-Saïd à Trieste, puisque Vienne est à 589 kilomètres de Trieste, à 1109 de Hambourg. Contre ce changement de route occasionnel, Trieste et le Gouvernement doivent préparer leurs défenses. Le commerce et les commerçants tendent vers le point où l'affluence du trafic forme une base, un marché, et un intérêt d'achat. Aussi certains exportateurs levantins qui, autrefois, fondaient des agences et instituaient des dépôts à Trieste, se sont transférés à Hambourg pour y vendre leurs produits. Ceci est doublement désavantageux pour Trieste. Ces exportateurs font sur place l'achat des produits industriels les plus divers et détournent aussi le tarif d'exportation de la voie naturelle de l'Adriatique. Cet état de choses est aussi préjudiciable à Venise qui, grâce à notre frontière du Brenner, pouvait nouer de bonnes relations avec la Bavière et l'Allemagne méridionale.

Trieste, qui a confiance dans sa mission de sentinelle avancée placée sur les Alpes, à la frontière de trois races, et sur la mer, porte du Levant et de l'Orient, met ses espérances dans la concession du port franc qui, abaissant le prix de la vie, des marchandises et des frais de port, lui donnerait la force nécessaire pour lutter contre sa forte rivale et la ferait redevenir d'un seul coup l'entrepôt du Levant.

Cette mesure, qui serait de plus un facteur moral de premier ordre, ne peut être séparée de la reconstruction économique de l'Europe et, par conséquent, de son arrière-pays, reconstruction qui devait sortir de la Conférence de Gênes. La Commission des transports, qui, indépendamment des fluctuations politiques, prépare son programme, sera un des meilleurs facteurs de la reconstruction européenne.

(*Nuova Antologia*, 1er juillet 1922).

2. — L'organisation militaire des fascistes.

Les troubles des rues continuent toujours. Les fascistes sont toujours les maîtres de la place publique. Un journaliste anglais, M. Strachan Morgan, expose l'organisation de leur petite armée.

Les fascistes sont pleins des souvenirs de Rome et désirent ressusciter les traditions antiques. M. Mussolini et ses amis ont donné à leur armée la forme de l'armée romaine. La première unité est la *squadra* qui représente le manipule romain. Elle comprend 20 ou 25 hommes, est commandée par un chef de *squadra*, qui a deux divisions sous ses ordres. Quatre *squadre* constituent une centurie sous le commandement d'un centurion. Quatre centuries forment une cohorte commandée par un senior. La légion comprend un nombre de cohortes variant entre trois et neuf. Elle est commandée par un consul. L'Italie est divisée par les fascistes en quatre zones dont chacune comprend une ou plusieurs légions : 1° Lombardie, Piémont et Ligurie; 2° Vénétie, Emilie et Romagnes; 3° Italie centrale et Sardaigne; 4° Italie du sud et Colonies. Chacune de ces zones se trouve sous la direction d'un inspecteur-général. Les quatre inspecteurs forment le grand état-major; M. Mussolini est à leur tête.

Edimburgh Review, juillet 1922,

Leopardi.

Le grand poète Leopardi est toujours un des maîtres de la jeunesse italienne. Le groupe de la Ronda, *un des éléments les plus agissants de la jeune littérature italienne, publiait l'an dernier des pages extraites du journal du poète.* La Ronda *proposait Leopardi penseur à l'admiration et à l'imitation de l'Italie. Elle reconnaissait en lui son inspirateur. Le célèbre critique Benedetto Croce réagit contre cette tendance. Il publie une étude où il s'efforce de démontrer la vanité de la pensée de Leopardi. Cette étude aura le plus grand retentissement.*

Que fut la vie de Leopardi? La vie, — c'est-à-dire le processus spirituel dans lequel l'homme exprime et manifeste sa sensibilité, détermine et particularise sa pensée, affirme dans l'action ses aspirations et, en somme, développe le germe qu'il portait en lui, — réalise-t-elle, d'une manière plus ou moins étendue, mais enfin en substance, son propre idéal? Ce fut, pour employer une image grossière, mais efficace, « una vita strozzata », une vie étranglée. L'adolescent qui s'exerçait, avec une grande ferveur et des soins assidus, à devenir un philologue, un spécialiste des langues, des littératures et des antiquités classiques, qui se préparait à prendre place parmi les géants de ces études, entre les Mai et les Borghesi, peut-être entre les Niebuhr et les Muller et les Böckh; le jeune homme qui attendait en frémissant les joies de l'amour et se laissait entraîner par des élans très nobles vers des œuvres de patrie et d'humanité; le poète qui peut-être se préparait en

lui pendant les exercices littéraires et, plus encore, dans le ravissement des songes, se sentit, à ses premiers pas vers la gloire et vers l'amour, pressé, étreint et terrassé par une force brutale, par ce qu'il appelle « la nature ennemie », et qui brisa ses études, interdit à son cœur de battre, le rejeta sur lui-même, c'est-à-dire sur son corps blessé, et le força à combattre chaque jour pour supporter ou adoucir les malaises et les souffrances physiques qui le tourmentaient invinciblement. Sa renonciation finale à la philologie, marquée par la remise de ses cahiers de premières études à De Sinner, n'eut aucun motif intellectuel. Ce ne fut pas comme chez d'autres, l'abandon d'un domaine pour un autre plus divers ou plus ample. Ce fut simplement une nécessité imposée par ses yeux qui n'étaient plus assez forts et parce que le travail continu et méthodique lui était interdit. La même nécessité douloureuse et les difficultés économiques déterminèrent sa vie si difficile, les changements de séjour à la recherche de meilleures conditoins physiques et morales, d'un travail qui ne fût pas trop contraire à sa nature. Sans cesse il essayait de nouveaux arrangements sans se décider jamais. Parfois il avait quelque trêve, quelque période supportable, quelque soulagement fugitif. Si on pense, au contraire, à d'autres vies, même à des existences qui ne furent pas calmes ni heureuses, mais agitées et pleines de bourrasques, si on pense, par exemple, à celle de Foscolo, on verra que Foscolo vécut et se développa, mais que le pauvre Leopardi ne le put pas.

La solennité de l'histoire qui ramène dans l'âme le drame de l'humanité et entraîne à des admirations et des enthousiasmes, la sublime philosophie qui fouille l'esprit humain et, grâce à la lumière qu'elle trouve en lui, dissipe les ténèbres mystérieuses de l'univers et rend la réalité compréhensible, la politique dans laquelle se forme, par l'amour et par la lutte, l'histoire nouvelle, l'amour et la famille qui redonnent perpétuellement au monde l'enfance et la jeunesse, toutes ces formes, toutes les autres formes de l'activité humaine restèrent loin de lui, étrangères, lointaines; il n'en souffrit pas les douleurs... Il était attaché à lui-même, au problème élémentaire de vivre et de respirer. Et lorsqu'il trouvait quelque allègement, lorsque, pour quelques heures ou pour quelques jours, il lui était permis d'avoir une activité quelconque, la matière qui dans ces brefs intervalles s'offrait à sa contemplation, à sa méditation, ne pouvait être que son malheureux état inguérissable, devenu pour lui la prison dans laquelle il était enfermé et dont il n'espérait plus sortir.

De sa poitrine, s'échappait la déploration de ce qu'il aurait pu être, de ce qu'il n'était pas, de la promesse que la nature n'avait pas tenue. Dans son intelligence se formait un jugement qui, peu à peu, prit la forme d'une théorie philosophique, sur le mal, sur la douleur, sur la vanité et la nullité de l'existence, jugement qui était lui-même un regret, une amertume, un sentiment déguisé, projection en forme

de raison de son état malheureux. A ce regret, à cette théorie de regret et d'accusation se restreignait son monde spirituel; là, dans la contemplation et dans la réflexion sur ce mystère de douleur, était l'unique source d'inspiration de son imagination, l'unique point de méditation de sa pensée.

On a considéré parfois Leopardi comme un poète philosophe, chose qui n'est pas plus exacte pour lui que pour aucun autre poète. La condition fondamentale de son esprit était sentimentale et non philosophique; on pourrait même la définir : un engorgement sentimental, un vain désir et un désespoir si condensé et si violent, si extrême qu'il se déverse dans la sphère de la pensée, détermine les concepts et les jugements. Chaque fois que cette disposition d'âme, oubliant sa véritable essence, se comporta comme si elle eût été une position acquise par le raisonnement et se fit critique, polémique ou satire, naquit cette partie de l'œuvre de Léopardi qu'il faut reconnaître franchement viciée : le plus grand nombre des *Œuvres morales* et en poésie les *Palinodies* et les *Paralipomènes*. Au point de vue de la doctrine, il s'était jeté dans une voie sans issue, dans une lutte stérile. Il jugeait que la vie est un mal qu'il faut vivre avec l'amère conscience de ce mal radical, et il se trouvait en face des hommes qui, en ceci, pensaient ou sentaient autrement que lui, parce qu'ils pouvaient disposer de leurs forces physiques, parce que leurs nerfs étaient calmes, leur âme équilibrée. La joie de vivre les dominait et les animait, l'espérance leur souriait, l'action les rendait ardents, l'amour les enivrait, et ils résistaient aux douleurs et aux adversités en les plaçant parmi les difficultés éventuelles à affronter lorsqu'ils n'étaient pas frappés en les affrontant et en les surmontant lorsqu'ils étaient frappés. Ils ne pensaient pas à la mort et se conformaient consciemment ou inconsciemment à la parole antique : la mort ne concerne pas les vivants parce qu'ils sont vivants; elle ne concerne pas les morts parce qu'ils sont morts. Leopardi aurait voulu persuader à ces hommes qu'ils avaient tort et qu'ils devaient désespérer avec lui. Mais on ne raisonne pas avec le sentiment. Sur le fronton d'une petite maison campagnarde du Tyrol on lisait encore voici quelques années (et je ne sais si on ne lit pas encore) une inscription en vers allemands qui disait : « Je vis, mais pour combien de temps? Je mourrai sans savoir où ni quand. Je vais je ne sais où et, avec tout cela, je m'étonne d'être gai. Seigneur Jésus, protégez ma maison ». Leopardi ne s'étonnait pas mais il s'indignait que les hommes fussent, avec tout cela, si gais; et il les appelait lâches, il voulait les confondre, leur faire honte, les convertir, c'est-à-dire faire passer en eux, sous forme de raisonnement, son état d'âme personnel, et il recourait pour cela, comme à des motifs oratoires, à l'ironie, au sarcasme, au grotesque. Celles de ses *Œuvres morales* qui ont ce ton sont naturellement très froides : vains efforts pour offrir des représen-

tations comiques (que l'esprit polémique et la mauvaise humeur ne peuvent engendrer, qui naissent de la joie et de la fantaisie sereine); personnages qui sont de simples noms, dialogues qui sont des monologues, prose très travaillée mais peu personnelle et qui a souvent quelque chose de la déclamation académique. En vers et en prose, il railla la foi du nouveau siècle, l'accroissement incessant, l'élargissement de l'esprit humain, le progrès, il railla le libéralisme, les tentatives de réforme, les études d'économie et de sciences sociales, la philosophie des temps nouveaux qui s'affirmait chez les grands penseurs d'Allemagne, la philologie qui se permettait de rompre le plan traditionnel et de trouver des parentés entre les langues indo-européennes, en somme toute chose qui fut un indice de vitalité, d'esprit inventif, d'audace...

Il y a quelque chose de malsain dans ces palinodies, dans ces paralipomènes; De Sanctis lui-même fut amené à parler du « mauvais rire » qu'on y découvre et des « coups de couteaux » que l'écrivain tente de donner « avec la joie de quelqu'un qui se venge » et d'une « inimitié envers la race humaine » dans laquelle on sent « la répulsion ». Sur ceci il fallait que nous nous arrêtions un moment en considération de l'inintelligence habituelle avec laquelle on exalte ces écrits comme de très pures œuvres d'imagination, de pensée et d'art; mais hâtons-nous d'ajouter que ce mauvais rire, ces éclats de rage doivent être mis sur le compte de la nature marâtre et très cruelle pour lui. Leopardi était malade et, s'il mérite nos réserves de critiques, il commande notre pitié d'hommes. En tout cas, tout ceci ne peut changer notre jugement sur la noblesse intime du caractère de Giacomo Leopardi. L'homme qui raillait le libéralisme eut tous ses amis parmi les libéraux. Ce contempteur des hommes n'aspira jamais qu'à aimer et à être aimé. Oh ! si un rayon de soleil avait chassé de ses veines la maladie qui l'empoisonnait, dissipé la torpeur qui pesait sur lui ! Il se serait brusquement dressé et, avec un étonnement plus grand que celui qu'il chanta dans *Rinascimento*, il aurait regardé le monde avec des yeux nouveaux et vu se dissiper au lointain les sombres nœuds de ses pensées et de ses fantaisies. La force active comprimée au fond de lui se serait développée alors, généreuse et bienfaisante.

(*Critica*, août 1922).

L'Université de Padoue.

L'Université de Padoue vient de célébrer son centenaire. A cette occasion. M. Hagbert Wright retrace l'histoire de la fameuse Université qui naquit à Padoue au XIII^e^ *siècle pour rivaliser avec l'Université de Bologne.*

La difficulté des voyages et les périls de la route n'empêchaient pas les étudiants de déserter une Université pour une autre, lorsque des événements politiques comme le ban d'excommunication qui tomba sur Bologne et le despotisme de l'empereur Frédéric II le rendaient désirable. La formation de centres nouveaux était relativement facile lorsque le terme d'*université* ne comportait pas nécessairement des bâtiments de collège et un matériel d'éducation. Une Université, ce n'était alors guère plus qu'un groupe d'étudiants réunis pour profiter de l'enseignement d'un ou de plusieurs savants à qui ils payaient ce qu'ils pouvaient. Un noyau de la future Université, appelé *Studium generale* fut établi à Padoue lorsque l'évêque Jordanus persuada Guillaume de Gascogne, professeur de Décrétales, de quitter Bologne, accompagné par Pierre l'Espagnol. Quarante ans après l'institution du *Studium* (1222), les privilèges et les chartes accordés par le Pape Urbain IV furent couronnés par le titre d'*universitas* et les chaires de jurisprudence, de médecine et de théologie acquirent rapidement une réputation qui attira à Padoue des étudiants venus de tous les pays d'Europe. Les villes d'université rivales offraient de riches émoluments aux professeurs qui se distinguaient et leur demandaient en même temps de prendre des engagements fixes pour des périodes déterminées. Mais il ne semble pas qu'aucun engagement ait pu retenir ces professeurs lorsque des tentations plus fortes se présentaient à eux.

L'étude du droit prit le pas sur la théologie, et la science de l'anatomie reçut une splendide impulsion grâce à l'enseignement de maîtres dont la chirurgie moderne reconnaît le génie. Les études classiques attiraient un plus petit nombre d'étudiants que le droit ou la médecine. Pourtant, elles étaient bientôt stimulées par les riches collections venues de Constantinople et par les exposés de commentateurs éloquents. Les livres étaient rares. Alde Manuce n'avait pas encore installé ses presses à Venise. Aussi l'enseignement était-il surtout donné de vive voix, et lorsqu'un maître avait fini son cours, il se portait le plus souvent dans un autre endroit et recommençait ses lectures devant un public nouveau.

Le premier collège offrant un logement aux étudiants, dont on ait connaissance, fut fondé en 1360 par François de Carrare, d'une famille de princes aimant la culture, qui longtemps gouverna Padoue. La dotation assurait le logement et l'entretien de douze étudiants en droit. Quelques années après, un second collège pour un nombre égal d'étudiants fut fondé par un certain Pietro de Boateri, natif de l'île de Murano près Venise, qui reçut l'autorisation d'acheter du terrain à Padoue dans ce dessein. Dans cette circonstance, les textes font mention d'un directeur ou gouverneur dont le devoir est de maintenir la discipline. Mais, en dépit de ces dotations et de deux ou trois autres exemples de générosité privée, c'est un fait que, pendant les deux pre-

miers siècles de son existence, l'Université n'eut pas un logement digne de la haute place qu'elle occupait dans le monde des lettres et qu'elle fut forcée de se servir de bâtiments dispersés qui furent utilisés comme salles de lecture ou laboratoires bien qu'elles fussent très éloignées les unes des autres. Mais, vers le milieu du XIe siècle, les spacieuses chambres de la fameuse *Astoria del Bue* (ou *Bo* en padouan) qui avait été pendant longtemps le rendez-vous favori des étudiants et l'hôtellerie recevant les plus distingués voyageurs de passage à Padoue fut transformée en siège de l'Université.

Venise avait alors succédé aux Carrare et elle donnait un nouveau règlement à l'Université.

L'autorité suprême reposait entre les mains de trois *reformatori* choisis dans les plus hautes familles du patriciat vénitien. Ils restaient en charge pendant deux ans, et ne pouvaient être réélus avant un intervalle de durée égale. Ils pouvaient fonder de nouvelles charges, nommer des professeurs et des lecteurs; ils avaient le privilège de proposer au Sénat le vote d'honneur ou de pensions à accorder aux personnages éminents dans la science et dans les lettres. Ils exerçaient la censure sur tout ce qui s'imprimait, sur les gravures, les plans et les images; ils surveillaient les écoles, les collèges, les gymnases, les académies d'art et des belles-lettres. Ils semblent avoir usé de leurs pouvoirs avec modération; l'esprit tolérant de Venise, où les ecclésiastiques étaient privés de toute action politique, permit la formation de l'atmosphère mentale de l'Université et firent de Padoue la nourrice de la pensée libre.

M. Hagberi Wright rappelle ensuite les grands noms qui illustrèrent l'Université de Padoue.

On connaît le cérémonial suivant lequel on conférait les grades dans la cathédrale de Padoue. Aucun effort n'était épargné pour faire de ce jour un grand événement de la vie de l'écolier. C'était certainement un grand jour aux yeux des membres de l'Université qui recevaient de chaque gradué une riche moisson de dons et d'honoraires. L'étudiant lui-même recevait un anneau, un bonnet et un livre. D'autre part, il devait donner à l'archidiacre des confitures et du vin, au prieur un anneau, un bonnet et une paire de gants, aux examinateurs, un manteau, un capuchon et une robe. En 1395, un présent de drap fut substitué à ces articles. De plus, il fallait des sommes considérables pour payer les cloches et les trompettes, et les musiciens qui accompagnaient le nouveau docteur chez lui, avec un cortège d'étudiants de toutes les nations. Lorsque les parents du docteur étaient riches, de grandes fêtes étaient données, auxquelles tous les notables de la ville étaient invités. Parfois on organisait des joutes, le nouveau docteur offrant de riches prix.

En contraste avec ces fêtes et ces pompes qui alternaient avec la vie studieuse des écoliers, on trouve dans l'histoire de Padoue de nombreuses querelles dues aux discussions qui éclatèrent entre les Jésuites et les chefs séculiers de l'Université. Ceux-ci triomphèrent le plus souvent grâce à la puissante protection de l'Etat vénitien. La lutte des deux fractions pour l'autorité suprême continua avec de courts intervalles jusqu'à ce que la gloire déclinante de Venise l'obligeât à faire des concessions à la puissance du Pape.

(*Contemporary Review*, mai 1922).

VII. — SUEDE

Hialmar Branting

Dans un nouveau périodique de New-York : Our World, *un Suédois, M. Edwin Bjorkman publie une étude sur M. Hialmar Branting.*

M. Branting est socialiste, mais socialiste modéré. Certains de ses camarades l'ont parfois accusé d'être un bourgeois ou même un traître.

Si on considère l'ensemble, M. Branting est un bourgeois. Il sort de la classe moyenne et enfonce de profondes racines dans cette classe. Il a la solidité intellectuelle et la clarté de cette classe. Il préfère toujours l'évolution à la révolution. Il a besoin de savoir où il va, avant de se mettre en route. Il est familier avec toutes les théories politiques qui ont jamais été formulées et il peut jouer avec elles. Il a accepté certaines théories qui sont regardées généralement comme fondamentales au socialisme, mais au fond, ce qu'il pense, c'est que les communautés et les nations de notre ère industrielle ne peuvent vivre que sur une base coopérative. Pour lui la direction privée d'une entreprise forme un Etat dans l'Etat qui empêche l'établissement d'une organisation plus large à tous les points de vue. Aussi le progrès de la démocratie doit-il être étendu du terrain politique au terrain industriel.

Mais, si bien informé qu'il soit, ce n'est pas un théoricien. Jamais depuis les jours du vieux Bismarck, on n'a vu un homme d'Etat plus soumis à la suprématie des faits. C'est peut-être une des principales raisons pour lesquelles ses adversaires le craignent et l'admirent autant qu'ils le font. Ils savent que jamais aucune de ses propositions ne va au-delà de la limite que les temps autorisent. Et il est plus facile de lutter contre des utopies que contre des projets qui sont reconnus réalisables par tout homme dont la pensée n'est pas entièrement réglée par ses émotions.

Son adhésion au socialisme fut un acte de courage.

Branting appartenait à une bonne famille de Stockholm qui avait d'excellentes relations. Il était diplômé de l'Université et on le regardait comme un jeune savant. Il avait des ressources lui permettant de poursuivre ses études sans aucun souci d'argent ou, s'il le préférait, de jouir de loisirs raffinés. Il était fiancé à une jeune fille de sa classe. Même si les théories socialistes les séduisaient fortement, il pouvait se contenter de les soutenir tranquillement du fond de son cabinet. Il préféra l'ignominie de s'associer ouvertement à une cause où les plus libéraux voyaient alors quelque chose de criminel...

Devenu ministre, M. Branting montre le même courage.

Pendant la guerre, il courut le plus grand danger de sa carrière en soutenant la cause des Alliés et de l'Amérique. La pression que le parti allemand exerça sur lui fut terrible, mais jamais il ne balança dès le moment où il eut compris que l'Allemagne devait être considérée comme responsable de la guerre. Maintenant il a décidé de même que, dans la mesure de son pouvoir, de celui de la Suède et des petites nations sœurs alliées, il empêchera que le peuple allemand soit puni au-delà de sa responsabilité. Comme toujours, son attitude est dictée, beaucoup moins que par des théories ou principes, par la sympathie humaine et la reconnaissance de faits palpables. Il croit qu'une sage conduite des affaires d'une nation moderne demande une complète collaboration internationale; il croit de même qu'une collaboration internationale, oubliant les différends d'autrefois, peut seule donner au monde la nouvelle organisation sans laquelle le monde est menacé de catastrophes, à côté de quoi la guerre elle-même semblerait insignifiante.

(*Our World*, mai 1922).

VIII. — ASIE

1. — L'alliance germano-russe et le Proche-Orient.

Dans une nouvelle revue de New-York, un Grec, M. Adamantios Th. Polyzoides, présente la Turquie comme l'agent du groupe germano-russe. C'est un moyen indirect de demander pour la Grèce l'aide des Alliés et des Etats-Unis. L'article contient des détails intéressants.

Le temps des alliances entre empereurs est passé, mais le temps des alliances entre peuples commence à peine et le traité germano-russe montre la route. Les pangermanistes de la vieille école voyaient une offense dans l'occupation de Constantinople par le tsar, les économistes allemands d'aujourd'hui y voient une excellente occasion de collaborer avec la Russie maîtresse de cette ville pour le bénéfice

commun des deux partis. D'autre part, si un panslaviste d'autrefois voyait un danger dans la construction d'un chemin de fer allemand en Anatolie, les économistes russes d'aujourd'hui y verraient un moyen excellent de développer leur commerce et leurs affaires. Voilà ce qu'on peut voir à la lumière du traité germano-russe.

Que la Turquie y ait participé, c'est un autre signe des temps qui montre que là aussi quelque chose est changé. Il faut noter toutefois, en passant, que le rôle de la Turquie, en cette affaire, reste secondaire. La Turquie n'a qu'un seul but vital qui est d'empêcher comme elle le pourra, le naufrage de l'Empire ottoman. Elle pense que cela sera plus facile avec les Russes et les Allemands que sous les Alliés et elle se tourne vers le nouveau groupe de puissances. La Bulgarie est entraînée par les mêmes motifs.

Le résultat de tout ceci est la possibilité imminente d'une terrible entente de cerveaux organisés et de ressources matérielles, admirablement aidée par la position géographique. Sous les efforts combinés de 250 millions de Russes, Teutons et peuples alliés, un immense territoire allant du Rhin au Pacifique, de la Baltique aux Balkans, à la Mer Noire, à la Caspienne et à l'Himalaya peut devenir une unité assez puissante pour défier qui que ce soit.

C'est contre ce danger que des mesures doivent être prises aujourd'hui. Les grandes démocraties occidentales, y compris l'Amérique, ont aujourd'hui l'avantage du nombre, d'une organisation parfaite, de positions meilleures. C'est le devoir de ces démocraties de voir qu'une barrière doit être élevée contre les ambitions germano-russes, ambitions qui brûlent toujours plus fort parce qu'elles sont alimentées par les haines de la défaite récente. C'est le devoir des démocraties occidentales de tenir toutes les positions qui sont les clés du monde et de les renforcer pour neutraliser toute attaque préméditée contre elles.

Nous ne devons pas oublier que c'est l'impréparation des démocraties occidentales qui a rendu leur victoire si difficile et si coûteuse. Nous ne devons pas oublier qu'en réalité la guerre a commencé dans le Proche-Orient. Et c'est dans le Proche-Orient que la guerre continue encore, la Grèce combattant pour les démocraties d'Occident contre la Turquie, alliée de la Russo-Allemagne. La guerre prochaine dont les causes ont été ébauchées à Rapallo par Tchitchérine et Rathenau, éclatera le jour où la Russie, l'Allemagne et la Turquie deviendront maîtresses de Constantinople qui est encore, comme au temps de Bonaparte, la capitale du monde.

(*Current History*, juin 1922).

2. — Les légendes de l'Arménie.

L'Arménie possède de charmantes légendes où les souvenirs des vieilles religions orientales se mêlent à la tradition chrétienne.

De même que Karthlos, arrière-petit-fils de Noé, est l'ancêtre légendaire des Karthléens, ou Géorgiens, son frère Haik est le héros éponyme du peuple que nous nommons Arméniens. Haik est le nom que les Arméniens se donnent à eux-mêmes; et ils appellent leur pays Hayastan, la terre de Haik. Les Arméniens sont un peuple aryen établi vers le VII^e^ siècle avant Jésus-Christ sur les ruines de l'ancien royaume pré-arménien de Van. Les Arméniens s'assimilèrent sans doute la civilisation du peuple précédent qui se nommait lui-même Khaldéen et a laissé des inscriptions en Assyrien cunéiforme. Ils entrent dans le plein jour de l'histoire sous les Arsacides, dynastie d'origine parthe dont une branche régna plus tard pendant quelque temps en Géorgie. Les Arsacides, dans les temps antiques, établirent leur domination ou leur suzeraineté sur une partie considérable de la population arménienne, mais leurs frontières eurent toujours une tendance à rester flottantes. Au premier siècle de notre ère, un Arsacide, Abgar V, était roi d'Edesse, la moderne Ourfa dans la Mésopotamie septentrionale. L'historien arménien Moïse de Khorène raconte en détail la légende qui a sauvé de l'oubli le nom de ce roitelet. Le roi Abgar souffrait d'une maladie incurable et il envoya à Jérusalem un messager porteur d'une lettre adressée à « Jésus le bon médecin », lettre qui l'invitait à venir à Edesse pour le guérir. Notre-Seigneur répondit qu'il ne pouvait venir mais que, lorsque son ministère serait accompli, il enverrait des disciples pour soigner le roi et enseigner l'évangile à son peuple. Le scribe qui rapporta la réponse du Sauveur peignit un portrait de Notre-Seigneur en « couleurs de choix » : et ce portrait, dans la suite de l'histoire, fut identifié avec le voile de Sainte Véronique. Après l'Ascension, Saint Jude Thadée et Saint Barthélemy vinrent à Edesse suivant la promesse du Seigneur; ils rendirent Abgar à la santé et prêchèrent l'Evangile aux habitants d'Edesse.

La critique moderne tend à rejeter l'histoire du portrait, mais on a des preuves évidentes que la foi chrétienne fut apportée en Arménie à l'aurore même du christianisme, même si ce ne fut pas par Jude Thadée et par Barthélemy. Cependant elle ne fit pendant longtemps que des progrès partiels. Dans la deuxième moitié du III^e^ siècle, le roi d'Arménie Tiridate (Dirdat), fils de Chosroès, sacrifiait dans sa capitale de Vagharshabad à Anahid, la déesse-mère, à Astghik la déesse de l'amour, à Aramazd père des dieux et à sa fille Nanea, à Vahagh, à Mithra, à Barshamin. En ce temps arriva, sur les rives de l'Araxe, raconte la légende, une nonne d'extrême beauté, nommée Rhipsimé. Elle avait fui son couvent de Rome pour échapper aux

poursuites de l'empereur Dioclétien. Elle était accompagnée de Gaiané, abbesse du couvent et de plusieurs autres nonnes. Cependant l'Empereur amoureux avait envoyé des messagers dans toutes les directions à la recherche de la nonne. Un de ces envoyés arriva donc à la cour d'Arménie. Il portait un message de Dioclétien ordonnant au roi de se saisir de Rhipsimé et de ses compagnes, de mettre à mort toute la communauté à l'exception de la très belle vierge et de renvoyer Rhipsimé à Rome, à moins que le roi fût séduit lui-même par ses charmes. Dans ce cas il était autorisé à la prendre pour lui.

Tiridate découvrit bientôt la petite troupe et devint amoureux de la belle nonne romaine. Il lui offrit de devenir reine, mais Rhipsimé, qui avait refusé la main de l'Empereur de Rome parce qu'il était païen, ne pouvait que rester indifférente aux propositions du roi païen d'Arménie. Tiridate fit alors mourir la nonne et ses compagnes dans les plus hideuses tortures. Mais il fut aussitôt frappé par la colère du Tout-Puissant. Suivant la légende, il fut changé en sanglier et ne reprit la forme humaine que sur l'intercession de son cousin Grégoire « l'Illuminator » que quatorze ans auparavant il avait fait jeter au fond d'un puits sec, pour le punir d'avoir essayé de le convertir. Grégoire fut transféré d'Artaxate, lieu où il était prisonnier, à Vagharshabad et il y convertit le roi et les nobles. Puis Grégoire eut sa célèbre vision : il vit le Sauveur descendre dans un flot de lumière et frapper la terre avec un marteau d'or. Aussitôt que le marteau eût touché le sol, surgirent quatre piédestaux d'or, un grand et trois petits, surmontés de croix de feu. Le grand piédestal était près du palais du roi, les petits étaient à l'emplacement du supplice de Rhipsimé et de Gayané et à l'endroit où les nonnes avaient d'abord trouvé un refuge. Grégoire ordonna que trois chapelles fussent construites aux lieux où les trois petits piédestaux étaient apparus. Au point où il avait vu le grand piédestal, il édifia la cathédrale qui reçut le nom d'Echniadzin.

(H. C. Luke : *Quarterly Review*, juillet 1922).

3. — Les peuples du Caucase.

Le Caucase, ce berceau des races, est encore habité par les populations les plus diverses. Les hautes vallées ont servi de refuge aux races les plus anciennes. Des peuples venus de terres lointaines ont pu y vivre côte à côte pendant des siècles sans jamais se mêler.

Un voyageur anglais, M. Luke, s'arrête dans une rue de Tiflis et regarde passer ces races si dissemblables.

D'abord les Géorgiens, minces, souples et beaux dans leurs cherkesski gris, bruns ou grenat, les princes ne se distinguant des paysans

que par la qualité des armes qu'ils portent. Quelquefois d'ailleurs le prince n'est qu'un paysan. Un Français demandait un jour à un ami le sens du mot Effendi. « Oh ! dit l'ami, c'est à peu près comme prince en Russie ». La réponse eût été plus juste si l'ami eût dit « comme prince en Géorgie » car le titre géorgien que l'on traduit par prince est celui de la grande et de la petite noblesse. Or, le système féodal géorgien étend souvent la petite noblesse jusqu'aux propriétaires paysans. Je vois ensuite les robustes Abkhases et Circassiens venus de la côte de la Mer Noire, les Svanetiens ou Svans à l'air farouche, les « Soanes » de Strabon, qui viennent des pentes méridionales de l'Elbrouz. Le pays des Svanetiens, sauvage et rude comme eux, est si haut perché qu'il n'est accessible au reste du monde que pendant quatre mois de l'année. L'isolement où ils vivent a fait des Svanetiens un des peuples les plus primitifs du Caucase. Chrétiens nominalement, ils ont un vague clergé héréditaire et adorent la Reine Tamara et plusieurs divinités païennes sous des noms chrétiens. Autre peuple primitif, les Khevsurs, qui habitent les montagnes au sud-est de Kazbek. Les Khevsurs portent encore l'armure de fer et le cotte de mailles et, pour cela, prétendent descendre des croisés. Quoi qu'il en soit, il me semble regarder le passé lorsque je vois l'un de ces guerriers armé de pied en cap, portant lance et bouclier, prendre l'air dans la perspective Golovinski parmi des promeneurs vêtus à la dernière mode.

Egalement intéressants à beaucoup d'égards sont les Ossètes ou Ossetins, qui débordent sur les deux pentes du Caucase entre Rasbek et le territoire des Svanétiens. Au contraire des Svanétiens et des Khevsurs, les Ossètes ne sont pas de race Karthléenne; ils ne sont pas non plus d'origine germanique, comme certaines personnes trop ingénieuses se sont efforcées de le démontrer en s'appuyant sur leur goût pour la bière et le hasard qui fait ressembler à l'allemand quelques mots de leur langage. Au point de vue religieux, ils sont partagés entre l'Islam et l'Eglise orthodoxe, mais un grand fond de paganisme est commun aux deux branches; et dans leurs vallées, comme dans les sections les plus élevées des routes militaires géorgiennes ou Ossétines on peut voir encore des autels de sacrifice ornés des cornes d'une chèvre sauvage. Les Ossètes sont surtout représentés à Tiflis par des nourrices, mais dans l'Empire russe, ils fournissaient une partie de la garde impériale; et plusieurs Ossètes ont obtenu de hauts commandements dans l'armée russe. Bien que leurs croyances religieuses soient peu précises, ils peuvent arriver à un degré de civilisation assez élevé et ils publient à Tiflis un journal dans leur langue, imprimé en une curieuse combinaison de caractères cyrilliques et romains. On reconnaît leurs paysans à leur grand chapeau rond de feutre blanc, qui a la forme du pétase d'Hermès; et il n'est pas douteux que cette race a la plus grande antiquité. On trouve en outre dans le Caucase les Kaburdans et les Ingouchs.

Voici d'autre part les fières populations musulmanes du Daghestan qui, sous la brillante direction du Cheik Chamyl furent si longtemps une épine au flanc de la Russie. Les Avares, les Chechens, les Lesghiens, tels sont les noms qui, avant la pacification du Caucase par les Russes, jetaient la terreur parmi les races plus pacifiques de la plaine. Ce sont des hommes vigoureux et passionnés, impatients de toute autorité et de toute domination étrangère, sans loi, sans pitié, pillards et fanatiques. Ils gardent pourtant une certaine noblesse de caractère...

(*Quarterly Review* juillet 1922).

4. — La femme hindoue.

Les peuples occidentaux sont portés à plaindre la femme d'Orient enfermée loin des hommes. Un prince hindou inconnu s'efforce de faire comprendre aux lecteurs américains la poésie de ces existences recluses.

Le système du *purda-nashin* règle la vie de la femme hindoue. Elle vit dans ce qu'on appelle le Zenana. Un zenana n'est pas un harem. Dans un harem, quelque potentat d'Orient comme le sultan de Turquie ou le schah de Perse loge ses innombrables femmes. Dans un zenana, les femmes d'une maison hindoue passent leurs jours. Ce sont la mère, la femme, les sœurs mariées et les parentes proches du maître de la maison. Il n'y a qu'une épouse. L'Hindou n'est pas polygame. Le zenana n'est pas une prison vulgaire, mais un reliquaire. Si elle ne vivait cachée, la femme hindoue se jugerait déshonorée et sans protection. La seule idée d'un regard du public sur l'existence des femmes répugne à un esprit d'Hindou. Il pense que ce qui convient à la sainteté, c'est l'éloignement, l'ombre, le silence et l'obscurité. Lorsqu'on parle de la réclusion des femmes hindoues, il faut bien se garder de conceptions fausses. Il est vrai que dans la société et dans les rues on ne voit que des hommes, exception faite pour les femmes de basses castes qui sont employées aux travaux domestiques. Mais dans le zenana, les femmes ont des relations familières avec les hommes de leur famille. Les rapports entre beaux-frères et belles-sœurs sont très gais. Les cousins sont considérés comme des frères. Et comme chaque femme a sa place dans plusieurs familles il arrive que les femmes hindoues connaissent parfois plus d'hommes que certaines femmes qui vivent seules, ou qui gagnent leur vie en travaillant dans les faubourgs de Londres ou de New-York...

Jusqu'à treize ou quatorze ans, la petite Hindoue est laissée très libre.

Au moment de ses fiançailles, la vie de la jeune fille change graduellement et, le jour du mariage, elle entre dans une atmosphère de calme et de réserve. Sa toilette change aussi. Ses cheveux jusqu'alors rejetés

en arrière sont soigneusement partagés et la raie est enduite d'un peu de vermillon. Un voile est placé sur sa tête. La cérémonie des noces est très simple. Le soir des noces, la fiancée est amenée devant le jeune homme et on leur dit que le moment est propice pour échanger leur premier regard. Ce sont les parents qui arrangent le mariage et les deux époux ne se voient que lorsque la cérémonie est terminée. L'antique feu védique apparaît dans le rite... La jeune fille place une guirlande de fleurs autour du cou de son fiancé, symbole exquis du lien qui doit les unir; puis ils font sept pas ensemble, la main dans la main, tandis que le prêtre chante des chants appropriés à chaque âge de la vie. Telle est la cérémonie.

L'épouse a de nombreux bijoux; un seul est symbolique. La seule chose dont elle ne se séparera jamais à moins que le veuvage pose sa main glacée sur sa vie, est un anneau de fer couvert d'or qu'elle porte au poignet gauche. C'est le signe du lien indissoblule du mariage. C'est l'anneau nuptial.

L'amour de l'épouse pour l'époux est une respectueuse adoration. Mais l'époux honore en la femme la qualité de mère. Il s'incline devant sa propre mère et devant la mère de ses enfants.

L'épouse hindoue vient vers son mari avec le sentiment qu'éprouve une Occidentale lorsqu'elle entre dans une église. L'amour d'un couple hindou doit s'envelopper de secret. Les époux savent bien qu'ils ont la plus grande influence l'un sur l'autre, mais, devant la famille, on ne doit pas le dire. Le devoir d'une femme est d'obtenir que les prières des autres soient écoutées, car l'idéal d'une femme doit être autant que possible, d'aimer la famille de son mari comme jamais elle n'a aimé la sienne. Les parents nouveaux doivent être pour elle plus que les anciens. Pour la femme, l'amour suprême pour le mari est un devoir... Lorsque le mari est présent, ou devant les hôtes honorés, la femme ne doit pas s'imposer à l'attention des personnes plus âgées. Elle reste assise silencieuse, son voile baissé, agitant un éventail ou rendant quelque autre menu service.

Tous les fils d'une famille hindoue amènent leur femme sous le toit de leurs parents et la confient à leur mère. Celle-ci, qui a marié ses filles dans d'autres maisons, prend ces nouvelles venues à leur place. Une femme n'a pas le pouvoir de porter la division entre une mère et son fils, car la femme appartient beaucoup plus à la mère de son mari qu'à son mari lui-même. Aussi ne peut-il naître aucune jalousie lorsqu'une femme nouvelle entre dans la maison. C'est la mère qui conclut le mariage. Toutes les offres sont faites en son nom; et la procession qui va de la maison du fiancé à celle de la fiancée, quelques jours avant le mariage, portant des huiles parfumées pour le bain de cérémonie, porte une promesse d'amour et de bienveillance de la mère à la nouvelle fille qui va prendre la place de sa propre enfant qui, peut-être quelque temps avant, l'a laissée pour la maison d'une autre femme.

Dans la vie familiale hindoue, aucun lien ne peut être comparé à celui qui unit la mère à son enfant. A la venue du premier-né, garçon ou fille, la jeune femme est sortie de son noviciat. Elle est devenue membre du cercle directeur. C'est comme si toute la maison reconnaissait que désormais il y aura au moins un être, son enfant, devant qui tous ses actes seront sacrés, parce qu'elle sera entièrement sans faute. Le mot de « mère » est tenu pour sacré et lorsqu'un hindou désire un service d'une femme, il l'appelle d'abord : « Mère », si jeune qu'elle soit, comme pour l'assurer que ses intentions sont honorables. On n'a jamais employé ce mot dans l'Inde pour un usage indigne. Aucune camaraderie n'autorise les enfants hindous à appeler leurs parents de noms familiers ou à dire en parlant d'eux : le vieux ou la vieille. Ces usages, me semble-t-il, sentent un peu le sauvage. L'enfant hindou qui se permettrait de précéder ses parents serait coupable de sacrilège.

Suivant les idées de l'Inde, c'est la maternité seule qui sanctifie le mariage : sans elle, l'affection n'a pas le droit d'être. Aussi les femmes désirent-elles vivement des enfants. Il est très intéressant de voir une Hindoue privée d'enfant adorer l'Enfant Saint. Aux heures du matin, après le bain et avant de commencer son ménage, la femme s'assied et offre à une petite image en croix de l'Enfant Krishna (le Christ hindou) l'eau du bain, des fleurs, des fruits, des gâteaux, d'autres choses encore et ses offrandes sont coupées de méditations et de prières silencieuses.

En échange de l'adoration de son fils, la femme hindoue accepte l'inviolabilité absolue du mariage. Si un Hindou concevait que sa mère a pu cesser un moment d'être fidèle à son père — quelles que soient les provocations de celui-ci, sa froideur et même ses mauvais traitements — son respect idéal pour elle se transformerait en douleur. Une veuve remariée n'est guère plus aux yeux d'un Hindou, qu'une femme sans dignité, même lorsqu'il n'y a eu que des fiançailles et que la jeune fiancée n'est qu'une veuve enfant.

(*Current History*, juin 1922).

5. — Les chemins de fer de Mandchourie

La Mandchourie, plus encore que les autres terres chinoises, est livrée aux convoitises étrangères. Les Américains, lors de la Conférence de Washington, ont essayé de s'y ménager un libre accès. Mais le Japon y gardera longtemps, malgré le traité, une situation prépondérante.

M. J. N. Jordan étudie les décisions prises par la Conférence de Washington au sujet de l'Extrême-Orient.

La situation en Mandchourie repose sur une série de traités et d'accords conclus au cours des derniers vingt-cinq ans par la Russie et la Chine, le Japon et la Chine, le Japon et la Russie. Ce vaste pays de 400.000 milles carrés est traversé dans toute sa longueur, dans toute sa largeur par des chemins de fer construits, dirigés, administrés par la Russie et le Japon : et lorsqu'on a la plus légère connaissance de cette forme de pénétration de l'Extrême-Orient par les voies ferrées, on comprend que l'influence politique et économique exercée par cette pénétration ne peut être réglée par aucune conférence. J'ai surveillé le système en Corée et en Mandchourie depuis sa création il y a vingt-cinq ans, et je puis témoigner, d'après ma propre expérience, que c'est un système très efficace d'absorption pacifique. Avant la guerre européenne, la domination russe dans le Nord et la prédominance japonaise dans le Sud travaillaient en une étroite alliance suivant des lignes parallèles. La position de la Russie a été très ébranlée par la guerre tandis que celle du Japon était immensément renforcée. Le Japon a saisi l'occasion pour arracher une prolongation de 99 ans pour les baux des chemins de fer de Port-Arthur, de Dalny, de la Mandchourie du sud et d'Aktoung-Moukden. La Chine, de son côté profitant de l'abaissement de la Russie, réussissait à mettre la main sur le chemin de fer de la Chine orientale dans lequel elle n'avait jusqu'alors qu'un intérêt nominal. Le chemin de fer de la Chine orientale est rachetable en 1938 tandis que celui de la Mandchourie du sud est livré au Japon jusqu'en 2.002, celui d'Aktoung-Moukden, jusqu'en 2.007. Le contraste est encore accentué par la différence qui existe entre la situation faite aux Japonais dans le sud, aux Russes dans le nord. Il y a 120.000 Japonais dans la Mandchourie du sud qui vivent sous la protection de leurs propres autorités. Dans le nord il existe une population russe considérable qui est soumise en tout à la juridiction chinoise.

On peut voir d'après ce bref exposé que le problème Mandchourien est essentiellement un problème de voies ferrées. Toute tentative doit reposer sur ce fait ou en tenir compte. En 1909, les Etats-Unis firent une tentative de ce genre. Le problème était alors beaucoup plus simple qu'aujourd'hui. La proposition Knox de 1902 s'efforçait d'établir en Mandchourie la politique de la porte ouverte et des chances égales, en plaçant les chemins de fer mandchous sous un contrôle international, par un système analogue au consortium d'aujourd'hui.. Il se heurta à un refus net de la Russie et du Japon qui fut suivi par le traité russo-japonais de l'année suivante qui consolide l'alliance des deux intérêts en Mandchourie et forme la base de la politique russo-japonaise. Cependant, le gouvernement des soviets ne montre pas beaucoup d'empressement à exploiter l'héritage mandchou qu'il a reçu de son impérial prédécesseur. Et comme la Chine et la Russie doivent vivre en

voisins sur une frontière commune de 4.000 milles environ, il n'est pas improbable que la situation dans la Mandchourie septentrionale recevra des modifications considérables en faveur de la Chine. Si jamais la Russie et la Chine sortent de leur faiblesse présente et ont une force proportionnée à leur population et à leurs ressources naturelles, la position du Japon sur le continent asiastique pourra devenir difficile. Mais, pour le moment, il est peu vraisemblable que le Japon soit arrêté, dans les vastes entreprises qu'il a commencées, par les décisions de la Conférence de Washington.

(*Quarterly Review*, juillet 1922).

IX. AFRIQUE

Egypte. — La classe supérieure (**lettre d'un Anglais**).

Ma dernière lettre a été écrite juste avant la Déclaration et jusqu'alors j'avais vu des gens de toutes sortes : Anglais, Egyptiens de deux religions, Syriens, et je veux vous donner une idée de leur manière d'être, car c'est un côté important du problème égyptien. Ce qu'ils pensent est une autre affaire et j'y viendrai plus tard lorsque j'en saurai plus long...

Dans cette lettre je ne m'occupe donc que de classe sociale et non de politique. Quelqu'un a dit que l'Egypte ignore l'idée d'égalité, qu'elle ne connaît que supériorité et infériorité. Je commence par la supériorité, par les gens qui vivent au Caire de leurs rentes ou qui parfois ont des professions honorifiques. Ce n'est pas une aristocratie dans le sens que nous donnons à ce mot. Les titres de pacha et de bey ne sont pas héréditaires. La richesse et l'influence sont la marque de cette classe, bien que certains membres soient fiers de leur origine turque. Au point de vue politique, cette classe est importante, car l'administration actuelle repose sur elle. On l'appelle la classe Pachawat. Si on s'en tient aux apparences, il est souvent difficile de dire qu'elle est complètement orientale. Ses membres ne sont pas toujours plus bruns que nous-mêmes; ils portent des vêtements européens, parfois taillés par un excellent tailleur anglais. En général, un effendi a le plus grand soin de sa toilette. Le tarbouch même n'est pas un signe certain car il est souvent porté par des Anglais. A peu près toute cette classe parle très bien le français, quelquefois aussi l'anglais... Je n'ai jamais rencontré nulle part plus de politesse et d'amabilité et ces qualités ne sont pas particulières aux riches Egyptiens. Ils ont de si belles manières que j'avais honte des miennes... Autrefois les gens de cette classe allaient à Constantinople pendant les chaleurs, mais la guerre a interrompu cette

habitude et ils viennent maintenant en Europe. De grandes fortunes ont été faites sur les armées pendant la guerre et, depuis l'armistice, sur le coton... Ceci a eu certainement des conséquences politiques et sociales : Certains de ces gens étaient pendant la guerre du côté de nos ennemis. Un jeune politicien que j'ai rencontré l'autre jour et qui aurait pu être officier dans la cavalerie anglaise, était auprès d'Enver. Un bey que j'ai vu hier a combattu jusqu'à la fin dans l'armée turque. Demain j'en verrai un autre qui a passé la guerre à Vienne et à Constantinople...

Je trouve parfois de l'enthousiasme pour les livres anglais. Je me souviens qu'après l'armistice j'ai voyagé avec un jeune extrêmiste exalté qui portait avec lui Walter Scott. Les jeunes Egyptiens semblent aujourd'hui aller faire leur éducation en Angleterre plutôt qu'en France.

Les Egyptiens sont différents des Hindous... La dignité d'un homme comme Sastri serait remarquable partout, mais pour un Anglais ces pachas sont des compagnons bien plus agréables. Ils ont une gaieté entraînante et un sens de l'humour qui n'appartient qu'à eux. Ils vous regardent en face lorsqu'ils vous parlent... Ce n'est certainement pas parmi eux que vous trouvez du fanatisme. Et cependant il faut se rappeler que l'Orient est toujours l'Orient, même quand il porte un vêtement à la dernière mode. Il n'y a aucune offense à le dire. Certains d'entre eux voudraient même le proclamer. Ils appartiennent à deux mondes.

(*Round Table*, juin 1922).

X. AMERIQUE

1. — Le Canada et l'Empire Britannique.

Certains groupes canadiens réclament l'indépendance nationale. M. Willison exalte l'Empire en des pages où le sentiment atteint une réelle grandeur.

Une nouvelle école de constitutionnalistes vient d'apparaître au Canada et dans l'Afrique du Sud. Ils tiennent pour un statut d'égalité dans l'Empire et pour la représentation séparée des Dominions aux conférences internationales. Il y a quelques années, parmi les conservateurs, la mode était de dénoncer Sir Wilfrid Laurier comme un impérialiste douteux, n'acceptant pas que le Canada contribuât à la défense de l'Empire et s'opposant à tout organisme commun assurant sa stabilité et sa sécurité. Mais parmi ceux-là même qui l'attaquaient une nouvelle vision des choses s'est établie... Aussi le langage des nouveaux constitutionnalistes ressemble-t-il, par la lettre sinon par l'es-

prit, à celui de M. Henri Bourassa, le leader enflammé du nationalisme français contre qui M. Laurier dut lutter pour maintenir son influence à Québec...

M. Willison décrit le mouvement particulariste, puis il arrive à cette conclusion :

Dans ce pays, nous devons considérer deux choses : 1° l'intérêt du Canada, 2° l'intérêt de l'Empire britannique. S'il y a danger de conflit dans un loyalisme double, nous trouvons en revanche de la puissance et du prestige dans le fait de faire partie de l'Empire. En un certain sens, les Canadiens sont Américains et républicains. Nous sommes gênés par le mystère mais en même temps soutenus par le fait de la monarchie. La volonté que George V soit le roi et le prince de Galles son successeur est aussi universelle et absolue dans les Dominions que dans la mère patrie. Mais nous rions des anciennes superstitions du droit divin et des privilèges aristocratiques. Nous pensons à l'Angleterre comme à notre vieille maison et, que nous l'avouions ou non, nous sentons que nous possédons une partie de sa puissance et de son prestige et des droits sur le fonds commun aux jours de danger.

Et voilà une des grandes sources du sentiment de l'Empire dans les Dominions : toujours la Grande-Bretagne a sauvé la liberté du monde et elle a établi la paix entre les nations.

« Nous avons entendu de nos oreilles, ô Seigneur, nos pères nous ont dit quelle œuvre tu as accomplie en ces jours, aux temps d'autrefois ».

*
* *

Il n'est pas nécessaire de rappeler les longues luttes contre l'Espagne et contre Napoléon. S'il n'y avait pas eu d'Angleterre, le monde eût avancé beaucoup plus lentement vers les hautes terres de la liberté. Mais comme le disait pendant la guerre un rédacteur du *Times* de Londres, « aucun de ceux qui ont été sauvés n'a su combien profondes étaient les eaux que nous avons traversées ». Lorsqu'on regarde l'ensemble et lorsqu'on a pleinement reconnu et honoré les sacrifices de la France, de la Russie et de l'Italie, lorsqu'on a estimé à sa juste valeur l'intervention opportune et puissante des Etats-Unis, un fait persiste : c'est que le courage britannique, l'endurance britannique, les ressources britanniques sont les piliers qui ont soutenu le temple de notre civilisation.

Pouvons-nous penser à un monde où ne serait pas l'Empire britannique ? Peut-il exister un Empire britannique sans le Canada ? Si le Canada se dérobait, l'Afrique du Sud adhérerait-elle encore ? Quel serait l'effet d'un pareil acte sur l'Australie et la Nouvelle-Zélande ? Si les Dominions se retiraient, l'Empire serait réduit à deux îles de l'Atlantique, et tout son pouvoir, tout son prestige dans le monde moderne seraient gravement, sinon fatalement, atteints...

Mais si l'Empire tient, la population des Dominions s'accroîtra, la Communauté deviendra plus puissante, la dignité de la nationalité britannique grandira de génération en génération. Les enfants qui sont aujourd'hui à l'école verront avant leur mort un Empire britannique ayant une population blanche de 100 millions d'habitants et les Dominions ayant dans l'Empire une puissance au moins aussi grande que celle de la métropole. Qui craindra alors pour l'autonomie ? Qui redoutera la fédération ? Il est possible que pour cette génération un Parlement commun ne paraisse pas pratique ou désirable. L'organisation doit évoluer à mesure que les besoins surgissent et il est heureux que les hommes d'Etat de l'Empire n'aient pas essayé, dans des conférences constitutionnelles, de plonger dans l'avenir et de fixer le sillon dans lequel l'Empire doit poursuivre le cours de sa destinée.

En ce temps, la puissance et la majesté de l'Empire ne lanceront plus leurs vieux appels au cœur et aux émotions de l'homme. Les choses écrites profondément dans l'histoire de l'Angleterre que nous aimons le mieux sont l'amour de la vérité, la tradition qu'un homme doit tenir sa parole, l'obligation pour une nation de tenir ses engagements. Jamais dans l'histoire moderne, l'Angleterre n'a trahi son allié, traité sans générosité un ennemi, provoqué la guerre entre les nations. Il y a une grande valeur civile et chrétienne dans une pareille tradition et il est très important pour le monde — et particulièrement pour les nations les plus faibles et pour les nations qui ne sont pas encore affranchies — qu'un pareil Empire subsiste. Par sa connection avec la Grande-Bretagne, par sa collaboration avec la Grande-Bretagne, le Canada servira bien mieux les intérêts de la civilisation que par l'autonomie nationale, les alliances indépendantes avec d'autres pays, la représentation séparée à la Société des Nations.

(John Willison : *Nineteenth Century*, juillet 1922).

2. — Haïti et Saint-Domingue.

Les Etats-Unis occupent depuis la guerre les deux républiques nègres de Haïti. Une partie de l'opinion américaine proteste contre cette occupation.

Ceux qui protestent montrent qu'ils ignorent le motif réel qui a inspiré l'occupation de Haïti et de Saint-Domingue en 1915 et 1916. C'était un motif de guerre. L'Amérique, il est vrai, n'avait pas encore été entraînée dans la guerre, mais il y avait de bonnes raisons de supposer qu'elle le serait bientôt. Il y avait aussi de bonnes raisons de croire, comme Robert Lansing l'avait écrit au sénateur Mac-Cormick, que « l'Allemagne était prête à s'assurer la domination exclusive de Haïti et à installer des dépôts de charbon au môle Saint-Nicolas ».

Le môle Saint-Nicolas est une base navale importante de Haïti. L'île entière (qui comprend Haïti et Saint-Domingue) occupe une position stratégique. Elle « contrôle » une des principales routes qui mènent au canal de Panama. Ses ressources commerciales sont indiquées dans un prospectus américain qui parle « d'un sol vierge contenant des forêts encore intactes, une main-d'œuvre à bon marché et abondante, un pays entier ouvert l'exploitation ».

Depuis que les Haïtiens, guidés par Toussaint Louverture, avaient échappé à la domination française, ils avaient appliqué une loi interdisant à tout étranger la possession de terres à l'intérieur de la République. Les Etats-Unis modifièrent cette loi. 200.000 ares furent acquis par des Américains. L'occupation eut lieu le 27 juillet 1915. Elle pouvait se justifier par la situation de Haïti : assassinat du Président, désordres intérieurs.

Le chef des forces d'invasion était l'amiral Caperton. Travaillant d'accord avec le secrétaire Daniels, il agit de façon à prendre, presque littéralement, le gouvernement de Haïti. En deux occasions, il « amena » les représentants haïtiens à reculer l'élection d'un nouveau président. Lorsque Sudre Dartiguenave, président du Sénat, se déclara candidat à la présidence de la République et offrit, s'il était élu Président, d'accepter les conditions que les Etats-Unis pourraient demander, y compris le contrôle des douanes et la cession du môle Saint-Nicolas que les Etats-Unis avaient demandé depuis un siècle environ, l'amiral Caperton informa Washington de ces propositions. Il avisa son gouvernement que la dispersion des bandes de révolutionnaires par les forces des Etats-Unis était indispensable si les Etats-Unis désiraient à ce moment « négocier un traité pour le contrôle financier de Haïti ». Le Département d'Etat, « sur les instructions du Président », ordonna au Département de la Marine d'envoyer un corps de marins suffisant pour assurer aux Etats-Unis la direction absolue de la situation. Dartiguenave fut élu par des représentants gardés par les marins américains.

Deux jours après, le Département d'Etat apportait un traité qui prévoyait une cession complète de l'autorité haïtienne à l'Amérique. Les représentants de Haïti repoussèrent ce traité. Alors l'amiral Caperton proclama la loi martiale... A la fin, le traité fut signé et Haïti devint en réalité... une dépendance du gouvernement américain..

« Le gouvernement des Etats-Unis, a dit l'ancien secrétaire d'Etat Lansing, était animé par deux idées dominantes :

1° Mettre fin au terrible état d'anarchie, de sauvagerie et d'oppression qui avait prévalu à Haïti pendant plusieurs dizaines d'années et entreprendre d'établir la paix domestique dans la république, de façon que la grande masse de la population qui avait été foulée aux pieds par les dictateurs et les victimes innocentes de révolutions

répétées, pût jouir de la prospérité et du développement économique et industriel auxquels toute nation américaine a droit.

2° Le désir d'arrêter toute puissance étrangère qui voudrait obtenir un pied-à-terre sur le territoire d'une nation américaine qui, si cette puissance étrangère avait obtenu un contrôle sur les douanes, ou l'établissement d'un dépôt de charbon ou d'une base navale, aurait été certainement une menace pour la paix de l'hémisphère occidental en antagonisme flagrant avec la Doctrine de Monroë ».

(*Current Opinion*, juin 1922).

3. — Mexique

M. E. J. Dillon, publicisle anglais, s'étonne des difficullés que les Etats-Unis, et à leur suite l'Angleterre el la France, opposent à la reconnaissance du gouvernement mexicain du général Obregon. Si à Gênes, dit-il, Tchitcherine avait accepté la moitié des conditions que le Mexique accepte, le gouvernement des soviets, malgré ses lois communistes, aurait été reconnu.

« Il faut *aider* les riches Etats que l'on suppose incapables de se gouverner eux-mêmes » C'est l'évangile politique du groupe de politiciens qui réclament une mission au nom de l'obligation élevée et morale pour l'homme blanc, de reprendre son fardeau ». Le Président Harding et M. Hughes cherchent du blé pour leur moulin lorsqu'ils demandent un traité spécial comme condition de reconnaissance. Il est vrai que ces deux hommes d'Etat invoquent les plus hauts principes de la morale et qu'ils peuvent citer l'Ecriture pour appuyer leur dessein. Mais ce qu'ils demandent ne pourrait être accordé sans violation de la vérité et de la justice. Le résultat de leur demande doit être exactement ce que le goupe interventionniste demande : rejet du pays dans la guerre civile et le chaos.

Le président Obregon ne peut conclure un pareil traité parce qu'il a juré de respecter la Constitution,et la Constitution lui interdit expressément de conclure un accord de ce genre. S'il prêtait la main à un pacte pareil, qui dans l'esprit de M. Hughes le rendrait digne d'être reconnu, il serait coupable d'un double parjure.Cependant le Mexique est privé de crédit international. Les efforts des gouvernants actuels pour réédifier le pays et instruire la nation sont annulés au nom de la morale et de la religion. En juin 1921, le Président Harding remerciait publiquement Dieu que les Etats-Unis ne soient pas ce que sont les autres nations. « Si les autres nations de la terre, disait-il, étaient honnêtes et dénuées d'égoïsme comme notre république, il n'y aurait jamais d'autre guerre ». Le *New-York Times* du 10 juin 1922 commen-

tait ainsi ce discours : « Quand nos Présidents sont tentés de céder un peu à la vanité aux dépens des autres nations, ne devraient-ils pas se recueillir et réfléchir à la façon dont les autres nations accueilleront leurs paroles? Dans leurs cœurs, elles sont portées à considérer les Américains comme des fats ou des hypocrites ».

D'un côté nous voyons les gouvernements des nations de progrès travailler d'accord pour ramener les conditions économiques normales dans le monde, de l'autre ces mêmes Gouvernements reculent le retour des conditions économiques normales pour la grande République de l'Amérique latine, comme si l'Amérique latine et ses peuples vivaient hors du cercle de l'humanité et comme si leurs affaires n'avaient pas d'influence sur celles des autres races. Cette politique à deux faces est calculée pour mettre les spectateurs dans l'état d'esprit peu philosophique où était Voltaire lorsqu'il écrivait à d'Alembert. « Nos compliments au diable, car c'est lui qui gouverne le monde ».

(*Quarterly Review*, juillet 1922).

X. — OCÉANIE

Les blancs et les peuples de couleur en Australie.

*Le gouvernement australien tend à interdire l'entrée du Dominion aux populations de couleur. Dans l'*United Empire *du mois de juin, le docteur R. W. Harnabook, de Melbourne, déclare que la race blanche ne pourra jamais peupler les régions tropicales de l'Australie.*

Les tropiques sont réservés aux races de couleur; ils le seront toujours. Tous ceux qui connaissent les tropiques savent que l'homme blanc peut vivre ou exister sous les tropiques, mais nous devons dire aussi que l'homme blanc ne peut assurer son existence sous les tropiques sans l'assistance de l'homme de couleur pour les travaux domestiques et manuels. Connaissant les tropiques, ayant vécu et travaillé parmi les indigènes, je ne puis adhérer au projet qui consiste à installer les blancs et même les femmes dans les régions tropicales sans leur donner l'assistance des ouvriers de couleur. Je ne veux pas qu'on ruine l'existence de nos femmes blanches et il est absolument impossible de développer un pays sans l'aide des femmes. Voilà le point capital du projet. Une femme blanche, lorsqu'elle va sous les tropiques (naturellement il y a des exceptions) perd de sa résistance. Cette diminution s'applique à tout l'organisme, elle amène des troubles de la santé. Elle devient moins apte à porter des enfants et les enfants qui naissent d'elle seront vraisemblablement moins robustes. L'erreur, pour l'Australie, vient de ce qu'en pratique l'ensemble de

notre population vit dans la zone tempérée. C'est là que l'on vote et l'Australien ordinaire, qu'il soit politicien ou non, ne sait absolument rien des tropiques et de la vie qu'on y mène; d'ailleurs il s'en soucie peu. L' « Australie blanche » idéale, s'il ne s'agit que de la zone tempérée, est une chose excellente, mais elle n'est rien de plus qu'un idéal. Dès qu'il s'agit des tropiques c'est une impossibilité physique absolue. Elle n'existe pas aujourd'hui dans l'Australie tropicale et elle n'existera jamais. Le cri : « Australie blanche » est poussé par l'homme qui n'a pas la moindre intention d'emmener sa famille sous les tropiques, qui n'y pense même pas. C'est le cri que nous entendons partout dans le monde dès qu'il y a désordre. « Allez, hommes !... Mais moi je suis un personnage trop important pour entrer là-dedans. Je n'ai aucune objection à risquer la vie des autres, à ruiner la santé de leurs femmes et de leurs familles, mais mon devoir est de rester en arrière, dans un climat tempéré... Car moi je suis un personnage trop important pour courir le risque de quelque malheur.» J'ai examiné les hommes qui figurent aux réunions de votre Institut Colonial. La plupart sont des hommes très respectables... mais qui ne connaissent rien des tropiques et de la vie qu'on y mène. Beaucoup occupent des positions officielles et, s'ils ont été sous les tropiques, c'est en partie de plaisir ou comme gouverneurs de provinces, c'est-à-dire en gens qui ne savent rien des maux contre lesquels un colon ordinaire doit lutter. Pourtant c'est le colon qui fait le pays; ce n'est pas le gouverneur, le fonctionnaire ou le membre du Parlement. Un fonctionnaire se rend sous les tropiques; il y vit dans le plus grand luxe. Le travail est fait par des gens de couleur qui lavent, préparent la nourriture, cultivent les légumes, font tous les ouvrages manuels. Le fonctionnaire revient après quelques semaines et quelques mois, ou même quelques années et il parle des régions tropicales comme de pays excellents pour les blancs. « Regardez-moi, dit-il alors, j'arrive des tropiques et je dois bien savoir si les blancs peuvent y vivre ». Mais il ne dit pas, en fait il ne comprend peut-être pas, que sans l'aide des gens de couleur, il n'aurait peut-être pas pu subsister...

Tous ceux qui connaissent intimement les races orientales et les peuples de couleur, et qui ont suivi de près les événements de ces vingt-cinq dernières années doivent reconnaître que le temps de la domination des races blanches touche à sa fin.

(*United Empire*, juin 1922).

Le Gérant : A. Bière.

Bordeaux. — Impr. J. Bière, 18-20-22, rue du Peugue.

LIVRES NOUVEAUX

Le chat aux oreilles percées par Maurice Le Glay (chez Plon).

M. Le Glay nous apporte du Maroc une vision nouvelle. Ou plutôt tandis que tant d'autres romanciers se sont contentés de nous donner des images, M. Le Glay s'est efforcé de pénétrer les âmes, l'esprit de la société, de comprendre. Il se défend contre le rêve, contre les hallucinations, contre les fantasmagories d'Orient. Il reste un Français qui examine une réalité, qui la touche, qui la soupèse. Ce livre devait naître puisque les Européens, au lieu de traverser le Maroc en un voyage de quelques jours, se sont établis à Fez ou à Marrakech, ont vécu de longues années dans le contact des indigènes. Il fallait bien oublier le burnous et voir l'esprit. M. Le Glay écrit avec la grâce un peu sèche du XVIIIe siècle. Il mêle assez adroitement à ses notes une histoire mystérieuse.

Le dernier Viking par Johan Boder, traduit par P. G. La Chesnais (chez Calmann-Lévy).

La rude existence du Nord : terre âpre, mer tourmentée. Poésie large qui sort de la force même du récit, de la barbarie de ces âmes nordiques si rudes, si silencieuses.

La tentative amoureuse, par André Gide, (1 fr., chez Stock).

Dans un tout petit livre de 63 pages, le meilleur d'André Gide est contenu. Ce sont ses sensations à la fois pénétrantes et délicieuses, des sentiments subtils, parfois un peu trop minces qui se contournent dans une âme de dilettante plus élégante que forte. Ce sont des rêves qui ne se réalisent pas, parce que le héros du roman — le mot de héros est bien mal choisi — a plus d'imagination que de volonté, préfère au réel, l'ombre qu'il peut manier à son gré, s'amuse de brumes.

Myrrhine courtisane et martyre, par Pierre Mille (6 fr. 75, chez Ferenczi).

M. Pierre Mille a entrepris de tracer un tableau de l'heure d'incertitude qui a été marqué par la persécution de Dioclétien. Les chrétiens mis au ban de l'Empire formaient déjà une très puissante communauté, qui, par le fils d'un de ses adeptes, Constantin, allait bientôt saisir le gouvernement de l'Empire. D'une main très habile, d'un trait léger, M. Pierre Mille donne quelques aquarelles de la Corinthe de ce temps. Il manque peut-être à ce livre tout de grâces si adroitement énoncées un don d'imagination profonde. On désirerait aussi, en plus d'une page, un peu de foi en la noblesse de l'âme humaine. Je ne sais si ce livre, dans sa simplicité voulue, est plus vrai que les *Martyrs* de Chateaubriand. Livre très agréable pourtant par son dilettantisme et son raffinement.

La maison de Claudine par Colette, (6 fr. 75 chez Ferenczi).

C'est le grand livre du mois, peut-être de l'année et ce n'est qu'un recueil de nouvelles. Colette qui, tant de fois, nous avez heurtés par votre complaisance aux vilenies humaines, par ce goût du vice qui avait vraiment l'air de se forcer tant il faisait contraste avec votre nature agreste, si saine et si vigoureuse, vous dont la qualité dominante est beaucoup moins désir que raison, vous nous donnez un livre pur, un livre sans tache, un livre où vous avez mis votre enfance. Quel joli cœur vous aviez dans ce temps. Quelle sensibilité furtive saisissant les moindres frissons, comme vous étiez belle dans cette maison à glycines, sur laquelle il valait mieux ne pas inscrire le nom de Claudine où un peu trop de vice veule est attaché, comme vous étiez simple et franche avant Willy. Votre éditeur le dit : Il n'y a dans ce livre ni tablier d'écolière, ni chaussettes. Il a raison. Il y a une petite fille qui se tait et qui pense. Il y a une mère surtout, la plus vivante, la plus tendre des mères, créature que les hommes n'oublieront jamais, qu'ils aiment comme vous l'aimiez. C'est à elle que nous devons sans doute que ce petit livre soit chaste.

Le Saint-Siège et la Russie. Leurs relations diplomatiques au XIXe siècle par Adrien Boudou, (20 fr., chez Plon).

A l'heure où le Saint-Siège fait les plus grands efforts pour renouer les relations avec l'Eglise russe, pour ramener les Eglises d'Orient dans la grande communion catholique, M. Adrien Boudou commence la publication de l'histoire des rapports entre la Russie et le Vatican au XIXe siècle. Le premier volume embrasse la période qui s'étend de 1814 à 1847. C'est un ouvrage monumental, aux vues claires, nourri de faits et de documents. Il continue la grande suite d'études du P. Pierling sur la Russie et le Saint-Siège du Concile de Florence à Alexandre Ier.

Gli ideali di un economista par L. Finandi, (Florence à La Voce).

Le grand économiste italien Finandi, esprit clair, pratique, profondément compétent, publie de très remarquables études groupées en quatre séries : 1° Science et Ecole; 2° Politique; Empire britannique et Société des Nations; 3° La guerre italienne; 4° Règles de conduite.

Imprimerie BIÈRE
18-20-22, rue du Peugue
BORDEAUX

931

DEC 12 1983

P
Fr.Lit.
V

Vie des Peuples
t.7,no.28(1922)

49

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY